

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 18 FÉVRIER 1925.

BUDGET DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE POUR L'EXERCICE 1925 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION SPÉCIALE (2), PAR M. de BURLET.

MESSIEURS,

Le Budget ordinaire du Ministère de la Défense Nationale pour 1925, tel qu'il vous est présenté par la Commission Spéciale, est en diminution de 12,605,365 francs sur le Budget de 1924.

La Commission Spéciale, comme les années précédentes, a examiné très attentivement chacun des articles au cours de nombreuses séances.

Elle a chargé votre Rapporteur de l'éclairer sur les points qui ont particulièrement attiré son attention; et dès que les renseignements demandés à M. le Ministre de la Défense Nationale lui sont parvenus, la Commission Spéciale s'est réunie pour en prendre connaissance et se mettre d'accord sur l'ampleur à donner aux questions d'importance particulière.

Au surplus, bien que le Rapport de l'an dernier sur le Budget de la Défense Nationale ait été fort complet et très détaillé, plusieurs de nos collègues ont manifesté le désir d'avoir cette année des explications étendues sur plusieurs articles.

(1) Budget, n° 4x1.

(2) Composition de la Commission spéciale :

a) Les membres de la Commission permanente de la Défense Nationale : MM. Pirmez, président, Berloz, Bovesse, Brifaut, Buyl, de Burlet, de Gérardon, Devèze, du Bus de Warnaffe, Eekelers, Ernest, Fieullien, Hoen, Huysbauwer, Mansart, Marck, Missiaen, Pierco, Richard, Theelen et Vandemeulebroucke.

b) Six membres nommés par les Sections : MM. Pecher, Bouchery, Schaetzen, Delacollette, Jennissen et Troclet.

C'est ce qui vous expliquera, Messieurs, l'importance du travail que la Commission soumet à votre examen dans les pages ci-après.

Ainsi qu'elle l'avait fait les années précédentes, la Commission permanente de la Défense Nationale a visité au cours de l'exercice 1924 plusieurs établissements militaires : Institut cartographique, Camp d'Elsenborn, Manufacture d'armes de l'État à Liège, Hôpitaux militaires, Dépôts divisionnaires, Boulangeries militaires, etc., etc. Vous trouverez à la fin des Annexes de ce Rapport des détails sur ces visites, et l'impression qu'en ont rapportée les membres de la Commission.

Dans la discussion générale du Budget, plusieurs membres ont exprimé des craintes au sujet de l'état de notre préparation militaire, surtout à la suite des articles retentissants que le colonel Repington a publiés dans la Presse étrangère.

Le grand critique militaire a, en effet, affirmé que la Belgique n'a plus aujourd'hui la sécurité qui découlait des anciens traités qui protégeaient longtemps nos frontières.

La Commission Spéciale a posé à Monsieur le Ministre de la Défense nationale une question à ce sujet. Nos honorables collègues comprendront qu'il n'est pas possible de détailler ici les mesures qui ont été prises dans tous les domaines par le Département pour parer à toutes les éventualités possibles.

Mais le Gouvernement s'est préoccupé depuis longtemps de s'assurer des appuis pour le cas d'une agression non provoquée de notre territoire et la mise en œuvre de nos forces militaires est prévue dans un « Projet d'opérations » qu'il appartiendra au commandant en chef de l'Armée de mettre à exécution.

Un membre a demandé si l'État-Major avait étudié la question de la création de régiments frontières, question qu'il avait défendue à la commission mixte du temps de service.

Cette question a fait l'objet d'une étude qui a conduit à la conclusion qu'au point de vue de la rapidité de la mobilisation, le gain de temps qui résulterait de la constitution de régiments frontières pouvait être considéré comme négligeable et pratiquement nul.

D'autre part, la « couverture d'une mobilisation » ne peut se faire au moyen de régiments frontières, car elle exige de grandes unités puissamment outillées et munies d'une artillerie nombreuse.

Semblables grandes unités ne se mobilisent pas plus rapidement dans les régions frontières qu'à l'intérieur du pays, à moins de les avoir, en tout temps, aptes à combattre immédiatement. Pour cela, il faudrait un encadrement considérable, des effectifs élevés, et un temps de service spécial et prolongé.

La Belgique est un petit pays avec un très grand développement de frontières et l'application du système des régiments frontières, s'il était réalisable, conduirait à avoir la presque totalité de nos régiments convertis en régiments frontières.

Au surplus, le meilleur facteur de succès de la mobilisation belge est la rapidité.

Une importante question a soulevé l'attention particulière d'un membre de la commission spéciale, qui désirait savoir les raisons pour lesquelles les 2/3 des

régiments belges sont actuellement groupés autour d'Anvers et de Bruxelles alors que la place de Liège avait, d'après lui, été dégarnie.

M. le Ministre de la Défense Nationale a répondu aux objections soulevées par notre collègue et, de ses explications il résulte, que le total des régiments groupés autour d'Anvers et de Bruxelles est loin d'atteindre les 2/3 de l'Armée belge.

La ville de Liège a perdu un Régiment de Cavalerie mais elle a reçu la moitié du 4^{me} Régiment de Lanciers, Régiment qui y tiendra tout entier garnison, dès que le Régiment de Cavalerie du corps d'armée d'occupation rentrera en Belgique.

Au surplus, si la ville de Liège se trouve encore dégarnie momentanément d'un Régiment d'Infanterie et d'un Régiment d'Artillerie de Corps de son ancienne garnison, c'est que ces Corps ont dû être détachés à l'Armée d'Occupation qui, en vue de sa cohésion n'a été formée que d'unités constituées, prélevées sur les principales villes du pays. Dès qu'une réduction sera apportée aux effectifs de l'Armée d'Occupation, le Ministre de la Défense Nationale reconstituera la garnison de Liège jusqu'à concurrence de la capacité de ses casernements.

Enfin, des membres ont demandé si le Département s'occupait de la création dans les Ardennes de corps de forestiers chargés, avec les douaniers, du service d'observation et de destructions en cas de mobilisation.

Le service d'observation aux frontières, auquel collaboreraient les douaniers et les forestiers est en voie de réorganisation. Ce service spécial ne nécessite pas la création d'unités constituées.

Un travail d'ensemble est toutefois en élaboration en vue de la constitution en unités territoriales de diverses catégories d'agents de l'État et des communes appartenant aux anciennes classes : forestiers, douaniers, policiers, pompiers, chemins de fer, postes et télégraphes, etc.

Deux questions ont soulevé plusieurs observations; ce sont : celle de la suppression de toute garnison à Ypres et celle du transfert aux environs de Courtrai de l'École d'aviation d'Asch.

On reproche au Département de la Défense Nationale de construire des casernes aux environs de la ville d'Ypres, de placer du Génie à Westroosebeke et ailleurs, tandis qu'Ypres, privée de troupes et de son École d'Équitation, proteste à juste titre.

De plus, l'État possède dans cette ville vingt-cinq hectares de terrains inoccupés, et le public se demande pourquoi on les laisse improductifs alors qu'on achète dans les Flandres des terrains de premier ordre pour y faire des champs d'aviation et des plaines de manœuvres.

Nos honorables collègues, MM. Collaert et Missiaen, après MM. Buyl et Butaye se sont fait les porte-parole des habitants de la région surtout intéressée.

M. le Ministre de la Défense Nationale a répondu directement à MM. Buyl et Butaye, par une lettre en date du 26 novembre 1924.

Il est exact que trois compagnies du génie sont détachées provisoirement en Flandre Occidentale par le Régiment de Chemin de fer d'Anvers à l'effet d'exécuter notamment des travaux relatifs à l'organisation de dépôts de munitions et à la relève de voies ferrées ayant desservi l'ancien front.

Ces troupes sont logées en partie à Westroosebeke, où elles occupent des baraquements ayant servi autrefois à des unités de réhabilitation, en partie à

Aertrijke où elles occupent des wagons de Chemins de fer. Ces troupes devant être à pied d'œuvre, il ne peut être question de les caserner à Ypres. D'ailleurs, dès que les travaux qui leur incombent seront achevés, ces compagnies rejoindront leur Régiment à Anvers.

En ce qui concerne les terrains qui auraient été achetés dans les Flandres pour y faire des champs d'aviation, des plaines de manœuvres, etc..., et les casernes qui auraient été construites dans les environs de la ville d'Ypres, il s'agit, sans doute, des terrains et casernements employés pour l'organisation du champ d'aviation de Wevelghem-lez-Courtrai, siège d'un groupe aéronautique, et sis à plus de vingt kilomètres d'Ypres.

Aucun des territoires que l'État possède à Ypres n'aurait pu convenir pour recevoir ce groupe : ces terrains, en effet, sont disséminés en ville, et aucun ne présente les dégagements ni la surface indispensables pour pouvoir servir de champ d'aviation.

Si nous envisageons l'utilisation possible des bâtiments militaires d'Ypres, nous constatons que ces bâtiments se réduisent à l'ancienne caserne d'infanterie, reconstruite par le service des régions dévastées et occupée actuellement par des organismes étrangers à l'Armée (justice de paix, tribunaux de dommages de guerre, etc.) Si cette caserne devait être destinée au logement des troupes, elle devrait être évacuée au préalable, puis devrait subir des travaux de réfection importants. Remise en état, elle ne pourrait abriter qu'un bataillon d'infanterie.

Tous les autres bâtiments militaires sont réduits à l'état de ruines qui ne se prêtent pas à des restaurations : le terrain seul reste utilisable et il faudrait y construire de toutes pièces.

Dès lors, la question de la constitution d'une garnison à Ypres, peut être envisagée d'un double point de vue :

1° Caserner un bataillon dans la caserne d'Infanterie préalablement restaurée ; abandonner et remettre à l'administration des Domaines les terrains des autres bâtiments militaires.

Cette solution ne peut être adoptée, car depuis l'application du régime de la double incorporation annuelle, les unités d'un même régiment prennent successivement le rôle d'unité d'instruction.

2° Caserner à Ypres un Régiment d'Infanterie complet en construisant, sur l'assiette des ruines actuelles, les bâtiments nécessaires pour un État-Major de Régiment et de deux Bataillons d'Infanterie.

Ce qui a été dit au 1° du Bataillon s'applique à *fortiori* au Régiment. En outre, cette mesure ne serait admissible que si, en tout état de cause, la Belgique manquait de places pour loger toute l'Infanterie de l'Armée, y compris les unités actuellement en Allemagne occupée. Si cette condition n'était pas réalisée, la construction de casernements supplémentaires constituerait un véritable gaspillage des deniers de l'État.

Or, les casernements actuels ou en cours de construction sont suffisants pour loger l'Armée d'aujourd'hui.

Pour ce qui concerne le transfert aux environs de Courtrai de l'Ecole d'aviation d'Asch, le Département de la Défense Nationale en donne l'explication suivante :

a) L'Ecole d'aviation s'est installée à Asch (Campine) au lendemain de l'armistice dans des installations allemandes de la guerre.

A part un local dénommé « Casino » toutes les installations (y compris les hangars) ont été édifiées à titre provisoire, en 1915, par les allemands.

Lorsque l'établissement des infrastructures définitives des aérodromes militaires a été décidé, la situation de l'aérodrome d'Asch était la suivante :

Toutes les constructions y compris les hangars devaient être reconstruits en matériaux solides et durables. (Le 7 novembre 1920, un hangar et un bâtiment de troupe se sont écroulés par grand vent.)

L'étude utile a été faite et a commencé par celle relative à l'achat du terrain.

Cette étude a montré qu'il ne pouvait être question de reconstruire l'école au même emplacement, car celui-ci allait à bref délai être rendu défectueux par l'établissement en bordure nord d'une tranchée pour quatre voies ferrées, en bordure est d'un remblai avec quatre voies ferrées, en bordure sud du canal de la Campine et qu'en outre les abords allaient être rendus dangereux pour de jeunes élèves par suite de l'établissement à l'est de l'aérodrome d'une gare analogue à celle de Schaerbeek, et à l'ouest d'un bassin destiné à desservir les charbonnages.

Le déplacement de l'Ecole fut décidé. La zone de Courtrai a été choisie comme nouvel emplacement.

b) L'installation de l'Ecole d'Aviation de Wevelghem, près de Courtrai, où l'Ecole d'Asch a été transférée, nécessite les dépenses suivantes :

Acquisition de terrains	fr. 1,200,000
Construction de bâtiments, ameublement, éclairage .	3,230,000
Total	fr. 4,430,000

Il faut tenir compte du fait que si on avait pu maintenir l'Ecole à Asch, tout eut été cependant à reconstruire à bref délai et moyennant des dépenses analogues, les locaux notamment étaient peu habitables et ne tenaient debout qu'à grands frais.

c) Les terrains de l'Ecole d'Aviation d'Asch n'appartenaient pas à l'État, mais aux communes sur les territoires desquels les installations étaient établies.

Les constructions devenues disponibles sont inutilisables par l'armée et ont été remises à l'Administration des Domaines pour être vendues au profit du Trésor, sauf quelques parties peu importantes qui seront enlevées et dont le emploi a été envisagé par le Département de la Défense Nationale.

CHAPITRE III.

Le Parlement s'est toujours préoccupé du sort des invalides de guerre. Il n'a jamais cessé de témoigner à nos glorieux mutilés la reconnaissance et l'attachement de la Nation et son ardent désir de les voir entourés de tous les soins assidus que réclamait leur état.

Des doutes se sont élevés parfois sur la nécessité de conserver l'hôpital de Woluwé, et beaucoup de Belges ont pensé qu'il serait préférable de répartir les malades encore en traitement dans d'autres hôpitaux.

Ce transfert n'est actuellement ni désirable, ni possible.

En voici les raisons :

L'ancienne propriété Parmentier, acquise par l'État en 1919, d'une contenance de 15 hectares environ, sise à Woluwé, à front de l'avenue de Tervueren, constitue l'hôpital de Woluwé.

Il comprend :

1° l'Institut de physiothérapie de l'Armée, qui, actuellement, constitue l'hôpital militaire de Woluwé;

2° les ateliers de prothèse du Service de Santé de l'Armée;

3° l'École de rééducation qui dépend exclusivement de l'œuvre Nationale des Invalides et que celle-ci a supprimée le 31 décembre 1924.

L'hôpital proprement dit hospitalise en moyenne 120 malades.

Ces malades sont :

1° des invalides de guerre (vingt encore environ) qui n'ont pas encore quitté l'hôpital depuis le moment de leur blessure et qui réclament encore des soins;

2° des invalides de la guerre y entrant par intermittence pour complications de blessures — (chiffre flottant de 15) — ou pour y être appareillés.

3° des ayants droit du Service de Santé de l'Armée : (civils, famille de militaire — ouvriers des chemins de fer, etc..., chiffre flottant de 15) hospitalisés pour y être appareillés ou soumis à un traitement physiothérapique;

4° Des militaires (environ 60) évacués de tous les hôpitaux du pays ou de l'armée d'occupation, pour subir un traitement de physiothérapie ou être appareillés.

De plus, il hospitalisera, à dater du 1^{er} janvier, des mutilés de guerre qui étaient hébergés à l'École de Rééducation supprimée, (25 environ) en attendant que l'Œuvre Nationale ait organisé dans ces ex-locaux de l'École, un hospice d'invalides.

La suppression de Woluwé, actuellement, entraînerait le transfert à l'hôpital de Bruxelles de l'Institut de physiothérapie, des ateliers de prothèse, et des invalides permanents hospitalisés.

Ce serait difficilement réalisable faute de locaux : on devrait pour ce faire pouvoir disposer des locaux du quartier British Farmer's, qui hospitalise les invalides de guerre tuberculeux, encore trop nombreux (70 en moyenne), mais dont le chiffre décroît progressivement par décès.

Les invalides devraient alors être répartis dans tous les hôpitaux du pays; ces établissements hospitalisent déjà en moyenne 250 à 300 invalides de diverses localités, qui entrent dans les hôpitaux voisins de leur résidence pour complication de leurs affections ou blessures et qui ont légalement droit aux soins gratuits.

Mais ces invalides sont des hospitalisés temporaires qui sont perdus dans la masse des autres malades, tandis que ceux de Woluwé, constituent peut-on dire, le groupe des grands miséreux, des grands mutilés, qui représentent le noyau des reliques de la guerre, qu'on honore par des manifestations publiques et autres marques de reconnaissance : promenade en auto, fêtes, visites de personnages de marque, etc.

Leur dissémination éventuelle les transformerait en malades ordinaires, supprimerait la gloire de l'exemple que leur groupement entraîne, et, fatalement, provoquerait des récriminations du public, des œuvres, des anciens combattants.

Toutefois, l'Œuvre Nationale des Invalides, organisme gouvernemental, se propose de grouper dans ses anciens locaux toutes ces glorieuses épaves, qui s'augmenteront des mutilés que peu à peu les familles nous envoient.

Elle pourra, sans doute, reprendre les nôtres et constituer dans les locaux de Woluwé une Œuvre qui lui sera propre.

On pourra alors envisager le transfert des services hospitaliers militaires proprement dits à l'hôpital de Bruxelles et supprimer ainsi Woluwé, organisme militaire. Mais cette suppression, actuellement, serait inopportune, si pas impossible à réaliser.

* *

La Commission a demandé également des précisions sur les villas de Preux et Jeanne d'Arc, à Montana.

Ces villas de Preux et Jeanne d'Arc sont louées par l'Association Nationale belge contre la Tuberculose (Association sans but lucratif sous le Haut Patronage de S. M. la Reine).

Ce ne sont donc pas des dons comme plusieurs de nos collègues le pensaient à tort.

Du 1^{er} janvier au 30 novembre 1924, 16 officiers et 59 militaires subalternes ont été en traitement à Montana.

Au 15 novembre, il restait 10 officiers et assimilés et 33 militaires subalternes.

Il y a 2 officiers et 14 militaires en instance qui attendent des vacances de place.

Pour le service de ces établissements, l'Association a un médecin en chef, le Dr Chassot, un médecin-adjoint, le Dr Guggisberg et trois infirmières.

Les appointements des médecins et des infirmières sont payés par l'Association Nationale belge contre la Tuberculose; ce personnel ne relève donc pas du Département.

Aucun pharmacien, ni aide, ni planton ne sont attachés à ces établissements.

Les dépenses diverses pour frais d'entretien proprement dits sont les suivantes :

Nombre de journées d'hospitalisation	12,443
Coût en francs suisses.	119,143.40
Contrevaleur en francs belges	<u>468,616.69</u>

Les dépenses supplémentaires s'établissent comme suit :

a) Objets d'habillement, trousseaux, etc., à l'usage des malades évacués sur Montana fr.	16,543.20
b) Fournitures de médicaments	1,900.00
c) Frais de voyage	<u>10,738.24</u>
Dépenses totales. . . . fr.	497,798.13

Le montant total des frais par malade et par jour s'élève à 40 francs belges.

Vous trouverez aux annexes de ce Rapport (Annexe n° I) la copie des deux contrats relatifs au Sanatorium de Montana.

* *

La question si importante et si grave du traitement des maladies vénériennes

dans l'armée et de la lutte entreprise contre ce véritable fléau, a provoqué des échanges de vue très intéressants au sein de la Commission spéciale. Celle-ci a désigné quelques uns de ses membres pour entendre l'exposé fait devant M. le Ministre de la Défense Nationale par le Général Major Médecin Wilmaërs, Inspecteur général du Service de santé et par MM. les Colonels Médecins Vander Smissen et Glibert.

M. le Président Pirmez, MM. les Députés Berloz, Fieullicn, Marek et de Burlet assistaient à cette conférence.

Nos honorables collègues ont soumis à M. le Ministre et aux officiers présents les griefs si souvent entendus, colportés un peu partout dans certains milieux, grossis et exagérés souvent, justifiés aussi parfois, contre la façon dont la lutte prophylactique était menée dans l'armée.

Certains de nos collègues ont signalé le danger des conférences trop réalistes et celui du libre usage pour les soldats, du remède prophylactique, comme aussi les dangers des dispositions prises dans un but louable en vérité, mais allant parfois à l'encontre du but moral poursuivi par les autorités militaires.

Messieurs, permettez à votre Rapporteur de donner ici quelques considérations rapides sur le danger vénérien et sur la propagande antivénérienne qui a été entreprise depuis de nombreuses années à la caserne.

L'armée n'a pas attendu l'apparition de la propagande faite par la Ligue anti vénérienne créée sous le haut patronage de S. M. le Roi et de S. E. le Cardinal Mercier en 1922, pour instaurer dans son sein les conférences anti-vénériennes qui se donnent actuellement par des propagandistes de toutes les opinions à la population civile dans la plupart des communes du Pays.

Dès 1852, des conférences morales étaient données à la troupe par des médecins militaires au sujet des affections vénériennes.

Hélas, l'expérience a prouvé le peu de résultat pratique de ces conférences. Au surplus, le mal était relativement peu inquiétant avant la guerre ; mais le cataclysme mondial a tellement répandu l'endémie vénérienne dans la population civile — et par voie de conséquence dans les armées, — que tous les belligérants se sont alarmés à juste titre et qu'ils ont provoqué des mesures diverses de protection de leurs soldats.

Les Américains les premiers se sont rendu compte hélas de la faillite de la prophylaxie morale et ils ouvrirent la voie à la prophylaxie médicamenteuse. Il m'est impossible de donner ici dans tous leurs détails les dispositions adoptées alors. Elles étaient d'une extrême sévérité. Les Anglais, les Allemands, les Autrichiens et les Italiens employèrent des moyens analogues.

Dans l'armée belge on se borna à donner aux hommes, et surtout aux permissionnaires des conseils moraux d'abord, puis des conseils hygiéniques. Mais ils ne disposaient d'aucun moyen médicamenteux.

Messieurs, ceux qui ont fait la guerre connaissent les multiples drames qui se déroulaient dans les unités ; et tous les médecins ont encore présents à l'esprit ces lamentables appels des hommes épouvantés des conséquences d'un moment d'oubli et de faiblesse.

Devant l'endémie croissante, le service de santé ne pouvait plus borner sa propagande à de seules conférences morales pour protéger toute la jeunesse belge qui lui était confiée.

Des études prophylactiques médicamenteuses s'imposaient. Elles furent faites sans retard et elles aboutirent au tube prophylactique polyvalent actuel. J'en ai donné la composition à ceux de nos collègues qui désiraient la connaître et votre Rapporteur communiquera à ceux qui voudraient avoir plus de renseignements des détails exacts et précis sur les statistiques établies depuis l'emploi du tube en question.

Qu'il me suffise ici de dire que les résultats sont excellents et que, depuis l'usage du remède employé dans l'armée, on constate — pour deux années — une diminution de 1969 vénériens.

L'expérience de deux ans est courte et le Comité technique du service de Santé estime qu'elle doit être continuée.

En résumé, la Belgique n'a rien innové. La campagne anti-vénérienne y est admirablement menée dans l'élément civil par un organisme officiellement sub-sidié « La Ligue nationale contre le péril vénérien » auquel sont venus en aide, par souscription ou appui, toutes les hautes personnalités et la plupart des grandes collectivités belges.

L'armée prend sa part dans cette grande lutte sociale.

Et les résultats sont là : On peut dire que la syphilis, maladie mortelle, tend vers zéro.

L'État (Département de l'Intérieur et de l'Hygiène) y participe par le traitement gratuit des vénériens.

L'armée, mieux placée dans cette lutte, a pu faire plus que de la propagande théorique. Il y a lieu de l'en féliciter et de remercier tous ceux qui, depuis tant d'années, avec une conscience et un dévouement inlassables, se sont voués à cette grande œuvre de préservation de la race menacée.

En protégeant contre le péril vénérien ceux qui s'y exposent volontairement malgré les conseils répétés de morale et d'abstinence, l'armée intervient en faveur des militaires de conduite irréprochable en supprimant les causes de contagion indirecte, toujours possible dans les milieux où la vie en commun est obligatoire.

L'armée accomplit un devoir de préservation sociale de la race et de la descendance dans la mesure où la science le lui permet : aucun père de famille soucieux de sa responsabilité n'a le droit de le lui reprocher.

Pour terminer cette question, votre Rapporteur signale l'excellent esprit qui anime tout le Département de la Défense Nationale dans la lutte entreprise. Il a suffi que nous signalions à M. le Ministre les quelques objections soulevées à propos de l'application des mesures de prophylaxie, des conférences, etc., pour que le chef du Département adresse aux autorités compétentes et responsables la dépêche ci-après :

Bruxelles, le 5 février 1925.

« Aux Commandants du SS, de CA et de Cons Mres. »

Pour information : à l'I. G. S. S.

» J'ai l'honneur d'attirer votre sérieuse attention sur la nécessité de veiller à ce que les instructions en vigueur, relatives à la prophylaxie des maladies vénériennes, soient toujours judicieusement observées et avec tout le tact voulu.

» Je rappelle qu'il importe que, dans les conférences morales données à ce sujet, les médecins recommandent avant tout la continence compatible avec la plus belle santé et insistent sur tous les dangers et toutes les conséquences de l'immoralité, tant au point de vue individuel qu'à celui de la société et de la race.

» Ils s'inspireront à cet égard des directives générales données dans la circulaire de l'I. G. S. S. annexée à la D. M. — 6^e D^{os}. G^{us} — 1^{er} D^{os} — 1^{er} B^{au} N° 156/11274/2 du 29 octobre 1921.

» Chacun doit aussi connaître les premiers symptômes des affections vénériennes et l'importance indiscutable du traitement préconisé.

» Les hommes seront informés d'ailleurs que le traitement le plus immédiat, tel celui auquel ils peuvent recourir au cabinet prophylactique par les soins hygiéniques et l'emploi des tubes prophylactiques, n'a qu'une efficacité relative, laquelle sera d'autant plus grande que le traitement stérilisant aura été appliqué le plus tôt possible après le rapport suspect d'infection.

» Je crois, d'autre part, ne pas devoir insister à nouveau sur la nécessité du dépistage des affections vénériennes et des moyens d'assurer un traitement curatif suivi et poussé jusqu'à la guérison aussi complète que possible. Je compte sur la clairvoyance, le tact et le dévouement des médecins pour donner toujours à leurs conférences un caractère de haute moralité, et, tout en luttant contre la débauche, ne rien négliger à l'effet d'assurer l'assistance la plus hâtive et la plus complète à ses malheureuses victimes. »

Le Ministre de la Défense Nationale,

(S.) P. FORTHOMME.

Je pense que ces explications donneront toute satisfaction à nos collègues et qu'ils y trouveront pour l'avenir toutes les garanties de morale et de sécurité qu'ils étaient en droit de réclamer pour nos soldats sous les drapeaux.

CHAPITRE IV.

Plusieurs membres de la Commission spéciale répondant en cela au désir de beaucoup de nos collègues ont désiré avoir des renseignements détaillés sur l'Académie militaire.

1^o L'École militaire exige pour l'année 1925 une dépense de 2,018,960 francs.

Le nombre d'élèves est pour l'Artillerie et le Génie : 371 élèves et officiers.

Pour l'Infanterie et la Cavalerie : 118 élèves et officiers.

Le nombre d'heures de cours, par professeur, est en moyenne de 150 heures de cours et 150 heures pour les examens, interrogatoires et travaux.

Les indemnités et traitements des professeurs s'élèvent à 671,680 francs.

Les professeurs ne font aucun autre service que celui des cours, sauf M. Rissack, professeur de mécanique rationnelle attaché au laboratoire d'aérodynamique de Rhode-Saint-Genèse, et M. Mage, professeur à l'École de guerre et expert du Parquet.

Toutefois, MM. les professeurs Rabozée (construction) et Mage (chimie analy-

tique et industrielle), le major Umé, sont chargés de diriger les travaux d'analyse et de recherches effectués dans leurs laboratoires pour les services de la Défense Nationale. Ils ne touchent aucune rétribution spéciale de ce chef.

2° L'École de guerre, tous frais compris, coûte :

A. a) Pour le personnel	fr.	149,880
b) Pour les frais d'administration, d'entretien des bâtiments, du mobilier, etc, (Cette somme comprend également les frais de casernement occasionnés par l'occupation de locaux destinés aux 2 ^e et 4 ^e section de l'État-Major général de l'Armée . . .		24,000
B. Les indemnités réglementaires de déplacement due aux officiers pour les voyages d'instruction faits conformément aux ordres ministériels. (Cette somme est variable et dépend essentiellement de l'effectif des officiers-élèves.) Pour 1925, elle sera approximativement de		30,000
C. Appointements du corps professoral militaire permanent de l'École, variables suivant le grade des professeurs ; actuellement environ		375,800
Total. . fr.		579,680

L'École de guerre compte 68 officiers ; ceux-ci ne reçoivent aucune indemnité.

Vous trouverez, Messieurs, aux annexes de ce Rapport (Annexe n° II) un tableau des heures de cours donnés par chacun des professeurs, ainsi que les indemnités et traitements de ceux-ci.

. . .

L'examen des dépenses des Écoles des Pupilles de l'Armée et des Cadets a provoqué une série de questions à la Commission Spéciale et votre Rapporteur croit utile de donner quelques explications plus détaillées sur ces établissements d'instruction militaire.

1922.

Montant total des dépenses, fr. 6,322,375.41.

Effectif moyen, 1,360 élèves.

Prix moyen par élève, 4,650 francs.

1923.

Montant total des dépenses, fr. 6,046,220.91.

Effectif moyen, 1,350 élèves.

Prix moyen par élève, 4,478 francs.

1924.

Le traitement des professeurs (conséquence de la péréquation) n'étant pas encore fixé, le travail de centralisation de la comptabilité de cette année ne peut être terminé.

1925.

Le montant *approximatif* (prévisions budgétaires des dépenses) est de

6,495,000 francs.

L'effectif organique prévu étant de 1,140 élèves, l'effectif en élèves au 1^{er} janvier 1925 est de 999.

La division de 6,495,000 par 999 ne donne pas le coût moyen d'un élève pour l'année 1925.

En effet :

1^o Le montant total des dépenses prévues pourra être réduit de 1/20 environ, ou approximativement, soit 300,000 francs ;

2^o dans ce montant sont compris le traitement et la solde du cadre, et des élèves de l'École centrale scientifique, soit environ 300,000 francs.

L'effectif de cette école n'étant pas compris dans le nombre 999.

3^o L'année scolaire, octobre à octobre, ne correspond pas à l'année budgétaire, janvier à janvier. Il en résulte que l'effectif, pour les trois derniers mois de l'année, peut être et sera vraisemblablement supérieur à celui existant au 1^{er} janvier. C'est donc l'effectif moyen de l'année qui devient diviseur, et non celui à une date quelconque.

Pour 1925, on peut prévoir l'effectif moyen d'environ 1,050 élèves. De ce qui précède, et sans tenir compte des économies possibles, sur les différents postes, et en particulier sur les traitements du personnel enseignant, il ressort que les dépenses pour l'ensemble des Écoles des Pupilles seraient de :

$$6,495,000 - 600,000 (300,000 + 300,000) \text{ ou } 5,895,000$$

pour un effectif moyen de 1,050 élèves ; soit environ 5,600 par élève.

La différence entre 4,500 (1923) et 5.600 se justifie :

1^o Par l'application de la péréquation qui se traduit par une augmentation totale d'environ 500,000 francs ;

2^o Par la réduction des effectifs ramenés de 1,350 à 1,140. Les variations des effectifs et des dépenses n'étant pas en rapport direct (frais généraux, entretien des bâtiments, chauffage, éclairage, etc.

..

Des calculs précis faits pour les années antérieures il résulte que le total des dépenses se répartit comme suit :

3/9 pour les Ecoles des Cadets et Ecole Centrale Scientifique ;

4/9 pour les deux écoles des pupilles du degré moyen ;

2/9 pour les deux écoles des pupilles du degré primaire, soit pour 1925 (déduction faite de l'approximation) :

Ecole Centrale Scientifique	300,000
Ecole des Cadets	1,765,000
Ecole des pupilles du degré moyen	2,754,000
Ecole des pupilles du degré primaire	1,376,000

L'effectif de 999 se répartissant comme suit :

Ecole des Cadets Française	115
» Flamande	84
	199 cadets

Ecole des pupilles, degré moyen, Française	282
— — — — — Flamande	228
Ecole des pupilles, degré primaire, Française	159
— — — — — Flamande	131
	800 pupilles
Total.	999
Ecole Centrale Scientifique du 1 ^{er} octobre au 1 ^{er} mars	43
— — — — — du 1 ^{er} mars au 1 ^{er} octobre	63

* *

Dans les différents calculs exposés ci-dessus, il est à remarquer qu'il a été tenu compte des traitements des officiers et du cadre subalterne.

Le personnel militaire émerge au budget général et non aux « dépenses relatives aux Écoles des Pupilles », car la dépense dont il est question peut être considérée comme indépendante du fonctionnement des Écoles.

Si l'on veut déterminer exactement *la charge de l'État* résultant du fonctionnement des Écoles des Pupilles, il faut encore déduire de la somme de 6,495,000 francs le montant des traitements dont il est question ci-dessus, soit environ 2,335,000 francs.

Et le coût moyen d'un pupille pour 1925, s'établirait comme suit :

Dépenses totales	fr. 5,895,000
A déduire, montant du traitement du personnel militaire	2,335,000
différence.	fr. 3,560,000
pour un effectif moyen de 1,050 élèves, soit	3,400
coût moyen d'un pupille pour 1925.	

Sans vouloir discuter ici l'appréciation émise dans son remarquable Rapport sur le Budget des Sciences et des Arts pour 1925 par notre honorable collègue M. Gollier, la Commission spéciale rappelle que le but des Écoles de Pupilles et des Cadets de l'Armée est « *de donner* à des catégories déterminées de jeunes gens, dans certaines conditions, l'éducation et l'instruction qui les rendent aptes à concourir au recrutement des cadres de l'Armée. »

Les Écoles des Pupilles sont organisées en trois degrés :

1^o *degré primaire*, qui comprend 4^e, 5^e et 6^e années préparatoires d'Athénée Royal ;

2^o *degré moyen*, qui comprend 6^e, 5^e et 4^e d'Athénée Royal ;

3^o *degré supérieur* (Cadets), qui comprend 3^e, 2^e et 1^{re} d'Athénée Royal.

Chaque degré comprend deux Écoles, l'une à langue véhiculaire française, l'autre à langue véhiculaire flamande.

Dans toutes les Écoles la seconde langue nationale est étudiée de manière approfondie.

Après avoir accompli le cycle primaire et moyen, ou le cycle moyen seulement,

suivant le cas, les élèves volontaires sont versés dans les régiments comme caporaux.

Envoyés dans les Écoles de sous-officiers, avec une base scientifique correspondant à la 4^e d'Athénée, ils y complètent leur instruction militaire, pour devenir sous-officiers.

Les mieux doués, aptes aux études moyennes supérieures entrent au degré supérieur (Cadets) après un concours, et, y ayant terminé la 4^e d'Athénée, se présentent à l'École Militaire, pour devenir Officiers. En cas d'échec, ils sont versés comme caporaux au régiment, pour y accomplir leur temps de volontariat, et concourir aux grades.

En résumé, degrés primaire et moyen, donnent à l'élève une instruction suffisante pour en faire un sous-officier instruit et bilingue, tandis que le degré supérieur réserve aux mieux doués, une instruction de choix, les préparant à la carrière d'officier.

Outre l'instruction proprement dite, l'élève reçoit une éducation physique rationnelle, une éducation civique et patriotique soignée, et enfin, il acquiert de profondes connaissances théoriques et pratiques, dans la seconde langue nationale.

La Commission spéciale croit devoir attirer votre attention, Messieurs, sur le fait suivant : jusqu'à 16 ans, l'âge du volontariat, les élèves ne reçoivent qu'une simple préparation militaire, dont l'éducation physique est la base essentielle. A partir de 16 ans seulement, ils reçoivent une instruction militaire théorique et pratique qui, complétée aux écoles de sous-officiers, ou à l'École Militaire, en formeront d'excellents gradés-sous-officiers ou officiers bilingues.

Avant l'âge de 16 ans, l'élève a la liberté de quitter cet établissement ; dans ce cas, il aura donc reçu gratuitement pendant quelques années une instruction et une éducation soignées.

Il rentre dans ses foyers pour se créer une situation dans le commerce, l'industrie ou les carrières libérales.

Les Ecoles de Pupilles ont donné au pays un futur citoyen assoupli aux exercices physiques, ayant une bonne base scientifique, connaissant les deux langues nationales et ayant au plus haut point, le respect des institutions nationales et l'amour de son Pays.

Votre Rapporteur ajoute, et le fait est à retenir, que jusqu'à l'âge de 16 ans, l'élève n'a reçu aucune spécialisation. A 16 ans seulement, l'enfant choisit sa carrière avec des éléments de succès fort appréciables. Qu'il serve à l'Armée ou qu'il choisisse une autre voie, il possède un sérieux acquis qui l'aidera puissamment dans la vie.

. * .

La Commission Spéciale croit utile, pour terminer cette question, de vous donner quelques détails sur les effectifs des Écoles des Pupilles et des Cadets.

Et tout d'abord, à titre de simple indication, votre Rapporteur vous signale, Messieurs, le nombre d'élèves spécialement intéressants fréquentant actuellement les cours.

Orphelins de guerre, fils d'invalides, fils d'anciens combattants ou fils de père ayant servi la Patrie en temps de guerre :

634

dont 222 orphelins de guerre,
soit environ le 1/4 de l'effectif.

Le restant de la population est constituée par des fils d'anciens militaires, des enfants de fonctionnaires et de familles nombreuses.

Ces chiffres renforcent singulièrement l'argumentation du législateur, qui, en 1913, a fixé par une loi, dans ses grandes lignes, l'organisation actuelle des Ecoles des Pupilles et Cadets de l'Armée.

Dans un but d'économies, déjà et à deux reprises, on a diminué les effectifs organiques.

En 1919 : Effectif total	1950
2 Ecoles de Pupilles primaires à 225	450
2 Ecoles Moyennes à 450	900
2 Ecoles des Cadets à 300	600

. . .

En 1922 : Effectif total	1470
2 Ecoles primaires à 150	300
2 Ecoles moyennes à 390	780
2 Ecoles de Cadets à 195	390

.

En 1923 : Effectif total	1140
2 Ecoles primaires à 150	300
2 Ecoles moyennes à 300	600
2 Ecoles de Cadets (ensemble)	240

. . .

Enfin, la Commission spéciale a cru utile de vous donner, Messieurs, un rapide aperçu sur l'Ecole Centrale Scientifique.

L'Ecole Centrale Scientifique est uniquement une annexe des Ecoles des Cadets. Les élèves qui y sont admis, suivent tous les cours aux Ecoles des Cadets.

Par la section normale ou par la section spéciale, les volontaires et les miliciens se préparent à l'Ecole Militaire ou aux examens d'officier par le rang.

La section normale, 3^e, 2^e et 1^{re} d'Athénée, permet aux militaires d'achever leurs études moyennes supérieures en vue de l'épaulette, tandis que la section spéciale s'adresse aux jeunes gens qui, ayant complètement terminé leurs études

moyennes supérieures, font, en cinq mois, une révision pour se préparer à l'École Militaire.

Les élèves de la section normale doivent, pour chaque année scolaire, un an de volontariat supplémentaire, tandis que les miliciens élèves de la section spéciale, doivent acquérir la qualité de volontaire.

L'effectif organique pour la section normale, est de 150 ; pour la section spéciale, aucun effectif organique n'est prévu.

En décembre 1924, la population de l'École s'élevait à 66 élèves, et pour la section spéciale, qui s'ouvre le 1^{er} mars 1925, 20 élèves sont prévus.

Nous ne nous occuperons point des admis à l'École Militaire. En cas d'échec, ces volontaires, avec un bagage scientifique solide, sont des gradés bilingues de valeur, qui rendront à l'Armée, pendant leur temps de volontariat, des grands services comme instructeurs.

Certains passeront par le cadre, pour atteindre l'épaulette, d'autres, enfin, au moment de quitter le service actif, deviendront des officiers de réserve.

Quoi qu'il en soit, le service militaire terminé, ceux qui retourneront à la vie civile, pourront prétendre à de solides situations, tout en réservant au Pays un patriotisme éclairé, et pour les heures tragiques, une aide dévouée, pour conduire les soldats au combat.

. . .

Votre Rapporteur croit utile de terminer ce chapitre des Écoles des Pupilles de l'Armée en vous donnant ci-après le rendement des Écoles des Pupilles et de l'École centrale scientifique.

Le nombre des candidats gradés et des candidats officiers versés, soit dans les régiments, soit à l'École Militaire, sans parler des jeunes gens issus de ces établissements, qui, ne se sentant pas la vocation, se sont casés honorablement dans la vie civile.

Depuis 1919, date de la réorganisation :

Nombre de candidats gradés ou de gradés versés dans les régiments.	876
Entrés à l'École Militaire pour devenir officiers	214
Entrés à l'Université	47
Entrés à l'École Coloniale	19

Le but des Écoles de Pupilles et des Cadets est-il atteint ? Les résultats obtenus répondent à la question et la Commission Spéciale les soumet à votre étude et à votre appréciation.

. . .

Les postes relatifs au Musée Royal de l'Armée ont provoqué quelques questions auxquelles votre Rapporteur donne les réponses ci-après :

Deux conservateurs adjoints ont été mis en disponibilité le 31 octobre 1923. Ils touchaient ensemble 4,900 francs d'appointements.

Ces appointements ont été, le 1^{er} novembre 1924, réduits à 4,655 francs, con-

formément aux stipulations de l'arrêté royal du 6 mai 1923 relatif à la mise en disponibilité. Ces traitements subissent annuellement une diminution de 5 p. c.

Un de ces conservateurs adjoints cessera d'émarger au budget le 31 octobre 1927. L'autre le 30 avril 1927.

Quant à la question du chauffage central, cela relève du domaine du Ministère de l'Agriculture et des Travaux Publics.

A une demande tendante à faire installer le dit chauffage dans les halls occupés par le Musée Royal, Monsieur le Ministre des Travaux Publics a suggéré, en présence du coût élevé de cette installation, le placement de foyers au charbon. C'est, ce qui a été fait. Cinq grand poêles supplémentaires ont été achetés.

Le chauffage n'est pas suffisant dans les halls dit « des Trophées et des Alliés » à cause des vastes proportions de ces salles et de leur structure, mais le service des bâtiments civils étudie en ce moment, les améliorations à y apporter (fermeture hermétique des verrières, réfection du toit, etc.)

Le danger d'incendie a préoccupé plusieurs membres qui désiraient savoir les mesures prises pour garantir contre tout sinistre les admirables collections classées dans les locaux du Musée Royal de l'Armée.

Onze bouches d'eau avec tuyaux d'incendie existent au Musée Royal. Ces installations sont périodiquement vérifiées par les pompiers de la ville de Bruxelles.

En outre, vingt-cinq appareils extincteurs sont répartis dans les locaux.

Deux avertisseurs électriques, ainsi que le téléphone, relient le musée au poste des pompiers.

D'autre part, le concierge effectue une ronde chaque soir.

CHAPITRE V.

La question du gaz de combat a retenu l'attention spéciale de la commission et la Chambre tiendra certainement à avoir à ce sujet les renseignements ci-après qui nous ont été donnés par Monsieur le Ministre de la Défense Nationale.

Il a été créé, en juin 1923, un service des gaz de combat, direction autonome relevant directement du Ministre de la Défense Nationale.

Ce service comprend :

1) Un bureau des gaz de combat comprenant un personnel militaire (2 officiers), dont l'objet principal est de s'occuper, en liaison avec les divers organismes de l'armée et particulièrement l'État-Major de l'Armée, de toutes questions ayant trait au gaz de combat (documentation, matériel, instruction, etc...).

2) Un laboratoire de recherches.

Pour être complet un laboratoire de recherches de gaz de combat doit comporter deux sections :

l'une s'occupant des questions d'ordre physiologique,

l'autre s'occupant des questions chimiques.

À la création du service des gaz de combat, les différents travaux incombant à ces laboratoires étaient entrepris dans des laboratoires appartenant à d'autres organismes et s'occupant en même temps de nombreuses autres questions. Vu l'importance et la nature spéciale des questions traitées (secret, manipulation souvent dangereuse et insalubre) et l'absolue nécessité de posséder des techniciens chimistes et physiologistes de valeur s'occupant exclusivement des questions de gaz de combat, il a été estimé indispensable d'évoluer vers la création de laboratoires autonomes et complètement distincts d'autres organismes. Cette évolution n'a pas lieu sans difficultés. Il est fort difficile de trouver soit dans l'élément militaire, soit dans l'élément civil, des techniciens de valeur consentant à se consacrer aux questions de Gaz de Combat.

D'autre part, à côté de la question de personnel, il est de première importance de pouvoir disposer de locaux convenablement équipés et situés de manière à ne créer aucun inconvénient aux services voisins.

La construction et l'aménagement des locaux est envisagée à Vilvorde. L'aménagement de certains bâtiments existants est en voie d'exécution. Pour les bâtiments nouveaux, les études n'ont pu être terminées qu'après remise des prévisions budgétaires pour 1925 et les crédits nécessaires (225,000 francs) feront l'objet d'une proposition d'amendement au budget extraordinaire de 1925.

De même, pour l'équipement des laboratoires, M. le Ministre de la Défense Nationale sollicitera un crédit de 90,000 francs par voie d'amendement au budget ordinaire (chapitre des dépenses exceptionnelles).

Quoi qu'il en soit, dans la situation actuelle, le laboratoire de chimie est constitué et fonctionne provisoirement dans les locaux de l'École Militaire.

Le laboratoire de physiologie n'est pas encore constitué ; son installation est prévue dans les crédits demandés. En attendant, les questions de physiologie dont la solution est urgente, sont résolues soit par l'intervention d'un médecin physiologiste de l'Institut d'hygiène, de chimie et de physiologie de l'Armée,

soit par la collaboration bénévole de certains physiologistes civils (M. le professeur Fredericq, M. le docteur Dautrebande).

Il va sans dire que pareille situation est totalement insuffisante et n'est que transitoire.

3^e *Le Comité technique des gaz de combat.* — C'est un comité consultatif qui constitue le conseiller technique du chef de service des gaz de combat.

Ce comité est réuni au moins une fois par trimestre (plus fréquemment en réalité) et comprend, suivant les questions traitées, des délégués des divers organismes militaires intéressés et des personnalités scientifiques spécialement désignées par leurs connaissances et leurs travaux.

A. — A LA TROUPE.

L'action du Service des Gaz de Combat est complétée par la présence dans les États-Majors de grandes unités et dans les corps, d'officiers spécialistes.

Ces officiers spécialistes ont été formés par le Service des Gaz de Combat.

II. — *Activité du Service des Gaz de Combat.*

L'activité du Service des Gaz de Combat peut se diviser en deux domaines : la *protection* et l'*agression*.

L'étude de la protection est de toute première urgence, d'autant plus qu'il est indispensable que le matériel de protection anti-gaz existant à la fin de la guerre évolue en fonctions des nécessités qui sembleraient s'imposer au cours d'une guerre future.

C'est donc à la question du masque que s'est attachée presque exclusivement l'activité du laboratoire de chimie. Il a étudié un charbon de bois dont la fabrication n'est pas connue en Belgique. Grâce à l'utile collaboration des services d'études de l'Arsenal de Construction (chargé de la fabrication du matériel de protection anti-gaz) un nouveau modèle de masque à gaz a été établi. Les différents éléments intéressant la fabrication ont été soigneusement étudiés et mis au point. Actuellement la période d'étude peut être considérée comme terminée et la phase de fabrication a commencé. (L'Arsenal de construction d'Anvers est chargé de cette fabrication.)

Ce masque, muni des derniers perfectionnements, semble répondre à toutes les conditions qu'on peut exiger pour l'éventualité d'une guerre chimique.

Le laboratoire de recherches a commencé également, en ce qui concerne le point de vue chimique, l'étude de diverses autres questions intéressant le domaine de la protection (protection des chevaux, vêtements anti-ypérite, protection collective, etc...)

B. — AGRESSION.

On ne peut concevoir l'étude de la protection anti-gaz sans envisager l'étude de l'agression.

En effet, dans une guerre où l'arme chimique serait employée par l'ennemi, il serait nécessaire, outre la protection à assurer contre les agents chimiques mis en œuvre, de riposter par les mêmes moyens de combat. Pareille riposte ne pourrait être improvisée sans s'exposer à des retards dont les conséquences pourraient être

désastreuses et il est indispensable que l'arme soit préparée dès le temps de paix (au minimum recherches théoriques et mise au point des méthodes de fabrication industrielle).

D'autre part, une bonne protection doit pouvoir suivre l'évolution qui a eu lieu dans le domaine de l'agression afin de pouvoir au plus vite trouver la parade.

Dans le domaine de l'agression, les travaux du Service des Gaz de Combat sont sensiblement moins avancés que dans celui de la protection.

Tout d'abord, il a paru indispensable de donner priorité à l'étude de la protection et, avec les moyens limités dont dispose le laboratoire, il a fallu sérier les questions et négliger quelque peu l'étude de l'agression. On a dû se borner jusqu'ici à l'étude des lacrymogènes et à quelques travaux sur les fumées.

En 1925, s'il peut disposer des crédits qui seront demandés à l'extraordinaire, par voie d'amendement, le Service des Gaz de Combat espère pouvoir avancer sérieusement dans l'étude de l'agression.

Il y a lieu de signaler qu'un appel a été fait au monde scientifique belge, afin que les substances toxiques susceptibles d'un emploi militaire et qui seraient découvertes au cours des travaux de laboratoire soient signalées au Service des Gaz de Combat.

. . .

La Commission spéciale a manifesté le désir de connaître ce que comportait le personnel civil du Service des Gaz de Combat, qui dirigeait les recherches et les études, où se faisaient actuellement les expériences, comment se calcule l'indemnité pour travaux dangereux ; enfin, si l'armée est à la hauteur des besoins en masques anti-gaz et si elle possède les réserves suffisantes pour le cas de mobilisation.

Le personnel civil comporte actuellement un chimiste directeur du laboratoire de chimie.

Il est prévu, en outre, qu'à partir du milieu de l'année (date à laquelle on peut espérer que les nouveaux laboratoires pourront être mis en activité), il y aurait un préparateur attaché à chacun des laboratoires de chimie et de physiologie. Faute de locaux suffisants, la présence de ce personnel ne s'impose pas actuellement. Il ne paraît guère possible de recruter ces préparateurs parmi l'élément militaire, car cette fonction demande des qualités et une instruction professionnelle qui ne se rencontrent que chez un personnel de métier.

Les recherches et études sont dirigées, au point de vue chimique, par le chef de laboratoire auquel un pharmacien militaire est adjoint. Les questions de physiologie sont traitées comme il est dit plus haut par M. le Ministre de la Défense Nationale.

Les expériences se font actuellement au laboratoire de chimie de l'École militaire.

Quant à l'indemnité de travaux dangereux et insalubres elle répond à un double but.

Tout d'abord accorder une juste indemnité pour les dangers et les inconvénients que présentent la manipulation fréquente de produits toxiques ou irritants ; ensuite, procurer aux techniciens civils et militaires travaillant dans les laboratoires du service de Gaz de combat un avantage pécuniaire qui les retiennent dans leurs fonctions ingrates dont l'importance est considérable, mais dont l'exercice journalier est souvent désagréable, dangereux et insalubre.

Le système de l'indemnité globale présente encore l'avantage d'augmenter sensiblement l'attrait d'un service où il est indispensable de n'employer que des éléments de valeur qui y viennent de leur propre gré.

Cette indemnité est accordée mensuellement, car il n'est pas possible dans un travail continu de laboratoire de créer une indemnité correspondant effectivement à des heures réelles de travail dangereux.

Les études du nouveau masque venant seulement d'être terminées, l'approvisionnement de mobilisation est commencé.

L'arsenal de construction fabriquera annuellement un nombre suffisant de masques pour obtenir la dotation en temps voulu.

* .

La question du carburant national n'a pas été perdue de vue par le Département, votre Rapporteur complète les renseignements fournis dans ses Rapports de 1923 et de 1924 par les détails suivants :

L'arrêté royal du 5 février 1924 a réorganisé l'ancienne Commission des carburants créée par le Département de la Défense nationale.

Cette Commission comprend :

a) La Commission proprement dite, composée exclusivement de fonctionnaires représentant les départements intéressés.

b) Une Sous-commission technique comprenant des fonctionnaires techniciens des divers départements, des chimistes, et des représentants de l'Automobile Club de Belgique.

c) Une sous-commission économique comprenant les représentants des sociétés belges importatrices de pétrole, des consommateurs et des représentants des accises et des Affaires Étrangères.

Cette commission réorganisée a repris la suite des travaux commencés par l'ancienne commission :

Procédé Bergius. — Ce procédé qui a pour but de faire de l'essence, du pétrole, des huiles, etc., en partant du charbon gras, a été étudié d'une façon complète et a été trouvé plein de promesses d'avenir. Son étude étant terminée au laboratoire, sa mise au point appartient actuellement à l'industrie. Une société vient de se fonder au capital de 6,000,000 pour l'industrialisation du procédé et on peut espérer que l'on entrera bientôt dans la voie d'une réalisation pratique.

Procédé De Graer. — Ce procédé repose sur la fabrication à bon marché de l'hydrogène et son emploi dans des moteurs simplifiés dans ce but.

Les travaux sont trop récents pour pouvoir se faire une idée exacte de la valeur de ce procédé.

Gaz pauvre. — Poursuivant les études à ce sujet, la Commission a fait équiper un camion automobile de l'Armée au moyen d'un gazogène d'un système belge basé sur l'emploi du charbon de bois. Les essais techniques de consommation, rendement, etc., sont actuellement en cours et permettent de présager d'heureux

résultats. L'adoption de ce générateur pour les camions lourds permettrait une notable économie d'essence.

La question de l'emploi du gaz pauvre pour véhicules automobiles est d'ailleurs à l'étude dans de nombreux pays et la Commission des carburants sera représentée au sein du jury qui jugera le concours qu'organisera à ce sujet l'Automobile Club de Belgique au printemps prochain.

Stocks d'essence. A l'initiative de la Commission et sur avis favorable de sa sous-commission économique, un arrêté royal récent impose aux importateurs d'essence et des dérivés du pétrole la condition d'avoir toujours en stock sur sol belge, le quart des quantités importées par eux. Cette mesure, lorsqu'elle aura reçu sa pleine application, sera de nature à fournir à la Belgique la disposition d'un stock, lui permettant d'assurer ses besoins en carburants pour une période de quatre à six mois de guerre.

. . .

La Commission Spéciale s'est préoccupée de l'augmentation de 1.228,295 frs, prévue au chapitre V et dont le détail est donné dans la colonne « Observations » (art. 25), page 65 du projet de Budget.

Elle a chargé votre Rapporteur de lui donner des renseignements complets sur le service des destructions de munitions.

La Commission désirait surtout connaître quand on a commencé le nettoyage des zones du front et de l'arrière, ce qui a été fait par l'État et par la firme « Pickett », les accidents survenus au cours des travaux et les sommes récupérées par ventes.

Vous trouverez ci-après, Messieurs, des détails précis sur ces opérations dangereuses et sur leurs résultats.

SITUATION APRÈS L'ARMISTICE. — A l'époque de l'armistice, il existait en Belgique environ 130 dépôts plus ou moins importants et plus ou moins bien tenus et environ 14,000 wagons chargés de munitions, éparpillés dans un grand nombre de gares et ayant été pour la plupart soumis au pillage par la population qui espérait y trouver un butin profitable.

En outre, les champs de bataille devaient être débarrassés, non seulement des munitions tirées et non explosées qui s'y trouvaient, mais aussi des dépôts abandonnés sur les positions d'artillerie, tant par les Allemands que par les Alliés et laissés sur place lors de l'avance rapide des armées en octobre et novembre 1918.

CE QUI A ÉTÉ FAIT. — Le premier travail fut de décharger les wagons afin de supprimer le danger très grave existant et de les rendre à l'administration des Chemins de fer. Il fut procédé à un déchargement rapide en un certain nombre de grands dépôts.

Le manque de personnel compétent pour diriger les travaux, la nature de la main-d'œuvre (prisonniers de guerre) et la grande rapidité des travaux, eurent pour résultat que les dépôts n'étaient en général, pas constitués de façon rationnelle.

Il fallut sans retard procéder à une mise en ordre de tous ces dépôts avant de songer à se débarrasser des projectiles soit par destruction, soit par démontage.

Les travaux étaient en cours pendant l'été de 1919 et ils ne purent être menés assez rapidement pour éviter l'action de la chaleur sur les explosifs qui y étaient sensibles. Aussi eut-on à déplorer l'explosion partielle ou totale d'un certain nombre de dépôts, sans avoir heureusement à déplorer de nombreuses pertes de vies humaines.

D'autres explosions furent imputables aux Allemands ou à la population civile.

Lorsqu'un dépôt de munitions sauté, tous les obus n'explosent pas. Au moins 50 p. c. d'entre eux sont projetés dans toutes les directions mais leur manipulation ultérieure est rendue encore plus dangereuse par suite de la température à laquelle ils ont été soumis. On s'est trouvé en présence d'une vingtaine de dépôts qui avaient explosé de la sorte et qu'il fallait nettoyer.

La question se posait de savoir par quel procédé on se débarrasserait de tous les engins qui constituaient les dépôts et dont le tonnage était évalué entre 100 et 120,000 tonnes.

Après étude minutieuse, il fut décidé de démonter tous les obus explosifs en bon état, qui ne pouvaient faire l'objet d'une reprise par l'armée, à l'exception des obus à gaz qui seraient remis à une firme particulière pour être traités industriellement.

DÉMONTAGE DES MUNITIONS. — Les opérations ont été conduites de la façon suivante : Il fut créé une école de démontage destinée à former des officiers qui, après instruction, ont pris la direction de 16 centres de démontage installés dans les dépôts les plus importants.

Tout l'outillage spécial fut créé dans les dépôts eux-mêmes par le personnel. Le résultat final a été le démontage de 25,703 tonnes de projectiles ayant fourni 21,500 tonnes d'acier — 17,000 tonnes furent vendues comme mitraille et 4,500 tonnes remises à la Fonderie de Canons pour être réutilisées. 115 tonnes de trotyl furent remises à l'armée. — Il fut procédé également à la vente de plusieurs centaines de tonnes de cuivre et de zinc provenant des démontages.

Parmi les travaux très spéciaux, il faut signaler le démontage de 2,500 projectiles de 210 allongés, effectué à Denderleeuw, et pour lequel on dut mettre en œuvre une installation permettant le transfert et le démontage mécanique des projectiles à distance.

Les fusées provenant des opérations de démontage ont été en partie démontées et revendues comme mitraille, en partie grillées dans des fours spéciaux construits à Dave, Morhet, Houthulst, Schooten et Snelleghem.

Le démontage des projectiles ne peut s'appliquer qu'à des munitions en excellent état de conservation.

TRAVAUX DE BRÛLAGE. — Une autre opération que nécessite la destruction des projectiles, c'est le brûlage. — On brûle l'explosif des projectiles dont on a pu enlever les fusées, mais dont l'explosif ne peut être récupéré, ou des projectiles qui, ayant été placés dans des fourneaux, se sont brisés sans exploser ; on brûle également des grenades à manche, des fusées.

Le travail se fait sur un petit chantier garni de merlons ou non, suivant l'emplacement ; les projectiles à brûler sont rangés des deux côtés d'une tranchée vers laquelle ils sont inclinés, l'ogive vers la tranchée. Dans celle-ci on place du bois, des déchets de poudre, etc., pour amorcer la combustion qui, entamée, se poursuit jusqu'à destruction de l'explosif.

Les mitrailles sont contrôlées avant d'être mises avec celles destinées à la vente.

TRAVAUX DE DESTRUCTION. — Le nombre de centres de destruction a été considérable, et peut être évalué à une centaine, ils étaient plus ou moins importants. Un service technique spécial a été créé pour la destruction des munitions dans les régions dévastées. Ce service opérait le nettoyage du champ de bataille. Au total, il a été détruit à ce jour, environ 165,000 tonnes de munitions.

Parmi les travaux spéciaux nous citons :

a) L'enfouissement d'obus à gaz fuyard et de munitions particulièrement dangereuses à Mévergnies, Attre, Hourpes, Sisseghem et Quatrecht ;

b) Le démontage, au fort La Perle, de 300 mines marines qui sont réservées à la Défense Nationale.

L'organisation de chaque centre de destruction a nécessité la construction de voies Decauville, d'abris de mise à feu, etc.

RÉCOLEMENT. — Il s'agissait de ramasser les munitions éparses sur tout le territoire et notamment dans les cours d'eau ou les étangs et les mares. Le récolement n'a pas nécessité moins de 305,000 voyages de camions automobiles, sans compter les transports effectués par voie ferrée ; le tonnage ainsi récupéré pour être détruit peut être estimé à environ 49,000 tonnes à ce jour.

Pour le nettoyage des cours d'eau, cinq équipes spéciales de scaphandriers ont été mises à l'œuvre.

TRAVAIL EFFECTUÉ PAR LA FIRME « PICKETT ». — Au mois de mai 1920, un contrat fut signé avec la firme « Pickett » de Wimereux, qui s'engageait à démonter tous les obus à gaz qui existaient dans nos dépôts, ainsi que des engins explosifs de tous genres. Ce contrat fut modifié en avril 1921.

Ci-dessous, résumé des principaux articles :

Art. 1. — Munitions sur lesquelles portent le contrat.

Art. 2. — Les munitions sont à livrer sur place par l'État aux frais de la firme.

Art. 3. Cession gratuite des 15,000 premières tonnes à la firme, en compensation des frais d'établissement de voie ferrée. Les tonnes suivantes sont payées à l'État à raison de fr. 13.50 la tonne. Les produits de la destruction restent la propriété de la firme.

Art. 4. Liquidation le 15 de chaque mois.

Art. 5. Responsabilité.

Art. 6. Détails d'installation-surveillance-accès.

Art. 7. Circulation-disposition pour le travail.

Art. 8. Livraison des produits à l'industrie civile.

Art. 9. Concerne les produits toxiques.

Art. 10. Surveillance constante par délégué du Gouvernement.

Art. 11. *Le travail sera complètement terminé dans dix mois.*

Art. 12. Pénalités.

Art. 13. Exportation.

Art. 14. Marques douanières et réexportation.

Art. 15. *Cautionnement de 50,000 francs.*

Art. 16. Arbitrage.

Art. 17. Le présent contrat remplace celui passé le 31 mai 1920.

Une usine fut établie à Westroosbeke et fin décembre 1923 après avoir traité environ 34,486 tonnes de projectiles de toutes espèces et en particulier des toxiques, la firme Pickett à laquelle l'État ne pouvait plus fournir des projectiles sains à traiter et, d'accord en cela avec la Commission centrale de la Récupération, cessa ses travaux et quitta définitivement les terrains à la date du 31 janvier 1924.

La somme encaissée par le trésor a été de fr. 252,272.59.

TRAVAIL EFFECTUÉ POUR L'ARMÉE. — Le Département de la Guerre avait pensé pouvoir reprendre après l'armistice, une grosse quantité de munitions, mais, après examen, il s'aperçut qu'un certain nombre d'entre elles ne pouvaient être conservées telles quelles et devaient subir un traitement pour pouvoir être maintenues dans les approvisionnements. Ce traitement consistait, soit à enlever la fusée des obus et la remplacer par un bouchon, soit à les vider complètement pour ne conserver que le corps ceinturé. Ce travail fut confié au service compétent des munitions, il a porté sur 37,000 tonnes de munitions.

L'aviation militaire a reçu du même service 330 tonnes de bombes d'avion retrouvées dans des dépôts allemands.

NETTOYAGE DES OBUS A GAZ. — Avant de passer contrat avec la firme « Pickett » des essais avaient été faits pour se débarrasser des obus à gaz par nettoyage en mer, mais cette méthode dut être abandonnée pour diverses raisons : la surveillance de l'exécution du travail était quasi impossible ; les opérations de manipulations très dangereuses ; d'autre part, le fond de la mer du Nord est un fond peu profond sur lequel des banes de sable se déplacent. Il y avait lieu de craindre que les obus, mêmes mouillés dans un banc de sable ne reviennent dans la suite soit à la côte, soit sur les lieux de pêche. En outre des expériences faites à Zeebrugge, et au cours desquelles 9,000 tonnes d'obus à gaz furent transportées en mer au moyen de marie-salopes, justifiaient les craintes prévues. Une explosion se produisit au cours d'un chargement et fit 5 victimes (hommes gazés).

On suspendit alors le nettoyage jusqu'au moment où la firme Pickett dont les offres étaient plus avantageuses que d'autres firmes, entreprit la destruction des munitions dont le détail a été donné ci-dessus.

MUNITIONS RÉEMPLOYÉES. — Environ 13.800 tonnes de munitions d'artillerie ou d'aviation ont été remises aux services compétents, ainsi que des corps de projectiles démontés.

ACCIDENTS. — Les diverses manipulations auxquelles ont été soumises les

165.000 tonnes de munitions détruites et les 49.000 tonnes de munitions récolées ont donné lieu à 143 accidents mortels et à plusieurs accidents d'autre nature.

COUT DE LA RÉCUPÉRATION DES PROJECTILES. — La récupération du matériel d'artillerie, sa répartition, son administration, ayant été effectuées par le même service que la récupération des projectiles, au cours des années 1919 à 1924 inclusive-ment, il n'est pas possible de donner, pour cette période, le coût de la destruction des munitions. Les dépenses se sont élevées pour l'ensemble à fr. 34.380.757.65.

Pour l'année 1924, au cours de laquelle le service de récupération d'artillerie a virtuellement cessé, la dépense totale qu'a entraîné le service de destruction des munitions correspond en réalité à cette seule destruction et s'élève à la somme de fr. 488,085.54.

Du total de fr. 34,380,757.65 on peut déduire 2,000,000 de francs remboursés par le Gouvernement français pour tenir compte des frais imposés au service de destruction des munitions pour la destruction des projectiles de tous calibres retrouvés dans la zone d'opération de l'armée française en 1918.

SOMMES RÉCUPÉRÉES PAR VENTE. — Les ventes de mitrailles provenant des différents dépôts de munitions ont rapporté fr. 5.927,046.54 au 31 décembre 1923. Depuis cette date, le produit des ventes donne environ 70,000 francs. Les chiffres exacts pourraient être donnés par le service des Domaines qui a procédé à ces ventes.

Tout ce qui concerne les munitions en régions dévastées est du ressort du Ministère des Affaires Économiques.

CHAPITRE VI.

La Commission spéciale, dans la discussion générale du Budget a demandé quelques précisions sur le service des sites de guerre.

Le Gouvernement a décidé de conserver pour répondre à divers buts (patriotique, historique, instructif et philanthropique) différents ouvrages et installations du front des Flandres.

Ces sites sont accessibles au public moyennant rémunération.

Le produit des entrées ainsi que celui de la vente de cartes postales illustrées, sert à payer les invalides de guerre, gardiens de ces sites, ainsi que les frais d'administration et d'exploitation ; le reliquat est versé aux œuvres nationales des Invalides et des Orphelins de la Guerre.

Seul le directeur du service des sites de guerre touche une indemnité du Département de la Défense Nationale.

C'est le Major du Génie pensionné Van Damme, qui remplissait les fonctions de chef du Service de la récupération en Flandre Occidentale.

Il est chargé de la mise en état des sites, de leur conservation, il s'occupe de tout ce qui concerne la garde et l'entretien de ces sites ainsi que de la propagande et publicité pour les faire connaître au public,

Enfin, il conduit les négociations souvent très ardues, avec les propriétaires des terrains d'assiette des ouvrages et avec les Administration intéressées en vue de régler le transfert de la propriété de ces terrains dans le domaine militaire de l'État.

Vous trouverez ci-après la liste des sites de la Guerre 1914-1918.

1. Batterie Deutschland (Breedene).
2. Batterie Wilhem II (Knoeke-sur-Mer).
3. Batterie Tirpitz (Ostende).
4. Deux-cans (Môle et Zeebrugge).
5. Batterie Karnak (Oost-Duinkerke).
6. Grand Redan de Nieuport.
7. Poste de combat de l'Amirauté allemande à Middelkerke.
8. Abri du garde-barrière de Ramscappelle. avec abri pour mitrailleuse.
9. Abri pour mitrailleuse en face de la Station de Pervyse.
10. Observation de la station de Pervyse.
11. Base de la Tour d'Oud-Stuyvekenske, avec abri voisin.
12. Poste de combat du Major de garde au K. 4.400 (Ch. de fer Dixmude-Nieuport).
13. Boyau de la Mort. Ouvrage du cavalier, Tête de sape allemande sur la rive gauche de l'Yser (Borne 16) et abri bétonné sur la rive droite de l'Yser (Borne 16)
14. Poste de combat du Commandant de compagnie à la digue de l'Yser (face au canal d'Handzaeme).
15. Minoterie de Dixmude et série d'abris bétonnés (rive droite de l'Yser jusqu'au chemin de fer.
16. Abri au sud du pont-rail à Dixmude (rive gauche).
17. Redoutes Albert-Elisabeth entre bornes 19 et 20 de l'Yser.
18. Maison de la Joconde (borne 19.500).
19. Tête de pont de la borne 19 (borne de la presqu'île).
20. Abri du Major (borne 19 de l'Yser).
21. Observatoire situé près de l'église de Clercken.
22. Gros canon de Leugenboom (Moëre).
23. Hoekske (emplacement sur lequel se trouvent trois pièces allemandes enlisées).
24. Abri du Grand'Père (route Dixmude-Ypres, à la borne 12.500).
25. Castel Britania (borne 12).

CHAPITRE VII.

L'attention de la Commission Spéciale a été attirée par des plaintes souvent entendues au sujet du recrutement des officiers du Génie, et des membres ont manifesté le désir de savoir s'il manquait beaucoup d'officiers à cette arme spéciale.

Dans divers milieux on s'est étonné d'apprendre que le Département avait demandé à des officiers d'Infanterie de passer au Génie, que ces officiers avaient accepté ces mutations, mais que, dès leur arrivée on avait refusé d'utiliser leurs services sous des prétextes variés et notamment, parce qu'ils n'avaient pas, disait-on, les capacités voulues pour remplir efficacement les travaux incombant aux officiers de cette arme. Enfin, des membres de la Commission Spéciale désiraient savoir s'il est exact qu'on exige des officiers d'infanterie appelés au Génie tous les examens que les officiers du Génie ont été obligés de passer.

M. le Ministre de la Défense Nationale a donné à votre Rapporteur les explications suivantes :

1) L'Ecole Militaire fournit annuellement le nombre d'officiers du génie nécessaire pour maintenir les cadres de cette arme à hauteur des exigences de l'organisation de l'armée.

2) Les 200 officiers du génie qui existent sont ceux prévus par l'organisation encore actuellement en usage.

Ce nombre qui devra être modifié, est insuffisant pour tenir compte actuellement des nombreux emplois nouveaux dus à la création d'organismes spéciaux nés de la guerre, pour satisfaire aux besoins de l'enseignement : Ecole de guerre, Ecole militaire, Ecole du génie.

Pour remédier à cette pénurie d'officiers du génie, des officiers d'infanterie ont été désignés pour passer temporairement au génie, à l'effet d'y faire le service.

A l'exception de quelques officiers d'infanterie mis en service aux troupes de transmission et qui, ne convenant pas pour ce service tout spécial, ont été désignés pour rentrer à l'infanterie, les officiers de cette arme sont employés au génie au mieux des intérêts généraux.

3° Il y a deux cas à considérer :

1° Les officiers d'infanterie que, à cause de la pénurie d'officiers du Génie, sont détachés dans cette arme, ne doivent subir éventuellement que les épreuves exigées pour l'accession aux grades de capitaine et de major d'infanterie.

2° Les officiers d'infanterie qui demande à passer définitivement dans l'arme du Génie ne peuvent obtenir leur passage éventuel dans cette arme qu'à la condition, qui ne souffre pas d'exception, que les intéressés aient satisfait à toutes les épreuves scientifiques et professionnelles normales exigées pour cette arme. (C. M. 1^{re} D. G. n° A 5/955 du 12-11-24).

CHAPITRE VIII.

L'Aéronautique militaire a retenu l'attention très spéciale de la commission qui ne pouvait avoir perdu de vue le remarquable discours prononcé l'an dernier par M. Brifaut, notre collègue de la commission permanente lors de la discussion du Budget de la Défense nationale et les explications données par M. le Ministre Forthomme.

D'une manière générale on peut dire que le Département de la Défense nationale a fait un très sérieux effort au cours de l'année 1924 pour assurer le recrutement du personnel navigant.

L'arrêté royal du 17 octobre 1924 établit :

1. Les catégories du personnel navigant.
2. Les travaux et allocations militaires.
3. Les indemnités aéronautiques.
4. Les indemnités spéciales pour vols de nuit en avion.
5. Les indemnités spéciales pour le personnel permanent de l'Ecole d'aviation militaire.
6. Les primes de carrière aéronautique pour les membres du personnel navigant permanent.
7. La prime spéciale pour pilotes militaires de réserve.
8. Les primes spéciales d'accident aéronautique.

Les effets de cet arrêté royal sont sortis le 1^{er} septembre 1924. D'autre part, un arrêté royal, en date du 29 septembre 1924, crée une école de sous-lieutenants de réserve d'aéronautique qui a pour but de contribuer au recrutement des officiers de réserve d'aéronautique en assurant à des militaires en dessous du rang d'officier ayant les aptitudes voulues et répondant à certaines conditions d'instruction les connaissances nécessaires pour les rendre aptes à remplir les fonctions d'officiers à l'aéronautique militaire.

Enfin, d'heureuses mesures ont été prises quant à la tenue du personnel de l'aéronautique et cet ensemble d'améliorations importantes est de nature non seulement à conserver à l'aviation son courageux et actif cadre naviguant actuel, mais à lui amener dans l'avenir de jeunes éléments nouveaux.

En vue de favoriser le recrutement des aviateurs pour l'armée, le Département publie annuellement une excellente brochure de propagande dont vous trouverez aux annexes de ce rapport quelques extraits intéressants (Annexe III). Des communiqués périodiques sont faits à la presse et aux corps de troupe, des avantages ont été octroyés au personnel naviguant pour l'obtention de distinctions honorifiques et, en résumé, les mesures qui s'imposaient ont été prises pour arriver aux résultats que tous les Belges clairvoyants réclamaient avec instance.

Vous trouverez ci-dessous, Messieurs, quelques détails intéressants sur les Écoles militaires et civiles d'aviation.

L'École d'aviation militaire a délivré :

en 1921 :	40 brevets de tourisme,	40 brevets élémentaires,	43 brevets militaires;
en 1922 :	9	—	39 — 48 —
en 1923 :	14	—	34 — 39 —
en 1924 :	5	—	53 — 46 brevets (10 mois) militaires.

La formation d'un pilote, par l'Aéronautique militaire, se chiffre difficilement, et l'établissement du prix de revient donne lieu à controverse, parce que doivent intervenir dans l'établissement de ce prix divers éléments qu'il est difficile de chiffrer, tels que personnel militaire et spécialiste, amortissement des bâtiments, matériel, coût des champs d'aviation, etc., etc.

En admettant à 800 francs le prix de revient de l'heure de vol (prix admis par les Écoles civiles d'aviation), en estimant à 74 heures en moyenne le nombre d'heures de vol nécessaires à la formation complète des élèves brevetés militaires, l'apprentissage d'un élève pilote militaire revient à 59,200 francs.

Pour ce qui a trait au degré d'instruction et de pratique, l'élève breveté militaire est apte à piloter tous les types d'appareils utilisés par l'Armée; les résultats du travail aérien en escadrille témoignent du bon rendement de l'École d'aviation militaire.

* * *

L'École civile d'aviation de Charleroi a formé pour l'Aéronautique :

49 élèves en 1922.

45 » en 1923.

36 » en 1924 (nombre arrêté au 20 décembre 1924).

L'École civile d'Anvers a formé 44 élèves durant l'exercice 1924 (nombre arrêté au 20 décembre 1924).

Soit au total pour les deux écoles 194 élèves (nombre arrêté au 20 décembre 1924).

Le contrat liant l'État aux dirigeants des deux écoles d'aviation spécifie : que l'État paiera à la Société, pour chaque élève breveté et ayant effectué 20 heures de vol, une somme de 16,000 francs. Si le nombre 45 élèves présentés annuellement était dépassé, cette somme serait ramenée à 15,300 francs à partir du 46^e élève.

Les sociétés ayant charge du logement et de la nourriture des élèves l'État leur alloue :

a) chaque quinzaine, par élève et par journée de présence à l'école, une somme équivalente au montant de l'indemnité de nourriture en Belgique, soit fr. 4.50.

b) Pour les élèves brevetés, en même temps que la somme de 16,000 francs prévue ci-dessus, une somme de fr. 6.00 par élève et par journée de séjour à l'École.

Pour ce qui a trait au degré d'instruction et de pratique des élèves, la formation des pilotes militaires confiée aux Écoles civiles d'aviation comporte :

a) l'instruction pratique et les connaissances spéciales nécessaires à l'obtention du brevet de tourisme tel qu'il est défini par l'Arrêté Ministériel du 10 décembre 1919.

b) les connaissances techniques portées dans un programme établi par l'État.

L'instruction pratique comporte 20 heures de vol durant lesquelles 20 atterrissages au minimum, l'élève seul à bord, doivent être effectués.

Le rendement des écoles civiles d'aviation satisfait aux desiderata de l'Armée. Il est à noter que les écoles d'aviation forment les élèves pilotes militaires jusqu'à l'obtention du brevet de tourisme, les brevets élémentaires et militaires étant délivrés à l'École d'aviation militaire.

. . .

La Commission ayant demandé un tableau détaillé des lignes aériennes organisées, leur rendement, leurs recettes et leurs dépenses, et l'avis du Département sur leur avenir, M. le Ministre a bien voulu nous faire les réponses suivantes :

Durant l'année 1924, les lignes aériennes suivantes ont été régulièrement exploitées au dessus du territoire belge.

1° Londres-Bruxelles-Cologne et retour exploitée par la Société *anglaise* « Imperial Airways Ltd ».

2° Londres-Ostende-Cologne, exploitée durant la bonne saison par la Société *anglaise* « Imperial Airways Ltd ».

3° Paris-Bruxelles-Amsterdam, exploitée par la firme *française* Société Générale des Transports Aériens.

4° Paris-Rotterdam-Amsterdam, exploitée par la « Koninklijke Luchtvaart Maatschappij », société *hollandaise* ;

5° Londres-Ostende-Rotterdam-Amsterdam par la Koninklijke Luchtvaart Maatschappij et « Impérial Airways Ltd » ;

6° Amsterdam-Rotterdam-Bruxelles-Bâle, par la Société anonyme *belge* d'exploitation de Navigation Aérienne.

*Aperçu concernant l'exploitation des transports aériens
assurés par la Société Belge
(Société Anonyme Belge d'Exploitation de Navigation Aérienne).*

Les services en Europe de la Société anonyme belge d'Exploitation de Navigation Aérienne, comprennent, outre l'agence de certaines lignes étrangères survolant la Belgique, l'exploitation de la ligne Amsterdam-Rotterdam-Bruxelles-Bâle, soit 650 kilomètres, parcourus journellement dans les deux sens.

Les raisons militant en faveur du choix de cette ligne sont les suivantes :

1° Elle dessert deux pays à change élevé alors que les principales dépenses d'exploitation se font en francs belges ;

2° Elle permet de réaliser un gain appréciable de temps sur l'horaire des chemins de fer (6 heures en avion, 15 heures en chemin de fer) ;

3° Canton de Bâle offre des subventions se chiffrant à 500 francs belges environ par voyage d'un avion gros porteur ;

4° Possibilité de transporter, avec avantage de temps, le courrier postal suisse et italien à destination de la Belgique et de la Hollande et inversement, le courrier hollandais et belge à destination de la Suisse, l'Italie et les Indes Néerlandaises.

Ce trafic a atteint durant l'exercice 1924, une moyenne journalière de 100 kilogrammes de correspondances dans chaque sens, assurant ainsi une recette de 30,000 francs par mois.

Fin novembre 1924, les avions de la Société anonyme belge d'Exploitation et Navigation aérienne avaient parcouru 266,449 kilomètres, effectuant ainsi plus de 2,000 heures de vol. Ces appareils ont transporté du 15 juillet à fin novembre 1924, 1,726 voyageurs, 14,458 kilogrammes de marchandises, 13 391 kilogrammes de courrier postal, la société réalisa 500.000 francs chiffres ronds, de recettes. Ses dépenses d'exploitation arrêtée à la même date se chiffraient à 2,200,000 francs environ.

Le personnel employé par la Société est appointé par elle et non par l'État,

Exposé relatif à l'avenir des Transports aériens en Europe.

Les statistiques marquent un développement constant du trafic aérien européen. On peut envisager l'avenir de ce dernier avec optimisme. Une indication en est donnée par les possibilités d'une part de réduire le prix de revient du transport par avion (il est certain que dans cinq à dix ans, le prix de revient pourra être réduit de 50 p. c.); d'autre part de majorer les recettes.

Celles-ci ne peuvent provenir d'une augmentation des tarifs, mais doivent résulter d'une majoration de fret transporté afin d'absorber peu à peu la capacité totale des avions. Cette augmentation de fret viendra avec l'accoutumance du public à l'emploi de l'avion, avec la régularité plus parfaite des services, du confort et de la sécurité.

Des progrès considérables ont déjà été obtenus à ce propos. En effet, la régularité des lignes aériennes durant la bonne saison atteint 98 p. c.

Pour ce qui a trait à la sécurité, on compte un tué pour 500,000 kilomètres parcourus (chiffre donné par la statistique établie sur l'ensemble des lignes aériennes exploitées en Europe.)

Des améliorations restent encore à apporter au point de vue du confort des voyageurs; des études sérieuses sont entreprises à ce propos.

L'extension progressive du réseau aérien européen est une preuve que la conviction du rendement économique futur de la navigation aérienne commence à entrer dans l'esprit des hommes d'affaires et conséquemment, que l'on peut avoir foi en son développement.

* * *

Comme vous le savez, Messieurs, la part d'intervention de l'État dans le déficit éventuel de la Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation aérienne est de 3,400,000 francs environ.

La Commission Spéciale a prié votre Rapporteur de lui faire connaître si cette somme était un maximum, ce qui a été dépensé en 1921, 1922, 1923 et 1924 et si la part d'intervention de l'État pouvait être éventuellement réduite.

Chaque mois il est établi par le Conseil d'administration, un compte de profits et pertes provisoire. S'il résulte de ce compte un solde déficitaire, l'État représenté par M. le Ministre de la Défense Nationale, versera à la société présentement constituée une somme égale à ce déficit, et ce, dans les limites suivantes; l'ensemble des sommes ainsi versées par l'État ne pourra excéder la charge obligatoire faisant l'objet d'une garantie de l'État conformément à l'article 10 que des sommes ci-dessous fixées par année :

Pour 1923 :	deux millions quatre cent mille francs	(2,400,000).
— 1924 :	trois millions cent mille francs	(3,100,000).
— 1925 :	— — —	(3,100,000).
— 1926 :	— — —	(3,100,000).
— 1927 :	— — —	(3,100,000).

En fin d'exercice, on procédera à un redressement. Les sommes qui auront été versées par l'État en excédent sur le déficit réel lui seront immédiatement remboursées. D'autre part, l'État complètera éventuellement ces versements dans les limites indiquées ci-dessus jusqu'à concurrence de la perte totale de l'exercice.

La somme de 3,400,000 francs constituera donc un maximum qui peut ne pas être atteint étant donné que le montant du subside prévu pour combler le déficit d'exploitation de la société est fonction de celui-ci.

Montant des subsides octroyés en 1923 : fr. 1,637,252.83.

Le chiffre de 1924 ne peut être établi, parce que les comptes ne sont pas définitivement arrêtés.

Durant les années précédant la constitution de la Société anonyme Belge d'Exploitation de Navigation Aérienne, il fut octroyé à la Société Nationale d'Exploitation des Transports Aériens (S. N. E. T. A.) firme étudiant les possibilités d'assurer des transports par la voie de l'air, en 1921 : fr. 1,682,792.30, en 1922 : fr. 721,698.94.

Pour terminer ce qui a rapport aux observations générales à ce chapitre, ajoutons que le personnel de l'administration de l'Aéronautique (service technique) et le personnel du réseau aérien est composé de civils.

La somme de 855,000 francs prévue au Budget pour les services techniques permettra pour ce qui concerne :

I. — Les frais de premier établissement.

1° D'installer une section d'essais en vol (construction d'un avion, laboratoire, aménagement d'un hangar, etc.);

2° D'établir de nouveaux gréements avec tunnel de 2 mètres de diamètre (balances, appareils de mesure, etc.);

3° D'acheter les instruments nécessaires à la section de Télégraphie sans fil;

4° De compléter les instruments de mesure et d'essais des différentes sections.

II. — L'exploitation des sections.

a) De fabriquer des modèles et accessoires divers (section aérodynamique);

b) D'acheter du combustible, accessoires de moteurs, etc. (section des moteurs);

c) D'effectuer les différents essais appelés à être exécutés dans les sections.

III. — Les frais généraux.

D'assurer l'entretien des installations, de ravitailler les magasins, de permettre la publication du Bulletin périodique du Laboratoire Aérotechnique, etc.

Quant à la somme de 200,000 francs pour subvention à allouer par le Ministre de la Défense Nationale, elle est appelée à être retirée de façon :

a) A permettre à l'industrie et aux navigateurs aériens belges de participer à certains concours aéronautiques jugés intéressants par les services compétents;

b) A octroyer des subsides aux inventeurs et à l'industrie, à l'effet de leur permettre de mener à bien l'œuvre qu'ils désireraient entreprendre. Cette aide est accordée par le Ministre de la Défense Nationale, sur avis des services ayant procédé à l'étude des projets.

c) A permettre aux services intéressés de posséder une documentation sérieuse ayant trait à l'Aéronautique (Achats de livres, brochures, abonnements aux revues étrangères, etc.);

d) A satisfaire aux accords intervenus concernant le fonctionnement de la Commission Internationale de Navigation Aérienne (C. I. N. A.) lesquels prévoient le versement, par chaque pays signataire de la Convention Internationale d'octobre 1919, d'une certaine somme nécessaire à la marche des services de la C.I.N.A. (17,000 francs français en 1924).

CHAPITRE IX.

Le chapitre concernant la nourriture des troupes, le service du couchage, l'équipement, etc., n'a donné lieu qu'à quelques observations générales. Des membres se sont demandés comment il était possible à l'État de fournir la viande et le pain au prix où ces denrées sont vendues à l'Armée.

Il ne faut pas oublier, Messieurs, que la viande congelée est achetée par le

service d'intendance par voie d'adjudication. Toutefois en 1922, 1923 et début de 1924, elle a dû avoir recours à des achats directs sur le marché de Londres et en pays d'origine afin de soustraire à certaines manœuvres qui tendaient à accaparer le marché belge et vendre au commerce civil ainsi qu'à l'armée la viande congelée provenant de l'Amérique du Sud à un prix arbitraire et n'ayant aucun rapport avec le coût réel de la marchandise.

Les viandes congelées ont été achetées sur le marché de Londres, au Brésil et, enfin, au Gouvernement australien à des prix extrêmement avantageux. Vous trouverez aux annexes (Annexe IV.) un tableau donnant un aperçu général des achats conclus par l'Intendance militaire.

Aujourd'hui les contrats australiens sont terminés et l'Intendance procède à nouveau à des adjudications publiques qui jusqu'à présent donnent de bons résultats.

Quant aux froments destinés à la mouture de la meunerie militaire, ils sont achetés par voie d'adjudications publiques.

Ces froments sont réduits en farine blutée à 15 p. c. Cette farine est passée ensuite aux boulangeries militaires pour être convertie en pain,

La composition de la pâte est la suivante :

100 kilos de farine ;
1 kilo de sel ;
750 grammes de levure ;
45 litres d'eau environ.

On ne fabrique à l'armée qu'une seule espèce de pain.

Les prix de revient des froments, farines et pains sont établis trimestriellement, en prenant comme base le prix d'achat des froments augmenté de tous les frais généraux de la meunerie et des boulangeries (coût de la main-d'œuvre, achats de matériel, frais de chauffage, frais de transport, toutes les dépenses faites par meunerie et boulangeries) et diminué des recettes provenant de la vente des sons, déchets, objets hors de service, etc.

. . .

La ferrure des chevaux de l'armée a suscité quelques échanges de vue et des membres de la Commission spéciale ont demandé pour quelles raisons on a adopté un modèle-type de fer à cheval, — Ces raisons sont d'ordre purement technique. Les maréchaux-ferrants ne sont plus autorisés à fournir les fers, ni à les forger eux-mêmes, parce que l'achat de fers à la mécanique constitue une importante économie pour le Trésor et parce que, par suite de la réduction du temps de service, il n'est plus possible comme jadis, de fournir des artisans assez habiles pour confectionner une ferrure irréprochable.

Les fers achetés par voie d'adjudication publique sont généralement fournis par M. Petit-Delhaye, représentant les usines Gauthier, de Valenciennes. Il n'y a, jusqu'à présent, que des usines étrangères qui ont consenti à approprier leur outillage ou à créer l'outillage spécial pour fabriquer des fers conformes aux fers types adoptés.

Le travail que les maréchaux-ferrants ont à effectuer sur les fers qui leur sont fournis est très minime, étant donné que les fers actuellement adoptés sont des fers finis et, vu le peu d'appropriation à effectuer à ces fers, les maréchaux-ferrants ne reçoivent pas d'indemnité pour ce travail; mais ils perçoivent, outre leur solde et les diverses allocations, une prime journalière de 5 centimes par cheval de trait ordinaire et de 7 centimes par cheval de trait fort.

Le kilogramme de fer revient :

Pour les ferrures n° 2, à fr.	4,860
— n° 3, à	4,386
— n° 4, à	3,973
— n° 6, à	3,903

La dépense effectuée pour la fourniture des fers à cheval à l'armée est de 1,056,000 francs pour l'exercice 1924; mais elle comporte une somme de 100,000 francs pour la constitution de la réserve de mobilisation. Cette dépense serait supérieure si notre stock de ferrures anglaises, américaines et allemandes était épuisé.

CHAPITRE XII.

La Commission spéciale n'a pas cru devoir s'étendre longuement, cette année, sur les dépenses consacrées au Corps des Torpilleurs et Marins. En effet, une commission de la marine militaire a été créée par arrêté royal du 26 juin 1924.

Cette commission, présidée par M. Pirmez, notre honorable Président, se réunit régulièrement et pousse activement ses études dans des séances du plus haut intérêt.

Nous attendons les décisions qui seront prises par cette commission pour examiner de plus près les mesures que comporteront alors la résolution adoptée.

Cependant, pour répondre au vœu de plusieurs de nos collègues, votre Rapporteur croit utile de mettre sous vos yeux ce qui a été fait au Corps des Torpilleurs et Marins depuis 1924 et de vous donner quelques précisions sur l'état actuel de cette belle unité.

TRAVAUX EFFECTUÉS.

a) *Transfert à Bruges des unités navigantes du Corps des Torpilleurs et Marins.*

Remise successive en état des torpilleurs mazoutiers de 250 tonnes qui ont pu prendre la mer au début de mars 1924 avec le torpilleur A.42.

Les autres torpilleurs ont pu successivement prendre la mer dans l'ordre suivant : A.47 — A.40 — A.29. Ces quatre torpilleurs (A.42, A.47, A.40, A.29) étaient tous en ordre de navigation au début de mai 1924.

Transfert à Bruges, à bord du croiseur-école, de l'État-Major du Corps des Torpilleurs et Marins.

b) Travaux de réparations.

Remise en état des torpilleurs.

Retubage de la chaudière du remorqueur *Wilma*.

Visite complète et remise en état des vedettes B : 2, B : 3, B : 4, B : 52.

Aménagement des locaux pour école à bord du croiseur-école.

Mise en état de conservation des machines et chaudières des torpilleurs A.1 — A.2 — A.3 — A.5.

Tous ces travaux ont été effectués par le personnel et par les moyens du Corps des Torpilleurs.

Installation de la Télégraphie sans fil à bord du croiseur-école et du Torpilleur A.47.

Étude des réparations et des travaux de remise en état du torpilleur de 250 tonnes A.43 et des Torpilleurs de 150 tonnes A.1 — A.2 — A.3 — A.5.

Les travaux confiés à l'industrie civile, ont commencé vers le 15 janvier 1925.

Il restera donc encore à réparer un torpilleur de 150 tonnes pour réaliser le programme prévu par l'organisation du Corps des Torpilleurs et Marins (une escadrille de cinq torpilleurs de 250 tonnes, une escadrille de cinq torpilleurs de 150 tonnes).

La plus grande partie de ce programme sera réalisée vers le milieu de 1925 à l'aide des crédits de 1924.

Les torpilleurs A.1—A.2—A.3 — qui nécessitent des travaux moins importants pourront être prêts avant le début de mai 1925.

c) Navigation des torpilleurs, vedettes, remorqueurs.

Les sorties des torpilleurs à la mer ont commencé en mars 1924 avec un torpilleur de 250 tonnes et se sont intensifiées depuis.

Tous les torpilleurs, les vedettes et les remorqueurs ont participé au service de surveillance du champ de tir pendant les écoles à feu des unités du 4.R.A.A., écoles à feu qui ont eu lieu pendant le mois d'octobre dernier.

Depuis cette époque, les torpilleurs ont pris plus rarement la mer de façon à ne pas dépasser la provision suffisante de mazout permettant d'attendre l'acquisition d'une nouvelle fourniture sur les premiers crédits de 1925.

d) Ateliers.

Réédification des magasins et ateliers du Corps des Torpilleurs et Marins, sur les ruines d'un magasin et d'un atelier ex-allemands.

Il ne reste plus qu'à procéder à l'installation des machines-outils et au déménagement des ateliers et magasins provisoires.

Le premier lot de machines-outils (celles tout d'abord les plus nécessaires) va être acquis. Ces machines seront livrables fin mars 1925.

e) Torpilles.

Étude des torpilles et du matériel de torpillerie à acquérir.

15 torpilles de 450 millimètres, 10 tubes de lancement et les accessoires nécessaires sont acquis et sont livrables dès le début de 1925.

f) *Télégraphie sans fil.*

Acquisition de 15 postes à lampes d'une portée de 33 kilomètres livrables au cours de l'an prochain.

g) *Personnel des ateliers.*

L'engagement du personnel ouvrier civil affecté aux ateliers du Corps des Torpilleurs et Marins est réglé. Les épreuves d'admission ont eu lieu pendant la première quinzaine de 1925.

h) *Instruction.*

Élaboration du programme d'instruction pour la formation technique et militaire des équipages.

Un programme pour la formation de nos futurs officiers de réserve est à l'étude.

i) *Cours.*

Indépendamment de l'instruction des équipages, il a été organisé, en vue de réaliser une bonne unité de doctrine, des cours aux officiers et à la maîtrise du Corps des Torpilleurs et Marins, eu égard à leur diversité d'origine.

Ces cours, commencés depuis plusieurs mois, sont les suivants :

1° Cours à l'usage des sous officiers du pont et patrons de torpilleurs. Ces cours sont également suivis par les officiers de l'armée affectés au corps des torpilleurs et marins et n'ayant pas suivi les cours de l'École navale ou n'ayant pas de formation maritime antérieure.

2° Cours à l'usage des sous-officiers de la machine. Ces cours comprennent des conférences et des exercices pratiques au cours des sorties à la mer.

j) *Autres travaux.*

Élaboration du règlement des canons ex-allemands armant nos torpilleurs et d'un projet de gestion du matériel.

Élaboration des journaux de bord imprimés et documents nécessaires au service du pont et au service machines (au mouillage et à la mer).

Étude de la rédaction dans les deux langues des manuels nécessaires aux diverses spécialités.

Élaboration du manuel bilingue du chauffeur et celui du matelot gabier ; d'un code de signaux tactiques destiné à la navigation en groupe des unités.

Remise en état des mines ex-allemandes, déposées au Fort La Perle (Anvers).

Déshabillage (enlèvement des pièces importantes, etc.) des vieux torpilleurs qui doivent être vendus.

Elaboration du projet complet de l'équipement et de la tenue des gradés du Corps des Torpilleurs et Marins. Vous trouverez, Messieurs, à l'Annexe n° 5, le tableau récapitulatif des sorties à la mer, des unités de la flotille du Corps des Torpilleurs et Marins.

,
^
.

Quatre torpilleurs mazoutiers de 250 tonnes prennent actuellement la mer.

Six torpilleurs, dont un mazoutier de 250 tonnes et cinq charbonniers de 150 tonnes, sont à réparer.

Trois torpilleurs de 150 tonnes, en plus, seront à la mer fin avril prochain et deux autres (un de 150 tonnes et un de 250 tonnes) vers la fin de juin, ce qui portera, à cette date, à neuf le nombre de torpilleurs en état de naviguer.

Le dixième et dernier (torpilleur de 150 tonnes) sera en ordre de navigation avant la fin de 1925.

Les quelques vedettes qui sont encore à réparer seront toutes remises en état vers la fin de juillet 1925.

Les deux tiers de ces petits bâtiments sont actuellement en état de naviguer.

A la *vitesse économique* de 13.5 nœuds environ, pour les torpilleurs mazoutiers, la consommation horaire d'un torpilleur est de 70 kilogrammes de mazout, soit environ 370 francs. Des renseignements analogues pour les charbonniers de 150 tonnes ne pourront être fournis qu'au début de mai 1925. Leur consommation en combustible sera du reste beaucoup inférieure à celle des torpilleurs de 250 tonnes. Le coût de l'heure de navigation ne dépassera guère 100 francs à la vitesse économique.

* *

Le Capitaine de Frégate Guibert, Chef de la Mission Navale Française et attaché à la 3^e section de l'État-Major d'Armée est mort le 8 juillet 1924. La Commission Spéciale salue avec reconnaissance la mémoire de cet éminent officier français qui s'était consacré de toute son âme, avec un inlassable dévouement, à l'instruction de nos officiers du Corps des Torpilleurs et de nos jeunes marins.

Tous avaient pour ce brillant chef une respectueuse affection. Ils conserveront de sa bienveillante direction un souvenir ému.

Le regretté Capitaine de Frégate Guibert est remplacé depuis le 14 août 1924 par le Capitaine de Frégate Dutfoy.

* *

La mobilisation industrielle a préoccupé la commission spéciale qui a posé les questions suivantes :

- 1) Quelles sont les mesures prises en vue de la mobilisation ?
- 2) Y a-t-il un plan systématique et détaillé de cette mobilisation ?
- 3) Dans l'affirmative tient-on note des transformations constantes de la technique ?
- 4) Où en sont les travaux de la commission à l'heure présente ?

M. le Ministre de la Défense Nationale a bien voulu répondre :

Mesures prises en vue de la mobilisation industrielle :

- 1) Pour le pays, il y a une Commission interministérielle de Mobilisation. — Pour ce qui concerne l'armée, il existe une Commission Restreinte de Mobilisation qui comprend outre les Directeurs Généraux du Département de la Défense Nationale quelques membres choisis dans l'industrie. Cette commission est

présidée par le Général Président de la Commission Militaire d'étude de fabrications et ravitaillements, et elle est amenée à donner ses avis et conseils sur tout ce qui intéresse la Mobilisation Industrielle de l'Armée.

De nombreuses mesures ont été prises jusqu'à ce jour en ce qui concerne :

a) L'utilisation des usines privées conformément à la loi sur les réquisitions militaires ;

b) Les compléments de guerre en ingénieurs, en personnel de maîtrise, en main-d'œuvre pour les établissements militaires de fabrication et les usines civiles mobilisées ;

c) L'utilisation d'officiers de réserve spécialistes ;

d) Mesures spéciales concernant les essences ;

e) Projet de création de commission d'achat pour tout ce qui concerne les matières qu'il faut se procurer à l'étranger.

D'autres mesures ont été prises ou seront prises au fur et à mesure que la nécessité s'en fera sentir.

2° Y a-t-il un plan systématique de mobilisation industrielle ?

Oui : Pour ce qui concerne les établissements militaires de fabrication, ils élaborent chacun pour leur compte leurs plans de mobilisation.

Pour ce qui est des usines privées, celles qui seront soumises à la réquisition devront établir dès le temps de paix leur plan de mobilisation et certains travaux d'appropriation,

Elles pourront même acquérir en temps de paix un certain outillage spécial.

Le crédit inscrit à l'art. 51 du budget permettra la participation éventuelle de l'État dans l'amortissement de ces frais spéciaux.

En plus de cela, en ce qui concerne les fabrications toutes spéciales et non en usage dans l'industrie civile, il est prévu que les usines qui le désirent pourront y être initiées à l'intervention des établissements militaires qui sont familiarisés dans ce domaine.

Un plan des objets dont il faut prévoir mensuellement la fourniture a été élaboré. Chaque objet important fait partie d'une étude détaillée et on parvient ainsi à déterminer petit à petit les usines civiles dont il est parlé au § précédent.

Le plan est évidemment en constante élaboration et les études sont en cours.

3° Les directeurs des établissements militaires de fabrication sont au courant de tous les progrès réguliers de la technique et les plans de mobilisation subiraient les changements successifs nécessités par les transformations de la technique moderne.

4° La Commission de la Mobilisation Industrielle est présidée par un Général-Major et comprend comme membres les Directeurs Généraux des 3^e, 4^e, 5^e, 6^e et 7^e Directions générales, les Directeurs de l'Aéronautique et du Service des gaz de combat.

Cette Commission se réunit, en entier ou partiellement, sur convocation de son Président. Elle se réunit, en entier, s'il s'agit de discuter des questions d'intérêt général ; en partie, s'il s'agit de questions spéciales à une Direction générale déterminée.

Les différents Directeurs Généraux et Directeurs reçoivent les directives du Général-Major Président et les mettent en exécution chacun dans leur département respectif.

Le programme élaboré est résumé ci-dessous dans ses grandes lignes.

Nous connaissons pour l'armée :

a) La hauteur des stocks qui doivent exister dès le premier jour de la mobilisation ;

b) Les besoins mensuels en chaque objet nécessaire au soldat en temps de guerre.

Pour les besoins réunis sous la rubrique a), les Directeurs Généraux sont chargés de la constitution des stocks, soit par fabrication dans les établissements militaires de fabrication, soit par des adjudications.

Les besoins b), qui sont de loin les plus importants, rentrent plus spécialement dans les attributions de la Commission. Pour en assurer la fourniture en temps de guerre, on a classé ces besoins en deux catégories principales : ceux qui peuvent être satisfaits d'une façon courante et ceux qui ne peuvent l'être que d'une façon occasionnelle ou pas du tout. Pour les premiers, on établira des statistiques de quantité ainsi que les endroits où on pourra les trouver.

La grande difficulté sera d'établir des plans pour la fourniture des seconds. Certains des produits de la seconde catégorie ne pourront pas se trouver en quantité suffisante sur le marché, par exemple, farines, bois spéciaux, essences, etc. Il est prévu pour leur acquisition la constitution de commissions d'achats qui devront être prêtes à fonctionner dès le premier jour de la mobilisation.

D'autres besoins ne peuvent pas, en temps de paix, être satisfaits par une fabrication qui donne un rendement suffisant, par exemple, les obus, douilles, cartouches d'infanterie. Le problème consiste à prévoir la mobilisation d'usines privées aptes à subir des modifications appropriées aux nouvelles fabrications. La loi ne nous donnant actuellement aucun droit, la Commission est tenue d'agir par persuasion et par des commandes qui poussent les industriels à s'équiper. Un crédit de 300,000 francs a été prévu pour être mis à la disposition de la Commission dans le but de couvrir les frais des industriels qui voudraient bien entreprendre l'étude d'un plan de mobilisation de leur établissement. Cette somme sert, en outre, à couvrir les frais de petites commandes d'objets spéciaux (obus) que certains industriels acceptent pour mettre leur personnel au courant de ces fabrications spéciales. C'est ainsi que l'on a pu entreprendre en Belgique la fabrication des douilles d'obus, d'obus en fonte aciérée et de grenades.

Au fur et à mesure que le programme se complètera, des sous-commissions seront établies pour la mise en œuvre de chaque branche de la mobilisation industrielle. Comme c'est déjà le cas pour la Commission des Carburants, des industriels, des commerçants, des spécialistes civils seront appelés à participer aux travaux de chaque groupe.

D'autre part, quand l'expérience aura permis d'établir des principes et des modalités réellement pratiques, un projet de loi sera déposé qui codifiera toute la mobilisation industrielle et assurera moyens et sanctions dans la mesure nécessaire.

Des membres se sont émus de l'observation inscrite à la page 93 du Budget, trouvant qu'il fallait étudier avec la plus grande prudence et le plus grand soin la constitution en temps de paix des stocks de machines et d'outillages nécessaires à la mobilisation.

Mais il n'entre nullement dans les intentions de la Commission de constituer, en temps de paix, des stocks de machines et d'outillages nécessaires en temps de mobilisation.

Elle se borne à rechercher parmi les usines existantes, celles qui pour leurs fabrications spéciales, possèdent des machines qui conviennent aux fabrications militaires. — D'autre part, elle cherche, par des commandes dans l'industrie privée, à intéresser les chefs d'industrie à des fabrications militaires. Ce sont eux, alors, qui se procurent l'outillage spécial, s'il en faut un, et qui cherchent dans la suite à adapter cet outillage spécial à des travaux courants.

La seule chose prévue actuellement pourrait être la construction de quelques fondations pour machines ou pour presses. Le seul stockage qui est envisagé actuellement est celui des calibres qui doivent exister pour vérifier les dimensions des objets fabriqués. Ces prévisions ne peuvent pas conduire à des dépenses énormes.

CHAPITRE XIII.

Quelques questions ont été plus spécialement soulevées au sujet des sépultures militaires. Des membres ont signalé que beaucoup de propriétaires n'étaient pas encore indemnisés pour les terrains que l'État leur a pris pour y créer les cimetières au front.

Parmi les terrains occupés par les sépultures militaires, il convient de distinguer entre ceux qui sont affectés à des cimetières militaires belges, à des cimetières alliés et à des cimetières allemands.

Le 3^e de l'article 62a n'envisage dans son libellé que les cimetières belges. Pour presque tous ceux-ci, les indemnités pour achat des terrains sont payées ; pour ceux restant à acquérir, il est prévu dans le chiffre global porté pour le 3^e de l'article 62a, une somme de 100,000 francs.

Pour les terrains occupés par les cimetières britanniques et français, il reste encore beaucoup d'acquisitions à réaliser ; les négociations en vue de ces acquisitions sont menées par l'Administration des Domaines, mais celle-ci est surchargée de travaux, surtout dans la région des Flandres.

Le 1^{er} de l'article 62b, prévoit pour ces acquisitions, à réaliser en 1925, une somme de 120,000 francs, laquelle comprend, de plus, les indemnités que le Département de la Défense Nationale paye annuellement aux propriétaires à titre d'occupation anticipée des terrains non acquis.

Cette mesure a pour résultat que les réclamations des propriétaires sont très rares lorsqu'il s'agit de cimetières militaires belges et alliés.

En ce qui concerne les cimetières allemands, aucune mesure ayant un caractère définitif n'est appliquée.

Il semble opportun d'ajourner les acquisitions de terrains jusqu'au moment où le statut des tombes allemandes en Belgique sera définitivement réglé, ce qui est subordonné à la marche des pourparlers entrepris il y a quelques années entre les alliés et les autorités allemandes et qui ont dû être interrompus. Leur reprise ne dépend pas de nous.

Dans la situation actuelle, l'Etat Belge paye une indemnité annuelle pour les terrains affectés aux cimetières de cette catégorie ou paye lorsque les propriétaires ont consenti à donner leur terrain à bail.

La fin de la discussion générale relative au Budget a provoqué diverses observations d'ordre particulier que votre Rapporteur a soumises à M. le Ministre de la Défense Nationale.

Celui-ci a bien voulu lui fournir toutes les explications désirables et la Commission spéciale s'en est déclarée satisfaite.

Parmi ces observations signalons en passant celles relatives à la publication par un grand journal quotidien d'articles consécutifs à une enquête à laquelle s'est livré M. de Miomandre dans nos établissements militaires, l'emploi des auxiliaires, les mesures propres à améliorer la situation des sous-officiers, l'élaboration du budget, etc., etc. Vous trouverez ci-après, Messieurs, quelques explications relatives à ces observations.

L'autorisation donnée à des particuliers de pénétrer dans nos établissements militaires se fait conformément aux usages et règlements sur la matière, en s'entourant de toutes les précautions voulues pour éviter la divulgation de renseignements de caractère confidentiel.

D'une manière générale, les visiteurs ne peuvent constater rien de plus que ce qu'il est loisible de connaître par les documents officiels. Ce qu'a publié M. de Miomandre était connu du public par les rapports des commissions du Budget de la Chambre et du Sénat. Au surplus, le Département de la Défense Nationale ne prend aucune responsabilité au sujet de ce que la Presse publique concernant ces visites ou au sujet des appréciations qu'elle donne sur les renseignements officiels connus.

En ce qui concerne les auxiliaires, il est à remarquer que la classe de 1920, de même que celles de 1921 et de 1922, comprenait plus de 10,000 auxiliaires et que ce nombre est actuellement réduit de moitié environ.

Une circulaire ministérielle (Annexe VI) montre le souci qu'a eu le Département de la Défense Nationale de ne pas laisser désœuvrés les miliciens aptes uniquement aux services auxiliaires.

Les rapports fournis à ce sujet prouvent que les auxiliaires ont été fort judicieusement employés et le Département examinerait avec soin, tous les cas précis qui lui seraient signalés.

Au sujet des divers avantages à accorder aux sous-officiers pour leur rendre la carrière plus agréable, la Commission spéciale a appris avec satisfaction les améliorations apportées à la tenue, et elle a compris pourquoi M. le Ministre des Chemins de fer ne pouvait pas accorder aux sous-officiers de carte d'indemnité donnant droit au parcours à prix réduit, malgré les démarches réitérées de M. le Ministre de la Défense Nationale.

Les sous-officiers, en effet, bénéficient, aux termes des instructions en vigueur, de toutes les facilités de transport qui peuvent leur être accordées en tenant compte des exigences du service militaire.

Ils sont admis au transport par chemin de fer, avec réduction de 75 p. c. sur

les tarifs dans les voitures de 2^{me} et de 3^{me} classe; les caporaux et les soldats n'obtenant cette réduction que dans les voitures de 3^{me} classe.

D'autre part, les militaires voyageant sur les réseaux de chemins de fer avec réduction doivent, *quel que soit leur grade, exhiber aux guichets des gares et au personnel de l'administration des chemins de fer, un titre donnant droit à la réduction (carte d'identité, titre de congé, ordre de marche).*

Le contrôle (à la sortie, par des militaires) des permissions dans les gares n'est plus applicable aux sous-officiers.

Dès lors, la carte d'identité que sollicitent les intéressés, tout en ne donnant pas d'autres avantages pécuniaires que ceux obtenus sur production d'un titre de congé ou d'un ordre de marche, ne pourrait les dispenser de se soumettre au contrôle exercé par le transporteur à l'égard des voyageurs bénéficiant d'une réduction sur les prix du tarif normal.

* .

Enfin, pour ce qui touche à l'élaboration du budget, le Département s'efforce d'observer chaque année le même ordre dans l'élaboration des projets de budgets; mais certaines modifications résultant soit de l'application de dispositions de lois, soit d'organisation ou de réorganisation de services, soit encore de mesures de comptabilisation, peuvent forcément intervenir d'un exercice à l'autre.

Il est à considérer que les dépenses sont, autant que possible, classées par nature et par services. Outre que cette classification s'inspire des attributions des divers organismes du Département, elle doit aussi refléter les imputations budgétaires que les règlements et instructions prévoient nettement. Des membres de la Commission spéciale ont cité divers changements dans l'ordre des postes des budgets de 1924 et de 1925.

Si, au budget de 1924, les dépenses du Service des gaz de combat étaient rattachées à l'article 14, c'était parce qu'il s'agissait d'un service, *en voie d'organisation*, ayant pour objet l'étude relative aux mesures de protection contre les gaz. Devenu autonome, ce service est, comme le titre l'exprime d'ailleurs, un organisme de combat comparable à l'armement et dès lors les dépenses inhérentes à son fonctionnement ont dû être rattachées aux services techniques de l'artillerie qui comprennent toutes les dépenses d'armement.

Quant aux traitements des ingénieurs civils d'artillerie qui, en 1924, étaient prévus aux articles relatifs aux établissements de l'artillerie, ils ont dû être rattachés à l'article 12, sous lequel sont prévus les traitements de tous les officiers et militaires subalternes de l'armée, attendu que ces fonctionnaires ont été nommés *officiers-ingénieurs* des fabrications militaires, ensuite des dispositions de la loi du 8 mai 1924.

EXAMEN DES ARTICLES.

CHAPITRE PREMIER.

Ce chapitre est en augmentation de 257,942 francs. L'étude des postes qui ont amené cette différence n'a donné lieu à aucune observation spéciale de la Commission.

ART. 5. — Depuis la discussion du Budget de 1924 une réduction notable du

personnel a été faite au Cabinet et dans les bureaux du Département.

1° au Cabinet : 1 soldat ;

2° dans les bureaux du département :

10 officiers,

8 sous-officiers,

1 brigadier,

56 soldats.

ART. 7. — Des membres ayant demandé qu'on donne le détail de la somme de 395,000 francs inscrite à cet article, en indiquant après chaque poste la somme employée, M. le Ministre a répondu :

Ci-après le détail de la somme de 395,000 francs inscrite à l'article 7 du Budget :

Abonnements aux revues :

Bibliothèque du Département	fr. 20,000
Bibliothèque de garnison (officiers).	35,000
Bibliothèque de garnison (troupe)	20,000

Ouvrages :

Bibliothèque du Département	15,000
Bibliothèque de garnison (officiers).	35 000
Bibliothèque de garnison (troupe)	10,000
Impression du journal militaire officiel	25,000
Impression du bulletin d'information des officiers de réserve	10,000
Revue bibliographique militaire	15,000
Bulletin belge des sciences militaires.	10,000
Impression des règlements	120,000
Reliure	35,000
Catalogue de la Bibliothèque du Ministère	40,000
Acquisition de publications pour le service de l'administration centrale, menues dépenses, etc.	5.000
	fr. 395,000

ART. 7. — Des membres ont demandé le catalogue des livres qui se trouvent dans les bibliothèques de garnison ; qui est chargé des achats des ouvrages ? combien il y a de livres flamands et de livres français. La commission spéciale désirait également savoir si le Département de la Défense Nationale admet que des particuliers fassent des dons de livres aux bibliothèques de garnison ou de régiment, et dans l'affirmative, qui fait le contrôle de ces dons.

La commission permanente, lors de sa visite au camp d'Elsenborn, a estimé qu'il y avait à la bibliothèque des livres qu'il eut été préférable de ne pas y trouver.

Des questions posées à M. le Ministre il résulte qu'un catalogue dans lequel les ouvrages sont classés par catégorie, est tenu dans chaque bibliothèque de garnison, conformément aux prescriptions en vigueur. Ce catalogue sert en même temps d'inventaire. Il est révisé annuellement à la date du 1^{er} janvier. C'est donc au local où se trouve la bibliothèque de garnison que se trouve le catalogue de celle-ci.

Les bibliothèques de garnison sont pourvues par les soins du Département de la Défense Nationale, d'ouvrages d'actualité, de revues belges et étrangères, des publications officielles belges et des principaux régiments des armées étrangères. Elles possèdent en outre un fonds de livres provenant de dons.

Les officiers et les militaires de rang subalterne inscrivent dans un registre les ouvrages qu'ils désirent voir acquérir pour leur bibliothèque de garnison. Les demandes sont soumises à la commission de la bibliothèque qui, après approbation, sont transmises pour décision à l'État-Major Général de l'Armée.

Le nombre de livres français et de livres flamands qui existent dans les bibliothèques varie essentiellement d'une garnison à une autre, d'après l'importance relative des garnisons ainsi que de la quantité des dons reçus. Comme on n'acquiert, pour les bibliothèques d'officiers, que des ouvrages traitant exclusivement de sciences militaires (stratégie, tactique, etc.), le nombre d'ouvrages flamands est très restreint.

Les bibliothèques de troupe possèdent en moyenne un ouvrage flamand pour deux ouvrages français. Cette situation est due au fait que ces bibliothèques ont à leur inventaire tous les dons reçus par les divisions d'armée pendant la guerre.

Depuis leur création le Département s'est efforcé de pourvoir les bibliothèques de troupe d'autant de livres flamands que de livres français. Il y a lieu de remarquer qu'à Bruxelles il a été demandé pour 1924 : 818 livres flamands et 1748 livres français ; à Anvers 1424 livres flamands et 2868 livres français.

Le règlement des bibliothèques autorise les dons. Ceux-ci sont faits en général par des œuvres philanthropiques, des officiers ou des militaires de rang subalterne. Ces dons reçoivent préalablement l'approbation de la commission de la bibliothèque.

L'attention du Commandant du camp d'Elsenborn a été attirée sur les ouvrages signalés.

ART. 10. — Au cours d'une visite à l'Institut cartographique militaire, la commission permanente a interrogé divers chefs d'ateliers, imprimeurs, lithographes, etc., au sujet d'un différend existant entre le Département et eux. On a prétendu qu'à la suite de cet interrogatoire par les membres de la Commission, des mesures ont été prises contre le personnel (suppression des nominations, imposition du travail à l'heure, semaine de 48 heures à 32 agents ayant de 22 à 40 années de service).

La Commission spéciale a désiré savoir si ce fait était exact, et, le cas échéant, quelles avaient été les mesures prises — leur portée — ainsi que le nombre et le nom des agents atteints.

M. le Ministre a répondu :

Actuellement, à l'imprimerie lithographique, on travaille 42 heures 1/2 par semaine.

Dès le mois de septembre, le Directeur général a décidé, et les chef de service ont été avisés de cette décision à cette époque, que, à partir du 1^{er} janvier 1925, l'imprimerie lithographique serait astreinte au régime des 48 heures par semaine. Cette décision est antérieure à la visite qu'a faite la Commission permanente de la Défense Nationale à l'établissement de La Cambre. La date du 1^{er} janvier 1925

a été choisie parce que à ce moment seulement auront été opérées les réductions d'effectifs imposées par les circonstances.

Aucune des autres mesures dont il est fait mention dans la question posée : supprimer des nominations, imposition du travail à l'heure n'est envisagée.

La question plus spéciale ayant trait aux desiderata du personnel de l'Institut cartographique militaire devant être soulevée par plusieurs de nos collègues lors de la discussion du Budget — votre Rapporteur ne détaille pas plus amplement les griefs dont la Commission a été saisie.

Un point a provoqué plusieurs questions des membres de la Commission spéciale : c'est celui de l'imprimerie typographique de La Cambre.

Nos collègues trouveront ci-après les renseignements à ce sujet :

L'imprimerie typographique de La Cambre n'imprime pas pour d'autres Départements que celui de la Défense Nationale.

Il n'est pas nécessaire d'agrandir l'imprimerie typographique de La Cambre et il n'en est pas question.

La création de l'Imprimerie du Département de la Défense Nationale résulte du maintien de l'Imprimerie du Grand Quartier Général créée pendant la guerre. Après l'armistice, cette imprimerie a été rattachée à l'Institut Cartographique Militaire.

Elle a été développée afin de pouvoir satisfaire aux besoins en impression pour tout le Département et l'Armée.

L'on ne s'adresse plus à l'imprimerie civile et au commerce, parce que les prix de l'imprimerie de La Cambre sont inférieurs à ceux demandés par l'industrie civile. La Commission de l'Armée, dans son rapport sur la visite qu'elle a faite à l'Institut Cartographique Militaire, reconnaît que ses prix de revient sont les mêmes que ceux de l'industrie civile. Comme cette dernière doit encore prélever un bénéfice, et que l'imprimerie de La Cambre fournit à l'Armée au prix de revient, ses prix sont naturellement inférieurs à ceux des imprimeries civiles et du commerce.

Arr. 11. — Un membre a demandé des détails sur le poste *b*) : Achat de matériel Imprimerie typographique soit : 1,275,000 francs.

M. le Ministre a bien voulu répondre :

Il n'est pas possible de donner un détail de la dépense qui sera faite au poste *b*) de l'article 2, pour 1925, mais il est possible de donner le détail des dépenses du même poste pour 1924, les dépenses prévues étant de même nature

Voici en chiffre ronds les dépenses faites jusqu'au 1^{er} décembre 1924 :

<i>Fournitures de bureau</i> destinées à alimenter le magasin de vente de fournitures de bureau	fr.	350,000
<i>Papier</i> destiné aux besoins de l'Imprimerie typographique		590,000
<i>Matières premières pour la reliure</i> , toile, percaline, etc.		170,000
<i>Matériel</i> : Clichés. — Pièces pour linographes. — Petit matériel. — Réparations	fr.	70,000
<i>Divers</i> : Éclairage, chauffage, force motrice, etc.		30,000
	Fr.	1,210,000

A remarquer que, dans son entier, ce poste est compensé par des recettes du Trésor, étant incorporé dans le prix de revient ; il n'était pas porté au Budget ordinaire lors de l'existence du Budget pour ordre, sauf pour une somme de 5,000 francs, pour acter l'existence de l'Imprimerie typographique. J'ajouterai que, déjà dans son rapport fait au nom de la Commission Spéciale chargée d'examiner le Budget du Ministère de la Défense Nationale pour l'exercice 1924, M. de Burlet a amplement traité la question de la gestion de l'Imprimerie typographique.

Observation. — Ci-après le détail des recettes s'élevant à 2,000,000 de francs. Le montant des ventes et cessions effectuées par la 4^{me} Direction Générale se répartit comme suit :

	Années :	
	1923	1924 (jusqu'au 1 ^{er} déc.).
I. — Imprimerie typographique.		
Fournitures de bureau	Fr. 592,400	Fr. 427,140
Vente des imprimés et impressions diverses (Règlements, registres, imprimés spéciaux, annuaires des officiers de l'armée, journal militaire officiel, publications périodiques, etc.	1,395,000	1,386,000
	Fr. 1,987,400	Fr. 1,813,140
II. — Imprimerie lithographique.		
Vente des cartes	Fr. 60,000	Fr. 94,000
Travaux spéciaux	160,000	275,000
	Fr. 220,000	Fr. 369,000
RÉCAPITULATION :		
<i>Imprimerie typographique</i>	Fr. 1,987,400	Fr. 1,813,140
<i>Imprimerie lithographique</i>	220,000	369,000
	Fr. 2,207,400	Fr. 2,182,140

Vous trouverez à l'Annexe VII, un tableau donnant par grade et par catégorie la composition actuelle du personnel militaire attaché à l'institut cartographique militaire, personnel dont les traitements et soldes ne sont pas imposés à charge de l'article 10 du Budget ordinaire du Ministère de la Défense Nationale. Ce tableau répond, Messieurs, à un desideratum exprimé à la Commission Spéciale.

CHAPITRE II.

Ce chapitre est en augmentation de 11,889,156 francs et l'explication de cette majoration se trouve dans la colonne observations à la page 35 du Projet.

Il est cependant nécessaire, Messieurs, que vous soyez renseignés sur l'indemnité dite « de service en Allemagne occupée » et sur les divers postes de cet article 12 qui a donné lieu à des échanges de vue à la Commission spéciale.

Art. 12. — L'indemnité de service en Allemagne occupée a été créée le 1^{er} mars 1924.

Voici les taux de cette indemnité :

I. — Officiers et assimilés.

	Par jour.
Officiers généraux, chefs de famille. . . . fr.	12.00
— célibataires , . . .	8.00
Officiers supérieurs, chefs de famille	11.00
— célibataires	6.00
Officiers subalternes, chefs de famille	9.00
— célibataires.	5.00

II. — Militaires de rang subalterne.

Sous-officiers appointés, chefs de famille . . fr.	3.50
— célibataires	2.00
Caporaux, chefs de famille	2.50
— célibataires	1.50
Soldats, chefs de famille	2.50
— célibataires	1.00

Soldés :

Comptant plus de 3 ans de service	sous-off.	4.50
—	caporaux	1.00
—	soldats	0.50
Comptant plus de 6 mois, mais moins de 3 ans de service	sous-off.	0.85
—	caporaux	0.70
—	soldats	0.50
Comptant moins de 6 mois de service	caporaux	0.20
—	soldats	0.15

III Militaires de rang subalterne de la Gendarmerie.

Sous-officiers, chefs de famille	3.50
— célibataires	2.00
Brigadiers et gendarmes, chefs de famille	2.50
— célibataires	1.50

Le 2^o des observations à l'article 12 parle des augmentations normales de traitement et du passage dans la catégorie des appointés de 342 militaires de rang subalterne soldés comptant trois années de service.

Les 342 militaires en question sont les volontaires de carrière ou rengagés qui ont accompli deux ans de bons services en sus de l'âge de 18 ans. Ce sont des caporaux ou des sergents.

Le 3^e des observations à l'article 12 signale l'augmentation des effectifs moyens présents.

L'augmentation des effectifs pour 1925 est justifiée par l'exposé des motifs du projet de loi fixant le contingent pour 1925. Vous trouverez les détails exacts, Messieurs, dans le document parlementaire n° 23 (séance du 4 décembre 1924).

Enfin, par suite des dispositions de la loi portant création d'un corps d'officiers ingénieurs des fabrications militaires, 18 ingénieurs civils d'artillerie ont été admis dans ce cadre ainsi que 3 officiers d'artillerie.

Il en coûte au Trésor 79,000 francs sans tenir compte de la péréquation des traitements qui eût également produit ses effets si l'on avait conservé l'ancien état de choses.

Votre Rapporteur ne pourrait mieux faire que de vous prier, Messieurs, de jeter un coup d'œil attentif sur le « Tableau des effectifs, calcul des traitements, solde, etc. », placé aux Annexes aux développements du Budget (pages 110, 111 et 112 du projet soumis à vos délibérations.

Je vous signale le poste « Haute paie pour chevrons de front » (2,600,000 fr.) poste pour lequel des explications ont été demandées par la commission spéciale.

La haute paie des chevrons de front a été créée par la loi du 25 août 1919 (art. 6), publiée au *Moniteur* n° 243 du 31 août 1919.

Elle consiste en une allocation journalière de fr. 0.20 pour chacun des deux premiers chevrons; de fr. 0.10 pour chacun des chevrons subséquents.

Art. 12// . — Vous trouverez ci-dessous, Messieurs, des détails complets sur les sommes demandées à ce poste.

a) Enseignement dans les écoles :

Ci-dessous le détail de la somme de 50,000 francs prévue au budget.

Quatre écoles de sous-officiers d'infanterie à 4,250 francs	fr.	17,000
Ecole des sous-officiers d'artillerie de campagne		3,250
Ecole des sous-officiers de la division d'artillerie d'armée		1,400
Ecole de troupes de transmission		2,000
Ecole de chemins de fer		1,800
Ecole des chars de combat.		5,500
Ecole de défense terrestre contre objectifs aériens.		15,000
Imprévus		4,050
		50,000

b) le détail de la somme de 80,000 francs pour cours particuliers, cours du soir, cours d'illettrés et cours de chant :

4 régiments d'infanterie administrant un bataillon de mitrailleurs et une batterie d'infanterie, soit 4 corps à 1,600 francs	6,400
4 régiments d'infanterie administrant un bataillon de mitrailleurs, soit 4 corps à 1,500 francs	6,000
4 régiments d'infanterie administrant une batterie d'infanterie, soit 4 corps à 1,300 francs	5,200

12 régiments d'infanterie,	
1 régiment de chasseurs cyclistes,	
—	
13, soit 13 corps à 1,200 francs	15,600
8 régiments d'artillerie de Division d'Infanterie,	
5 régiments d'artillerie de Division d'Artillerie d'Armée,	
1 grand Parc d'Armée,	
—	
14, soit 14 corps à 1,000 francs	14,000
8 régiments d'artillerie de Corps d'armée,	
4 id. génie,	
5 id. de cavalerie de division légère,	
1 id. d'artillerie à cheval,	
1 id. de chemin de fer,	
1 id. de chars de combat,	
1 id. de torpilleurs et marins,	
1 brigade aéronautique militaire,	
—	
22, soit 22 corps à 800 francs	17,600
4 corps des transports,	
1 régiment de troupes de transmission,	
—	
5, soit 5 corps à 600 francs	3,000
4 régiments de cavalerie de Corps d'armée à 500 francs	2,000
1 bataillon cycliste du génie,	
1 bataillon de pontonniers,	
—	
2, soit 2 corps à 400 francs	800
Imprévus	9,400
	fr. 80,000

c) Détail de la somme de 103,000 fr. pour prix de tir.

Fusil-Carabine.

Infanterie. Concours de compagnie :

24 régiments à 9 compagnies, soit 216 compagnies à 65 fr. 14,040 fr.

Concours de régiment :

24 régiments à 50 francs 1,200 »

Cavalerie, division légère. Concours d'escadron :

4 régiments à 5 escadrons, soit 20 escadrons à 65 francs 1,300 »

Concours de régiment :

5 régiments à 50 francs 250 »

Cavalerie de corps d'Armée. Concours d'escadron :

4 régiments à 2 escadrons, soit 8 escadrons à 65 francs 520 »

Concours de régiment :

4 régiments à 50 francs 200 »

Chasseurs cyclistes. Concours d'escadron :	
6 à 65 francs	390 fr.
Concours de régiment :	50 »
Génie. Concours de compagnie :	
4 régiments à 6 compagnies, soit 24 compagnies à 65 francs	1,560 »
Concours de régiment :	
4 régiments à 50 francs	200 »
Génie cycliste. Concours de compagnie :	
2 à 65 francs	130 »

Fusil mitrailleur.

Infanterie. Concours de compagnie :	
216 à 20 francs.	4,320 »
Concours de régiment :	
24 à 50 francs	1,200 »
Cavalerie, division légère. Concours d'escadron : 20 à 80 francs.	1,600 »
Concours de régiment : 5 à 50 francs.	250 »
	21,340 fr.
Cavalerie de corps d'armée. Concours d'escadron : 8 à 80 francs.	640 fr.
Concours de régiment : 4 à 50 francs	200 »
Chasseurs cyclistes. 6 Escadrons à 80 francs.	480 »
1 Régiment à 50 francs.	50 »
	1,370 fr.
Concours de démontage : 250 unités à 15 francs.	3,750 »
	5,120 fr.

Grenades à main.

Infanterie. 216 Compagnies à 25 francs.	5,400 fr.
Cavalerie, division légère. 20 Escadrons à 25 francs.	500 »
Cavalerie, corps d'armée. 8 Escadrons à 25 francs.	200 »
Chasseurs cyclistes. 6 Escadrons à 25 francs.	150 »
Génie. 24 Compagnies à 25 francs.	600 »
Génie cycliste. 2 Compagnies à 25 francs.	50 »
	6,900 fr.

Grenades à fusil.

Infanterie. 216 Compagnies à 15 francs.	3,240 fr.
Chasseurs cyclistes. 6 Compagnies à 15 francs.	90 »
	3,330 fr.

Mitrailleurs.

Infanterie. Concours de compagnie de Mitrailleurs : 24 régiments à 3 compagnies, soit 72 compagnies à 75 francs.	5,400 fr.
--	-----------

Concours de régiment, soit 24 régiments à 50 francs.	1,200 fr.
Bataillons de mitrailleurs. Concours de compagnie : 8 bataillons à 3 compagnies, soit 24 compagnies à 75 francs.	1,800 »
Concours de bataillon, soit 8 bataillons à 50 francs.	400 »
Chasseurs cyclistes. Concours de compagnie de mitrailleurs, soit 3 compagnies à 75 francs.	225 »
Concours de régiment.	50 »
Cavalerie, division légère. Concours d'escadron de mitrailleurs, soit 5 escadrons à 75 francs.	375 »
Concours de brigade, soit 2 brigades à 50 francs.	100 »
Cavalerie, corps d'armée. Concours d'escadron de mitrailleurs, soit 4 escadrons à 75 francs.	300 »
	9,850 fr.

Pointage.

108 unités à 25 francs.	2,700 fr.
-------------------------	-----------

Tir mitrailleuses.

Régiment chars de combat.	80 »
---------------------------	------

Télémetre.

108 unités à 20 francs.	2,160 »
-------------------------	---------

Tir au canon de 37 m/m.

Régiment chars de combat.	80 »
---------------------------	------

Concours combinés pour sous-officiers.

Infanterie. Concours de bataillon : 24 régiments à 3 bataillons, soit 72 bataillons à 80 francs.	5,760 »
Concours de régiment, soit 24 régiments à 60 francs.	1,440 »
Cavalerie, division légère. Concours de groupe : 5 régiments à 2 groupes, soit 10 groupes à 80 francs.	800 »
Concours de brigade, soit 2 brigades à 60 francs.	120 »
Cavalerie, corps d'armée. Concours de groupe, soit 4 groupes à 80 francs.	320 »
Chasseurs cyclistes :	
Concours de groupe, soit 3 groupes à 80 francs	240 fr.
Concours de régiment	60 »
Génie. Concours de bataillon :	
4 régiments à 3 bataillons, soit 12 bataillons à 80 francs	960 »
Concours de régiment, soit 4 régiments à 60 fr.	240 »
Génie cycliste :	
1 bataillon à 80 francs	80 »
	10,020 fr.

Concours combinés pour officiers.

Infanterie :	
24 régiments à 100 francs	2,400 fr.
Cavalerie :	
9 régiments à 100 francs	900 »
Chasseurs cyclistes	100 »
	3,400 fr.

Concours combinés pour sous-officiers mitrailleurs.

Infanterie :	
24 régiments à 80 francs	1,920 fr.
8 bataillons de mitrailleurs	640 »
8 divisions d'infanterie à 60 francs	480 »
Cavalerie :	
2 brigades à 80 francs	160 »
1 division légère	60 »
Chasseurs cyclistes	80 »
	3,340 fr.

Concours pour officiers mitrailleurs.

8 division d'infanterie à 100 francs	800 fr.
1 division légère	100 »
	900 fr.

Concours des sections de mitrailleurs.

Infanterie. 24 régiments à 3 compagnies, soit 72 comp. à 30 fr.	2,160 fr.
Bataillons de mitrailleurs. 8 bataillons à 3 compagnies, soit 24 compagnies à 30 francs	720 »
Chasseurs cyclistes. 3 escadrons de mitrailleurs à 30 francs	90 »
Cavalerie : Division légère. 3 régiments à 1 escadrons, soit 3 escadrons à 30 francs	150 »
Cavalerie corps d'armée :	
4 régiments à 1 escadron, soit 4 escadrons à 30 francs	120 »
	3,240 fr.

Concours pour officiers et sous-officiers du régiment des chars de combat.

Officiers.	fr.	100
Sous-officiers		80
	Fr.	180

Concours interrégimentaires.

7 concours à 700 francs	fr.	4,900
1 concours à 275 francs ,		275

Objet d'art	fr.	600
Breloques		3,000
Diplômes		400
	fr.	9,175
Frais d'administration et imprévu	fr.	1,355
	Fr.	103,000

d) Matériel didactique acheté en 1924 :

1^o Planches intuitives montrant le sectionnement du fusil 89, de la grenade O. F., des fusées d'artillerie, de certains matériels d'artillerie. Ces planches sont utilisées par les unités (compagnie, batterie) et les écoles;

2^o Appareils à contrôler le pointage (unités et écoles d'infanterie);

3^o Appareils de tir en chambre pour batterie d'infanterie ;

4^o Clichés pour constituer, par appareil de cinéma, une collection de dispositives d'instructions sur les travaux de campagne;

5^o Armoires protectrices pour les appareils cinématographiques d'instruction, lorsque le local sert non seulement pour le cinéma mais aussi de salle de cours, parfois même de cantine.

ART. 12/g. — On entend par chauffage des bibliothèques, le coût du combustible nécessaire au chauffage des locaux dans lesquels sont installées ces bibliothèques.

Il y a une bibliothèque dans chacune des garnisons ci-après :

Bruges,	Namur,
Gand,	Arlon,
Charleroi,	Camp d'Elsenborn,
Mons,	Bruxelles,
Tournai,	Louvain,
Ostende	Tervueren
Anvers	Tirlemont
Lierre	Aix-la-Chapelle
Brasschaet	Juliers
Hasselt	Neuss
Malines	Mörs
Camp de Beverloo	Geldern
Saint-Trond	Buderich
Liège	Clèves
Spa	Crefeld
Verviers	

ART. 12/i. — *Service des écuries.* L'article 22 du Règlement de la comptabilité des corps de troupe, spécifie que les justifications financières que comporte la comptabilité à produire par un corps à la Cour des Comptes sont classées en services généraux de recettes et de dépenses. Le service des écuries est un de ces services généraux.

Les articles 213 à 228 inclus du dit Règlement donnent le détail des recettes et des dépenses qui peuvent être effectuées pour compte du service des écuries.

CHAPITRE III et CHAPITRE IV.

Les divers articles de ces deux chapitres n'ont donné lieu à aucune observation particulière, à part celles formulées dans la discussion générale et détaillée au début de mon rapport. Nos honorables Collègues voudront bien s'en rapporter aux explications fournies à cet endroit.

CHAPITRE V.

Le chapitre V est en augmentation de 1,228,295 francs et cette majoration importante est expliquée dans les observations aux art. 22 (p. 51), art. 24 (p. 61) et art. 25 (p. 65).

ART. 22/b. — Des membres de la commission spéciale ont demandé des détails sur les 19 employés temporaires, sur leur recrutement, etc. Vous trouverez ci-après, Messieurs, les renseignements désirés :

Ces employés sont chargés d'apurer les écritures conséquentes des travaux occasionnés par la mise au point des armements et munitions de guerre.

Ils ont été recrutés sur place par les Directeurs des Établissements.

Le recrutement des commis permanents ne se justifiait donc pas.

Les commis temporaires n'ont aucune obligation vis-à-vis du Directeur de l'établissement qui les emploie ; de même, ils peuvent être remerciés dès que leur présence n'est pas reconnue indispensable à la marche des services.

C'est ainsi que 2 des 21 commis temporaires qui existaient en 1924 à la Fonderie des Canons sont partis et n'ont pas été remplacés.

ART. 22/h. — Un membre a demandé où était actuellement le groupe de projecteurs et ce qu'était ce service technique du 4.A.

Ce groupe a été rattaché au 4^e régiment d'artillerie d'Armée et est caserné à Anvers (lunette 8-9).

Le service technique du 4.A est l'atelier chargé des réparations et de l'entretien du matériel des projecteurs.

ART. 23. — Des membres ayant demandé que le Département veuille bien donner à la Commission spéciale le détail relatif aux « approvisionnements de toutes natures et frais généraux des établissements, services techniques et parcs d'artillerie, location, entretien et surveillance des bâtiments, etc. »

1° Pour la Fonderie Royale de canons ;

2° L'arsenal de construction ;

3° Le grand parc d'armée ;

4° Les ateliers de fabrication de munitions et le détail des littéra / et I.

M. le Ministre de la Défense Nationale a donné à la Commission les renseignements ci-après :

1° Pour la Fonderie Royale de Canons :

Électricité	fr. 280,000
Eau	4,000
Gaz	7,200
Combustible	300,000
Entretien des bâtiments	50,000
Métaux	252,000
Approvisionnements divers.	480,800
Redevance pour raccordement du chemin de fer de Bressoux	1,000
Redevance pour raccordement Fonderie de canons	5,000
	fr. 1,380,000

2° Arsenal de Construction :

Cuirs divers	3,000,000
Cordages, feutres, toile, outillage, etc.	400,000
Couvertures de cheval	240,000
Bois divers	1,054,000
Combustibles	300,000
Métaux	540,000
Quincaillerie	240,000
Ferrures des chevaux.	950,000
Divers (huiles, couleurs, eau, électricité, gaz, transports, matériel anti-gaz, etc.	514,000
	fr. 7,238,000

3° Le Grand Parc d'Armée :

Fournitures d'objets et matières destinés aux unités et services de l'armée	925,000 »
Fournitures de bureau et imprimés	35,000 »
Éclairage et chauffage du G. P. A. et des dépôts de munitions et fourniture eau	60,000 »
Entretien des bâtiments militaires (casernement troupe et dépôts munitions occupés par le matériel et les munitions du G. P. A. à Anvers et à Bruges)	104,660 »
Frais de douanes et de transports.	20,000 »
Abonnements et communications téléphoniques du G. P. A. et des dépôts de munitions.	8,500 »
Baux des terrains occupés par le G. P. A. près du fort n° 6	1,875.50
Bail du terrain occupé par le G. P. A. près du fort n° 7	85 20
Baux du dépôt de munitions de Zedelghem	156.60
Raccordement au chemin de fer de l'État du G. P. A. (front 11-12 à la gare d'Anvers-Sud et dépôt de munitions de Varsenaere et	

entretien de ces raccordements	4,800 »
Entretien des raccordements de la région de Bruges.	10,000 »
Imprévus.	39,919.70
	fr. 1,210,000 »

4° Les ateliers de fabrication de munitions :

a) Frais généraux. Entretien des munitions d'artillerie. Munitions d'artillerie d'exercice et d'instruction	3,250,000
b) Cartouches à balles pour tirs d'instruction au fusil, carabine, mitrailleuse et fusil mitrailleuse. Cartouches en blanc. Cartouches pour pistolets. Cartouches à bourre. Éléments pour tir réduit. Grenades pour cartouches d'instruction. Cession de cartouches au Département des Colonies	10,263,250
	Fr. 13,513,250

Détail du littéra f.

L'allocation est à répartir entre 18 parcs. Elle est destinée à couvrir les achats de charbon, de matières pour l'entretien du matériel et des fournitures de bureau ; à assurer le paiement des indemnités de caisses aux gestionnaires et des indemnités de frais de bureau des commandants de parcs annexes.

Détail du littéra i.

Entretien du laboratoire des gaz ; acquisition de matériel, chauffage et éclairage fr. 58,000

Ce poste comprend :

- 1° Les dépenses courantes d'entretien du laboratoire : eau, gaz, électricité pour chauffage, éclairage et expériences ;
- 2° L'acquisition des appareils nécessaires aux travaux courants du laboratoire ;
- 3° L'acquisition des nombreux produits nécessaires aux essais et aux études en cours ;
- 4° Lorsque le laboratoire de physiologie sera installé, l'acquisition et l'entretien des animaux d'expériences.

N. B. La répartition de ces prévisions est évaluée approximativement.

ART. 23 (*Observations*). — Un membre a demandé d'où proviennent les recettes et de les détailler.

Les recettes proviennent surtout de cessions d'armes, de munitions et de matériel aux autres départements ministériels, de cessions aux autres services du Département n'emargeant pas à l'article 23, de versements pour pertes ou détériorations par les militaires responsables et de ventes de mitraille.

Ces recettes, qui sont évaluées approximativement, sont versées *périodiquement au Budget des Voies et Moyens*.

ART. 23. (*Observations*.) — Des membres ont désiré savoir pourquoi on a supprimé le littéra h de 1924 : « Machines et outillage des établissements d'artillerie ».

M. le Ministre a bien voulu nous faire connaître que le littéral a été introduit dans le budget de 1925 par suite de la suppression de l'article 151 du budget pour ordre de 1924 (*Fonds de emploi*) intitulé : « Machines et outillage des établissements d'artillerie », lequel disposait à cette époque d'un avoir de 1 million de francs, avoir qui a dû être versé au Trésor en *contre-partie* du crédit demandé en 1924.

ART. 25. (*Observations.*) — Des membres de la Commission spéciale ont posé les deux questions suivantes relatives aux 3° et 4° de ces observations :

3° Quels véhicules le Département compte-il acheter? Nombre, usage?

4° D'où proviendront les recettes indiquées?

M. le Ministre a bien voulu répondre :

3° Le Département compte acheter en 1925 quelques véhicules pour remplacer ceux qui font partie de la dotation organique de l'armée et qui devront être déclassés pour usure.

L'achat portera sur une partie de matériel suivant, les nombres définitifs de chacune des catégories de véhicules à acheter étant déterminés par les mises hors de service.

Huit voitures voyageurs. — Usage : armée d'occupation, exercices de cadre, voyages d'État-Major, Service des sépultures militaires, Service de destruction des munitions, etc.

Quatre motos side-car ou cycle cars. — Usage : Médecins de l'A. O.

Dix-huit camionnettes. — Usage : Voitures techniques du 4^e Régiment d'artillerie d'armée; batteries anti-aéronefs; véhicules d'instruction de l'École des services automobiles et du Régiment de chars de combat.

Il est à noter que depuis 1919 nous n'avons pas acheté un seul véhicule, et que dans nos voitures voyageurs et camionnettes il en est qui ont été réquisitionnées en 1914.

4° Des cessions d'ingrédients (huiles, graisse, essence, carbure) aux autres Départements ministériels, aux armées étrangères et aux services du Département qui n'émergent pas à l'article 25.

Des réparations pour compte d'autres Départements par l'atelier de réparation du charroi automobile.

Des transports automobiles effectués pour compte d'autres Départements et de particuliers.

Des versements pour pertes ou détériorations.

Ces recettes reçoivent la même destination que celles visées à l'article 23, qui précède.

CHAPITRE VI.

Le chapitre VI est en augmentation de 1.588,255 francs. L'explication est donnée aux observations de la page 67 du projet de Budget.

Diverses questions ont cependant été posées à la Commission spéciale au sujet des articles 26 et 27.

Votre Rapporteur les reproduit ci-après, avec les réponses que Monsieur le Ministre de la Défense Nationale a bien voulu lui envoyer.

Art. 26/c. — Des membres ont demandé quelle est la nécessité des ingénieurs et employés temporaires ? quelles sont leurs fonctions exactes ?

Le personnel permanent n'est-il pas suffisant ? dans la négative, pourquoi ?

Ne pourrait-on pas s'entendre avec le Département des Travaux Publics pour les travaux confiés à ce personnel temporaire et enfin, les travaux publics civils étant réduits au strict minimum, le personnel technique de ce Département ne pourrait-il être chargé de certains travaux à des bâtiments militaires ?

RÉPONSE.

1° L'article 26 littera (c) se rapporte à du personnel de direction, et non à du personnel d'exécution, de surveillance ou d'administration comme le littera (a) et (b) de cet article 26. Le personnel visé par ce littera (c) est nécessaire par suite de la pénurie d'officiers du génie.

Avant 1914 il y avait 60 officiers du génie attachés à ce service spécial.

L'organisation du temps de paix de 1923 en prévoit 42. Mais actuellement il n'y en a que 16.

Pour parer à cette insuffisance, on a conservé au titre d'ingénieurs civils, 13 officiers du génie pensionnés et on a engagé 9 ingénieurs.

Les 13 officiers pensionnés remplissent les fonctions de chefs de services aux bâtiments militaires (3 directeurs circonscriptionnaires sur 4 et 10 directeurs sur 16).

Des ingénieurs temporaires (5) remplissent les fonctions d'adjoints aux chefs de service, positions occupées autrefois par des officiers ; quatre sont au service de l'électricité, qui n'existait pas avant la guerre, et qui chaque jour prend une importance plus grande.

Faire intervenir, pour remplacer ces officiers du génie pensionnés et ces ingénieurs temporaires, les fonctionnaires des Travaux Publics n'est pas possible ; cela reviendrait à faire dépendre du département des Travaux Publics, une partie du casernement et des installations de l'armée, formule mise à l'essai avant la guerre et qui n'a pas donné les résultats qu'on en attendait puisqu'après l'armistice, tout le casernement a été remis sous l'autorité du Ministre de la Défense Nationale de qui doit relever directement le personnel chargé des constructions ainsi que la gestion du domaine militaire.

Rien ne dit d'ailleurs que la solution envisagée soit matériellement possible, car si les Travaux Publics Civils sont réduits, il est certain que ce ne sont ni les études ni les projets qui manquent au personnel dirigeant de cette administration.

Art. 26/c. — Les 9 ingénieurs et les 13 officiers pensionnés ont-ils des traitements pleins ?

RÉPONSE.

Les 13 officiers pensionnés conservés touchent une indemnité qui, ajoutée à leur pension, leur donne un traitement égal à celui de leurs camarades de l'active.

— Les 9 ingénieurs temporaires perçoivent des allocations égales à celles des ingénieurs de même ancienneté des Ponts et Chaussées.

ART. 26/d. — On demande des détails complets et précis sur ce poste. Le justifier.

RÉPONSE.

Le personnel « permanent » dont il est question à l'article 26 littera (a), a été calculé pour la situation normale et d'après les nécessités du service ordinaire, savoir :

1°) La police et l'administration du domaine militaire (plus de 12,000 hectares disséminés dans toute l'étendue du pays dont plus de 500 hectares bâtis)

2°) La police et l'administration des zones des servitudes militaires.

3° Les gestions en matières, en matériel et en mobilier de casernement ;

4° La préparation, la conduite et la surveillance de la totalité des travaux de bâtiment inscrits dans les divers articles du Budget ordinaire relatifs aux bâtiments ressortissant non seulement au service du casernement des troupes, mais encore aux services de l'artillerie, de l'Institut cartographique, des Services de santé, de l'Intendance, de l'Aéronautique, etc.

Ce personnel « permanent » est également chargé de certains travaux à exécuter à charge du Budget Extraordinaire, quand l'importance de ces travaux ne nécessite pas un personnel à demeure et n'empêche pas le personnel permanent de s'occuper de sa besogne normale. Il n'en est pas ainsi lorsque les travaux sont très importants ou s'exécutent en dehors des résidences des agents permanents.

Il faut alors engager du personnel « temporaire ».

Le nombre d'employés temporaires utilisés dans les travaux du Budget Extraordinaire varie nécessairement d'année en année, suivant l'importance et la nature des entreprises afférentes aux dépenses prévues aux budgets annuels.

Ce personnel temporaire est remercié dès la fin des entreprises en cours pour lesquelles il est engagé par les chefs de service, ou bien, il est réutilisé dans les nouvelles entreprises adjudgées dans les directions des Bâtiments et Constructions militaires.

Pour l'année 1925, il a été prévu à l'article 26, littera d :

10 conducteurs temporaires (salaire mensuel) moyen 600 francs.

35 surveillants — (—) — 450 francs.

Pour les travaux repris aux articles suivants du Budget Extraordinaire :

87 à 98

100-101-102

104

110

113

118

122

123

s'élevant à un total de plus de 24 millions.

Il ne faut pas oublier que depuis 1923 le personnel temporaire a été réduit de 130 à 45.

ART. 26/. — Où sont employés les 16 agents permanents et les 9 gardiens temporaires avec les traitements pour chacun d'eux ?

RÉPONSE.

Les 16 agents permanents sont employés au Tir National à Bruxelles et ont été repris du Ministère de l'Intérieur avec le Tir, puisque la Garde-civique n'existait plus.

Les 9 gardiens temporaires de stand sont employés dans les villes suivantes : Louvain, Ostende, Bruges, Courtrai, Mons, Charleroi, Gand, Tournai et Namur.

Les 16 agents permanents du Tir National de Bruxelles sont aux traitements suivants :

4 gardiens adjoints à	5,250
2 gardiens à	4,850
4 marqueurs à	4,650
1 marqueur à	4,450
3 marqueurs à	4,200
1 marqueur à	3,950
1 marqueur à	3,150

46

Il faut ajouter les indemnités de résidence et familiale.

Les gardiens temporaires des stands de province ont des salaires différents résultant des circonstances de leur admission ; la plupart de ces agents ont été repris aux administrations communales en même temps que les stands dont ils étaient déjà les gardiens.

Ces salaires varient, pour l'ensemble des gardiens, de 350 à 450 francs par mois.

N. B. — Le gardien du stand d'Ostende disparaîtra en 1926, mais le stand-tunnel sera construit.

La suppression des autres gardiens n'est pas actuellement à envisager.

ART. 26/h. — Que sont les « agents en disponibilité » ? Combien il y en a-t-il ? Depuis quelle date ? Pour combien de temps ? Que touche chacun ? Touchent-ils en plus les indemnités de résidence et familiale ?

RÉPONSE.

Les « agents en disponibilité » sont ceux placés dans la position de disponibilité prévue pour les fonctionnaires civils par l'Arrêté Royal du 6 mai 1923 (publié au *Moniteur*, n° 131-132 des 11 et 12 dito), pour cause de maladie, pour des motifs de convenances personnelles, pour suppression ou retrait d'emploi, etc.

Ils ont fait l'objet d'une rubrique spéciale de l'art. 26 par analogie avec le littéra (d) de l'art. 2, (Administration Centrale) et aussi parce que ne rendant, dans

la position de disponibilité, aucun service à l'État, il semble utile de faire apparaître à part, la dépense à laquelle ils donnent lieu.

1) Les prévisions budgétaires de 1925 portent sur neuf agents actuellement en disponibilité pour motifs de santé, soit un adjoint technique, trois adjoints administratifs et cinq surveillants.

2) La date depuis laquelle ces agents sont en disponibilité varie du 9 octobre 1922 au 21 octobre 1924.

Le temps pendant lequel les agents restent en disponibilité avec traitement d'attente est de deux ans maximum, à moins que l'affection qui a motivé la mesure ne soit le résultat de blessures ou accidents survenus en service.

3) Les agents en disponibilité pour motifs de santé perçoivent un traitement partiel calculé, suivant les bases déterminées par l'Arrêté Royal susvisé.

L'adjoint technique en disponibilité jouit d'un traitement de 8,879 francs — les adjoints administratifs ont des traitements de 8,100, 7,425, et 4,949 francs — les surveillants ont 6,750, 6,075, 3,662, 3,271 et 2,703 francs.

4) Les agents en disponibilité, à l'exception de ceux pour lesquels le traitement d'attente tient lieu de pension, touchent en plus l'indemnité de résidence et l'indemnité familiale.

Il résulte de ce qui précède que la somme inscrite au budget est approximative, car on ne peut prévoir exactement le nombre d'agents qui seront mis en disponibilité en 1925, ni le nombre de ceux qui, étant en disponibilité, seront repris en service.

ART. 26/l. — Qu'entend-t-on par déplacement du personnel temporaire ? (35,000 francs).

RÉPONSE.

Le personnel temporaire qui se déplace pour motifs de service a droit aux mêmes indemnités que le personnel permanent.

Mais, les dépenses pour le déplacement du personnel *permanent* étant seules prévues à l'art. 40, il a fallu prévoir à l'article 26 les dépenses de l'espèce pour le personnel temporaire des B. C. M.

Les déplacements envisagés sont :

1° Ceux des officiers pensionnés, chefs de service (Directeurs circonscriptionnaires et Directeurs des bâtiments et constructions militaires) à l'occasion des inspections, visites des travaux, etc. en dehors de leur garnison ;

2° Ceux des ingénieurs temporaires pour la visite des travaux ;

3° Ceux des autres membres du personnel temporaire, lorsqu'ils sont chargés d'une mission provisoire de surveillance en dehors de leur résidence.

ART. 27/b. — La commission spéciale a exprimé le désir de connaître de façon détaillée la répartition de la somme de 6,500,000 inscrite au littéra (b) de l'article 27 du budget ordinaire.

La somme de 6,500,000 francs dont il est question ci-dessus est prévue pour l'exécution (jusqu'à concurrence de la somme de 6,000,000) des travaux indiqués au tableau de l'annexe VIII de ce Rapport et pour l'exécution (jusqu'à concurrence de 500,000 francs restants) des travaux imprévus urgents qui se présentent

toujours au cours d'une année (notamment les dégâts résultant d'ouragans, d'inondations, d'incendies, etc.)

Si la somme ci-dessus de 500,000 francs n'est pas entièrement nécessaire pour les travaux imprévus, le reliquat est utilisé en fin d'année pour exécuter une partie des travaux indiqués à l'annexe VIII, et n'ayant pu être effectués au moyen de la somme de 6,000,000.

Les travaux à exécuter sur les 6,000,000 de francs sont déterminés d'après leur urgence, urgence fixée après une inspection générale des bâtiments militaires qui a lieu annuellement en février-mars par les directeurs circonscriptionnaires des Bâtiments et Constructions Militaires.

Art. 27/c. — La somme de 800,000 francs inscrite à ce littéra demande aussi quelques explications. Bien qu'il ne soit pas possible actuellement de *détailler* l'emploi de cette somme.

Il n'est pas possible actuellement de détailler l'emploi de cette somme. Comme le dit le développement de ce littéra, ces 800,000 francs sont destinés notamment au renouvellement et à l'entretien d'objets mobiliers, d'appareils et d'engins de gymnastique.

Or, la fixation de la somme exacte ne peut être faite qu'après la visite et le recensement du matériel, visite et recensement qui, d'après les règlements concernant le service technique du génie, doivent avoir lieu dans le premier trimestre de l'année.

Quoi qu'il en soit, actuellement en dehors du matériel à acquérir pour renouvellement, l'acquisition de celui indiqué ci-après est prévue :

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION MILITAIRE.

<i>Wevelghem-Aérodrome.</i> Complètement du mobilier.	12,000
<i>Tournai. Mess de garnison.</i> Acquisition d'une nouvelle cuisinière.	3,000

2^e CIRCONSCRIPTION MILITAIRE.

<i>Lierre. Caserne d'Artillerie.</i> — Acquisition d'une cuisinière pour la cuisine troupes	2,500
<i>Camp de Brasschaet.</i> — Achèvement de l'acquisition du mobilier du Dépôt de remonte de l'armée	3,000

3^e CIRCONSCRIPTION MILITAIRE.

<i>Liège. Citadelle-Chartreuse et Ecoliers.</i> — Installation de cassettes	110,000
<i>Citadelle.</i> — Acquisition et installation d'appareils de gymnastique	20,000
<i>Eupen. Caserne d'Infanterie.</i> — Achèvement de l'acquisition du mobilier	40,000
<i>Malmédy. Caserne d'Infanterie.</i> — Achèvement de l'acquisition du mobilier.	40,000

4^e CIRCONSCRIPTION MILITAIRE.

Pour la circonscription. Achat de cassettes.	12,000
<i>Bruxelles. Caserne du Petit-Château.</i> — Mobilier pour le mess officiers	8,000
Mobilier pour le mess sous-officiers.	5,000
<i>Caserne Prince Baudouin.</i> — Etablissement d'un portique de gymnastique.	6,000
<i>Aérodrome d'Evere.</i> — Complètement de mobilier pour le mess d'officiers.	8,000
Complètement de mobilier pour le bureau du trésorier.	2,000
<i>Aérodrome de Zellick.</i> — Complètement du matériel scolaire (cours pour officiers).	3,000
<i>Diest. Aérodrome de Schaffen.</i> — Complètement du matériel de casernement.	2,000
<i>Tirlemont. Caserne des Récollets.</i> — Acquisition d'un matériel culinaire moderne pour les cuisines troupes et sous-officiers.	18,000
	294,500

De plus, il y a lieu de prévoir à partir de 1925, l'amélioration du mobilier mis à la disposition des officiers en période au Camp de Beverloo ainsi que celle du mobilier des chambres de sous-officiers en garnison. La première de ces améliorations fait l'objet de demandes de tous les commandants de corps d'armée.

Quant à la seconde, elle fait suite aux demandes des chefs de corps et à un vœu émis par la commission qui a été chargée d'étudier les moyens propres à remédier à la pénurie des engagements volontaires à l'armée.

Ces améliorations doivent être portées sur plusieurs exercices budgétaires.

En 1925, le reliquat du crédit de 800,000 francs non dépensé pour le renouvellement du matériel mis hors de service lors du recensement et pour l'acquisition du nouveau matériel spécifié ci-dessus, y sera consacré.

Suivant les prévisions, ce reliquat s'élèvera à environ 200,000 francs.

CHAPITRE VII.

Il y a pour ce chapitre une augmentation de 677,697 francs qui est justifiée dans la colonne d'observation de la page 73 du projet de Budget.

Cependant des membres de la commission spéciale ont demandé des détails sur l'emploi de la somme de 1,581,500 francs inscrite à l'art. 29/b.

ART. 29/b. — D'après la réorganisation de l'armée, par suite de la création d'un service technique unique pour le Régiment des troupes de transmission, les crédits alloués antérieurement au Bataillon de T.S.F., au Bataillon des télégraphistes et au Service des colombers militaires, sont réunis actuellement en un seul, pour le Régiment des troupes de transmission.

Le crédit demandé est donc destiné :

1. Aux réparations et renouvellement de matériel téléphonique, télégraphique et de signalisation, en usage à l'armée : appareils, piles, fusées, etc.

2. Aux réparations et renouvellement du matériel radio-télégraphique de l'armée et notamment celui de l'aviation.

Entretien et renouvellement du matériel destiné à l'instruction du personnel de ce régiment ;

4. Frais d'entretien des postes de télégraphie sans fil, en service en Belgique, Armée d'Occupation et Ruhr.

5. Approvisionnements des ateliers et laboratoires.

6. Remplacement et entretien du matériel des Colombiers, nourriture et entretien des pigeons.

. . .

Un membre de la Commission a demandé d'où proviennent les 150,000 francs de recettes prévues à l'article 29 (observations) page 73 du Budget.

Cette somme provient : des cessions d'outillage et objets divers au Département des Chemins de fer, de l'exploitation des lignes stratégiques et de la location d'une tirefonneuse au Département des Chemins de fer.

Ces recettes vont également au Budget des Voies et Moyens.

ART. 28/d. — Un membre de la Commission a désiré savoir ce que signifient, au projet de Budget, les indications chefs d'équipe (*pendant six mois*), manœuvres spécialités (*pendant un, cinq, six, neuf mois*).

Le Parc du Génie d'Armée doit licencier une partie de son personnel au cours de l'année 1925, pour en ramener le nombre à la hauteur de ce qui est prévu pour sa composition organique. Les mois mis entre parenthèses indiquent le temps pendant lequel les employés auxquels ces chiffres se rapportent, resteront encore en service.

Ils seront remerciés au fur et à mesure que leur engagement ou rengagement vient à expiration.

Cette réduction du personnel civil est possible par la mise à la disposition du Parc du Génie d'Armée de soldats du service auxiliaire.

CHAPITRE IX.

Ce chapitre a donné lieu à quelques observations que la Commission spéciale résume comme suit :

La fourniture à des personnes ne faisant plus partie de l'armée n'entraîne-t-elle pas une charge supplémentaire pour le Trésor ? A qui le Département permet-il de se fournir de pain, viande, charbon, et denrées aux magasins de l'Intendance ? Les officiers retraités ne pourraient-ils jouir de cette faveur ?

Certaines personnes assurent que l'État ferait de sérieux bénéfices en autorisant les pensionnés militaires à faire leurs achats aux services de l'Intendance.

La question ayant une importance considérable pour beaucoup d'anciens serviteurs de l'Armée, M. le Ministre de la Défense Nationale a bien voulu faire faire un examen minutieux de nos demandes et il nous a répondu ce qui suit :

Liste des personnes autorisées à acheter des vivres (pain, viande et petits vivres) et du charbon dans les magasins de l'Intendance :

Les militaires en activité de service ;

Les veuves des militaires tués, décédés ou disparus pendant la campagne ;
Les gens de service (nettoyeuses et messagers) de la Cour militaire ;
Les sections des Boys-Scouts faisant du camping ;
Les groupements d'aide et prévoyance des invalides de guerre ; les fonctionnaires employés et ouvriers civils ressortissant au Département de la Défense Nationale.

Les ventes aux personnes visées plus haut n'augmentent pas les dépenses à imputer sur l'article 34 du budget ordinaire, les denrées et matières étant vendues au prix de revient établis trimestriellement ainsi qu'il est expliqué ci-avant pour froment, pain, farine et dans les limites des capacités industrielles des établissements d'intendance tels qu'ils sont organisés.

Ces limites de capacités étant atteintes actuellement, il n'est pas possible d'étendre encore à de nouvelles catégories de personnes l'autorisation d'acheter des vivres et d'autres matières dans les établissements d'Intendance.

Il est à noter que si l'autorisation d'acheter des vivres à l'Intendance militaire était accordée aux officiers pensionnés, elle devrait être étendue à des catégories non moins intéressantes, tels que militaires de rang subalternes pensionnés et les invalides non groupés, etc., ce qui dépasserait de loin les possibilités matérielles des services d'intendance.

L'État ne cherche pas à faire du bénéfice sur la vente des vivres aux personnes visées ci-dessus et sa seule préoccupation a été de mettre tout en œuvre pour ne pas subir de déficit. Cette dernière considération s'explique par exemple comme suit :

Les services de l'État ont fait des achats pour couvrir les besoins de leurs clients ; une baisse se déclare, et immédiatement tous leurs clients désertent et laissent pour compte à l'État une marchandise acquise cependant à leur intention et qui, en fin de compte, ou, devra être consommée par le soldat, ou, si elle atteint les limites de bonne conservation, être cédée à perte.

* * *

La Commission spéciale a demandé également à M. le Ministre de la Défense Nationale, si le système actuel de distribution de pain dans l'armée produisait une réelle économie, s'il n'y a eu aucune réclamation des hommes et où vont les sommes provenant éventuellement des économies réalisées.

M. le Ministre a répondu :

Le système de la mise en commun du pain dans les ménages de troupe a fait diminuer en général la consommation du pain de 20 p. c. environ.

Cette diminution ne constitue pas une économie pour le Trésor. La valeur des rations de pain auxquelles les troupes ont droit de par les règlements et qu'elles ne perçoivent pas leur est payée, et les sommes sont versées à la caisse du ménage qui en profite pour améliorer l'ordinaire du soldat.

Les ménages de troupe se déclarent satisfaits du système en vigueur. Il n'y a pas de réclamation en général et s'il peut y avoir des desiderata, la masse de

ménage est à même d'y donner suite, si l'autorité le juge nécessaire, au moyen des fonds mis à sa disposition de la façon indiquée ci-dessus.

Vous trouverez ci après, Messieurs, quelques questions posées à M. le Ministre de la Défense Nationale et les réponses qu'il a bien voulu adresser à la Commission spéciale au sujet des articles 34, litt. /i, 36, 36/e.

ART. 34/i. — Combien de cuisiniers ont été formés à l'Ecole des cuisiniers en 1924 et quelle a été leur répartition dans les régiments? Sont-ce des rengagés? Combien y en a-t-il?

Soixante-quatre. Ci-dessous répartition :

1 ^{er} de ligne	.	.	.	.	.	.	.	4
2 ^e de ligne.	.	.	.	.	.	.	.	4
4 ^e de ligne.	.	.	.	.	.	.	.	4
5 ^e de ligne.	.	.	.	.	.	.	.	4
6 ^e de ligne.	.	.	.	.	.	.	.	4
7 ^e de ligne.	.	.	.	.	.	.	.	4
8 ^e de ligne.	.	.	.	.	.	.	.	2
9 ^e de ligne.	.	.	.	.	.	.	.	4
10 ^e de ligne.	.	.	.	.	.	.	.	4
13 ^e de ligne.	.	.	.	.	.	.	.	4
16 ^e de ligne.	.	.	.	.	.	.	.	2
2 ^e chasseurs à pied	.	.	.	.	.	.	.	4
3 ^e chasseurs à pied	.	.	.	.	.	.	.	4
4 ^e chasseurs à pied	.	.	.	.	.	.	.	2
1 ^{er} carabiniers	.	.	.	.	.	.	.	2
2 ^e grenadiers	.	.	.	.	.	.	.	4
1 ^{er} génie	.	.	.	.	.	.	.	4
3 ^e artillerie	.	.	.	.	.	.	.	4
8 ^e artillerie	.	.	.	.	.	.	.	1
11 ^e artillerie	.	.	.	.	.	.	.	2
13 ^e artillerie	.	.	.	.	.	.	.	2
14 ^e artillerie	.	.	.	.	.	.	.	2
15 ^e artillerie	.	.	.	.	.	.	.	2
16 ^e artillerie	.	.	.	.	.	.	.	4
17 ^e artillerie	.	.	.	.	.	.	.	4
19 ^e artillerie	.	.	.	.	.	.	.	2
20 ^e artillerie	.	.	.	.	.	.	.	4
Corps des torpilleurs et marins	.	.	.	.	.	.	.	4
Régiment de chemin de fer	.	.	.	.	.	.	.	3
Aéronautique militaire	.	.	.	.	.	.	.	2
Troupes du Service de santé	.	.	.	.	.	.	.	5
Grand Parc d'Armée	.	.	.	.	.	.	.	3
1 ^{er} lanciers	.	.	.	.	.	.	.	2
1 ^{er} guides	.	.	.	.	.	.	.	2
1 ^{er} corps de transports	.	.	.	.	.	.	.	4

4 ^e corps de transports	2
Corps de transports automobiles	1
École de sous-officiers d'infanterie, 1 ^{er} corps d'armée	1
École de sous-officiers d'infanterie, 2 ^e corps d'armée	1
Ecole de sous-officiers d'infanterie, 3 ^e corps d'armée	1
École d'infanterie	1
École d'artillerie	1
Dépôt 4 ^e corps d'armée	1

Quarante de ces militaires sont des rengagés. Vingt-quatre sont des miliciens.

ART. 36. — Combien d'équipements neufs ont été confectionnés en 1924 et quelle en a été la répartition par armes?

RÉPONSE.

Ci-dessous le tableau des vêtements neufs confectionnés en 1924, avec la répartition des armes.

Genre de vêtements.	Troupes à pied et montées.	Troupes à pied.	Troupes montées.	Troupes cyclistes.	Pupilles.	Marins.
Bonnets de police-bérets	57,600	»	»	»	»	2,000
Vestes en drap	47,200	»	»	»	1,680	1,750
Capotes ou paletots	»	45,155	21,800	»	800	1,470
Calottes ou pantalons	»	65,000	19,350	2,650	2,500	2,400
Vestes en coton	45,000	»	»	»	1,050	»
Pantalons en coton	67,000	»	»	»	2,500	»
Vestes d'intérieur	»	»	»	»	150	»

ART. 36/c. — D'où provient l'augmentation du personnel? Était-elle indispensable?

La Commission demande de la justifier.

RÉPONSE.

Il y a réduction du personnel au Magasin central d'équipement : 94 au lieu de 103.

Il y a augmentation de 3 ouvrières à l'Usine de réparations, à Roulers.

Il y a augmentation de 63 ouvriers et ouvrières *non permanents* à la Fabrique de chaussures, à Thielt.

L'augmentation du personnel se justifie par l'intensification de la production de ces établissements, intensification nécessitée par les besoins courants et ceux de la mobilisation.

ART. 38. — La question de remotes de l'armée a attiré l'attention spéciale de la Commission qui a posé les questions suivantes :

Combien la Commission de remonte a-t-elle acheté de chevaux en 1924 :

Trait.

Selle, et combien compte-t-elle en acheter en 1925?

A cet égard, les membres de la Commission demandent à être renseignés sur le fonctionnement des Commissions de remonte, sur leurs déplacements dans le pays et à l'étranger — les frais de déplacement de ces Commissions et les indemnités payées à leurs membres.

RÉPONSE.

Nombre de chevaux achetés pour l'Armée en 1924 :

Trait : pour l'Armée 0.

Selle : pour l'Armée 156.

Id. pour la Gendarmerie 103.

Nombre de chevaux que la Commission de remonte compte acheter pour l'Armée en 1925 :

Trait : 675.

Selle : 850.

Des 259 chevaux de selle acquis en 1924, 6 seulement provenaient de l'élevage belge.

Il n'existe qu'une seule Commission d'achat pour toute l'Armée, gendarmerie comprise. Elle se compose d'un officier d'artillerie, d'un officier de cavalerie et d'un officier vétérinaire.

Cette commission opère dans le pays, et éventuellement à l'étranger, si les ressources du pays sont insuffisantes ou si les conditions des fournisseurs y sont plus favorables que celles des fournisseurs belges.

Les frais de déplacements et de séjour sont ceux prévus par les instructions, quand il s'agit d'achats dans le pays, et viennent en déduction des crédits pour la remonte quand il s'agit d'achats à l'étranger.

Aucune indemnité n'est allouée aux membres de la Commission, du chef de leurs fonctions spéciales.

Il y a lieu de remarquer et ceci donnera satisfaction à ceux de nos honorables collègues que la question intéresse, qu'il n'y a pas de contradiction entre les « observations » relatives à l'article 38 du projet de budget de 1925 et les « observations » relatives à l'article 41 du projet de budget de 1924. En effet : Si, dans le projet de budget de 1924, il est question d'augmentation des besoins en chevaux de remonte, c'est d'abord parce que ce projet fut élaboré à un moment où la réorganisation de l'armée n'était pas encore entièrement arrêtée, où la date de sa réalisation définitive restait encore inconnue, et où il n'était, par conséquent, pas encore possible de tenir compte des réductions d'effectifs qui allaient en résulter ; c'est ensuite parce que, par suite de certaines circonstances imprévues, le programme de 1923 n'avait pu être complètement exécuté.

Dès que cette réorganisation fut décrétée, le projet de budget de 1924, fut

amendé en conséquence, et c'est ainsi que le chiffre primitivement fixé de 1070 chevaux à acheter, fut ramené à 150 (ainsi que l'attestent les renseignements parus à la page 7 du Rapport fait au nom de la Commission Spéciale par M. de Burlet (*Document parlementaire*, n° 187 — Chambre des Représentants, Séance du 1^{er} avril 1923) en raison des abondantes disponibilités que la réorganisation devait procurer.

Ces disponibilités ne tarderont pas à être totalement absorbées, et comme il n'y a plus de réductions d'effectifs à envisager, et partant, de disponibilités nouvelles à espérer, il a bien fallu prévoir dans le projet de budget de 1925, l'achat du nombre de chevaux voulu pour pouvoir réaliser et rajeunir comme, il convient les effectifs actuels des diverses unités montées.

CHAPITRE X.

Ce chapitre est en augmentation de 1,820,000 francs provenant :

- 1° Des nouveaux tarifs des chemins de fer.
- 2° De l'accord intervenu avec le Département des chemins de fer.
- 3° De l'octroi depuis le 1^{er} mars 1924 d'indemnités de séjour aux militaires de rang subalterne appointés;
- 4° A l'extension de l'emploi de billets spéciaux;
- 5° A l'augmentation du nombre d'agents, aux augmentations normales de traitements et à la majoration du taux de l'indemnité d'exploitation.

Ces augmentations visent les articles 39, 40 et 41.

Il est nécessaire de vous donner à ce sujet, Messieurs, les explications de la Commission spéciale.

L'accord dont il est question à l'article 39 avec l'administration des chemins de fer au sujet des transports de la Défense Nationale, porte sur le mode de taxation des trains spéciaux qui comprennent à la fois des voyageurs, des chevaux, du charroi, des marchandises et des bagages.

La taxe appliquée aux trains spéciaux est forfaitaire et kilométrique et est soumise aux fluctuations des prix des tarifs en général.

Cette taxe a été fixée comme suit, pour la période du 1^{er} août 1923 au 1^{er} janvier 1924 :

Composition des trains.	Taxes forfaitaires kilométriques correspondantes.
19 véhicules (1) ou 38 essieux chargés au maximum . . .	25 fr. par km.
20 à 32 véhicules (1) ou 39 à 64 essieux chargés . . .	35 fr. par km.
33 à 50 véhicules (1) ou 65 à 100 essieux chargés . . .	45 fr. par km.

Pour la période du 1^{er} janvier au 14 avril 1924.

19 véhicules (1) ou essieux chargés au maximum . . .	29 fr. par km.
20 à 32 véhicules (1) ou 39 à 64 essieux chargés . . .	40 fr. par km.
32 à 50 véhicules (1) ou 65 à 100 essieux chargés . . .	52 fr. par km.

(1) Non compris les véhicules nécessaires pour le service du chemin de fer.

A partir du 15 avril 1924.

19 véhicules (1) ou 38 essieux chargés au maximum.	36 fr. par km.
20 à 32 véhicules (1) ou 39 à 64 essieux chargés	50 fr. par km.
32 à 50 véhicules (1) ou 65 à 100 essieux chargés	65 fr. par km.

La somme de 8,900,000 représente, pour l'année 1925, les frais à payer pour les transports de toute nature (troupes, chevaux, bagages, matériel, etc.) effectués sur les chemins de fer de l'État, des Compagnies et des Vicinaux.

Ci-après le détail de cette demande de crédits :

Transports de troupes. — Mouvements de troupes à l'occasion des périodes de tirs et manœuvres, changements définitifs ou provisoires de garnison, etc. 5,225,000

Transports de chevaux. — Mouvements à l'occasion des périodes de tirs et manœuvres ; service des remontes 605,000

Transports de matériel. — Mouvements à l'occasion des périodes de tirs et manœuvres ; envois des organismes pour voyageurs aux parties prenantes, réparations, etc. ; transports d'effets d'habillement, d'équipement effectués par les organismes pour voyageurs aux parties prenantes 3,070,000

fr. 8,900,000

Le crédit de 11,135,000 francs porté au littéra a de l'article 42 du projet de budget de 1924, a été ramené à 8,135,000 francs par voie d'amendement (document de la Chambre n° 157, annexe III).

Ci-après, l'emploi du dit crédit de 8,135,000 francs .

Somme liquidée à ce jour à l'Administration des Chemins de fer de l'État 3,714,722.05

Créances produites par la susdite administration et non encore liquidées 5,297,622.75

Art. 40, littéras a/ b/ et c/. — *Littéra a.* — La somme de 1,250,000 francs est estimée nécessaire pour liquider notamment :

1° les indemnités pour frais de séjour aux officiers, militaires de rang subalterne, fonctionnaires et agents civils qui se déplacent isolément pour le service en Belgique et Allemagne occupée ;

2° les frais de parcours éventuels des officiers et agents civils ;

3° les frais de transport des chevaux des officiers qui changent de garnison, qui se rendent isolément dans les camps, aux manœuvres, etc.

4° les indemnités de déménagements et les frais de transport de mobilier des officiers, militaires subalternes de carrière, fonctionnaires et agents civils, qui changent de garnison ou de résidence.

(1) Non compris les véhicules nécessaires pour le service du chemin de fer.

Littera b. — La somme de 600,000 francs inscrite à ce *littera* est jugée nécessaire pour liquider notamment :

1° les indemnités spéciales allouées aux attachés militaires de Belgique à Paris, Londres et La Haye ;

2° Les indemnités spéciales accordées aux officiers en stage dans les corps ou établissements d'instruction des armées étrangères ;

3° Les indemnités spéciales de représentation allouées au commandant de l'A. O., aux commandants de division d'infanterie de l'armée d'occupation, aux officiers de liaison auprès des quartiers généraux des armées alliées du Rhin ;

4° Les dépenses relatives aux frais de réception de personnalités de passage en Belgique.

Littera c. La somme de 830,000 francs est jugée nécessaire pour liquider, au profit de l'administration des chemins de fer, les billets spéciaux dont il est question plus loin.

Littera b (1924). Les crédits alloués pour ces deux postes ont été entièrement consommés et même dépassés. Une demande de crédits supplémentaires sera soumise à la Législature.

Les dépenses dont la nature est détaillée dans la réponse précédente, sont justifiées par les intéressés sur états individuels, dont le total est imputé à l'article 42, *littera a* ou *b*. Jusqu'à présent, les comptables n'ont pas été tenus d'établir une distinction entre dépenses imputables à un même *littera*, de sorte qu'il est impossible de déterminer de façon détaillée les sommes dépensées pour frais de séjour, frais de parcours, de transports de chevaux, de déménagements, etc. Ce travail considérable nécessiterait l'utilisation d'un nombreux personnel et jetterait la perturbation dans la marche des services.

La détermination des crédits nécessaires est basée sur l'expérience des années précédentes en tenant compte, autant que possible des mouvements de troupes qui peuvent être prévus pour l'année suivante.

Créé par arrêté royal du 12 janvier 1923, le billet spécial en usage dans tous les Départements, est un document permettant le transport en débet sur les lignes de chemins de fer de l'État et concédées ainsi que sur les lignes de chemins de fer vicinaux.

Les billets spéciaux sont employés par les officiers, fonctionnaires et agents civils se déplaçant isolément pour le service, à raison de 1 billet par voyage direct.

Quelle que soit la distance parcourue, les billets spéciaux sont payés au Département des Chemins de fer et à la Société Nationale des Chemins de fer vicinaux aux prix forfaitaires ci-après :

a) *Chemins de fer de l'État ou concédés :*

billets de 1 ^{re} classe.	fr.	17.70
» 2 ^e »		12.20
» 3 ^e »		7.00

b) *Chemins de fer vicinaux.*

billets de 1 ^{re} classe	fr.	1.40
» 2 ^e »		1.10

Art. 41. — Augmentation du nombre d'agents.

Les crédits demandés pour 1925, ainsi que le nombre d'agents de la Section des Chemins de fer de campagne en Pays-Rhénan ne correspondent plus à la réalité.

Ces chiffres ont été établis avant la suppression de la Régie franco-belge des Chemins de fer, laquelle a eu lieu en novembre 1924.

Depuis lors, la plupart des anciens agents de la Section des Chemins de fer de campagne en Pays-Rhénan sont revenus à cet organisme, après avoir été passés à la Régie.

M. le Ministre compte introduire incessamment un amendement au projet de budget, en ce qui concerne la Section des Chemins de fer de campagne.

CHAPITRE XII.

Le chapitre XII est en augmentation de 934,058 francs, majoration expliquée dans la colonne « observations » des pages 89, 91 et 93 du Budget.

Art. 48. — Des membres de la Commission spéciale se sont fait l'écho de bruits circulant dans le public et tendant à dire que nos agents de la Sûreté militaire en Armée d'occupation ne parlent pas l'allemand.

C'est une erreur : sur 112 fonctionnaires, 69 connaissent la langue allemande, 35 la connaissent moins bien et 17 en ont des notions.

Plusieurs de nos collègues ont demandé ce qu'était l'indemnité de logement.

L'indemnité de logement ainsi que son nom l'indique, était allouée pour dédommager les intéressés, en partie tout au moins, des charges résultant pour eux du fait qu'ils ont dû conserver une seconde habitation en Belgique ou placer leur mobilier en gardes-meubles.

Les intéressés sont logés gratuitement ; toutefois ils n'ont pas été tenus de se faire accompagner de leur famille.

Depuis le 1^{er} juillet 1924, l'indemnité de logement n'est plus payée à l'A. O.

Enfin la Commission a manifesté le désir de voir réduire encore la dépense de 1,417,000 francs inscrit à cet article.

Dans un amendement annoncé par M. le Ministre de la Défense Nationale et qui sera déposé prochainement, il sera tenu compte de l'économie à prévoir du chef de la diminution du personnel.

Dès aujourd'hui ce personnel est de nouveau réduit de cinq unités.

La Commission spéciale a examiné très attentivement les divers postes en augmentation.

Elle a posé plusieurs questions auxquelles le Département de la Défense Nationale a répondu de la façon suivante :

Art. 49. — 1^o Le personnel du service de contrôle du casernement est réparti conformément aux indications de l'Annexe IX (Tableau I) de ce Rapport.

Cette répartition est justifiée par le 3^o ci-après.

2^o Le casernement en zone occupée est celui correspondant aux besoins d'un corps d'armée (III^e Corps d'Armée) à effectifs renforcés pour les besoins de l'occupation, et par :

a) Un régiment de lanciers (4^e Lanciers) ;

b) Des détachements de gendarmerie, de télégraphistes, de chemins de fer, d'autos blindés, d'aviation, d'intendance ;

c) des établissements d'intendance (13), de santé (3) ;

d) des dépôts de munitions (2).

Le tableau n° 2 de l'Annexe IX de ce Rapport, donne au 31 décembre 1924, le nombre de bâtiments à usage commun de chaque espèce à entretenir dans chaque garnison (dont les logements privés exclus).

3° L'activité du Service de Contrôle du Casernement résulte des missions qu'il remplit et indiquées au Tableau 3 (Annexe IX du Rapport). A titre de renseignements, le nombre des entrées et des sorties à l'indicateur dans les diverses subdivisions du Service sont indiquées au tableau 4 (Annexe IX). Le nombre de prestations exigées de l'Allemagne en 1924 par voie d'ordres de prestation, sont :

Direction centrale	791
Commandant d'Aix-la-Chapelle	1.909
Commandant de Crefeld	2.034

Ce programme chargé, donne néanmoins une idée très incomplète de l'activité du Service de Casernement dont la raison d'être est justifiée surtout par la mission de défendre les intérêts financiers belges contre les exagérations manifestes des Allemands, dans les comptes qu'ils présentent, tant pour les travaux et fournitures obtenus par prestation que dans l'évaluation des nombreux dommages qu'ils imputent à l'Armée belge. Vouloir supprimer le Service de Contrôle du Casernement, c'est donc vouloir épargner ce que coûte ce service pour perdre considérablement plus que le coût, dans le décompte des prestations.

ART. 52. — Des membres ont demandé quelles sont les fonctions du Conseiller technique des institutions de prévoyance du Département.

M. le Ministre de la Défense Nationale a bien voulu répondre :

Le Major breveté d'État-Major Frère de l'Artillerie a été détaché au Département comme actuaire et a notamment été chargé d'élaborer, sur des bases mathématiques, les statuts actuels de la *Caisse des Veuves et Orphelins des Officiers de l'Armée* et de la *Caisse des Veuves et Orphelins des militaires appointés et salariés au-dessous du rang d'officier*.

Depuis que cet officier supérieur a repris du service au 18^e régiment d'Artillerie, il a été désigné en qualité de Conseiller Technique des Institutions de Prévoyance de l'Armée. A ce titre, il est chargé, concurremment avec les Conseils d'administration des Caisses précitées et de la *Caisse de Secours du Corps de la Gendarmerie*, aux séances desquels il assiste régulièrement — du contrôle de la gestion technique et financière des trois institutions.

Il est consulté par les services administratifs pour résoudre les questions non prévues par les règlements et lorsque les barèmes annexés aux nouveaux statuts ne peuvent être appliqués.

Le cas se présente assez fréquemment pour la *Caisse des Veuves et Orphelins des Officiers de l'Armée* dont le règlement a conservé des bases empiriques jusqu'au 31 décembre 1921 ; il en résulte que les officiers admis dans les cadres actifs ou mariés avant cette date ne peuvent être exclusivement soumis aux barèmes établis.

Au surplus, le Conseiller technique dont il s'agit a collaboré aux travaux actuariels en vue de la création de la Caisse Nationale des Pensions.

ART. 52. — Des membres ont trouvé exagérées les sommes dépensées pour télégrammes d'État et frais de correspondance par express (80,000 fr.) et votre Rapporteur l'a signalé à M. le Ministre de la Défense Nationale qui a bien voulu répondre ce qui suit. :

La question n'a pas été perdue de vue; elle a fait l'objet d'instructions rigoureuses (voir notamment ma circulaire du 10 avril 1924).

Le retour progressif à la situation normale et les recommandations adressées aux autorités militaires permettront de ramener le chiffre des dépenses dont il s'agit de fr. 94,535.75 à 65,000 francs environ, pour l'exercice 1924, si l'on s'en rapporte aux chiffres connus à ce jour pour ce dernier exercice.

Une réduction de 15,000 francs peut être opérée sur le crédit porté au budget de 1925. Cette réduction sera réalisée par voie d'amendement.

La circulaire en question se trouve aux Annexes X du présent Rapport.

CHAPITRE XIII.

Ce chapitre est en diminution de 44,706,372 francs.

ART. 53. — L'article 53, dépenses suites de guerre, demande quelques explications.

Il s'agit des dépenses *provoquées* par la guerre.

Ces dépenses constituent une charge transitoire et extraordinaire et n'ont rien de commun avec celles qui résultent des besoins normaux de l'armée. C'est la raison pour laquelle elles figurent distinctement au budget, art. 53-12 et articles 55 à 63.

Cette discrimination entre les dépenses normales et les dépenses résultant de la guerre existe au Budget depuis l'année 1920.

Si l'on se reporte aux Budgets des années 1920, 1921, 1922 et 1923, on remarque, en effet, que les dépenses en question étaient rangées distinctement au Budget *Extraordinaire* sous la rubrique : « Dépenses résultant de la guerre » ou « *Dépenses* suites de guerre. »

Ce n'est qu'à partir de l'exercice 1924 que le Ministre des Finances a opéré le transfert des dépenses suites de guerre — y compris l'indemnité de vie chère — de l'Extraordinaire à l'Ordinaire (voir page II du document parlementaire N° 4 — Chambre des Représentants — Session de 1923-1924. Exposé général du Budget des Recettes et des Dépenses pour l'exercice 1924 — (Conditions qui ont présidé à l'élaboration des Budgets d'administration.)

ART. 61. — Des membres de la Commission ont fait observer que beaucoup d'anciens soldats de la guerre attendaient encore leurs décorations et ils ont demandé qu'on joigne les bijoux aux brevets.

La question de la liquidation des distinctions honorifiques à expédier aux anciens soldats de la campagne n'a pas été perdue de vue. De fréquentes instruc-

tions ont été données à ce sujet aux autorités militaires, et, le 30 juillet 1924, M. le Ministre de la Défense Nationale a lancé la circulaire que vous trouverez, Messieurs, aux Annexes de ce Rapport sous le N° XI.

La dite circulaire a été lancée dans le but d'inviter les chefs de Corps à mettre tout en œuvre pour donner satisfaction sous ce rapport aux démobilisés.

Il est toutefois utile de signaler que dans la plupart des cas litigieux, il s'agit de militaires ayant subi de nombreuses mutations ou ayant appartenu à des organismes dissous dont les archives repassent dans différents dépôts. Les recherches nécessaires pour déterminer les droits des intéressés sont parfois fort laborieuses et la bonne volonté des autorités ne peut être mise en doute. Par ailleurs on a fait connaître que très souvent les adresses font défaut.

Quoi qu'il en soit, des mesures seront prises pour faire terminer dans le plus bref délai possible, l'envoi des brevets et décorations de guerre aux ayants droit.

ART. 62. — L'examen des postes relatifs au service des sépultures militaires a provoqué diverses questions. Votre Rapporteur les donne ci-après avec les réponses que M. le Ministre a bien voulu faire à chacune :

ART. 62. — Ne serait-il pas possible de rattacher ce chapitre au Budget du Département de l'Intérieur et de l'Hygiène ?

On gonfle le Budget de la Défense Nationale de sommes considérables qui ne sont pas des dépenses propres à la Défense Nationale.

RÉPONSE.

Les diverses opérations exécutées jusqu'à présent par le Service des sépultures militaires, en liaison étroite avec les corps de troupe et l'administration centrale, auraient pu difficilement être exécutées par un autre Département que celui de la Défense Nationale.

Lorsque les travaux d'aménagement définitif seront achevés, c'est-à-dire vraisemblablement en 1926, j'examinerai si la gestion de ces cimetières doit continuer à être assurée par l'autorité militaire ou si elle peut être remise à un autre Département ministériel.

ART. 62a (8° et 9°). — Des membres demandent le détail précis de ces dépenses avec justification.

RÉPONSE.

(Article 62a-8°).

Détail.	Montant.	Justification.
Frais de bureau	15,000	Registres, imprimés, divers, papier, fournitures de bureau et de dessin pour la Direction du service et les secteurs détachés.
Location	20,000	Bureaux de la Direction et des secteurs.
Impôts.	300	A charge de l'Etat pour les bureaux de la Direction, en vertu du bail de location.
Assurances.	200	Idem.
Entretien des immeubles loués . .	3,500	Menu entretien et frais de nettoyage.
Acquisition, renouvellement et réparation du matériel.	24,000	Brouettes, arrosoirs, bâches, pelles, rateaux, tondeuses à gazon, etc., pour les cimetières. Tables, chaises, pupitres, casiers, armoires, stores, poêles, etc., pour les bureaux,
Chauffage et éclairage	12,000	Bureaux de la Direction et des secteurs.
Indemnité aux officiers en raison de la nature de leurs fonctions sur le terrain.	10,000	Indemnité de 250 francs par trimestre aux officiers des secteurs.
Frais de déplacement du personnel pour le service des tombes et des cimetières.	15,000	Personnel civil et militaire appelé à se déplacer pour le service, aussi bien en Belgique qu'à l'étranger.
Total.	100.000	

ART. 62/a, 9°. — La somme prévue est destinée à couvrir les frais de déplacement des membres de la commission nationale qui vont se rendre compte sur place de l'état des cimetières et à payer quelques jetons de présence aux membres composant la section permanente de la dite commission.

ART. 62/c. — Des membres trouve la somme de 445,000 francs trop élevée. Les Allemands n'interviennent-ils pas ? Quelles sont les conventions ? Sont-elles strictement observées ? Cette dépense va-t-elle durer longtemps ? M. le Ministre avait dit l'an dernier que les négociations entamées en 1921 auraient sans doute une solution cette année.

RÉPONSE.

Il y a en Belgique, 130,000 tombes allemandes, le plus grand nombre dans des cimetières spéciaux, mais aussi une assez grande quantité dans de très nombreux cimetières communaux de tout le pays.

Les Allemands n'interviennent en aucune façon dans les frais à résulter de ces tombes, qui sont entretenues aux frais de l'État Belge, en exécution de l'article 223 de Traité de Versailles. Ce traité ne stipule pas le temps pendant lequel ces tombes sont à maintenir; cette question a fait l'objet d'échanges de vue entre les délégués du Gouvernement allemand et des représentants des services belge, français et britannique, les gouvernements français et anglais

étant également intéressés à la question. Les pourparlers entamés au cours de 1921 sont suspendus en fait.

Jusqu'à leur aboutissement, le Gouvernement belge considère qu'il doit, en exécution de l'article 225 du Traité de paix, maintenir et entretenir les tombes allemandes ainsi que les cimetières spéciaux qui les renferment.

A cet effet, le poste 1° de l'article 62/c, prévoit 20,000 francs pour indemniser annuellement les propriétaires des terrains affectés à l'usage des cimetières allemands et le 3° de l'article 62/c, 325,000 francs pour entretien des sépultures à raison de fr. 2.00 à fr. 2.50 par an et par tombe, ainsi que pour l'entretien des clôtures, croix, etc.

D'autre part, des corps sont encore inhumés isolément ou par petits groupes en dehors des cimetières réguliers; d'autres en nombre élevé, dans de petits cimetières de village, rendent ces nécropoles insuffisantes pour les besoins des populations.

Ces deux catégories de tombes sont à transférer dans des cimetières militaires.

C'est à couvrir les frais de ces opérations que la somme de 10,000 francs indiquée au 2° de l'art. 62/c est destinée.

ART. 62/a — 4°. Les communes n'offrent-elles pas toutes les concessions perpétuelles pour les soldats belges tombés au Champ d'Honneur ?

Dans la négative, quelles sont les communes qui ont exigé un paiement depuis 1919 et quelle est la dépense totale à ce jour ?

RÉPONSE.

Jusqu'en ces derniers temps, nous n'étions pas en mesure d'indiquer aux communes le nombre ou l'étendue des concessions qu'elles doivent accorder à l'État pour les tombes des militaires belges et alliés inhumés dans leurs cimetières communaux ; il a fallu attendre que fussent terminées toutes les opérations de restitution de corps et de regroupements de tombes qu'avaient à effectuer les services belge, français et britannique.

Ces travaux ont été pratiquement terminés en décembre dernier ; mon office de sépultures militaires se met en mesure de s'adresser aux communes intéressées, qui sont fort nombreuses.

Dès à présent, par ses correspondances, mon Département est assuré que certaines communes demanderont le prix des concessions.

ART. 62/a. — 7°. Un membre fait observer que les familles croyaient que depuis longtemps l'État n'intervenait plus dans les frais de restitution des corps. Cette conception est-elle exacte ?

Si oui, pourquoi les 10,000 francs prévus ?

RÉPONSE.

Les restitutions de corps, aux frais de l'État, sont pratiquement terminées depuis longtemps, mais il arrive que des corps restés jusqu'ici inconnus viennent

à être identifiés ou même sont encore découverts sur les anciens champs de bataille; lorsque ces cas se présentent, les familles intéressées réclament parfois les restes de leurs parents et ils sont restitués aux frais de l'État.

C'est pour faire face aux frais de ces restitutions que la somme de 10,000 francs est prévue.

ART. 62/d. — Des membres de la commission spéciale trouvent que le personnel du service des sépultures militaires est actuellement trop élevé.

Il avait été dit, (l'an dernier) que le nombre de quatre architectes, cinq dessinateurs, etc.. devait être réduit par voie d'amendement et voici qu'on retrouve dans le projet de Budget de cette année quatre architectes, trois dessinateurs, six dactylos et quarante employés.

Le service des sépultures militaires ne comporte que le personnel strictement nécessaire pour effectuer les travaux qui lui incombent et les terminer dans le délai le plus court possible.

La réduction des employés du Service des sépultures militaires est faite progressivement, à mesure de l'avancement des travaux : ainsi, le projet de Budget pour 1924 portait quatre architectes, un géomètre, cinq dessinateurs, neuf dactylos et septante-quatre employés; un amendement à ce Budget a diminué ce personnel de deux dessinateurs et de huit employés, et le projet pour 1925 le réduit encore d'un architecte pour six mois, de trois dactylos, de huit employés masculins et de douze employés féminins.

L'activité du Service des Sépultures militaires porte sur de nombreuses questions que l'on peut réunir en deux catégories :

A. — Les sépultures militaires.

B. — L'état-civil des militaires défunts.

Vous trouverez, Messieurs, en jetant un coup d'œil sur les Annexes XII et XIII du présent Rapport la justification du personnel employé à cet important service qui donne en général toute satisfaction aux familles de nos vaillants soldats morts au champ d'honneur et à la population belge qui visite pieusement chaque année nos cimetières militaires.

*
*
*

La Commission spéciale remercie M. le Ministre de la Défense Nationale et les fonctionnaires de son Département de la ponctualité qu'ils ont mise à répondre aux questions posées et de la rapidité avec laquelle ils ont éclairé ses membres sur toutes les objections soumises.

La Commission spéciale vous propose, Messieurs, d'adopter le Budget de la Défense Nationale pour 1925 tel qu'il vous est présenté.

Le Rapporteur,

P. DE BURLET.

Le Président,

M. PIRMEZ.



ANNEXES

Annexe I.

CONVENTION.

Entre MM. les docteurs **DERSCHER** et Lieutenant-Colonel pensionné **WARNEZ**, agissant en qualité de président et de directeur administratif de la Société Nationale contre la Tuberculose, 81, avenue de la Toison d'Or, à Bruxelles, S. N. C. T. d'une part, et M. le Ministre de la Défense Nationale, d'autre part, il a été convenu ce qui suit :

1° Il a été créé à Montana (Suisse), par les soins de la S. N. C. T. une clinique désignée sous le nom de « Villa de Preux » et susceptible de recevoir une vingtaine de malades atteints d'affections pulmonaires.

La S. N. C. T. consent à y hospitaliser en permanence, dix malades officiers, anciens combattants, fonctionnaires ou employés ayant rang d'officier, ressortissant du Département de la Défense Nationale ainsi que des infirmières atteints d'affections pulmonaires.

2° Le S. N. C. T. s'engage à hospitaliser ces malades aux taux uniforme de dix francs suisses par jour, pendant toute l'année y compris le chauffage pendant les mois d'hiver.

3° A ce taux, la Société s'engage à fournir aux hospitalisés :

- a) Une nourriture saine suffisante pour la reconstitution générale du malade ;
- b) Tous les soins sanitaires y compris la cure taxé ;
- c) Le matériel de couchage, de ménage et de toilette, le linge de table, la vaisselle, le chauffage et l'éclairage.

4° Il est particulièrement spécifié que tous les frais qui ne sont pas occasionnés directement par le traitement anti-tuberculeux et l'entretien alimentaire des malades, tels que frais de voyage, traitement dentaire, grave opération, funérailles, ne seront pas supportés par la Société.

Les frais de funérailles seront réduits au strict minimum à moins que la famille ne les prenne à sa charge.

5° Si par la suite les conditions de ravitaillement devenaient moins ou plus onéreuses, les parties s'efforceraient d'arriver à un accord équitable pour diminuer ou augmenter le prix de la journée d'entretien.

6° Le paiement des frais d'hospitalisation s'effectuera mensuellement sur production de feuilles nominales décomptées, modèle 97 de l'instruction provisoire sur le service des hôpitaux, en double.

7° Les paiements seront effectués directement au médecin directeur de la clinique « Villa de Preux » à Montana, en argent suisse.

8° Dans le cas où les dix lits ne seraient pas occupés il sera payé à la

S. N. C. T. à titre d'indemnité quatre francs suisses par jour et par lit inoccupé sur les dix lits qui sont mis à la disposition du Département de la Défense Nationale.

9° La direction de la clinique et la discipline intérieure seront confiées au médecin directeur. Un règlement intérieur d'hôpital déterminera les devoirs et les droits des malades. Les réclamations seront consignées dans un registre dont un extrait sera annexé mensuellement à la feuille nominale.

En cas d'indiscipline grave, le directeur a le droit, sous sa responsabilité personnelle, de renvoyer immédiatement en Belgique le malade en cause.

10° La présente Convention est valable pour une année et se prolongera par tacite reconduction ; elle sera résiliable à la fin de chaque année d'exécution du contract, moyennant préavis de dénonciation adressée par lettre recommandée trois mois avant l'expiration de l'année en cours.

11° La date de la mise en vigueur du présent contrat est fixé au 15 avril 1922.

Ainsi fait en double à Bruxelles.

Pour la Société Coopérative Nationale contre la Tuberculose.

Le Président,

(s) D^r DERSCHIED.

Le Directeur Administratif,

(s) WARNEZ.

Le Ministre de la Défense Nationale,

(s) ALBERT DEVÈZE.

CONVENTION

*passée entre la Société Coopérative Nationale contre la Tuberculose d'une part,
et M. le Ministre de la Défense Nationale, d'autre part.*

La Société Coopérative Nationale contre la Tuberculose, à Bruxelles, représentée par M. le docteur Geeraerd, secrétaire général et M. R. Janssen, administrateur, s'engage à hospitaliser des militaires belges tuberculeux à la clinique établie à Montana et à la gérer au mieux des intérêts de l'État et de la santé des Belges qui lui seront confiés.

Le prix de la journée d'entretien des hospitalisés est fixé au taux uniforme de 8 francs (suisse) par jour, pendant toute l'année y compris le chauffage pendant les mois d'hiver. Elle s'engage à n'en tirer aucun bénéfice et à employer la totalité à l'entretien alimentaire, aux soins sanitaires et au bien général des malades. Si les conditions du ravitaillement devenaient moins onéreuses, d'ici quelques mois, un abaissement du prix de pension s'ensuivrait naturellement. L'établissement pour-

rait recevoir 33 hommes. Ce chiffre peut être augmenté, dans ce cas, il faudrait prévoir une annexe aux locaux disponibles en ce moment. Une somme de fr. 3.50 sera payée par journée et par lit inoccupé jusqu'à concurrence du plein effectif de 33 lits.

Toute demande d'augmentation de la journée d'entretien sera prise en considération si la nécessité en est parfaitement démontrée.

Dans ces conditions de pension, le Comité s'engage à fournir aux Belges hospitalisés :

- 1° une nourriture saine et suffisante pour la reconstitution générale du malade ;
- 2° le matériel de ménage, la literie, les draps de lit, la lingerie de table et de toilette, la vaisselle, le chauffage, la lumière.
- 3° Tous les soins sanitaires.

Nota : Tous les frais qui ne ressortissent pas directement au traitement anti-tuberculeux et à l'entretien alimentaire du malade ne peuvent être assurés par la Société, tels que par exemple : les frais de voyage, le traitement dentaire, les frais de grande opération, éventuellement les frais de funérailles, ainsi que l'habillement, etc. Les frais de funérailles devront être réduits au strict minimum.

La lingerie de corps et des vêtements chauds indispensables durant l'hiver seront fournis par le Département de la Défense Nationale belge.

La direction de la clinique et la discipline intérieure seront confiées au docteur Chassot. Un règlement intérieur d'hôpital assurera les devoirs et les droits du malade. Les réclamations seront consignées dans un registre. En cas d'indiscipline irréductible, le malade sera renvoyé en Belgique.

Les pensions seront adressées directement à la Société Coopérative Nationale contre la Tuberculose, 54, rue des Colonies, Bruxelles ; la Société, surveillant la gestion des fonds, elle enverra trimestriellement un rapport à la Direction Générale du Service de Santé, traitant de l'état des malades et du roulement à opérer entre de nouveaux malades et des hommes guéris. La Société ne pourra être tenue responsable des déconvenues toujours possibles dans le traitement anti-tuberculeux. Le Département de la Défense Nationale accepte les propositions ci-dessus énoncées. La Direction Générale du Service de Santé le représente dans toutes les mesures de contrôle et de surveillance qu'il croira devoir exercer. La D. G. S. S. est également chargée d'assurer l'exécution de toutes les mesures administratives exigées.

Le paiement des frais d'hospitalisation s'effectuera par quinzaine sur production de feuilles nominales décomptées, modèle n° 97 du règlement sur le Service des Hôpitaux Militaires qui seront fournies sur demande, adressée au Directeur

Le paiement de la solde d'hôpital sera assuré par la Direction de la Société Coopérative Nationale contre la Tuberculose selon les instructions de détails, qui seront données par la D. G. S. S. Les sommes avancées de ce chef seront portées sur les feuilles nominales et remboursées en même temps que celles-ci.

La présente convention est valable durant une année et renouvelable de plein

droit pour une période de même durée, à moins d'un préavis de trois mois, adressé par lettre recommandée par l'une des parties contractantes.

La date de mise en vigueur du présent contrat est fixée au 1^{er} mars 1920.

La Société Coopérative Nationale
contre la Tuberculose, Bruxelles.

Le Secrétaire Général,

(s.) D^r GEERAERT.

Un Administrateur,

(s.) R. JANSSEN.

Le Directeur Général du Service de Santé,

(s.) VANDERSMISSEN.

Le Ministre de la Défense Nationale,

(s.) P.-E. JANSOX.

Annexe n° II.

*Heures de cours données par chacun des professeurs.
Indemnités et traitements de ceux-ci.*

**A. — Professeurs et professeurs-adjoints (1925) militaires
du cadre permanent de l'Ecole**

Professeurs militaires.	Heures de cours.	Travaux.	Autres services.	Indemnités à charge du budget de l'école.	Traitement.
Art de la guerre.	66 h. 15'.	16 jours de voyage de tactique et d'Etat-Major. 2 jours de visites de champ de bataille. Préparation. Correction de travaux et thèses.	1) Cours d'information pour candidats lieutenants - colonels et généraux. 2) Manœuvres. 3) Service judiciaire 4) Conférences de garnison (éventuellement).	1,200 fr.	Actuellement colonel, 25,500, plus indemnités diverses, 7,700.
Histoire militaire.	121 h. 15'.	16 jours de voyage de tactique et d'Etat-Major. 2 jours de visites de champ de bataille. Préparation correction de trav. et thèses. Jeux de guerre.	1) Manœuvres. 2) Serv. judiciaire. 3) Conférences de garnison (éventuellement).	1,200 fr.	Actuellement major, 19,000, plus indemnités diverses, 6,460.
Tactique générale.	126 h. 15'.	16 jours de voyage de tactique et d'Etat-Major. Préparation et correction de travaux. Travaux combinés : 202. Jeux de guerre : 86. Journées sur le terrain : 95.	1) Cours d'information pour candidats lieutenants - colonels et généraux. 2) Manœuvres. 3) Serv. judiciaire. 4) Conférences de garnison (éventuellement).	1,200 fr.	Actuellement major, 19,000, plus indemnités diverses, 7,900.
Tactique d'infanterie.	58 h. 55'.	16 jours de voyage de tactique et d'Etat-Major. Préparation et correction de travaux. Travaux combinés : 202. Jeux de guerre : 86. Journées sur le terrain : 95.	1) Cours d'information pour candidats lieutenants - colonels. 2) Travaux relatifs à l'élaboration du règlement d'infanterie. 3) Serv. judiciaire. 4) Conférences de garnison (éventuellement).	1,200 fr.	Actuellement major, 19,000, plus indemnités, 6,400.
Tactique d'artillerie.	76 heures.	16 jours de voyage de tactique et d'Etat-Major. Préparation et correction des travaux. Travaux combinés : 202. Jeux de guerre : 86. Jours de terrain : 95. 1 jour de voyage à Liège ; 2 jours de voyage à Anvers. Visites organismes militaires.	1) Commandant en second de l'école. 2) Cours d'information pour candidats lieutenants - colonels et généraux. 3) Commission de l'armement. 4) Travaux relatifs à l'élaboration des règlements d'artillerie. 5) Manœuvres. 6) Serv. judiciaire. 7) Conférences de garnison (éventuellement).	1,800 fr.	Actuellement colonel, 25,500, plus indemnités, 6,500.

Professeurs militaires.	Heures de cours.	Travaux.	Autres services.	Indemnités à charge du budget de l'école.	Traitement.
Etat-Major.	93 h. 45'.	16 jours de voyage tactiques et d'Etat-Major. Préparation et correction des travaux. Travaux combinés : 202. Jeux de guerre : 86. Journées sur le terrain : 95. 2 jours visites d'organismes militaires.	1) Cours d'information pour candidats lieutenants-colonels et généraux. 2) Manœuvres. 3) Serv. judiciaire. 4) Travaux relatifs à l'élaboration des règlements, liaisons et transmissions. 5) Conférences de garnison (éventuellement).	1,200	Actuellement major, 19,000, plus indemnités diverses, 6,100.
Génie et fortification.	77 h. 30'.	16 jours de voyage tactiques et d'Etat-Major. Préparation et correction des travaux. Travaux combinés : 202. Jeux de guerre : 86. Journées sur le terrain : 95. 4 jours visites de forts. 2 jours visites d'organismes militaires.	1) Cours d'information pour candidats lieutenants-colonels et généraux. 2) Manœuvres. 3) Serv. judiciaire. 4) Conférences de garnison (éventuellement).	1,200	Actuellement major, 19,000, plus indemnités diverses, 6,100.
Géographie.	"	25 jours de voyage de géographie. Préparation et correction des travaux.	1) Manœuvres. 2) Serv. judiciaire. 3) Conférences de garnison (éventuellement).	1,200	Actuellement lieutenant-colonel, 20,000, plus indemnités diverses, 8,200.
2 professeurs adjoints tactique générale	Indéterminées.	Participent aux voyages de tactique et d'Etat-Major, aux travaux combinés, aux jeux de guerre, travaux sur le terrain. Préparation et correction des travaux.	1) Manœuvres. 2) Serv. judiciaire. 3) Conférences de garnison (éventuellement).	Chacun 340	Actuellement majors, 19,000 et 18,000, plus indemnités diverses, 6,820 et 5,100.
2 professeurs adjoints du cours d'Etat-Major.	Indéterminées.	Participent aux voyages de tactique et d'Etat-Major, aux travaux combinés, aux jeux de guerre, travaux sur le terrain. Préparation et correction des travaux.	1) Manœuvres. 2) Serv. judiciaire. 3) Conférences de garnison (éventuellement).	Chacun 340	Actuellement major et capitaine-commandant, 18,000 et 14,900, plus indemnités diverses, 5,100 et 6,120.

Remarques générales au sujet de ce tableau.

Il n'est pas possible de déterminer la part de chaque professeur militaire dans la répartition parmi le corps professoral des 202 travaux combinés, des 86 séances du jeu de guerre et des 95 journées de travail sur le terrain. Ces travaux constituent l'exécution de thèmes nécessitant la coordination de travaux préparatoires de tous les professeurs de cours militaires qui, tantôt participent tous à leur exécution, tantôt par groupes de 2 ou 3 seulement.

B. — Chargés de cours militaires n'appartenant pas au cadre permanent de l'école.

Professeurs militaires.	Heures de cours.	Travaux.	Autres services.	Indemnités à charge du budget de l'école.	Traitement.
Organisation et renseignements.	30 h.	Voyage de tactique et d'Etat-Major. Préparation et correction des travaux.	Chef de section à l'Etat-Major Général de l'armée.	840	Le traitement ne peut être compté parmi les charges de l'école de guerre.
Tactique des troupes légères.	22 h. 30'	Voyage de tactique et d'Etat-Major. Préparation et correction des travaux. Travaux combinés. Jeux de guerre. Travaux sur le terrain.	Commandant le régiment des chasseurs cyclistes.	840	Id.
Intendance.	15 h.	Voyage de tactique et d'Etat-Major. Préparation et correction des travaux.	Cabinet du Ministre de la Défense Nationale.	840	Id.
Service de l'arrière.	33 h. 45'	Préparation et correction des cours. Visites de gare.	Etat-Major Général de l'Armée (4 ^e section).	840	Id.
Influence des facteurs économiques, politiques et sociaux sur conduite de la guerre.	55 h.	Préparation et correction des travaux.	Etat-Major Général de l'Armée (section C).	840	Id.
Aéronautique.	16 h.	Voyage de tactique et d'Etat-Major. Préparation et correction des travaux.	Commandant de l'aéronautique.	840	Id.
Equitation :					
1 maître,	»	150 manèges de 45'	Même service à	480	Id.
1 maître-adjoint		Id.	l'Ecole militaire.	480	Id.
Id.		Id.		480	Id.

C. — Conférenciers militaires n'appartenant pas au cadre permanent de l'école.

Guerre coloniale.	10 h.	Préparation et correction des travaux.	Cabinet du Ministre de la Défense Nationale.	50, par conférence.	Le traitement ne peut être compté parmi les charges de l'école de guerre.
Recrutement.	5 h.	Id.	Chef de section. Etat-Major Général de l'Armée (3 ^e section).	Id.	Id.

D. — Professeurs civils.

Professeurs civils.	Heures de cours.	Travaux.	Autres services.	Indemnités à charge du budget de l'école.	Traitement.
Economie politique.	36 h. 45'.	Préparation et correction des travaux.	Professeur à l'Université de Liège.	»	7,000 fr.
Mobilisation des ressources nationales.	21 h. 45'.	Préparation et correction des travaux.	Professeur à l'Université de Bruxelles.	»	3,000 fr.
Histoire diplomatique.	31 h. 30'.	Préparation et correction des travaux.	Professeur à l'Université de Bruxelles.	»	9,000 fr.
Droit international.	17 h. 50'.				
Droit constitutionnel	12 h. 30'.				
Sciences appliquées.	43 h. 45'.	Préparation et correction des travaux. 2 jours de voyage à Caullie et Liège.	Professeur à l'Ecole Militaire.	»	5,000 fr.
Neuro-psychologie.	43 h. 45'.	Préparation et correction des travaux.	Professeur à l'Université de Bruxelles.	»	5,000 fr.

E. — Conférenciers (civils).

6 conférenciers donnant chacun une conférence.

100 fr.

plus les frais de chemin de fer.

Annexe III.

PREMIÈRE PARTIE.

PERSONNEL NAVIGANT.

Ce personnel comprend :

CHAPITRE I. — Des officiers ;

CHAPITRE II. — Des gradés aéronautiques ;

CHAPITRE III. — Des élèves des Écoles de Sous-Lieutenants de réserve issus des Écoles d'Armes ;

CHAPITRE IV. — Des officiers et gradés aéronautiques de réserve.

CHAPITRE PREMIER.

OFFICIERS.

1. Les officiers de l'Aé. M. (personnel navigant) sont recrutés :

a) Parmi les sous-lieutenants d'infanterie, de cavalerie, d'artillerie et du génie ayant suivi avec grand fruit un cours d'observateur aéronautique. Avant de passer définitivement à l'Aé. M., ils suivent en outre un cours d'aérostier ou d'aviateur ;

b) Parmi les adjutants gradés aéronautiques, ayant satisfait aux épreuves de la sous-lieutenance prévues pour l'infanterie, la cavalerie, l'artillerie ou le génie, l'arme étant laissée au choix de l'intéressé.

Pendant leur séjour à l'Aé. M., les officiers de l'Aé. M. (personnel navigant) peuvent éventuellement bénéficier de l'avancement de l'arme la plus favorisée. Ils bénéficient d'annuités aéronautiques supplémentaires pour service aéronautique en avion, en ce qui concerne l'octroi des distinctions honorifiques.

Outre une indemnité aéronautique journalière accordée à tous les membres du personnel navigant participant effectivement aux ascensions ou aux vols, les officiers participant aux vols en avion peuvent prétendre à une prime mensuelle spéciale de carrière aéronautique, pouvant atteindre un supplément une fois donné de 15,000 francs, payable après douze années de service aéronautique.

Tout membre du personnel permanent, temporaire, en stage ou de réserve victime d'un accident survenu au cours d'un service aérien (en ballon ou en avion) commandé ou autorisé, sans qu'il soit établi qu'il y ait eu faute lourde de sa part, peut prétendre éventuellement aux pensions militaires d'ancienneté et de militaires morts en service et en outre aux primes spéciales d'accidents aéronautiques indiquées aux paragraphes 34 et 35 (p. 15).

2. Il est fait, chaque année, appel aux sous-lieutenants et jeunes lieutenants d'infanterie, de cavalerie, d'artillerie et du génie pour suivre, pendant un an (novembre à octobre), un cours d'observateurs aéronautiques.

Les officiers admis à suivre ce cours sont détachés à l'Aé. M. et bénéficient d'une indemnité aéronautique pour participation effective aux ascensions ou aux vols.

A l'issue du cours, sauf ceux maintenus en vue de leur admission ultérieure à l'Aé. M., les officiers rejoignent leurs corps et font jusqu'à leur promotion au grade de capitaine, comme observateurs de réserve, des périodes annuelles à l'Aé. M.

4. Ceux qui ont donné entière satisfaction pendant leur cours et qui ont obtenu le brevet d'observateur aéronautique, peuvent être autorisés à porter sur les manches l'insigne du personnel navigant temporaire.

CHAPITRE II

GRADÉS AÉRONAUTIQUES.

A. — Conditions générales pour devenir gradé aéronautique (Personnel navigant)

3. Les cours organisés par l'Aéronautique Militaire pour la formation du personnel navigant sont :

- a) Cours d'élèves-aérostiers ;
- b) Cours d'élèves-aviateurs ;
- c) Cours d'élèves-bombardiers ;
- d) Cours d'élèves-observateurs.

La durée de chaque cours est d'environ neuf mois.

4. Nul ne peut être admis à suivre un des cours d'élèves gradés aéronautiques, s'il n'a préalablement justifié :

- a) Qu'il est Belge ou naturalisé ;
- b) Qu'il a dix-huit ans au moins et vingt-six ans au plus au premier jour du trimestre pendant lequel se fait l'appel ;
- c) Qu'il est célibataire ou veuf sans enfant (le mariage n'est pas autorisé comme élève gradé aéronautique) ;
- d) Qu'il possède les aptitudes physiques et mentales prévues par la législation aérienne belge ;
- e) Qu'il possède des connaissances générales en sciences naturelles et en mécanique ;
- f) Qu'il possède une instruction générale au moins égale aux études moyennes complètes du degré inférieur (écoles moyennes de l'État ou établissements libres agréés par l'État) ou qu'il est porteur d'un certificat ou d'un diplôme correspondant ou supérieur à ces études, délivré par une école d'arts et métiers, une école industrielle, une école de commerce ou une école de navigation reconnue par une administration publique.

5. Le programme des conditions et connaissances exigées pour l'admission aux cours d'élèves gradés aéronautiques est envoyé à tous ceux qui en font la demande, par carte postale, au Commandant de l'Aéronautique Militaire, 3, avenue Jean Linden, à Bruxelles.

B. — Comment un civil peut devenir élève gradé aéronautique. (Personnel navigant.)

6. Il adresse, par écrit, une demande au Commandant de l'Aéronautique Militaire dans le courant des mois d'avril, d'août ou de décembre de chaque année.

La demande doit indiquer avec précision les nom, prénoms et adresse exacte, la catégorie (aérostier, aviateur, bombardier ou observateur) pour laquelle on se présente, ainsi que la langue (français ou flamand) dans laquelle le candidat désire être examiné. Une copie certifiée conforme par l'Administration communale, du diplôme présenté pour être éventuellement dispensé de l'examen complémentaire doit y être annexée.

7. Il y a trois appels par an (avril, août, décembre) pour chacun desquels les examens ont lieu pendant la première quinzaine du mois qui suit l'appel.

8. L'intéressé dont la candidature a été agréée par le Commandant de l'Aéronautique Militaire est convoqué aux examens (deux journées).

9. La première journée d'examen comporte :

- a) De 8 h. 45 à 12 h. : sciences naturelles et mécanique ;
- b) De 13 h. 45 à 17 h. : éventuellement examen complémentaire, si l'intéressé ne possède pas de diplôme ou si son diplôme n'a pas été admis par le Département.

10. La seconde journée d'examen se fait une matinée pour celui ayant satisfait aux épreuves de la première journée. Elle comporte l'épreuve d'aptitude physique et la visite spéciale au laboratoire médical aéronautique.

11. Le candidat civil, lorsqu'il est admis, souscrit à l'Aéronautique militaire un engagement militaire de deux ans.

**C. — Comment un militaire peut devenir un gradé aéronautique.
(Personnel navigant.)**

12. Comme ci-dessus, mais la demande doit être transmise par la voie hiérarchique pour les militaires en activité de service et par la voie de leur dernier Chef de corps pour les anciens militaires.

13. Toutes les demandes doivent être transmises.

14. Le candidat militaire ou ancien militaire admis passe à l'Aéronautique militaire comme soldat. Il souscrit éventuellement le rengagement utile pour avoir encore deux ans de service à accomplir.

**D. — Avancement normal et situations pécuniaires successives
d'un élève et d'un gradé aviateur.**

15. Candidat admis aux épreuves d'admission en janvier 1925.

16. 30 janvier 1925. — Rejoint l'Ecole d'Aviation Militaire et y fait une période d'instruction militaire.

Il est logé, habillé, soigné et peut prétendre mensuellement :

- a) A un traitement de 210 francs ou de 275 francs (1) ;
- b) A une indemnité mobile de 100 francs à l'index 510/540.

17. 30 avril 1925. — Est nommé caporal élève aviateur et est détaché dans une école civile agréée pour y prendre, aux frais de l'État, le brevet de tourisme.

Il est logé, habillé, soigné et peut prétendre aux mêmes allocations.

(1) Dès qu'il a deux ans de service à partir de 18 ans.

18. 30 juillet 1925. — Ayant obtenu le brevet de tourisme, rejoint l'Ecole d'Aviation Militaire et y continue son entraînement.

Il est logé, habillé, soigné et peut prétendre mensuellement :

- a) A un traitement de 210 francs ou de 300 francs (1) ;
- b) A une indemnité mobile de 100 francs à l'index 510/540 ;
- c) A une indemnité aéronautique maxima de 60 francs.

19. 30 octobre 1925. — Obtient son brevet élémentaire et poursuit son cours à l'Ecole d'Aviation Militaire.

Il est logé, habillé, soigné et peut prétendre mensuellement :

- a) A un traitement de 210 francs ou de 300 francs (1) ;
- b) A une indemnité mobile de 100 francs à l'index 510/540 ;
- c) A une indemnité aéronautique maxima de 90 francs.

20. 30 janvier 1926. — Obtient le brevet militaire, passe en escadrille de campagne et est nommé sergent aviateur.

Il est logé, habillé, soigné et peut prétendre mensuellement :

- a) A un traitement de 210 francs ou de 400 francs (1) ;
- b) A une indemnité mobile de 100 francs à l'index 510/540 ;
- c) A une indemnité aéronautique maxima de 240 francs.

21. 30 juillet 1926. — Est nommé 1^{er} sergent aviateur.

Il est logé, habillé, soigné et peut prétendre mensuellement ;

- a) A un traitement de 210 francs ou de 415 francs ;
- b) A une indemnité mobile de 100 francs à l'index 510/540 ;
- c) A une indemnité aéronautique maxima de 240 francs.

22. 30 janvier 1927. — Est nommé adjudant aviateur.

Il est logé, habillé, soigné et peut prétendre mensuellement :

- a) A un traitement de 500 francs ;
- b) A une indemnité mobile de 100 francs à l'index 510/540 ;
- c) A une indemnité aéronautique de 360 francs.

23. Les suppléments pour les gradés aéronautiques mariés sont indiqués au paragraphe 36 (page 16).

**E. — Avancement normal et situations pécuniaires successives d'un élève
et d'un gradé aérostier, bombardier ou observateur.**

24. Candidat admis aux épreuves d'admission de janvier 1925.

25. 30 janvier 1925. — Rejoint un groupe aéronautique et y fait une période d'instruction militaire.

Il est logé, habillé, soigné et peut prétendre mensuellement :

- a) A un traitement de 210 francs ou de 275 francs (1) ;
- b) A une indemnité mobile de 100 francs à l'index 510/540.

26. 30 avril 1925. — Est nommé caporal élève aérostier, bombardier ou observateur et suit des cours de sa catégorie dans un groupe aéronautique.

Il est logé, habillé, soigné et peut prétendre mensuellement :

- a) A un traitement de 210 francs ou de 300 francs (1) ;

(1) Dès qu'il a deux ans de service à partir de 18 ans.

b) A une indemnité mobile de 100 francs à l'index 510/540;

c) A une indemnité aéronautique maximum de 60 francs (30 francs s'il est aérostier).

27. 30 janvier 1926. — Obtient le brevet de sa catégorie, est nommé sergent aérostier, bombardier ou observateur.

Il est logé, habillé, soigné et peut prétendre mensuellement :

a) A un traitement de 210 francs ou de 400 francs (1);

b) A une indemnité mobile de 100 francs à l'index 510/540;

c) A une indemnité aéronautique maximum de 240 francs (120 francs s'il est aérostier).

28. 30 juillet 1926. — Est nommé 1^{er} sergent aérostier, bombardier ou observateur.

Il est logé, habillé, soigné et peut prétendre mensuellement :

a) A un traitement de 210 francs ou de 415 francs (1);

b) A une indemnité mobile de 100 francs à l'index 510/540;

c) A une indemnité aéronautique maximum de 240 francs (120 francs s'il est aérostier).

29. 30 janvier 1927. — Est nommé adjudant aérostier, bombardier ou observateur.

Il est logé, soigné et peut prétendre mensuellement :

a) A un traitement de 500 francs;

b) A une indemnité mobile de 100 francs à l'index 510/540;

c) A une indemnité aéronautique maximum de 360 francs (180 francs s'il est aérostier).

30. Les suppléments pour les gradés aéronautiques mariés sont indiqués au paragraphe 30 (p. 16).

F. — Avantages accordés aux gradés aéronautiques.

(*Personnel navigant.*)

31. Outre les indemnités aéronautiques prévues ci-dessus, il est alloué :

a) Aux sous-officiers aviateurs une prime mensuelle de carrière aéronautique pouvant atteindre 2,000 francs par an;

b) Aux sous-officiers bombardiers ou observateurs une prime mensuelle de carrière aéronautique pouvant atteindre 1,000 francs par an.

Ces primes sont liquidées aux intéressés cinq ans après leur admission dans le personnel navigant permanent, proportionnellement au service en avion réellement effectué.

32. Il est accordé une annuité supplémentaire par année de service en avion, depuis l'entrée à l'École d'Aviation militaire, pour l'obtention de distinctions honorifiques.

En outre normalement un élève pilote entré à l'École d'Aviation Militaire au 30 juillet 1925 aura la Médaille d'Or de l'Ordre de Léopold II, à titre exceptionnel aéronautique, en juillet 1929, et la Croix de Chevalier de l'Ordre de Léopold II, au même titre, en juillet 1932.

(1) Dès qu'il a deux ans de service militaire à partir de 18 ans.

33. Tous les élèves gradés aéronautiques et les gradés aéronautiques portent une tenue de sortie en drap fin (drap de la tenue des adjudants).

34. Toutes les dispositions des lois sur les pensions militaires sont éventuellement applicables aux membres du personnel navigant (permanent, temporaire, en stage ou de réserve) de l'Aéronautique Militaire.

En outre en cas d'accident survenu au cours d'un service aérien, en ballon ou en avion, commandé ou autorisé et sans qu'il soit établi qu'il y ait eu faute lourde de la part de l'intéressé, il est alloué à celui reconnu définitivement inapte au service du personnel navigant de l'Aéronautique, une prime spéciale d'accident aéronautique, dont le montant proportionnel au degré d'invalidité aura pour maximum 15.000 francs.

35. En cas de décès dû à un accident ou des suites d'un accident survenu au cours d'un service aérien, en ballon ou en avion, commandé ou autorisé et sans qu'il soit établi qu'il y ait eu faute lourde de la part de l'intéressé, il peut être alloué, sur demande des ayants droit, une prime spéciale :

- a) de 20.000 francs à la veuve éventuelle, plus 1.000 francs par enfant ;
- b) de 15.000 francs aux ascendants du militaire célibataire.

36. Les gradés aéronautiques *mariés* ont mensuellement outre les allocations prévues aux lettres *D* et *E* :

- a) L'indemnité mobile doublée ;
- b) Une indemnité de logement de 40 francs (80 francs pour Bruxelles et 50 francs pour Liège) ;
- c) Une indemnité familiale de 30 à 50 francs par enfant.

En outre ils participent à la caisse des veuves et orphelins, ils ont droit aux soins médicaux et pharmaceutiques pour leurs femmes et leurs enfants et reçoivent une indemnité de 250 francs à la naissance de chaque enfant.

37. Si un engagement doit toujours être intégralement accompli, le rengagement d'un gradé aéronautique peut être résilié par son envoi en congé illimité anticipatif dès qu'il a servi comme membre du personnel navigant pendant douze mois comptés à partir de la date à laquelle il a obtenu le brevet définitif de sa catégorie.

38. Les sous-officiers d'élite aviateurs peuvent être placés, à leur demande, en congé à titre exceptionnel pour se mettre, comme pilotes, à la disposition de Sociétés aériennes belges agréées par l'État.

39. Un gradé aéronautique peut devenir sous-lieutenant des cadres actifs dans une des armes, à son choix. Nommé sous-lieutenant, il est, en principe, affecté à l'Aéronautique et peut y rester aussi longtemps qu'il a des aptitudes pour la 5^e arme.

Pour être nommé sous-lieutenant il subit les examens réglementaires :

- a) L'épreuve préparatoire (comme pour toutes les armes ou services) et en vue de laquelle des répétitions sont organisées dans les groupes aéronautiques.
- b) De l'épreuve définitive, en vue de laquelle un stage est prévu dans l'une des Écoles d'Armes.

40. Un gradé aéronautique peut devenir sous-lieutenant de réserve de l'Aéronautique en suivant, comme adjudant, les cours de l'École des sous-lieutenants de réserve d'aéronautique et en satisfaisant aux examens de sortie de la dite École.

CHAPITRE III.

Candidats sous-lieutenants de réserve des Écoles d'Armes.

41. A la sortie de chaque session des écoles de sous-lieutenants de réserve d'infanterie, de cavalerie, d'artillerie et du génie, un certain nombre d'élèves choisis parmi les mieux classés sont, sur leur demande, désignés pour suivre, durant le temps normal de service, un cours à l'aéronautique militaire pour la formation du personnel navigant (aérostier, bombardier, observateur).

42. Les intéressés passent à l'aéronautique militaire, y effectuent leurs rappels normaux, y obtiennent leurs grades subalternes, y sont nommés sous-lieutenants de réserve.

Ils peuvent rejoindre leur arme d'origine, à leur demande, soit par mesure disciplinaire ou s'ils cessent d'avoir pour l'aéronautique militaire les aptitudes et le rendement voulus.

43. Pendant la durée de leurs cours et de leur période de rappel comme sous-officiers, ils sont logés, habillés, soignés et peuvent prétendre mensuellement :

- a) A une indemnité de traitement de 220 francs ;
- b) A une indemnité mobile de 400 francs à l'index 310/340 ;
- c) A une indemnité aéronautique maximum de 60 francs (30 francs s'il est aérostier).

44. Nommés sous-lieutenants de réserve, il sont soumis après un premier rappel réglementaire comme officier de réserve, au même régime que les officiers de réserve issus de l'aéronautique militaire.

CHAPITRE IV.

Officiers et gradés aéronautiques de réserve.

45. Les membres du personnel navigant de réserve (officiers de réserve et gradés aéronautiques en congé illimité) admis par le commandant de l'aéronautique militaire effectueront leurs prestations aéronautiques dans un aérodrome qui leur sera désigné, en tenant compte dans les limites des possibilités pratiques des désirs exprimés par les intéressés.

46. Ils sont tenus de fournir dans le courant de chaque trimestre à l'aérodrome qui leur aura été désigné, quatre prestations aéronautiques, chacune de trois heures au minimum, et à raison d'une par jour. Ils devront, au cours de chacune de ces prestations, participer à une ascension ou à un vol, les pilotes de réserve effectuant leur vol comme pilote.

Les jours seront en principe au choix de l'intéressé, parmi les jours ouvrables (entre 9 et 16 heures, samedi compris) et pendant le séjour en garnison de l'unité occupant l'aérodrome, le commandant de cette unité en étant avisé en temps opportun par écrit ou par message téléphonique.

47. Sur demande des intéressés au commandant de l'aéronautique militaire, les prestations de deux trimestres d'une même année pourront être remplacées par une prestation spéciale d'une semaine (mission aéronautique).

a) L'officier ou le gradé aéronautique, pilote aviateur militaire de réserve rejoindra, à une date fixée de commun accord avec le commandant de l'aéronau-

tique militaire, l'École d'aviation militaire, un lundi avant midi et y séjournera jusqu'au samedi suivant à midi. Il participera à tous les exercices et théories à terre et devra effectuer deux vols au moins, comme pilote, chaque jour où les circonstances atmosphériques le permettront.

b) L'officier ou le gradé aéronautique aérostier, bombardier ou observateur aéronautique de réserve rejoindra à une date fixée de commun accord avec le commandant de l'aéronautique militaire, le groupe désigné, le lundi avant midi et y séjournera jusqu'au samedi suivant à midi. Il y participera à tous les exercices et théories à terre et devra effectuer chaque jour un exercice de T. S. F., ainsi que deux ascensions ou deux vols, comme observateur, chaque jour où les circonstances atmosphériques le permettront.

48. Si au cours d'une prestation aéronautique réglementaire, il survenait un accident provoquant une indisponibilité d'un membre du personnel navigant de réserve, celui-ci sera repris en force à la date du jour de l'accident et sera traité comme le serait un militaire des cadres actifs de son grade et de sa catégorie.

Dans le cas où l'intéressé solliciterait sa libération (passage à la réserve ou envoi en congé illimité) avant que son cas ait pu être examiné, il renoncera, par le fait même, à toute revendication ultérieure.

49. Les indemnités aéronautiques journalières déterminées ci-après peuvent être allouées aux membres du personnel navigant de réserve fournissant une prestation aéronautique isolée ou de moins de 7 jours :

	Participant aux ascensions en ballon.	Participant aux vols en avion.
Officiers	24	45
Candidats sous-lieutenants	21	42
Adjudants	18	36
1 ^{ers} sergents ou sergents	12	24

50. Une prime spéciale annuelle de 1,500 francs sera allouée aux officiers et aux sous-officiers aviateurs qui au cours de l'année (1^{er} janvier au 31 décembre) auront accompli, comme pilote de réserve, *chaque trimestre*, les prestations aéronautiques fixées au paragraphe 47. Ne pourront compter pour l'obtention de cette prime que les prestations de pilote accomplies seul à bord d'avion, ou sur un avion non muni de la double commande.

AÉRONAUTIQUE MILITAIRE BELGE.

Du 1^{er} janvier 1921 au 31 octobre 1924, le personnel navigant de l'Aéronautique Militaire a effectué :

- a) 279 heures d'ascension en ballon libre ;
- b) 929 heures d'ascension en ballon captif ;
- c) 39,831 heures de vols en avion.

Ces heures de vols représentent 98,958 vols d'avion ayant effectué un parcours d'environ 6,018,300 kilomètres, soit plus de 149 fois le tour de la Terre à l'Équateur.

Novembre 1924.

A. — Relevé du travail aéronautique.

Années.	Aérostation.		Aviation.			
	Heures de ballon		Vols en avion.			
	libre.	captif.	Heures.	Nombre.	Kilomètres.	T/T

a) Ecoles d'aviation.

1921.	—	—	3,332	10,713	366,600	9
1922.	—	—	4,168	13,120	458,500	11
1923.	—	—	5,044	14,305	605,200	15
1924 (10 mois).	—	—	5,396	16,623	647,600	16
Totaux (A).	—	—	17,940	54,766	2,077,900	51

b) En escadrilles.

1921.	68	165	3,124	7,722	562,300	14
1922.	67	211	4,871	9,816	876,800	22
1923.	70	276	6,656	12,874	1,198,100	29
1924 (10 mois).	74	277	7,210	13,750	1,303,200	33
Totaux (B).	279	929	21,891	44,192	3,940,400	98

c) Récapitulation.

(A)	—	—	17,940	54,766	2,077,900	51
(B)	279	929	21,891	44,192	3,940,400	98
Totaux.	279	929	39,831	98,958	6,018,300	149

B. — Recrutement des aviateurs.

Années.	Ecoles civiles aviation		Ecole d'aviation militaire		
	Charleroi	Anvers	Brevets délivrés		
	Brevets de tourisme		Tourisme	Elémentaires	Militaires
1921.	—	—	40	40	43
1922.	49	—	9	39	48
1923.	45	—	14	34	39
1924 (10 mois).	35	43	5	53	46
Totaux.	129	43	68	166	176

Quatre-vingt-trois élèves militaires suivent actuellement les cours d'élèves pilotes dans les Ecoles civiles d'aviation de Charleroi et d'Anvers et à l'Ecole d'aviation militaire.

Annexe IV.

Achat de viande congelée, 1922-1923 et début 1924

DATES.	FIRMES.	Nombre de tonnes.	Qualité de viande.	Prix : monnaie étrangère.	Cours de la liv. st.	Prix : francs belges au kilogr.
15-11-22	Anglo-Belgian Meat Company.	80	Argentine.	5 1/4 d.	70.00	3.34
15-11-22	Id.	100	Id.	4 1/2 d.	70.00	2.86
15-11-22	Id.	200	Id.	4 1/2 d.	74.00	3.05
15-11-22	Id.	100	Id.	4 5/16 d.	74.00	2.98
17-11-22	Magnée.	150	Queensland.	4 3/8 d.	70.00	2.80
22-11-22	J. A. Bockx.	70	Brésil.	3 7/8 d.	70.00	2.50
22-11-22	Id.	225	Id.	4 d.	70.00	2.56
22-11-22	Id.	175	Argentine.	4 1/4 d.	70.00	2.72
22-11-22	Id.	800	Brésil.	3 7/8 d.	88.00	3.03
22-11-22	Id.	800	Id.	3 7/8 d.	84.00	2.98
28-11-22	Magnée.	500	Australie.	4 d.	70.00	2.56
30-11-22	J. A. Bockx.	800	Brésil.	3 5/8 d.	85.00	2.78
16-3-23	Id.	500	Id.	3 1/2 d.	85.00	2.71
21-3-23	Anglo-Belgian Meat Company.	200	Uruguay.	4 3/16 d.	88.00	3.00
21-3-23	Id.	50	Argentine.	4 5/16 d.	88.00	3.10
4-4-23	J. A. Bockx.	600	Brésil.	3 1/2 d.	94.00	3.00
8-4-23	Sheed Thomson.	2,500	Australie.	3 13/16 d.	95.00	3.33
18-4-23	J. A. Bockx.	1,000	Brésil.	3 1/2 d.	94.00	3.00
20-4-23	Anglo-Belgian Meat Company.	700	Uruguay et Argentine.	4 5/16 d.	85.00	3.04
25-7-23	M. Spilhaus.	170	Sud-africain.	3 11/16 d.	96.00	3.25
28-2-24	Sheed Thomson.	4,337	Australie.	3 29/32 d.	95.00	3.41
22-3-24	Sansinena.	500	Sansinena.	3 15/16 d.	95.00	3.42
17-4-24	Anglo-Belgian Meat Company.	200	Argentine.	—	—	2.95

Annexe V.

Corps des torpilleurs et marins.

*Tableau récapitulatif des sorties à la mer des unités de la flottille
du Corps des torpilleurs et marins.*

Dates.	Noms des unités qui ont participé à la sortie.	OBJET DE LA SORTIE.	Observations.
11 mars	A. 42	Sortie d'essais de vitesse et de consommation.	
12 mars	A. 42	Idem.	
19 id.	A. 42	Etablissement des courbes de consommation aux différentes allures.	
10 avril	A. 42	Etablissement des courbes de consommation. Exercices de signaux, de sondages et d'embarcations.	
11 id.	A. 42	Idem.	
21 id.	A. 42 — A. 47	Exercice tactique. Sondages.	
21 mai	A. 42 — A. 47	Exercices de signaux, de sondages, de rappels aux postes de sécurité et de combat.	Le remorqueur <i>Torpille</i> accompagne les torpilleurs.
22 id.	A. 42 — A. 47	Idem.	
10 juin	A. 42	Exercices de sondage, manœuvres d'accostage dans le port d'Ostende. Pilotage de ce port.	
19 id.	A. 42	Sondage et pilotage de la côte. Signaux.	
25 id.	A. 29 — A. 42	Essais de vitesse et de consommation.	
3 juillet	A. 40 — A. 47	Compensation des compas. Signaux. Exercices tactiques.	
17 id.	A. 40 — A. 47	Essais de consommation. Mouillage à Blankenberghe. Pilotage de ce port.	
24 id.	A. 42 — A. 29	Exercices tactiques interrompus par le mauvais temps.	
8 août	A. 47	Compensation des compas. Essais de la télégraphie sans fil.	
12 id.	A. 47	Appareillage pour Calais. Participation aux fêtes de la mer dans ce port du 12 au 17 août. 18 août, retour à Bruges.	
21 id.	A. 42 — A. 29	Essais de consommation. Exercices tactiques.	Le remorqueur <i>Torpille</i> accompagne les torpilleurs.
4 septembre	A. 40 — A. 47 — A. 29	Exercices tactiques d'évolution et de formation. Manœuvres d'accostage dans le port d'Ostende.	
9 id.	A. 42	Essais des dispositifs de mouillage des panneaux devant jalonner le Champ de Tir des batteries du 4 ^e régiment d'artillerie d'armée.	
3 octobre	A. 29 — A. 40 — A. 42 — A. 47. Remorqueurs : <i>Ostende, Torpille.</i>	Appareillent pour Ostende par la voie de mer.	
3 id.	Vedettes V. 2 — V. 4 — V. 8 — V. 52. Remorqueur : <i>Wilma.</i>	Appareillent pour Ostende par les canaux intérieurs.	
4 id.	A. 40 — A. 42 Remorqueurs : <i>Torpille et Ostende.</i>	Mouillage des panneaux jalonnant le champ de tir des unités du 4 ^e régiment d'artillerie d'armée suivant le plan adopté.	

Dates.	Noms des unités qui ont participé à la sortie.	OBJET DE LA SORTIE.	Observations.
du 8 au 24 octobre	A. 29 — A. 40 — A. 42 — A. 47 — V. 2 — V. 4 — V. 8 — V. 52. <i>Ostende-Torpille.</i>	Participent par groupe de deux torpilleurs, deux vedettes et d'un remorqueur, à la surveillance du champ de tir pendant l'exécution des tirs anti-aériens ayant eu lieu pendant cette période.	
24 octobre	A. 29 — A. 42 — A. 40 — A. 47.	Retour à Bruges par la voie de mer.	
24 id.	V. 2 — V. 8 — V. 4 — V. 52. <i>Ostende-Torpille- Wilma.</i>	Retour à Bruges par les canaux.	
2 décembre	A. 40 — A. 42	Exercices de formation et manœuvres d'accostage dans le port d'Ostende.	
3 id.	A. 40 — A. 42	Idem et pilotage du port d'Ostende.	
16 id.	A. 40 — A. 42	Exercices tactiques et de signaux.	
17 id.	A. 40 — A. 42	Pilotage des abords d'Ostende. Atterrissage à la sonde par brume.	

Annexe VI.

Bruxelles, le 26 juin 1924.

A TOUS LES CHEFS DE CORPS.

Pour information : AUX COMMANDANTS DE C. A. D. L. ET D. A. A.

Objet : Utilisation dans les corps des miliciens de la classe 1920, aptes uniquement aux services auxiliaires, au cours de leur rappel.

Le rappel en garnison pour une période unique de six semaines, des miliciens de la classe 1920, aptes uniquement aux services auxiliaires, a pour but, notamment, d'assurer le fonctionnement des services généraux dans les corps privés momentanément d'effectifs.

J'attire à ce sujet l'attention des chefs de corps sur la nécessité de répartir judicieusement les missions entre ces auxiliaires.

En principe, il importe d'affecter aux emplois qu'ils ont déjà occupé, ou tout au moins, à des services analogues, les militaires qui ont été employés dans les corps aux cours de leur service actif et, à un travail en rapport avec les fonctions qu'ils ont remplies, ceux qui ont été détachés hors des corps.

Pour me permettre de me rendre compte de ce qui a été fait à ce sujet, j'ai l'honneur de vous prier de me faire parvenir, dès que possible, par la voie hiérarchique, un rapport exposant la manière dont furent utilisés, les auxiliaires rappelés dont il s'agit.

Le Ministre de la Défense Nationale,

P. O.

Le Colonel, Directeur Général,

(s) CORNIL.

Annexe VII.

Institut cartographique et Imprimerie militaire.

Nombre.	Grades.	Montant annuel par grade. (Indemnités comprises.)	Totaux par catégories.
A. — Officiers supérieurs.			
1	1 Colonel	24,660	
1	1 Majors	19,690	
2			44,350
B. — Officiers subalternes.			
5	5 Capitaines-commandants	65,479.00	
17	17 Capitaines	219,792.20	
11	11 Lieutenants	104,609.00	389,880.20
33			434,230.20
C. — Sous-officiers appointés.			
5	Adjudants	42,304.80	
3	1er sergents-majors	24,709.20	
1	Maréchal des logis-fourriers	7,388.40	
5	Sergents	34,767.00	
14			109,969.40
D. — Sous-officiers soldés.			
»	Néant	»	»
E. — Caporaux appointés.			
1	Caporal	4,903.20	»
F. — Caporaux soldés.			
3	Caporaux	3,703.00	
4			8,611.20
G. — Soldats appointés.			
2	Soldats	9,335.20	»
H. — Soldats soldés.			
97	Soldats	10,584.00	
99			19,939.20
Total général : 452			571,950.00

Les traitements et soldes des officiers et militaires de rang subalterne employés dans les imprimeries sont comptés en entier, dans les frais d'exploitation de ces ateliers. Une partie des traitements et soldes des militaires employés aux services généraux sont également repris dans ces frais d'exploitation.

Ils sont donc compris dans les prix de revient, et rentrent en grande partie sous forme de recettes versées au Trésor.

C'est ainsi que pour l'Imprimerie Typographique sont compris dans les frais d'exploitation :

a) soldes et traitements	fr. 70,000 (chiffres ronds)
b) frais administratifs	18,000
(c'est-à dire la quote-part des traitements des officiers et du personnel de la Direction Générale.)	
	fr. <u>88,000</u>

Donc, environ 90,000 francs qui rentrent au Trésor, provenant de l'Imprimerie Typographique, plus environ 12,500 francs de l'Imprimerie Lithographique.

Annexe VIII.

CHAPITRE VI DU BUDGET.

A. — Travaux d'entretien ordinaire exécutés aux bâtiments militaires et au domaine de la Défense Nationale par le Service des bâtiments et constructions militaires : toitures, peinturages blanchissages et goudronnages extérieurs, égouts, etc.

a) Première circonscription militaire	fr. 260,000
b) Deuxième circonscription militaire, y compris les camps de Beverloo et Brasschaet.	480,000
c) Troisième circonscription militaire y compris le camp d'Elsenborn.	460,000
d) Quatrième circonscription militaire	360,000
Total du A.	<u>1,560,000</u>

B. — Travaux de gros entretien : grosses réfections et renouvellements

a) PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION MILITAIRE :

1° Renouvellement partiel des toitures des bâtiments militaires suivants : caserne St-Pierre à Gand, dépôt de la 12^e Division Infanterie à Audenaerde, caserne St-Jean à Tournai, caserne Trésignies à Charleroi, caserne de cavalerie à Charleroi 117,000

2° Renouvellement de menuiseries (châssis de fenêtre, portes, planchers, escaliers, etc.) dans les casernes suivantes : Caserne

Léopold à Mons, Bâtiment militaire 49 à Charleroi, caserne Trésignies à Charleroi.	fr. 11,100
3° Remplacement de planchers et escaliers usagés en bois par des hourdis et escaliers en béton aux casernes des Chartreux et Rademackers à Bruges.	215,000
4° Remplacement de planchers et escaliers en bois par des hourdis et escaliers en béton aux casernes 4 et 5, à Gand	200,000
5° Remplacement de planchers et d'escaliers en bois par des hourdis et escaliers en béton ainsi que travaux de transformation de la caserne Guillaume, à Mons	900,000
Total du a . . . fr.	1,443,100

b) 2^{me} CIRCONSCRIPTION MILITAIRE (y compris camps de Beverloo et de Brassehaet).

1° Renouvellement de parties de toitures dans les bâtiments militaires suivants : B. M. 13, à Anvers, Grand Quartier, à Malines, caserne Sion, à Lierre, dépôt de Contich, dépôt de St-Bernard, caserne de Burght, blocs divers au camp de Beverloo	fr. 370,300
2° Renouvellement de menuiseries (châssis de fenêtre, portes, planchers, escaliers, porte d'écluse, etc.) aux bâtiments militaires et ouvrages suivants : casernes 9-10 et 10-11, à Anvers, dépôt de Beveren-Waes, caserne du petit quartier, à Malines, caserne du Grand Quartier, à Malines, blocs divers du camp de Beverloo, écluses du front B. C. de Lillo	36,000
3° Renouvellement de carrelages à la caserne d'artillerie et à la caserne du petit quartier, à Malines	6,000
4° Remplacement des plafonnages au dépôt de Beveren-Waes	7,000
5° Remplacement des fascines en mauvais état de l'éclusette de Ste-Marie par des pierres en scorie	15,000
Total du b . . . fr.	434,300

c) 3^e CIRCONSCRIPTION MILITAIRE (y compris le camp d'Elsenborn)

1° Renouvellement des parties de toiture dans les bâtiments militaires : Caserne des Écoliers, à Liège et parc de Belgrade	108,000
2° Renouvellement de l'aire du manège de la Chartreuse, à Liège et de pavages à la caserne des Écoliers, à Liège	55,000
Total du c) . . . fr.	163,000

d) 4^e CIRCONSCRIPTION MILITAIRE.

1° Renouvellement de parties de toitures dans les Bâtiments militaires suivants :

Première caserne d'artillerie, à Bruxelles; deuxième caserne

d'artillerie, à Bruxelles; caserne de cavalerie à Bruxelles; caserne Prince Baudouin à Bruxelles; caserne de cavalerie, à Tervueren	338,000
2° Renouvellement de menuiseries (châssis de fenêtre, portes, planchers, escalier, etc.) dans les bâtiments militaires suivants : Caserne Saint-Martin, à Louvain; caserne de Bay, à Louvain; caserne de Wavre; caserne de cavalerie, à Tervueren; caserne des Bogards, à Diest; caserne d'artillerie, à Tirlemont	67,600
3° Renouvellement de l'aire des manèges des casernes Saint-Martin, à Louvain, et d'artillerie, à Tirlemont.	9,200
4° Renouvellement de carrelages et de pavage dans les bâtiments militaires suivants : Caserne des Récollets, à Tirlemont, caserne de cavalerie, à Tervueren, caserne de Wavre.	8,300
5° Remplacement de planchers par des hourdis en bétons dans les casernes Saint-Martin et de Bay, à Louvain	93,400
6° Renouvellement d'égouts à la caserne des Récollets, à Tirlemont.	5,000
7° Reconstruction à l'aérodrome d'Evere du hangar incendié.	80,000
Total du d fr.	<u>621,500</u>

Récapitulation du B :

a fr.	1,443,100
b	434,300
c	163,000
d	621,500
fr.	<u>2,661,900</u>

C. — Travaux d'amélioration.

a) PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION MILITAIRE.

BRUGES. — Caserne des Apostolines.

Renforcement des planchers de combles. fr.	35,000
Quartier de l'Aurore :	
Création d'un mur de clôture	23,000
Immeubles de la rue du Foin :	
Transformation en bureaux pour la Province, la Place et l'État-Major du Commandant de l'infanterie de la Division d'Infanterie	15,000
Diverses casernes :	
Reliement à la distribution d'eau de la Ville	25,000
Installation de salles de projection	10,000
OSTENDE. — Caserne du Hazegras :	
Transformation de vieilles latrines en latrines à la Turque	25,000
Installation d'une salle de projection	5,000

Ancien Hôpital :

Installation de l'éclairage électrique , fr.	12,000
--	--------

WEVELGHEM. — Aérodrome :

Construction d'un magasin avec hangar à charbon	22,000
---	--------

GAND. — Caserne Léopold :

Raccordement des lavoirs à la distribution d'eau	5,000
--	-------

Transformation de vieilles latrines en latrines à la Turque . . .	15,000
---	--------

Révision des installations électriques allemandes	60,000
---	--------

Caserne n° 4 :

Amélioration des cheminées des forges	3,000
---	-------

Bâtiment militaire 13. Revision des installations électriques allemande	5,000
--	-------

TERMONDE. — Bâtiment militaire 60 :

Mise en état d'habitation	2,000
-------------------------------------	-------

Bâtiments militaires 7 et 8 :

Agrandir fenêtres des locaux à vivres de réserve.	1,000
---	-------

Installation de l'électricité dans les combles	3,500
--	-------

MOXS. — Caserne Léopold :

Remplacement d'écuries baraquement par une écurie en dur (pour le Corps de transport)	150,000
--	---------

Etablissement d'un chemin pavé	20,000
--	--------

Ancien Hospice des Chartriers :

Etablissement de l'éclairage électrique	12,000
---	--------

Camp de Casteau :

Etablissement de pavage	15,000
-----------------------------------	--------

TOURNAI. — Caserne de la Citadelle.

Construction d'égouts	7,500
---------------------------------	-------

Agrandissement de la salle d'affusion et transformation des lavoirs	60,000
---	--------

CHARLEROI. — Caserne Caporal Trésignies :

Transformation de vieilles latrines en latrines à la Turque . . .	15,000
---	--------

Aménagement d'ateliers	15,000
----------------------------------	--------

Caserne de cavalerie :

Aménagement de la cuisine troupes	16,000
---	--------

Total du a).	577,000
----------------------	---------

b) DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION MILITAIRE.

ANVERS-VILLE. — Caserne St-Georges :

Travaux de transformation	fr.	565,000
-------------------------------------	-----	---------

Caserne 10-11 :

Transformation de latrines		5,000
--------------------------------------	--	-------

Bâtiments militaires 122, 234, 104, 250 :

Amélioration de l'installation électrique		21,000
---	--	--------

Fort 5 :

Aménagement d'un corps de garde et construction d'une grille.		14,000
---	--	--------

MALINES. — Caserne chaussée de Lierre :

Transformation de cuisine de troupes		30,000
--	--	--------

Transformation des vasistas des écuries		18,500
---	--	--------

Construction de regards de visite aux égouts		2,000
--	--	-------

Caserne du Grand Quartier :

Construction d'un magasin à fourrages au bloc F.		3,000
--	--	-------

Construction de fosses à fumier		6,000
---	--	-------

Caserne du Petit Quartier :

Construction d'un W. C. pour officiers		1,200
--	--	-------

LIERRE. — Caserne d'artillerie :

Améliorer la ventilation des chambres de troupes		7,600
--	--	-------

Recharger la cour et relever les pavages.		23,000
---	--	--------

Installation de l'éclairage électrique au gymnase		5,000
---	--	-------

Installation d'une station de pompage		50,000
---	--	--------

CONTICH. — Caserne :

Installations de paratonnerres sur le magasin à cartouches. . fr.		10,000
---	--	--------

ST-BERNARD. — Dépôt.

Achèvement de l'installation électrique fr.		25,000
---	--	--------

Transformation de vieilles latrines au bâtiment central . . .		10,800
---	--	--------

Amélioration de la salle d'affusion		10,000
---	--	--------

Installation d'une distribution d'eau		120,000
---	--	---------

BURGH. — Caserne :

Aménagement du bâtiment F, pour cuisine, mess de troupe, etc.		300,000
---	--	---------

Aménagement d'une écurie au bloc B.		7,500
---	--	-------

Aménagement de la salle d'affusion		4,500
--	--	-------

Construction d'aires et de trottoirs		8,800
--	--	-------

Amélioration de la cheminée de la forge		1,000
---	--	-------

Construction des 4 ^e et 5 ^e ducs d'Albe.		20,000
--	--	--------

Construction d'un gril de carénage	fr.	36,000
Aménagement des berges de l'Escaut		1,300
<i>Camp de Beverloo :</i>		
Aménagement du B. 15 en mess d'officiers pour les régiments du génie	fr.	20,000
Construction d'un bloc pour le détachement du Régiment de Chemin de fer	fr.	60,000
Construction de cheminées à feu dans les blocs de troupes . . .		40,000
Agrandissement du pavillon pour Commandant de division d'infanterie	fr.	45,000
<i>Camp de Brasschaet :</i>		
Aménagement de la cité jardin le long de la chaussée de Bréda fr.		5,000
Éclairage électrique de Bâtiments militaires		28,000
Citernage des caves de la cuisine de la Troupe du Dépôt de Remonte de l'Armée et de six pavillons	fr.	24,500
Aménagement du Bâtiment militaire 10 pour atelier du service d'électricité	fr.	20,000
Empierrement de l'avenue Marie-José et avenue de Dixmude. . .		40,000
Total du b).		1,588,700

c) 3^e CIRCONSCRIPTION MILITAIRE.

LIÈGE. — Caserne de la Citadelle :

Établissement en câbles souterrains de la canalisation électrique	fr.	65,000
Raccordement à une nouvelle sous-station		15,000
Création d'une salle de réunion pour officiers au Bâtiment militaire 24	fr.	3,000

Caserne de la Chartreuse :

Appropriation d'un nouveau corps de garde pour officiers . . .	fr.	3,000
Installation de dispositifs pour évacuer vapeurs des cuisines . . .		3,000

EUPEN. — Caserne :

Construction de bâtiments de dépendances diverses et d'un mur de clôture	fr.	200,000
--	-----	---------

Camp d'Elsenborn :

Transformation de la cuisine du Casino des officiers		70,000
Reboisements		54,000
Etablissement de filet d'eau, avenue du Roi Albert.		5,000
Etablissement de trottoirs devant les pignons des logements d'officiers		7,000

NAMUR. — Caserne Léopold :

Transformation du bloc des magasins à fourrage		20,000
--	--	--------

Polygone du Génie :

Aménagement pour le pontage	fr.	7,000
---------------------------------------	-----	-------

ARLON. — Caserne Léopold :

Exhaussement du bâtiment-cuisine des sous-officiers		70,000
---	--	--------

Total du c . . . fr.	522,500
----------------------	---------

*d) 4^{me} CIRCONSCRIPTION MILITAIRE.**BRUXELLES. — 1^{re} caserne d'artillerie :*

Blocs G-K et P. — Modification de portes		8,000
--	--	-------

2^{me} caserne d'artillerie :

Installation de quatre hangars couverts à matériel		100,000
--	--	---------

Suppression du trottoir attenant à la 2 ^e caserne d'artillerie et construction d'un auvent pour le charroi du C. T		105,000
---	--	---------

Construction d'abreuvoirs en béton		4,500
--	--	-------

Construction d'un mur de séparation et percement d'une fenêtre au hangar n° 6		6,500
---	--	-------

Établissement d'un pavage entre les blocs 2-3-5 et grand manège.		80,500
--	--	--------

Caserne de Cavalerie :

Amélioration de l'aérage du manège		2,000
--	--	-------

Installations du Corps de Transports automobiles :

Etablissement de pavages et mur de clôture		216,000
--	--	---------

Installation des appareils pour l'emmagasinage des essences et pétroles		30,000
---	--	--------

Caserne du Petit-Château :

Travaux d'assèchement des murs et plafonds des lavoirs		20,000
--	--	--------

Modification des trottoirs		25,000
--------------------------------------	--	--------

Caserne Prince Baudouin :

Remplacement de cinq vieilles latrines pour sous-officiers en latrines à la Turque		5,000
--	--	-------

Etablissement d'une aire monolithe dans deux locaux des cuisines.		4,000
---	--	-------

Caserne de Laeken :

Aménagement de certains combles en locaux habitables		8,000
--	--	-------

Augmentation du nombre de latrines		10,000
--	--	--------

Restauration du poste Piers		7,000
---------------------------------------	--	-------

Aérodrome militaire d'Evere.

Construction d'une remise à charbon		10,000
---	--	--------

Prolongement de la canalisation d'eau jusqu'aux installations techniques		5,000
--	--	-------

Construction d'un four à incinérer		2,000
--	--	-------

Tir National.

Construction d'un atelier pour électricien		4,000
--	--	-------

LOUVAIN. — *Caserne Saint-Martin.*

Remaniement des intervalles dans les écuries Nord et Est. . fr.	18,900
Agrandissement de la cage à compteur, du local n° 72. . . .	2,000
Établissement du magasin d'habillement et de couchage . . .	22,500

Caserne de Bay.

Construction d'une fosse à détritux	2,500
---	-------

Magasin à munitions.

Installation de l'éclairage électrique	8,000
--	-------

NIVELLES. — *Aérodrome.*

Assèchement des terrains autour des hangars	34,000
Placement d'une cloison dans le local servant de cuisine aux sous-officiers	2,000

TERVUEREN. — *Caserne des Lions*

Construction de trois latrines supplémentaires	3,000
--	-------

Caserne de cavalerie.

Aménagement du dépôt-annexe	36,000
---------------------------------------	--------

DIEST. — *Ex-Citadelle.*

Raccordement à la distribution d'eau.	8,000
Amélioration de la route d'accès	18,000

SCHAFFEN. — *Aérodrome.*

Construction d'un aqueduc pour les eaux usées.	25,000
Placement de pompes, vannes d'arrêt, purgeurs	3,600
Construction d'un local pour sous-officiers dans le corps de garde	1,200

TIRLEMONT. — *Caserne des Récollets.*

Aménagement des locaux 45 et 46 pour les services médicaux .	5,000
Drainage et aménagement de terrains d'exercice	5,000
Placement d'une porte isolant les bureaux du chef de corps . .	400

GOSSONCOURT. — *Aérodrome.*

Aménagement d'un mess d'officiers et d'une salle d'affusion . . .	188,000
Subdivision d'une cave existante en deux pour ménages troupes et sous-officiers.	2,400

Total du d . . . fr. 1,035,000

Récapitulation du C :

<i>a</i>	.	.	.	.	fr.	577,000
<i>b</i>	.	.	.	.	.	1,588,700
<i>c</i>	.	.	.	.	.	522,500
<i>d</i>	.	.	.	.	.	1,035,000

<i>b</i>	1,588,700
--------------------	-----------

c 522,500

d 1,035,000

Fr. 3,723.200

RÉCAPITULATION GÉNÉRALE.

A. Travaux d'entretien ordinaire fr. 1,560,000

B. Travaux de gros entretien	2,661,900
---	------------------

C. Travaux d'amélioration	3,723,200
-------------------------------------	-----------

Total. . . fr. 7,945,400

Annexe IX.

Tableau I. — Répartition du personnel du service de contrôle du casernement.

Subdivisions de service.	Résidences.	Personnel.						
		Directeurs.	Sous-directeurs.	Surveillants.	Dessinateurs.	Comptables.	Serviteurs-archivistes.	Dactylographes.
I. — <i>Commandement du génie.</i> Direction centrale. . . .	Aix-la-Chapelle	»	»	»	1	1	1	2
II. — <i>Commandement d'Aix-la-Chapelle.</i> a) Direction centrale	Id.	1	1	1	1	2	1	3
b) Section d'Aix-la-Chapelle.	Id.	»	1	4	»	1	1	1
c) Section d'Erkelenz	Erkelenz, Juliers, Gellenkichen	»	1	3	»	1	1	1
d) Section de Neuss	Neuss	»	1	2	»	1	1	1
III. — <i>Commandement de Crefeld.</i> a) Direction centrale	Crefeld.	1	»	1	1	2	1	3
b) Section de Crefeld	Id.	»	1	2	»	1	1	1
c) Section de Moers	Moers	»	1	3	»	1	1	1
d) Section de Geldern. . . .	Geldern	»	1	1	»	1	1	1
	Büderich	»	»	1	»	»	»	»
e) Section de Duisbourg . . .	Duisbourg	»	1	1	»	(a)	(a)	(a)
	Totaux. . . .	2	8	19	3	11	9	14

(a) Le service est assuré par des Allemands payés au compte des prestations.

Tableau II. — Casernements et bâtiments à usage commun dont l'entretien est assuré par le service de contrôle de casernement.

Cantonnements.	Section du S. C. C.	Commandement du S. C. C.	Casernes.	Camps de régiment.	Camps de bataillons groupés.	Aérodromes.	Etablissements d'intendance.	Ateliers.	Etablissements de santé.	Dépôt de munitions, de matériel, de m. biter.	Champs et stands de tir.	Chambres à gaz.	Bureaux.	Divers (1).
Aix-la-Chapelle . . .	Aix-la-Chapelle.	Aix-la-Chapelle.	4	1	4	»	6	3	2	1	2	1	22	23
Eschweiler . . .			1	1	»	1	»	»	»	»	1	»	1	1
Schleiden . . .			»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3
Geilenkirchen . . .			»	»	3	»	»	»	»	1	2	1	3	3
Juliers . . .			2	»	»	»	»	»	»	»	2	1	4	2
Erkelenz . . .			»	»	3	»	»	»	»	1	1	1	2	7
M. Gladbach . . .			»	»	1	»	»	»	»	1	»	»	3	7
Neuss . . .			»	»	1	»	»	»	»	1	1	1	4	10
Obercassel-Heerdt . . .	Neuss	Neuss	»	1	1	»	»	»	»	»	»	1	2	3
Crefeld . . .	Crefeld.	Crefeld.	3	1	»	»	4	3	1	1	1	»	5	8
Bockum . . .			»	»	1	1	»	»	»	»	»	1	»	»
Moers . . .			»	1	2	»	1	»	1	1	1	»	1	9
Hochemmerich . . .			»	»	1	»	»	»	»	»	1	»	1	3
Homberg . . .			»	»	2	»	»	2	»	»	»	1	2	3
Repelen-Baerl . . .			»	»	2	»	»	»	»	»	1	1	1	1
Geldern . . .			2	»	»	»	»	»	»	2	1	1	3	4
Issum . . .			»	1	»	»	»	»	»	»	1	»	1	1
Büderich . . .	Geldern.	Geldern.	2	»	1	»	»	»	»	»	1	1	2	4
Clève . . .			2	»	1	»	»	»	»	»	1	1	1	5
Duisbourg . . .	Duisbourg.	Duisbourg.	3	»	1	»	»	»	»	1	2	»	7	19
Totaux . . .			19	6	24	2	11	8	4	10	19	12	65	116

soit 296 bâtiments.

(1) Ecoles, mess, hangars, logements de détachements, etc.

Tableau 3. — Missions du service de contrôle du casernement.

1° Assurer le bon entretien des casernements. A cet effet, en passer des inspections périodiques, préparer l'exécution (projets, estimations, pièces d'adjudication) des divers travaux d'entretien et éventuellement des travaux d'aménagement ainsi que de la fourniture et l'entretien de mobilier et des objets de casernement ;

2° Ordonner dans la forme voulue à l'administration des Biens d'Empire, après approbation des autorités militaires compétentes, les divers travaux et fournitures ;

3° Contrôler la régularité des marchés ;

4° Contrôler leur exécution et procéder à la réception des travaux et fournitures ;

5° Contrôler l'établissement des contrats de prise en usage de tous les bâtiments à usage commun, et faire assurer la stricte exécution de ces contrats ;

6° Assurer les prestations à caractère permanent (eau, gaz, électricité, vidanges, etc.) ;

7° Assurer la distribution de charbon suivant les allocations autorisées. Contrôler les contrats de chauffage, lorsque le chauffage central se fait en commun avec des locaux occupés par des organismes allemands (Exemple : le « Kurhaus » à *Aix-la-Chapelle*) ;

8° Contrôler la bonne gestion tenue par l'administration des Biens d'Empire, du « matériel d'occupation » (c'est-à-dire du mobilier et des objets de casernement). Gérer le matériel de l'espèce détenu par les Corps et Services et par les Magasins régionaux ;

9° Contrôler la comptabilité tenue par l'administration des Biens d'Empire des prestations ; tenir la comptabilité de ces prestations vis-à-vis du Département de la Défense Nationale, suivant les instructions sur la matière ;

10° Examiner tous les litiges de casernement entraînant des responsabilités ou des décisions d'ordre financier. Préparer les dossiers de l'espèce de façon à les présenter à la juridiction qui est compétente pour les trancher ;

11° S'assurer de ce que les Corps et Services prennent soin, au mieux des intérêts du Trésor, des Bâtiments à usage commun et du « Matériel d'occupation » dont ils ont l'usage ;

12° Contrôler les occupants dans la judicieuse consommation des dépenses permanentes (eau, électricité, charbon, etc.).

Tableau 4. — Mouvements de l'indicateur pendant l'année 1924.

Désignation des Services.	Nombre de pièces à l'entrée.	Nombre de pièces à la sortie.
I. Direction centrale	10,291	7,944
II Commandement d' <i>Aix-la-Chapelle</i> :		
a. Direction centrale	13,128	8,735
b. Section d' <i>Aix-la-Chapelle</i>	4,256	6,313
c. Section d' <i>Erkelenz</i>	1,190	3,245
d. Section de <i>Neuss</i>	1,678	1,998
III. Commandement de <i>Crefeld</i> :		
a. Direction centrale	6,170	9,810
b. Section de <i>Crefeld</i>	2,109	1,723
c. Section de <i>Moers</i>	1,786	3,507
d. Section de <i>Geldern</i>	3,389	2,568
e. Section de <i>Duisbourg</i>	2,913	1,761

Annexe X.

Bruxelles, le 10 avril 1924.

A TOUTES LES AUTORITÉS MILITAIRES.

OBJET : *Emploi exagéré des télégrammes d'État et des communications téléphoniques en dehors des réseaux locaux.*

Les circulaires du 18 novembre 1917, Cabinet, n° 389-50 C. B. (*J. M. O.*, 2^e partie, p. 833) et du 15 avril 1919, 1^{re} D. G., n° 76/1 (*J. M. O.*, 2^e partie, p. 312), ont appelé l'attention des autorités militaires sur l'emploi exagéré des télégrammes d'État.

Ayant constaté que les dépenses résultant de ce mode de correspondance restent beaucoup trop élevées, j'ai l'honneur de vous rappeler à nouveau qu'il n'est permis de recourir à la voie télégraphique que pour la transmission rapide des communications lorsque les circonstances l'exigent ou qu'une disposition réglementaire le prescrit formellement.

En dehors de ces cas, les envois de télégrammes d'État sont absolument interdits.

Il va de soi que la plus grande prévoyance se recommande pour éviter que des communications ne deviennent urgentes que par le seul fait du retard mis à employer la voie ordinaire.

Dans le même ordre d'idées, les communications téléphoniques officielles en dehors des réseaux locaux ne sont permises que dans les cas où elles sont indispensables ou moins onéreuses que l'usage du télégraphe.

Rien n'est modifié aux règles actuellement en vigueur pour l'envoi des avis concernant les événements graves, accidents, etc., dont il est fait mention dans la circulaire du 1^{er} septembre 1923, D. I. M., 3^e bureau, n° D. I. M. 40550, modifiée par la C. M. du 1^{er} avril 1924, 3^e bureau, n° 13822. De même l'envoi des télégrammes que les directeurs des hôpitaux militaires ont à adresser aux parents des militaires en traitement, reste autorisé *sans aucune restriction*.

En vue d'assurer le contrôle de ces prescriptions, les autorités militaires intéressées tiendront écriture des télégrammes d'État envoyés ainsi que des communications téléphoniques demandées en dehors du réseau local.

Jusqu'à nouvel ordre, elles feront parvenir à mon Département, le 10 du premier mois de chaque trimestre, un relevé du modèle ci-après, établi pour le trimestre écoulé.

UNITÉ (SERVICE).

... TRIMESTRE 192...

Relevé

- 1° des télégrammes d'État envoyés pendant le ... trimestre 192...;
 2° des communications téléphoniques de service en dehors du réseau,
 demandées pendant le même trimestre.

DATES	DESTINATION	ANALYSE de la communication	JUSTIFICATION succincte de l'urgence	Observa- tions
1° Télégrammes d'État.				
2° Communications téléphoniques en dehors du réseau local.				

A le. 192...

Le. . . (Grade et fonction). . . .

(Signature).

N°.

Transmis à M. le Ministre
 de la Défense Nationale
 (D. S. P. C., 1^{er} Bureau).

Le Ministre de la Défense Nationale,

(s.) Pierre FORTHOMME.

Annexe XI.
—

Bruxelles, le 30 juillet 1924.

A TOUS LES CHEFS DE CORPS,

Il m'est donné de constater que, malgré les instructions existantes, les corps continuent à demander régulièrement des bijoux de Médailles de la Victoire et Commémorative et des Brevets artistiques.

Il faut en conclure que les unités n'ont pas encore liquidé ces questions. Ce retard, outre qu'il mécontente légitimement les anciens combattants, est de nature à provoquer des travaux superflus à mon Département. Il est indispensable que cela cesse à bref délai.

Je vous invite en conséquence à revoir les questions litigieuses des distinctions honorifiques avec la plus grande attention et de les solutionner d'urgence.

Vous voudrez bien, pour le 1^{er} octobre 1924 au plus tard, m'indiquer les bijoux et brevets précités qui vous seraient encore nécessaires. Passé ce délai, je prendrai des mesures disciplinaires graves à l'égard des autorités qui auraient fait preuve de négligence.

Le Ministre de la Défense Nationale,

(s) Pierre FORTHOMME.

Annexe XII.
—**TRAVAUX EFFECTUÉS EN 1924.****A. — SÉPULTURES MILITAIRES.****1° Sépultures belges.**

a) En vue du regroupement des corps; exhumation, transfert et réinhumation dans des cimetières militaires définitifs de 4,900 corps éparpillés sur tous les champs de bataille de Belgique ou inhumés par petits nombres dans des cimetières communaux situés à proximité des cimetières militaires existant;

b) Aviser au préalable les familles des mutations de tombes projetées;

c) Identification, en présence des familles, des corps considérés comme inconnus; 445 de ces inconnus ont pu être identifiés;

d) Création de nouveaux cimetières militaires belges à Honthulst, à Rabozée-Wandre, à Chaudfontaine et à Velthem-Beysssem;

e) Création d'une quinzaine de pelouses constituant des petits cimetières militaires enclavés dans des cimetières communaux, dont six très importantes ;

f) Restitution aux familles de 106 corps découverts ou identifiés au cours de l'année ;

g) Etablissement des clôtures et des chemins intérieurs, nivellement, parachèvements, plantations, placement des stèles, etc.. pour les cimetières de Ramscapele, Keyem, Houthulst, Westvleteren, Lierre, Chandfontaine, Boncelles, Loncin, Raboëze et Champion ;

h) Entretien continuuel d'environ 25,060 tombes, décoration florale.

2° *Sépultures alliées.*

Réaliser l'acquisition de terrains occupés par ces sépultures.

Indemniser les propriétaires des terrains non encore acquis.

Procurer à nos alliés les diverses autorisations de construire leurs cimetières à titre définitif

3° *Sépultures allemandes.*

Transfert, dans des cimetières spéciaux d'environ 3,500 corps allemands enterrés isolément ou par petits groupes en dehors des cimetières réguliers ou dans des cimetières communaux trop petits.

Donner au Gouvernement allemand connaissance de ces déplacements de tombes.

Entretien de 130,000 sépultures ainsi que des cimetières, des clôtures et des croix.

Fournir au Gouvernement allemand les renseignements qu'il sollicite au sujet des sépultures de ses nationaux enterrés en Belgique.

B. - ETAT CIVIL

1° Pendant la guerre, les décès des militaires n'ont, en règle générale, pas été actés.

Les archives de nombreux corps ayant été détruites, il importe, en vue de régulariser l'état civil de nos braves, de faire toutes les recherches nécessaires pour permettre de déclarer leur décès constant à l'intervention du pouvoir judiciaire. Environ 18,000 militaires belges sont dans ce cas ; 14,000 jugements sont déjà intervenus.

2° D'autre part, 4,200 militaires sont signalés comme disparus ; pour nombre d'entre eux, des volontaires de guerre particulièrement, la situation militaire n'a même pu, jusqu'ici, être établie

Les recherches en vue de fixer leur sort sont ardues, compliquées et réclament de nombreuses correspondances.

3° Chaque tombe doit être pourvue d'une stèle portant une plaque d'inscription reflétant succinctement l'état civil du défunt. Les familles sont consultées au sujet du point de savoir en quelle langue ces inscriptions doivent être faites et quel est le symbole religieux qu'elles désirent y voir figurer. Il s'agit donc de consulter environ 20,000 familles.

4° Restitution aux ayants droit, qu'il faut découvrir, des objets de succession délaissés par les défunts ou retrouvés sur les corps (plus de 1,000 au cours de 1924).

Annexe XIII.

PROGRAMME POUR 1925.

A. — SÉPULTURES MILITAIRES.

1° *Sépultures belges.* — Les regroupements sont virtuellement terminés ; plus aucun cimetière n'est à créer ; ce n'est qu'occasionnellement que des corps seront à restituer. Aussi le nombre de détachements du Service des Sépultures Militaires opérant sur le terrain, secteurs qui étaient de onze au début, est actuellement réduit à sept et le sera très prochainement à quatre.

Établissement des clôtures et des chemins intérieurs, nivellements, parachèvements, plantations, placement des stèles, etc., pour les cimetières militaires de La Panne, Adinkerke, Steenkerke, Oeren, Hoogstaede, Reninghe, Velthem-Beyssem, Epeghem, Haelen et Camp de Beverloo.

Achèvement du placement des stèles dans les grandes pelouses militaires des cimetières communaux.

Acquisition de stèles pour les tombes belges se trouvant en France, en Angleterre et en Suisse. Entretien des tombes.

2° *Sépultures alliées.* — Continuation du programme défini pour 1924.

3° *Sépultures allemandes.* — A moins que l'accord envisagé avec le Gouvernement allemand n'intervienne, continuation du programme défini pour 1924 ; le transfert des corps sera terminé dans le courant de l'année.

B. — ÉTAT-CIVIL

1° et 2° de 1924. — L'on peut escompter que toutes les enquêtes, en vue de régulariser l'Etat-civil des militaires défunts et des disparus auront abouti. Il en résulte que, vers la fin de 1925, le personnel s'occupant des recherches, aura été licencié.

3° de 1924. — Continuation des travaux en vue de la confection des plaques indicatrices pour stèles.

4° Le service de restitution des successions pourra être liquidé entièrement.

POUR LES ANNÉES SUBSÉQUENTES.

1° L'on prévoit qu'à partir de 1926, tous les cimetières seront complètement constitués et les tombes laissées aux soins de la Nation entièrement aménagées. Il ne restera plus qu'à pourvoir à leur entretien.

2° Au cours de 1926, l'on pourra orner d'une stèle toutes les sépultures militaires belges se trouvant à l'étranger.

3° Il est à prévoir également que les cimetières alliés en Belgique seront tous terminés et liquidés en ce qui concerne l'intervention du service belge.

4° A moins qu'un accord n'intervienne avec le Gouvernement allemand, continuation de l'entretien des sépultures allemandes.

Annexe XIV.

Rapport fait par M. de BURLET.

VISITE DE LA MANUFACTURE D'ARMES DE L'ÉTAT A LIÈGE LE 21 OCTOBRE 1924

La Commission permanente de la Défense Nationale, sous la conduite de M. Pirmez, Président, s'est rendue à Liège, le 21 octobre dernier. MM. Ernest, Ficullien, Hoen, Missiaen, Vandemeulebroucke et de Burlet étaient présents ainsi que le major Van Parijs, désigné par M. le Ministre de la Défense Nationale.

Rôle de l'établissement.

Il est chargé du service de l'armement de l'armée et ce service comporte 3 échelons : 36 armuriers de corps et de dépôts, 10 ateliers détachés dont 2 pour le service du matériel électrique des cibles dans les camps et la Manufacture d'armes; ces organismes disposent de moyens de plus en plus puissants et exécutent les petites réparations aux armes en services; les ateliers régionaux vont jusqu'au rebrozage des pièces d'armes et la Manufacture d'armes de l'Etat fait les réparations qui nécessitent le remplacement de pièces intéressant directement le tir des armes.

Les armuriers de corps sont instruits à la Manufacture de l'Etat et recrutés autant que possible parmi les élèves des écoles professionnelles.

Productions principales de l'établissement depuis l'armistice.

La Manufacture d'armes de l'Etat a produit depuis l'armistice :

60,484 fusils Mauser 1889, en service.

9,819 carabines 1916, en service.

89,813 fusils Mauser 1889, remis à neuf.

16,742 carabines, remises à neuf.

263,287 baïonnettes neuves.

3,258 mitrailleuses Maxim légères, mises au calibre belge.

1,543 mitrailleuses Maxim lourdes, mises au calibre belge, sur affût traineau.
11,584 fusils mitrailleuses 15, mis au calibre belge.
2.693 fusils allemands, transformés au calibre belge.
43,872 carabines 1916 neuves.

Travaux importants restant à effectuer.

1,400 mitrailleuses Maxim lourdes, à transformer au calibre belge.
2,000 trépieds pour tir contre avions avec les mitrailleuses Maxim légères.
50,000 fusils allemands, à remettre au calibre belge.
Appareils de visée pour mitrailleuses Maxim lourdes et légères.
Mise en train de la fabrication des rechanges pour mitrailleuses.

Améliorations apportées au matériel.

Les fusils mitrailleuses subissent des améliorations conséquentes, afin de remédier aux défauts résultant d'une fabrication un peu hâtive pendant la guerre;

Il en est de même des appareils de visée pour mitrailleuses Maxim légères pour le tir contre avion.

• •

Plusieurs membres de la Commission ayant demandé au colonel Courtois, ingénieur des fabrications militaires, Directeur de la Manufacture d'Armes quelle aurait été l'influence de la journée de 8 heures sur la production des ouvriers, le colonel a répondu que la réduction de la journée de 10 à 8 heures avait provoqué une diminution de production d'environ 15 p. c.

Pour réduire cette perte, l'établissement a acquis quatre tours automatiques à faire les vis, en plus, on a apporté des améliorations de détails dans l'outillage.

Mais dans la plupart des autres fabrications la réduction de production continue à être de 15 p. c.

Personnel technique.

Les agents techniques sont civils; ils sont recrutés parmi les membres du personnel mais ils doivent avoir suivi avec fruit les cours d'une école industrielle.

Les ouvriers sont en majeure partie ouvriers militaires sans allocations militaires; les civils sont ou permanents ou temporaires; en 1924, 20 soldats de métier et appartenant aux services auxiliaires ont été incorporés à la Compagnie administrative de l'Etablissement.

L'examen subi est sérieux et passé devant le contrôleur principal de la Manufacture d'armes de l'Etat. 16 candidats seulement avaient sollicité à temps la faveur de passer l'épreuve.

Les quatre ingénieurs sont replacés au rang d'officiers ingénieurs des fabrications militaires.

Comptabilité.

La comptabilité générale tenue à la Manufacture d'Armes de l'Etat a pour but d'enregistrer des mouvements de caractères différents; elle peut se subdiviser en quatre parties :

- 1° La comptabilité d'origine ;
- 2° La comptabilité industrielle ;
- 3° La comptabilité financière ;
- 4° La comptabilité synthétique.

I. — COMPTABILITÉ D'ORIGINE.

Cette partie de l'organisation générale a pour but d'enregistrer les mouvements des magasins ainsi que de déterminer les sommes à payer aux ouvriers à titre de salaires, primes et indemnités.

II. — COMPTABILITÉ INDUSTRIELLE.

Le Bureau de la comptabilité industrielle établit le prix de revient des différentes commandes des diverses pièces d'armes à leurs stades principaux de fabrication et de réparations. Pour cela, le bureau de la comptabilité industrielle reçoit, dépouille et répartit, directement ou au moyens de coefficients les dépenses suivantes :

- 1) Les sorties des magasins ;
- 2) Les salaires ;
- 3) Les frais spéciaux de fabrication ;
- 4) Les frais généraux ;
- 5) Coût des épreuves éventuellement.
- 6) Coût des opérations effectuées dans les ateliers particuliers à barème.

III. — COMPTABILITÉ FINANCIÈRE.

Le gestionnaire en finances se conforme pour cette comptabilité aux lois, arrêtés ou instructions en vigueur sur la matière et notamment aux règlements spéciaux « Service des Fonds » et « Service des chèques postaux ».

Il tient les registres prescrits.

Il effectue, dans ses bureaux, sans autorisation préalable, le paiement de toutes les dépenses dont le taux est déterminé, savoir :

- a) les traitements et salaires du personnel ;
- b) les diverses indemnités allouées ;
- c) les primes de rendement ;
- d) les frais de mission des ouvriers ;

Les pièces relatives à ces dépenses valent par sa seule signature.

Il assure, en outre, les paiements des sommes ne dépassant pas 800 francs, ainsi que la liquidation des menus achats et des frais de petites réparations ; il fait usage, à cet effet, des chèques postaux.

IV. — COMPTABILITÉ SYNTHÉTIQUE.

La comptabilité synthétique a pour but de centraliser toutes les écritures de la Manufacture d'armes de l'État, tant industrielles que financières. La comptabilité

de la Manufacture d'armes est basée sur le système bigraphique centralisateur, avec journaux multiples pour l'enregistrement d'opérations définies, telles que les mouvements de caisse, les entrées et sorties de matières premières et de produits finis et autres.

Elle repose sur le principe :

Tout compte qui reçoit est débité par le crédit du compte qui a donné.

COMPTABILITÉ INDUSTRIELLE.

M. le Président de la Commission s'est fait montrer :

L'existant en caisse.

L'inventaire du premier établissement,

Le bilan de 1923.

La situation des magasins de matières premières, des pièces finies et de l'outillage.

La Commission a vérifié le prix de revient d'une pièce ; le perceur du fusil Mauser 1889. Elle s'est fait montrer comment on arrivait au prix cumulatif résultant des diverses opérations que subit cette pièce.

M. le colonel Courtois a émis ses considérations sur la comparaison des prix de revient des armes à la Manufacture d'Armes de l'Etat et les prix de vente des manufactures privées.

La Commission a reconnu que l'augmentation des frais généraux provenait surtout du paiement du treizième mois à tout le personnel de l'établissement.

M. le Président Pirmez, ayant émis diverses observations sur la comptabilité industrielle telle qu'elle est actuellement tenue à la Manufacture d'Armes de l'Etat, M. le Directeur de cet établissement lui a fait observer avec raison que le capitaine comptable industriel est chargé en même temps du commandement de la compagnie administrative. Celle-ci, dans sa période d'organisation surtout, enlève un temps précieux au capitaine qui voudrait se consacrer entièrement à la comptabilité industrielle.

La Commission émet le vœu qu'il en soit ainsi sans tarder et que l'officier chargé de cette lourde responsabilité, n'ait aucune occupation que celle-là à la Manufacture d'Armes de l'Etat.

Visite des Magasins.

Les magasins sont organisés de manière à rendre aisée la vérification. Les objets sont disposés dans des caisses par lot dénombré sur l'étiquette portant la denomination de la pièce dans l'inventaire.

Ces magasins sont parfaitement tenus, avec ordre et méthode. Ils sont dans un grand état de propreté.

La Commission a fait plusieurs vérifications entre autres celles des pistons de mitrailleuses Hotchkiss.

Le nombre était exactement conforme à celui annoncé comme devant se trouver dans les caisses.

Comptabilité des magasins.

Après s'être fait montrer les bons de prélèvement et de versement et les avoir vérifiés, la Commission a demandé de contrôler les fiches d'inventaire permanent sur lesquelles on inscrivait les bons dans chaque magasin.

Aucune erreur ni négligence est à signaler sous ce rapport.

La Commission a visité ensuite le bureau de comptabilité matérielle.

Elle a constaté que les mouvements de tous les magasins étaient concentrés et que les fiches des magasins formaient un inventaire permanent et tout à fait à jour.

L'inventaire général ne peut être tenu qu'en présentant un décalage d'environ un mois sur les opérations effectuées car les mouvements ne sont inscrits qu'aux retour des récépissés signés des organismes preneurs.

Matériel d'incendie.

Comme dans toutes ses visites, la Commission permanente s'est occupée des mesures prises contre les dangers d'incendie à la manufacture.

Le matériel d'incendie a été organisé de concert avec le commandant du corps des pompiers de la ville de Liège.

Il comprend :

1° Un matériel de premiers secours, seaux, pompes à main dans les magasins et ateliers ;

2° Un dispositif comprenant :

Cinq bouches d'eau sous les cours et des colonnes d'eau montantes dans les escaliers. Les tuyaux et lances nécessaires sont situés dans des caisses placées aux différents lieux d'utilisation et sont suffisants pour pouvoir arroser tout foyer quelle que soit la partie de l'établissement où l'incendie se déclare.

Les mesures préventives sont d'ailleurs prises depuis longtemps et la Direction tient strictement la main à ce qu'elles soient ponctuellement observées par tout le personnel.

Des prescriptions spéciales sont résumées dans un opuscule dont la Commission a pris connaissance. Le matériel est maintenu en état d'entretien : il est visité tous les huit jours par des chefs d'équipe sous le contrôle d'un officier.

Les ouvriers sont au courant du fonctionnement des appareils et reçoivent une instruction spéciale. Chacun connaît le rôle qu'il aurait à remplir en cas de sinistre.

Le Président,

Maurice PIERREZ.

Le Rapporteur,

P. DE BURLET.

Annexe XV.
—**Rapport fait par M. HOEN.**
—**VISITE DU 22 OCTOBRE AU CAMP D'ELSENBORN.**

Sous la conduite de M. le Président Pirmez, les députés de Burlet, Ernest, Fieullien, Hoen, Missiaen, Richard et Theelen ont visité les installations du *Camp d'Elsenborn*. La précédente visite eut lieu le 3 septembre 1922.

Il n'y a pas de troupes en période en ce moment à Elsenborn. Les 123 hommes du cadre permanent ont été vus dans les divers services.

Notre rapport sera bref. Le camp est entretenu. Tout y est rangé et propre. On se rend compte qu'il y a là maintenant une direction vigilante et ferme.

La boulangerie

fonctionne dans d'excellentes conditions. Les fours à soles sortantes ont été mis en marche selon nos vœux. Une somme de 500 francs a suffi pour les remettre en bon état. Le pain est de bonne qualité et le prix de revient : fr. 1.20 les 1,200 grammes est des meilleurs.

Il est regrettable que nous ayions trouvé à l'infirmerie un pain du 18 octobre et les autres du 20 pour la consommation du 23. Avec le matériel du camp et le bon personnel qui s'en sert il y a mieux à faire.

Les magasins

sont propres. Les matières alimentaires bien traitées. Farine et avoine sont emmagasinées avec grands soins.

Les literies et objets de couchage sont prêts. Le tout étiqueté, soigneusement empilé ou roulé. On ne pourrait désirer mieux que ce qui est obtenu dans ce service.

Logements.

Les baraquements sont séparés. Les parquets sont en bon état. Les fenêtres ferment et, bien que la pluie fut tenace le jour de notre visite, nous n'avons observé aucun défaut dans les toitures. Les hommes couchant sur des fonds de lits en bois disposent de deux paillasses propres et bien fournies. Nous demandons que les quantités de combustible soient suffisantes. La commune mesure ne devrait pas être appliquée ici.

Les cuisines

sont bien tenues. Nous avons découvert un cuisinier préparé à cette fonction par l'école de l'armée. Il partira fin novembre. Il serait utile de lui donner un successeur également préparé et, si possible, d'en introduire un dans chacune des cuisines,

Alimentation.

La nourriture est bonne et suffisante, nous disent les soldats. Il semble cependant que la ration de pain ne soit pas suffisante. Arrivés au réfectoire à midi, à la fin du repas des hommes, les membres de la Commission ont constaté qu'il restait 1,800 grammes de pain disponibles pour une centaine de jeunes gens robustes et de bon appétit. La ration était épuisée pour la journée et les soldats n'en avaient pas en réserve.

L'utilisation du pain doit être réglementée. Il est juste d'éviter le gaspillage. Il me paraît, toutefois, si j'en juge par l'observation faite ce jour-là à midi, qu'il y a ici une limitation excessive. Evidemment le soldat ne se plaint pas

Quand il n'a plus de pain il s'en passe puisque la ration pour tous est épuisée. Sans que je puisse m'autoriser de plaintes à ce propos, je demande que la quantité de pain disponible soit augmentée un peu.

La Chapelle

du camp est soignée. Il y a là un mobilier convenable. L'ornementation est simple et de bon goût. Les améliorations que nous avons sollicitées ont été obtenues.

Bibliothèque

bien tenue. Catalogues français et flamand. Des ouvrages intéressants en suffisance. Une petite salle de lecture fréquentée. Le mouvement de la bibliothèque n'est pas très intense. Les soldats qui arrivent pour 15 ou 20 jours n'entreprennent pas de lectures qu'ils ne pourraient poursuivre assez longtemps.

Les publications brochées de diverses bibliothèques sont surtout demandées. Le service est fait avec goût et nous avons trouvé non un distributeur de livres mais un bibliothécaire averti qui comprend sa mission.

L'école

devait être ouverte le jeudi 23 octobre. Le 22, à midi, les fournitures classiques étaient en tas le long du mur. Pas de matériel didactique. Ni banes, ni tableaux. Tout est à faire. Il n'est pas possible d'accueillir des enfants dans de pareilles conditions et de leur enseigner la moindre chose. L'installation de l'école a été négligée. Une intervention urgente est indispensable si les enfants ne doivent pas perdre un an. Je me demande bien comment le programme pourra être vu durant cet exercice même en y mettant tous la meilleure volonté.

Les douches.

Comme elles sont dépourvues de portes, il apparaît dès lors désirable de superposer deux cloisons qui en laissent l'accès et l'usage très aisé. Des dispositifs existent dans les grands établissements du pays.

Divertissements.

Le cinéma fonctionne dans de bonnes conditions. Il est de temps à autre utilement employé pour la propagande auprès des populations environnantes qui sont invitées au spectacle. C'est une bonne chose au camp que ce divertissement offert à nos soldats.

Matériel d'incendie.

Bien au point et prêt à fonctionner à la première alerte.

Ambulance.

Deux voitures en bon état permettent de parer aux besoins éventuels.

Les constructions.

Celles-ci en dur, pour loger les troupes en période au camp, devaient être terminées en juillet dernier. Du train dont vont les travaux, il n'est pas sûr que ce sera prêt pour la prochaine période. Il y a ici de gros retards que les gelées, les pluies et la neige abondante ne feront qu'aggraver.

Conclusion.

La visite faite par les membres de la Commission nous permet de dire que de grandes améliorations se sont produites. Un effort persévérant a ici donné de très heureux résultats. Il reste à pousser les travaux qui s'effectuent à Elsenborn. Il n'y a plus un instant à perdre si l'on veut espérer aboutir pour le moment où de forts contingents seront envoyés au camp.

Le Rapporteur,

(s) HOEN.

Le Président,

(s) PIRMEZ.

Annexe XVI.

Rapport de M. RICHARD.

VISITE AU DÉPÔT DIVISIONNAIRE DE CONTICH.

La Commission de l'Armée s'est rendue le 3 novembre 1924 à Contich à l'effet d'y visiter le dépôt divisionnaire de la 9^e division d'infanterie.

Etaient présents : MM. Pirmez, président ; Richard, Fieullien, de Burlet, Ernest et Missiaen.

M. le Major Intendant Meuret, du Cabinet de M. le Ministre de la Défense Nationale, accompagnait la Commission ; celle-ci a été reçue au Dépôt précité par le Capitaine-Commandant Siffet, remplaçant le titulaire absent.

Après avoir, dans une conférence initiale, exposé le fonctionnement des différents services sous ses ordres, l'officier précité a guidé la Commission dans la visite de l'établissement ; celle-ci a donné lieu aux remarques suivantes :

Effectifs mobilisables.

Etant donnée l'inexistence de dispositions organiques en concordance, en ce qui concerne l'armée sur le pied de guerre, avec les dispositions législatives résultant de la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service, le commandement du dépôt divisionnaire n'est pas en possession de données précises en ce qui concerne les effectifs réels mobilisables. Les seules indications que la Commission a pu recueillir à ce sujet, c'est que le personnel du dépôt table pour la 9^e D. I., sur un effectif de 12,000 mobilisés.

Le dépôt divisionnaire comptait au 27 octobre 1924, 21,324 équipements de guerre répartis d'après le tableau suivant :

Nombre d'équipements de guerre déposés.

Classes Milice.	Unités — Déserteurs.								TOTAUX
	4. A	17	18	Bie Inf.	B. Mi	28	5	6	
1912	—	—	1	—	—	—	—	—	1
1915	1	—	3	—	—	1	—	—	5
1916	656	1,365	1,043	45	81	314	3	—	3,507
1917	717	1,356	984	72	96	322	1	1	3,549
1918	695	1,382	1,032	58	96	337	1	—	3,601
1919	864	1,633	1,244	112	120	418	2	—	4,396
1920	481	862	1,611	47	3	—	—	—	3,054
1921	494	916	899	53	—	—	—	—	2,362
1922 (1 ^{er} semestre) .	—	373	397	35	—	—	—	—	805
1922 (2 ^e —	—	48	33	4	7	42	—	—	104
Totaux.	3,908	7,905	7,300	426	403	1,434	7	1	21,384

Cet exposé met en lumière :

1^o La différence énorme qui existe entre le chiffre total des équipements déposés et l'effectif présumé mobilisable, soit : $21,384 - 12,000 = 9,384$ équipements. D'après les explications données à la Commission, cet écart dans la situation de l'habillement provient de ce que les tenues versées aux dépôts-annexes des 17^e et 18^e régiments de ligne ont été envoyées au dépôt divisionnaire de la 9^e D. I., lors de la suppression des régiments précités.

2^o L'absence d'équipements pour les classes de 1912 et 1913.

3^o L'absence d'équipements destinés aux classes de 1920 et 1921 du Bataillon de Mitailleurs et du 28^e régiment de ligne.

Le retard dans les opérations de déposement de la part du 28^e de ligne proviendrait de ce que ce régiment n'a pas été alimenté par le dépôt-annexe du régiment correspondant.

La Commission ayant examiné la comptabilité de l'habillement a constaté que les états de déposement sont à jour et sont en voie d'être mis en concordance avec les listes S' des unités actives ; ayant de plus, porté ses investigations sur l'état d'entretien de l'habillement et de l'équipement entrant dans la composition de chaque butin individuel, elle a constaté que tout était bien entretenu et que l'habillement et la chaussure donnaient toute satisfaction au sujet d'une durée de six semaines à deux mois de campagne.

Les butins sont placés par Compagnie et par classe de milice et, dans chaque classe de milice, par ordre alphabétique ; il a été exposé précédemment qu'ils sont vérifiés avec les listes S' des unités actives ; la Commission émet le vœu de voir cette opération se faire trimestriellement.

Le dépôt dispose d'une réserve d'effets neufs dont ci-dessous le relevé :

- 14,000 bassins en toile ;
- 1,025 besaces avec banderole ;
besaces sans banderole ;
- 3,300 bottines (paires) ;
- 7,500 brosses à habits ;
- 7,300 brosses à souliers ;
- 500 brosses en piassava ;
- 3,200 caleçons ;
- 330 capotes ;
- 8,000 cartouchières ;
- 260 casques avec mentonnière ;
- 1,000 ceinturons ;
- 1,200 chaussettes (paires) ;
- 9,000 chemises ;
- 300 cordes à fourrage ;
- 2,000 couteaux ;
- 4,000 cuillers ;
- culottes ;
- dragonnes ;
- éperons (paires) ;
- 7,500 éponges ;
- 7,000 essuie-mains ;
- 9,000 fourchettes ;
- 4,200 gants en laine (paires) ;
- gobelets ;
- gourdes avec banderole ;
- 10,000 gourdes sans banderole ;
- 325 havre-sacs avec courroies ;
- 2,500 jambières (paires) Infanterie ;
- 2,000 jerseys en laine ;
- 5,000 marmites ;
- mentonnières ;
- 14,000 mouchoirs de poche ;
- 5,000 sachets à coudre ;
- 9,000 dés ;
- 5,000 étuis à aiguilles ;
- cartes fil blanc ;
- cartes fil khaki ;
- 5 grammes de laine ;
- 1,000 aiguilles à remailler ;
- 14,100 aiguilles à coudre ;
- plaques d'identité ;
- 500 pantalons de drap ;
- peignes ;
- 6,145 sacs à distribution (usagés) ;

2,200 sachets à petits vivres (grands) ;
 2,600 sachets à petits vivres (petits) ;
 souliers de repos (paires) ;
 lacets (paires) ;
 porte-baïonnettes ;
 2,625 courroies pour havre-sacs ;
 coiffes de gourde ;
 92 sacs individuels ;
 sacs de paquetage ;
 coiffes de casque ;
 banderoles de gourde ;
 4,000 bretelles de pantalon ;
 3,871 bonnets de police ;
 300 jambières cavalerie ;
 1,698 porte-baïonnettes ;
 971 sachets à coudre garnis ;
 416 tentes complètes ;
 1,600 ceinturons usagés.

Le dépôt divisionnaire étant supprimé à partir du moment où les hommes sont équipés, il y aurait lieu de régler la hauteur de cet approvisionnement sur celle du dépôt de corps d'armée, lequel devient, par le fait de la suppression de la formation divisionnaire précitée, l'organisme d'approvisionnement pendant la durée de la campagne.

Armement.

La situation d'armement au 3 novembre 1924 résultait des indications ci-dessous :

ARMES.	Régiments.						Totaux.
	17 ^e Rég. de ligne.	18 ^e Rég. de ligne.	23 ^e Rég. de ligne.	9 ^e B ^e d'Inf.	9 ^e B ^{on} de Mi.	4 ^e Rég. d'A.	
Fusils (modèle 1889) . . .	3000	3000	2973	»	1	»	3974
Id. Lebel	108	108	108	»	»	»	324
Carabines.	135	219	4	134	10	946	1478
Pistolets (Browning). . .	47	58	50	10	10	119	294
Id. (Colt)	58	64	50	10	5	45	232
F. M. 15. 7 m m. 65 . . .	1	1	»	»	»	»	2
TOTAUX.	3349	3480	3185	154	26	1110	41304

La situation correspond aux effectifs présumés du pied de guerre à l'exception toutefois en ce qui concerne les chiffres accusant les approvisionnements en carabines au 28^e de ligne et au 9^e bataillon de mitrailleurs.

La Commission a relevé que sur les 8,974 (modèle 1889) renseignés à la situation d'armement :

1° 960 fusils seulement ont été complètement remis en état ;

2° De tous les fusils déposés ayant fait campagne, aucun canon n'a été remplacé ;

3° Tous les fusils possèdent une baïonnette du dernier modèle.

Les soins à donner aux armes ne laissent rien à désirer.

La quantité de charbon mise à la disposition du personnel, à l'effet d'entretenir dans les magasins une température qui mette les armes à l'abri de l'humidité, a été reconnue insuffisante.

Munitions.

L'approvisionnement en munitions est de :

Cartouches Mauser M. 1921, marque F. N.	400,000
Cartouches Colt	10,000
Grenades V. B.	1,800

Si l'on considère que le dépôt a en justification 10,452 fusils et carabines, et que, d'autre part, chaque homme est porteur, lors de son entrée en campagne, de 120 cartouches, la hauteur de l'approvisionnement donne pour chaque fusilier mobilisé $400,000 : 10,452 = 38$ cartouches, chiffre insuffisant.

Outillage portatif.

Outillage déposé par les régiments d'Infanterie.

Désignation des objets.	17 ^e rég. de ligne.	18 ^e rég. de ligne.	28 ^e rég. de ligne.	Totaux.	Doit exister.	En trop et à verser au G. P. A.	En moins.	A échanger.
Ciseaux de char- pentier . . .	22	22	21	65	63	2	»	35
Commandes de 4 ^m .50 . . .	86	86	78	250	234	16	»	10
Haches à main .	92	86	78	266	234	22	»	113
Gaines pour ha- ches à main . .	92	78	78	248	234	14	»	»
Limes tiers points	26	26	24	76	72	4	»	48
Pelles Linneman.	1766	1766	1656	5138	4968	170	»	3304
Gaines pour pelles Linneman . . .	1673	1716	1656	5045	4968	77	»	57
Marteaux . . .	41	33	33	109	99	10	»	68
Pince-coupe-fils .	239	239	231	709	693	16	»	462
Gaines pour pince- coupe-fils . . .	239	239	»	478	693	»	215	7
Pincettes . . .	12	13	12	37	36	1	»	17
Scies articulées .	66	66	63	195	129	66	»	126
Gaines pour scies articulées . . .	66	66	63	195	129	66	»	49
Scies à main . .	34	31	30	95	90	5	»	63
Gaines pour scies à main . . .	34	31	30	95	90	5	»	1
Serpes. . . .	146	140	132	418	396	22	»	270
Gaines pour serpes	146	140	132	418	396	22	»	12
Tournevis. . . .	12	9	9	30	27	3	»	21
Tricoires . . .	19	13	12	44	36	8	»	30

Outillage déposé par un Bataillon militaire

Désignation des objets.	Versé au D. 9. D. 1.	Doit exister.	En moins.
Ciseaux de charpentier	3	3	»
Commandes de 4 m. 50	24	24	»
Haches à main	24	24	»
Gaines pour haches à main	24	24	»
Limes tiers points	6	6	»
Pelles lineman	180	180	»
Gaines pour pelles lineman	180	180	»
Marteaux	6	6	»
Pince-coupe-fils	24	24	»
Gaines pour pince-coupe-fils	»	24	24
Pinces rosette	3	3	»
Scies articulées	9	9	»
Gaines pour scies articulées	9	9	»
Scies à main	3	3	»
Gaines pour scies à main	3	3	»
Serpes.	24	24	»
Gaines pour serpes	24	24	»
Tournevis	3	3	»
Tricoises	3	3	»

Ordre et propreté.

Malgré le personnel restreint mis à la disposition des chefs de service, l'ordre et la propreté règnent dans les magasins.

Incendie.

Les mesures prises pour combattre l'incendie sont judicieuses et aussi complètes que possible.

Mesures pour accélérer les opérations de la mobilisation.

Le fait que, lors du rappel, dans le courant de l'été, de la classe de 1920, celle-ci a été armée et équipée en une heure et demie, est une preuve de ce que les mesures relatives aux opérations de la mobilisation sont efficaces et que, de plus, le personnel du dépôt divisionnaire est bien au courant de ses devoirs.

Service de garde.

D'après les renseignements donnés à la Commission, les marchandises et les approvisionnements réunis au dépôt représenteraient un capital de 30 millions de francs.

Le service de garde est assuré par un sous-officier et trois hommes dont la durée de service est de vingt-quatre heures.

La Commission estime que la responsabilité serait plus nettement définie si le service de garde et de surveillance nocturne était confié à un concierge permanent secondé par un ou plusieurs gardiens dont le service serait contrôlé à l'aide de moyens matériels bien appropriés.

Observations d'ordre général.

Il y aura lieu de diriger sur les dépôts qui en sont dépourvus ou dont l'approvisionnement est insuffisant les équipements de guerre et les objets d'outillage portatif en surnombre.

La dotation en carabines et en cartouches Mauser devra être complétée dans les limites exposées ci-dessus.

Le remplacement des canons des fusils ayant fait campagne est une nécessité d'ordre balistique à laquelle il importe de faire face au plus tôt.

L'atelier régional d'armes, N° 5, est toujours installé à Contich ; il y aura lieu de le déplacer dès que les disponibilités du casernement le permettront.

La Commission n'a pu porter ses investigations sur l'approvisionnement et l'entretien des masques de mobilisation, ces objets étant réunis au grand Parc de de l'Armée.

Elle émet le vœu de voir le Département de la Défense Nationale faire un accord avec l'Administration des Chemins de fer à l'effet d'utiliser le raccord existant pour remorquer jusqu'au dépôt les wagons contenant les objets et les marchandises en destination de cet établissement militaire ; la remorque à la machine aurait pour conséquence de consacrer aux travaux à l'intérieur de l'établissement les prestations en travail de 25 hommes, prestations consacrées à la traction des wagons.

Les frais de bureau sont toujours ceux prévus en 1920 ; or, depuis lors, l'Institut cartographique militaire a augmenté ses tarifs tandis que l'allocation est restée la même ; la Commission demande que celle-ci soit relevée dans les mêmes proportions.

La Commission n'a été saisie d'aucune plainte de la part du personnel

Dépôt du Service de santé du IV^e Corps médical.

La Commission a terminé sa tournée à Contich par une visite à la 2^e Compagnie du Dépôt du Service de santé du IV^e corps médical où elle a été reçue par le Capitaine en 1^{er} d'administration Hemming.

Cette Compagnie a pour mission d'assurer au moment de la mobilisation :

1° Le fonctionnement des trains sanitaires de toute l'armée; ceux-ci sont au nombre de 17 dont 2 de réserve.

2° Le fonctionnement de l'hôpital d'évacuation de l'armée. (H. E. A.).

Equipements de guerre déposés.

Les équipements sont au nombre de 1,501; ils correspondent aux effectifs mobilisables; les hommes qui n'ont pas terminé les rappels disposent d'une bonne tenue de déposement, celles des autres classes de milice sont constituées à l'aide d'effets neufs.

Matériel.

Les inventaires sont très bien tenus, et le matériel y renseigné est au complet et dans un état remarquable d'entretien.

Ordre et propreté.

Il y a unanimité parmi les membres de la Commission pour déclarer que, au point de vue de l'ordre et de la propreté, le dépôt du Service de santé du IV^e C. M. est une petite merveille.

Incendie.

Toutes les mesures sont prises contre l'incendie.

Observations d'ordre général.

L'unité visitée a en justification 9,401 couvertures; celles-ci n'étant pas renouvelées périodiquement risquent d'être envahies par les mites; 40 couvertures se trouvent dans ce cas.

Ces objets représentent un capital d'un million de francs; il y aurait lieu de les verser au magasin de couchage le plus proche.

Par contre, le dépôt n'a en justification que 370 matelas et 370 oreillers, alors que le chiffre prévu pour chacun d'eux est de 2,070; la différence, soit 1,700, se trouve au magasin général hospitalier de Saint-Nicolas, d'où l'unité les recevrait au moment où la mobilisation est imminente.

La Compagnie ne possède le matériel que pour desservir un seul hôpital (H. E. A.). Or, l'organisation nouvelle en comporte quatre, ce qui correspondrait à une capacité d'hospitalisation de 1,600, alors que la capacité actuelle du dépôt de Contich n'est que de 400.

Les crédits pour 1926 devront remédier à cette lacune, pour autant, cela s'entend, qu'une partie des ressources budgétaires prévues à l'article 99 du budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour 1925 n'y soit pas affectée.

Bruxelles, le 29 novembre 1924.

Le Rapporteur,

RICHARD.

Le Président.

MAURICE PIRMEZ.

Rapport fait par M. FIEULLIEN

sur la visite de l'hôpital militaire de Liège, le 21 octobre 1924, par MM. Pirmez, président, Ernest, de Burlet, Richard, Missiaen, Vandemeulebroucke, Hoen et Fieullien, accompagnés du major Van Parijs délégué par M. le Ministre.

La visite de l'hôpital militaire de Liège a produit sur les membres de la Commission une très bonne impression.

Le public s' imagine généralement qu'un hôpital militaire n'est, au point de vue des installations et des services en rien comparable aux hôpitaux civils. Il se le représente bien souvent comme une installation rudimentaire, dans des locaux lugubres et où les malades n'entrent qu'avec effroi.

Si dans des temps reculés, cette croyance pouvait avoir un certain fondement, il n'en est certes plus de même aujourd'hui. Les hôpitaux militaires peuvent, en général, rivaliser avec les établissements civils. L'hôpital de Liège notamment, et nous avons été heureux de le constater, est un établissement moderne possédant toutes les installations et appareils nécessaires aux services médicaux, chirurgicaux, radiographiques, etc.

Les salles sont gaies, propres, bien éclairées, bien entretenues.

Nous avons trouvé les installations en parfait état. Les différents services fonctionnent normalement. Les malades nous ont déclaré être bien soignés sous tous les rapports. Toutefois, la Commission estime devoir attirer l'attention de M. le Ministre sur les points ci-après :

1° Les installations sanitaires du premier étage laissent à désirer au point de vue de l'hygiène. Les lavabos et les W. C. devraient être remplacés par des installations plus modernes et mieux appropriées aux nécessités de l'hôpital.

2° Dans le pavillon des vénériens les literies des lits non occupés étaient laissées dans l'état où elles se trouvaient quand les malades ont quitté l'hôpital, étaient malpropres, souillées. Il nous paraît inadmissible que ces literies puissent encore, dans cet état, servir pour d'autres malades. Elles devraient, après avoir servi, être enlevées de suite, lavées et désinfectées avant de servir à nouveau.

Le Rapporteur,
FIEULLIEN.

Le Président,
PIRMEZ.

Rapport de M. THEELEN.**VISITE DU 23 OCTOBRE 1924 A L'INSTITUT CARTOGRAPHIQUE
A BRUXELLES,**

Sous la conduite de son président, M. Pirmez, la Commission, se composant des députés de Burllet, Ernest, Fieullien, Missiaen, Mansart, Richard, Vandemeulebroucke et Theelen, accompagnée du Major A. E. M. van Parijs, rendit visite à l'Institut Cartographique, situé à l'Abbaye de la Cambre.

Elle fut reçue par le commandant de cet organisme, le Colonel Seligman, qui la pilota pendant près de trois heures et fournit tous les renseignements demandés par certains membres.

Ce fut d'abord l'imprimerie qu'on parcourut : à la salle des machines, presque toutes les presses typographiques étaient en marche tandis que le personnel compositeur à la main et linotypiste se trouvait à la tâche. Tout dénotait un grand soin d'entretien ainsi qu'un excellent rendement. Cette même remarque s'applique aux ateliers de l'Institut Cartographique que l'on visita ensuite. Un personnel d'élite y travaille à la confection de nos cartes militaires, qui s'y font au moyen des procédés les plus modernes, c'est-à-dire la photo-lithographie.

Les magasins pour la conservation des pierres et zincs et des provisions de papier, ainsi que les bureaux d'expédition et de vente, visités en dernier lieu, se caractérisaient par un ordre parfait et une propreté presque modèle.

Personnel dirigeant.

D'après le tableau ci-joint qui nous fut remis par le colonel, il résulte que 25 officiers hors-cadre et 7 officiers mutilés sont employés aux différents services de l'Institut.

La direction des ateliers et des comptoirs d'expédition exigent un petit nombre d'officiers tandis que le bureau cartographique, chargé de la remise à jour des plans et de la rédaction sur papier des changements ainsi que des erreurs topographiques, demande le grand nombre d'officiers : 8 à 10 e. a. sont continuellement en route pour vérifier sur place les changements que les différentes administrations leur font connaître.

Personnel subalterne et ouvrier.

Tandis qu'on tolère à l'Imprimerie des ouvriers civils, payés suivant le barème régional, à côté d'ouvriers militarisés aidés par quelques inaptes, le Ministère de la Défense Nationale, cherche depuis la guerre pour l'Institut cartographique, à militariser tous ses ouvriers. Quelques-uns, préférant rester libres, se voient

dépassés de ce fait dans le rang qu'ils occupent tout autant que dans leurs salaires par les militarisés ou rengagés. De là quelques plaintes de la part de ces ouvriers civils.

Restent les inaptes, parmi lesquels l'on rencontre peu de gens de métier. En général, ils servent comme demi ouvriers, comme rangeurs de feuilles, collationneurs, etc., besognes qui ne demandent aucune spécialisation.

Service des cartes.

Actuellement l'Institut Cartographique travaille à la revision des cartes au 40/1000^e, qui constituera la dotation de nos officiers en temps de guerre.

Les officiers et même ceux de la réserve possèdent tous la carte de la Belgique au 100/1000^e, tandis que nos états-majors ont également la carte de la rive gauche du Rhin au 100/1000^e. Cette dernière au 25/1000^e vient d'être achevée.

La vente des cartes ainsi que la fourniture à notre armée est tenue à jour par une comptabilité très sévère.

Service des imprimés.

L'imprimerie typographique ne fournit qu'à l'armée et à ses différents services. Elle n'entreprend aucun travail particulier.

D'après les modèles que nous avons demandés au hasard, il résulte de l'établissement des prix de revient qu'ils ne diffèrent point de ceux de l'industrie privée.

Nous sommes cependant d'avis qu'une plus grande extension de ces ateliers ne se justifierait point en ce moment. En plus du matériel considérable provenant de la récupération, il fut encore acheté depuis le 1^{er} janvier 1920 pour 512,954 francs. Ce qui nous fait estimer qu'avec les bâtiments et tout le matériel, le capital pour l'imprimerie seule se monterait certes à 2,500,000 francs. Or, au budget de 1925, il est encore prévu 1.250,000 francs pour l'achat de matériel nouveau.

La Commission estime donc que l'imprimerie est plus que bien outillée et qu'avant de procéder à des acquisitions, il faudrait un rapport très motivé.

Il est certain que, pour l'Institut Cartographique, il n'en est point de même. Cet établissement doit se tenir à la hauteur des derniers perfectionnements lithographiques et nécessite par-là même des acquisitions nouvelles, parfois même très onéreuses.

Logement et parc.

Un mot au sujet du logement du colonel. Il est certain que le colonel Seligman, qui dirige l'Institut de main de maître, mérite quelques faveurs : il a à l'Abbaye même son habitation avec chauffage et éclairage gratuits. Nous ne désirons point lui enlever ces petits bénéfices, mais la Commission attire l'attention de M. le Ministre sur le fait que cela ne peut point se généraliser.

Pour terminer, une remarque quant au parc de l'Abbaye. Il est regrettable qu'un coin aussi pittoresque que riche en souvenirs historiques ne soit point mis à la disposition du public. Bruxelles manque de squares et de parcs ; en voici un merveilleux par sa belle variété d'arbres, ses allées, bosquets et parterres autant que par son caractère original et ancien.

Le public est en droit de se demander pourquoi l'on aménage de nouveaux parcs, quand tout accès au plus ancien et plus intéressant de notre capitale lui est strictement interdit.

Le Rapporteur,

TUELEN.

Le Président,

Maurice PIRNEZ.

Etat numérique des effectifs à ce jour.	Institut cartogr. militaire.	Imprim. typ.	Total.
<i>Personnel militaire.</i>			
Officiers (y compris Directeur Général).	32		32
Militaires subalternes : sous-officiers. — Secrétaires archivistes.	3	4	7
Autres gradés :			
Sous-officiers	6	1	7
Caporaux	3	1	4
Soldats	65	35	100
Total personnel militaire.	109	41	150
<i>Personnel civil.</i>			
Sous-Directeur.	1		1
Directeur de l'Imprimerie.		1	1
Commis-rédacteur	1		1
Commis-d'ordre	2		2
Dactylographes permanents	3	2	5
» temporaire.	1		1
Employés temporaires	4	3	7
Huissiers.	5		5
Chef de bureau de calcul.	1		1
Sous chef de bureau de calcul.	1		1
Calculateurs permanents	2		2
» à l'essai.	1		1
Topographes reviseurs permanents	8		8
» » à l'essai.	2		2
Maîtres-graveurs	2		2
Maîtres-dessinateurs	6		6
Graveurs	4		4
Dessinateurs permanents	34		34
» à l'essai.	1		1
Collationneurs.	5		5
Chef des ateliers de photographie	1		1
Photographes	2		2
Chef ponceur	1		1
Relieur chef colleur.	1		1
Total personnel civil.	89	6	95
<i>Personnel ouvrier.</i>			
Imprimeurs civils permanents (lithographes)	4		4
Civils militarisés :			
Imprimeurs (lithographes)	5		5
Aides-imprimeurs	8		8
Ponceurs	6		6
Mécanicien	1		1
Aides-relieurs	2		2
Magasinier	1		1
Ouvriers rengagés sans allocations (barème gouvernemental)	36	10	46
Militaires (barème régional)		8	8
Ouvriers temporaires (barème gouvernemental)	2		2
» » (barème régional)		47	47
Total personnel ouvrier.	65	65	130
TOTAL GÉNÉRAL.	263	112	375

(142)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 18 FEBBUARI 1925.

BEGROOTING VAN HET MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING VOOR HET DIENSTJAAR 1925 (1).

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE (2). UITGEBRACHT DOOR DEN
HEER de BURLET.

MIJNE HEEREN,

De gewone begrooting van 't Ministerie van Landsverdediging voor 1925, zooals die U wordt voorgedragen door de Bijzondere Commissie, bedraagt 42 miljoen 605.365 frank minder dan de Begrooting voor 1924.

Zooals de vorige jaren, heeft de Bijzondere Commissie elk artikel heel aandachtig onderzocht op talrijke vergaderingen.

Zij heeft uw Verslaggever gelast haar in te lichten over de punten die hare aandacht voornamelijk hebben gaande gemaakt; en zoodra de inlichtingen gevraagd aan den Minister van Landsverdediging haar zijn toegekomen, heeft de Bijzondere Commissie vergaderd om er van kennis te nemen en overeen te komen over de uitgebreidheid te geven aan de vraagstukken met bijzonder belang.

Daarenboven, alhoewel het Verslag van verleden jaar over de Begrooting van Landsverdediging heel volledig en uithundig is geweest, hebben verscheidene

(1) Begrooting. n^o 4 xl.

(2) Samenstelling van de *Bijzondere Commissie* :

1) De leden der *Bestendige Commissie voor Landsverdediging* : De heeren Pirmez, voorzitter, Berloz, Bovesse, Brifaut, Buyl, de Burlet, de Gérardon, Devèze, du Bus de Warnaffe, Eekelers, Ernest, Fieullien, Hoen, Huyshauwer, Mansart, Marek, Missiaen, Piero, Richard, Theelen en Vandemeulebroucke.

2) *Zes leden door de Middelenafdeeling benoemd* : De heeren Pecher, Bouchery, Schaetzen, Delacollette, Jennissen en Troolet.

onzer medeleden den wensch geuit dit jaar uitgebreide uitleggingen te hebben over verscheidene artikelen.

Dat legt U, Mijne Heeren, de belangrijkheid uit van het werk dat de Commissie U ten onderzoek voorlegt in volgende bladzijden.

Zooals zij het de vorige jaren gedaan had, heeft de Bestendige Commissie voor Landsverdediging, in den loop van het dienstjaar 1924, verscheidene militaire inrichtingen bezocht : Landkaart Instituut, Kamp van Elsenborn, Staatswapenfabrieken te Luik, Militaire Hospitalen, Divisie-depots, Militaire Bakkerijen, enz. Op 't slot der Bijlagen van dit Verslag zult gij omstandige inlichtingen over die bezoeken vinden, alsmede den indruk dien de leden der Commissie er bij opdeden.

. . .

Tijdens de algemeene bespreking van de Begrooting, hebben verscheidene leden vrees uitgedrukt over den staat van onze militaire voorbereiding, vooral na de geruchtmakende artikelen welke Kolonel Repington in de vreemde bladen liet verschijnen.

De groote militaire criticus heeft immers bevestigd dat België heden de veiligheid niet meer bezit die voortvloeide uit de vroegere verdragen welke onze grenzen zoolang beschermden.

De Bijzondere Commissie heeft den Heer Minister van Landsverdediging dien-aangaande eene vraag gesteld. Onze achtbare Medeleden zullen begrijpen dat het niet mogelijk is hier de maatregelen breedvoerig te doen kennen die werden genomen op elk gebied door het Ministerie om bestand te zijn tegen alle mogelijke gebeurtenissen.

De Regeering echter heeft zich sedert lang er op toegelegd zich te vergewissen van de ondersteuning voor 't geval van een niet uitgelokte aanranding van ons grondgebied en het in werking stellen van onze militaire krachten is voorzien in een « Ontwerp van Verrichtingen » dat de Opperbevelhebber van 't leger zal ten uitvoer moeten leggen.

Een lid heeft gevraagd of de Staf de kwestie bestudeerd had van het tot stand brengen van Grensregimenten, eene kwestie door hem verdedigd in den schoot der gemengde Commissie voor den diensttijd.

Dat vraagstuk is het voorwerp geweest van eene studie die tot het besluit leidde dat, met het oog op een snel marschvaardigmaken van 't leger, het tijdgewin dat zou voortvloeien uit het tot stand brengen van grensregimenten kon beschouwd worden als te verwaarloozen en feitelijk nietig.

Anderzijds kan het « dekken van een mobilisatie » niet geschieden door middel van grensregimenten, want zulks vereischt groote eenheden, machtig toegerust en voorzien van talrijk geschut.

Dergelijke groote eenheden kunnen niet sneller marschvaardig gemaakt worden in de grensstreken dan in het binnenland, tenware die te allen tijde gereed te hebben om onmiddellijk strijd te voeren. Daartoe ware er een aanzienlijk kader noodig, een groote getalsterkte en een bijzondere en langdurige diensttijd.

België is een klein land met zeer breeduitstreckende grenzen en het toepassen van het stelsel der grensregimenten, indien het mogelijk ware, zou er op neer komen nagenoeg al onze regimenten in grensregimenten te zien veranderen.

Overigens, de beste waarborg voor het welgelukken van het marschvaardig maken van België's leger, is de snelheid.

Een gewichtig vraagstuk heeft de bijzondere aandacht opgewekt van een lid der Bijzondere Commissie die wenschte de redenen te kennen waarom de twee derden der Belgische regimenten thans samengetrokken zijn rond Antwerpen en Brussel, terwijl de vesting Luik, volgens hem, er van was beroofd geworden.

De Minister van Landsverdediging heeft geantwoord op de opmerkingen van ons medelid en uit zijne uitleggingen blijkt dat het gezamenlijk getal regimenten rond Antwerpen en Brussel samengetrokken op verre na de twee derden niet bedraagt van België's leger.

De stad Luik heeft een Regiment Cavalerie verloren, maar zij kreeg de helft van het 4^e Regiment Lanciers, dat er heel en al zal in garnizoen zijn, zoodra het Regiment Cavalerie van het bezettingskorps in België zal terug zijn.

Daarenboven, zoo de Stad Luik nog tijdelijk beroofd is van een Regiment Infanterie en van een Regiment Korpsartillerie van haar vroeger garnizoen, dan is 't omdat die korpsen zijn moeten gehecht worden aan het Bezettingsleger dat met het oog op zijne stevigheid enkel samengesteld werd uit gevestigde eenheden, ontnomen aan de bijzonderste steden van 't land. Zoodra de getalsterkte van het Bezettingsleger verminderd zal worden, zal de Minister van Landsverdediging het garnizoen van Luik terug aanvullen, zooveel als hare kazernen zullen kunnen huisvesten.

Eindelijk, hebben leden gevraagd of het Ministerie zich bezighield met het tot stand brengen in de Ardennen van korpsen boschwachters, gelast, samen met de tolbedienden, met den uitkijkdienst en den vernielingsdienst ingeval van mobilisatie.

De uitkijkdienst op de grenzen, waaraan zouden mededoen de tolbedienden en de boschwachters, wordt op dit oogenblik heringericht. Die bijzondere dienst vereischt niet dat er gevestigde eenheden tot stand worden gebracht.

Evenwel is men bezig aan het opmaken van eene gezamenlijke studie met het oog op het vormen van gewestelijke eenheden samengesteld uit verschillende soorten van Staats- en gemeentebedienden, behoorende tot de oudere klassen : boschwachters, tolbedienden, politiemannen, pompiers, mannen der spoorwegen, posterijen, telegraaf, enz. Twee vraagstukken hebben verscheidene opmerkingen uitgelokt, namelijk : het volkomen afschaffen van garnizoen te leper en het overbrengen naar de omstreken van Kortrijk van de Luchtvaartschool van Asch.

Men verwijt het Ministerie van Landsverdediging kazernen te bouwen in de omstreken der stad leper, Genie te leggen te Westroosebeke en elders, terwijl leper, beroofd van troepen en van zijne Rijschool, terecht verzet aantee kent.

Daarenboven bezit de Staat in die stad vijf en twintig hectaren onbezette grond en het volk vraagt zich af waarom men ze onbenuttigd laat, terwijl men in Vlaanderen grond koopt van allereerste hoedanigheid om er vliegpleinen en oefeningspleinen van te maken.

Onze achtbare medeleden, de heeren Collaert en Missiaen, na de heeren Buyl en Butaye, traden op als tolk der inwoners der bijzonder belanghebbende streek.

De Minister van Landsverdediging antwoordde rechtstreeks aan de heeren Buyl en Butaye, bij brieven van 26 November 1924 :

Het is waar dat drie compagnieën genie tijdelijk zijn afgezonden naar West-Vlaanderen door het spoorwegregiment van Antwerpen om er namelijk werken uit te voeren betreffende de inrichting van munitiestapelplaatsen en het wegnemen van spoorlijnen die het vroegere front bedienden.

De troepen liggen gedeeltelijk te Westroosebeke, gehuisvest in barakken, vroeger gediend hebbende voor herstellingseenheden en gedeeltelijk te Aertrijeke, waar zij gehuisvest zijn in spoorwagens. Daar die troepen ter plaatse van hun werk moeten zijn, kan er geen spraak van zijn die te Ieper te kazerneeren. Overigens onmiddellijk na voltooiing van hunne werken, zullen die compagnieën terug bij hun Regiment gaan, te Antwerpen.

Wat den grond betreft die zou gekocht zijn in Vlaanderen om er vlieg- en oefeningspleinen, enz., te maken, alsmede de kazernen die zouden gebouwd zijn geworden in de omstreken van Ieper, het geldt zeker grond en kazerneeringen gebezigd voor het inrichten van het vliegplein te Wevelghem-bij-Kortrijk, waar een luchtvaartgroep is gevestigd op meer dan 20 kilometer afstand van Ieper.

Geen enkel der perceelen grond welke de Staat bezit te Ieper ware geschikt geweest voor het inrichten van die groep : die perceelen immers liggen verspreid in de stad en geen enkel bezit de uitwegen en de onontbeerlijke oppervlakte om te kunnen dienen tot vliegplein.

Met het oog op het mogelijk benuttigen van de militaire gebouwen te Ieper, stellen wij vast, dat al wat er van overblijft de vroegere infanteriekazerne is, heropgebouwd door den dienst der verwoeste gewesten en thans betrokken door instellingen die niets gemeens hebben met 't Leger (vredegerecht, rechtbanken voor oorlogsschade, enz.). Moest de kazerne bestemd worden voor het huisvesten van den troep, dan zou ze eerst moeten ontruimd worden en dan belangrijke herstellingen ondergaan. Na geschiktmaking zou ze enkel kunnen dienen tot huisvesting van een bataljon infanterie.

Van al de andere militaire gebouwen blijven er slechts puinen over, waaraan niet te herstellen valt : alleen de grond kan benuttigd worden en men zou alles moeten in 't nieuw bouwen.

Derhalve kan de kwestie van 't vestigen van een garnizoen te Ieper onderzocht worden van twee standpunten, uit :

1^o Een bataljon te huisvesten in de Infanterie kazerne, na voorafgaande herstelling, en de perceelen grond der andere militaire gebouwen opgeven en overdragen aan 't Beheer der Domeinen,

Die oplossing is niet aan te nemen, want sedert de toepassing van het stelsel der twee inlijvingen per jaar, vervullen de eenheden van een zelfde regiment achtereenvolgens den rol van onderrichtingseenheid ;

2^o Te Ieper een geheel Regiment Infanterie te kazerneeren mits ter plaatse van de huidige puinen de gebouwen op te trekken benoodigd voor een Regiment-Staf en twee Bataljons Infanterie.

Wat bij het 1^o gezegd werd van het Bataljon, past nog meer op het Regiment. Die maatregel daarenboven ware maar aan te nemen indien België, alles ingezien, plaats te kort had om de geheele Infanterie van 't leger te huisvesten, met inbegrip van de eenheden thans in bezet Duitschland. Ware het anders, dan zou het

bouwen van aanvullende kazernen eene echte verkwisting wezen van Staatspenningen.

Welnu, de thansbestaande of in opbouw zijnde kazernen zijn toereikend voor de huisvesting van ons huidig Leger.

Wat betreft het overdragen, naar de omstreken van Kortrijk, van de Luchtvaartschool van Asch, het Ministerie van Landsverdediging geeft daarover volgende uitleg :

a) De Luchtvaartschool werd ingesteld te Asch (Kempen) onmiddellijk na den wapenstilstand in Duitsche oorlogsinrichtingen.

Ter uitzondering van een lokaal, « Casino » geheeten, werden al die inrichtingen (loodsen inbegrepen) tijdelijk opgetrokken in 1915 door de Duitschers.

Toen er besloten werd tot het bouwen van de bestendige grondvesten der militaire vliegpleinen, was de toestand van het vliegplein te Asch als volgt :

Al de gebouwen, met de loodsen inbegrepen, moesten herbouwd worden met vaste en duurzame bouwstoffen. (Op 7 November 1920, is bij ergen wind een loods alsmede een troepengebouw ingestort.)

De noodige studie werd gedaan en ving aan met den aankoop van den grond. Die studie bewees dat er geen spraak van kon zijn de school te herbouwen op dezelfde plaats, want die plaats ging eerlang ongeschikt gemaakt worden door het graven, tegenaan benoorden, van een gracht voor vier spoorlijnen; tegenaan beoosten, een berm met vier spoorlijnen; tegenaan bezuiden, de Kempische vaart; ze bewees ook dat daarenboven de uitwegen er van gingen gevaarlijk gemaakt worden voor jonge leerlingen tengevolge van het inrichten, beoosten het vliegplein, van eene statie in den aard van die te Schaarbeek en, bewesten, van een dok bestemd om de koolmijnen te bedienen.

Er werd besloten tot het verplaatsen van de school. De streek van Kortrijk werd gekozen als nieuwe ligging.

b) De inrichting van de Luchtvaartschool te Wevelghem-bij-Kortrijk, ter vervanging van die te Asch, vereischt volgende uitgaven :

Aankoop van grond	fr. 1,200,000
Optrekken van de gebouwen, meubilering, verlichting	3,230,000
Samen	fr. 4,430,000

Er moet ook rekening worden gehouden met het feit dat, indien men de school had kunnen behouden te Asch, alles toch eerlang ging moeten hermaakt worden en met nagenoeg dezelfde kosten, de woonsten namelijk waren slecht bewoonbaar, en bleven maar recht mits vele kosten.

c) De perceelen grond der Luchtvaartschool te Asch, waren geen eigendom van den Staat maar wel van de gemeenten op wier grondgebied alles was ingericht.

De beschikbaar geworden gebouwen kunnen niet benuttigd worden door het leger en werden overgedragen aan het Beheer der Domeinen om verkocht te worden ten bate der Schatkist, ter uitzondering van eenige weinig belangrijke gedeelten die zullen weggenomen worden en welke het Ministerie van Landsverdediging voorzag nog te kunnen dienen.

HOOFDSTUK III.

Het Parlement is altijd bekommerd geweest met het lot der oorlogsinvaliden. Het hield nooit op onze roemrijke verminkten 's Lands erkentelijkheid en gehechtheid te betuigen, met zijn levendigen wensch hen te zien omringd van al de gestadige zorgen door hun toestand vereischt.

Er is soms twijfel geopperd geworden over de noodzakelijkheid van het hospitaal te Woluwe in stand te houden en vele Belgen hebben gedacht dat het beter ware de zieken, die er nog verpleegd worden, over andere hospitalen te verdeelen.

Die verplaatsing is thans noch wenschelijk noch mogelijk. Zulks om de volgende redenen :

Het vroeger eigendom Parmentier, in 1919 door den Staat aangekocht, (met eene oppervlakte van nagenoeg 15 hectaren, gelegen te Woluwe, op de Tervuerenlaan), maakt het hospitaal van Woluwe uit.

Het begrijpt :

1° Het Instituut voor physiotherapie van 't Leger, dat thans het Militaire Hospitaal van Woluwe is ;

2° De werkhuizen voor kunstledematen van den Geneeskundigen dienst van 't Leger ;

3° De School tot wederopleiding die uitsluitend afhangt van het Nationale Werk voor Invaliden, en welke er door werd afgeschaft op 31 December 1924.

Het eigenlijk hospitaal bezit gemiddeld 120 zieken.

Die zieken zijn :

1° Oorlogsinvaliden (nog rond de 20) die het hospitaal nog niet hebben verlaten sedert het oogenblik dat ze gekwetst werden en die nog moeten verzorgd worden ;

2° Oorlogsinvaliden die er nu en dan komen wegens verergeren van hun kwetsuren (door den band 15) of voor een nieuw verband of nieuwe behandeling ;

3° Rechthebbenden op den verplegingsdienst van 't leger : (burgers, verwanten van militairen- spoorwegarbeiders, enz., door den band 15) binnengenomen om er een nieuw verband te krijgen of om eene physiotherapische behandeling te ondergaan ;

4° Militairen (rond de 60) opgestuurd uit alle hospitalen van 't land of van het bezettingsleger voor eene physiotherapische behandeling of een nieuw verband.

Daarenboven zal het, met 1 Januari te beginnen, oorlogsverminkten binnen nemen die opgenomen waren in de afgeschafte School voor Heropleiding (rond de 25) in afwachting dat het Nationale Werk een invaliden-gasthuis zal ingericht hebben in de vroegere lokalen dier School.

De afschaffing van 't hospitaal van Woluwe, op dit oogenblik, zou het overbrengen vergen naar het hospitaal van Brussel van het Instituut voor physiotherapie, van de werkhuizen voor kunstledematen en van de bestendige verpleegde invaliden.

Zulks ware moeilijk uit te voeren bij gebrek aan lokalen ; men zou daartoe moeten kunnen beschikken over de lokalen der Britisch Farmer's wijk, waarin de aan tuberculose lijdende oorlogsinvaliden geherbergd zijn, thans nog te talrijk (gemiddeld 70), maar wier getal steeds vermindert door sterfte.

De invaliden zouden dan moeten ingedeeld worden over al de hospitalen van 't land; die hospitalen herbergen reeds gemiddeld 250 tot 300 invaliden uit allerhande gemeenten die naar de hospitalen trekken gelegen in de nabijheid van hun woonstede, wegens verwikkeling van hunne kwalen of kwetsuren en die volgens de wet recht hebben op kosteloze verpleging.

Deze invaliden echter worden maar voor eenigen tijd binnen genomen en zijn nagenoeg niet op te merken tusschen den grooten hoop andere zieken, terwijl die van Woluwe, om zoo te zeggen, eene schaar uitmaken van groote armtierigen; onze groote verminkten, die de kern zijn van de oorlogsreliken, die vereerd zijn met openbare betoogingen en andere blijken van erkentelijkheid, rondrijden per auto, feesten, bezoeken van voornamen personen, enz.

Hunne mogelijke verspreiding zou hen doen vervallen tot gewone zieken, zou de glorie doen verdwijnen van het voorbeeld door hun samenzijn verwekt en zou onvermijdelijk bittere klachten verwekken bij het volk, bij de ijveraars voor goewerken en bij de oudstrijders.

Evenwel is het Nationale Werk voor Invaliden, eene regeeringsinstelling, voornemens in zijne vroegere lokalen al die roemrijke « wrakken » samen te brengen waarvan het getal zal toenemen door de verminkten welke hunne bloedverwanten stilaan tot ons sturen.

Het zal zeker de onzen kunnen overnemen en in de lokalen van Woluwe een Werk tot stand brengen van gansch eigen aard.

Men zal dan kunnen er aan denken de eigenlijke militaire hospitaaldiensten naar het hospitaal van Brussel over te brengen en aldus Woluwe als militaire inrichting afschaffen. Thans echter zou die afschaffing ten onpas komen, zoo ze niet onmogelijk ware te verwezenlijken.

. . .

De Commissie heeft insgelijks bijzonderheden gevraagd over de villas « de Preux » en « Jeanne d'Arc », te Montana.

De villas zijn gehuurd door den « Belgischen Nationalen Bond » tegen tuberculose. (Vereeniging zonder winstbejag met de Hooge Bescherming van H. M. de Koningin.

Het zijn dus geen schenkingen zooals verscheidene onzer medeleden het ten onrechte dachten

Van 1 Januari tot 30 November 1924, zijn 16 officieren en 59 lagere militairen verzorgd geworden te Montana.

Op 15 November waren er nog 10 officieren en gelijkgestelden en 33 lagere militairen.

Er zijn 2 officieren en 14 andere militairen die vragen naar mogelijk openvallende plaatsen.

Voor den dienst dier inrichtingen, heeft de Vereeniging een oppergeneesheer, Dr Chassot, een hulpgeneesheer, Dr Guggisberg en drie ziekenverpleegsters.

De wedden der geneesheeren en der ziekenverpleegsters worden betaald door den Belgischen Nationalen Bond tegen tuberculose; dat personeel hangt dus niet af van het Ministerie.

Geen enkel apotheker, noch helper, noch planton zijn aan de gestichten verbonden. De allerhande uitgaven voor eigenlijke onderhoudskosten, zijn de volgende :

Getal onderhoudsdagen	12,443
Kosten in Zwitsersche franks fr.	119,143.40
wat gelijkstaat, in Belgische franks, met fr.	468,616.69
Daarbij komen nog volgende uitgaven :	
a) Kleederen, reisgoed, enz., ten dienste van de zieken naar Montana weggestuurd	16,543.20
b) Levering van geneesmiddelen.	1,900 00
c) Reiskosten	10,738.24
Gezamenlijke uitgaven . fr.	497,798.13

Het gezamenlijk bedrag der kosten per zieke en per dag beloopt 40 Belgische franks.

In de bijlagen van dit Verslag (Bijlage n^o I) zult gij het afschrift vinden van de twee huurcontracten van het Sanatorium te Montana.

. . .

Het zoo belangrijk en zoo ernstig vraagstuk der behandeling van de venusziekten in 't leger en van den strijd tegen die echte plaag ondernomen, gaf aanleiding in den schoot der Bijzondere Commissie tot heel belangwekkende gedachtenwisselingen. De Commissie heeft eenige harer leden aangewezen om naar het betoog te luisteren in 't bijzijn van den Minister van Landsverdediging voorgedragen door generaal-majoor Dr Wilmaers, Algemeen opziener van den geneeskundigen dienst alsmede door de heeren Kolonels Geneesheeren Vander-smissen en Glibert.

De heer Voorzitter Pirmez, de heeren Volksvertegenwoordigers Berloz, Ficquillien, Marek en de Burlet woonden die voordracht bij.

Onze achtbare medeleden hebben aan den Heer Minister en aan de aanwezige officieren de zoo dikwijls gehoorde klachten onderworpen, zoowat overal vooruitgezet in sommige kringen, dikwijls aangedikt en overdreven, soms ook gegrond, tegen de wijze waarop de strijd ter voorkoming van de ziekte gevoerd werd in het leger.

Sommigen onzer medeleden hebben het gevaar doen uitschijnen van de al te realistische voordrachten en van het vrije gebruik voor de soldaten van het behoedsmiddel, evenals de gevaren der schikkingen, voorwaar genomen met een lofwaardig doel, maar soms tot het tegenovergestelde leidende van het zedelijk doel door de militaire overheden betracht.

Mijne Heeren, vergunt uwen Verslaggever hier eenige vluchtige beschouwingen in 't midden te brengen over het gevaar der venuskwaal en over de propaganda reeds jaren lang in de kazerne tegen die ziekte ondernomen.

Het leger heeft niet gewacht naar het opdagen van de propaganda vanwege den Bond tegen de Venuskwaal, gesticht onder de hooge bescherming van Z. M. den Koning en van Z. Em. Kardinaal Mercier, in 1922, om in zijn schoot de voordrachten in te richten tegen de venuskwaal, welke thans gehouden worden

door propagandisten van alle denkwijzen voor de burgerlijke bevolking in het meerendeel der gemeenten van 't land.

Reeds in 1852 werden voordrachten met moreele strekking gehouden voor den troep door militaire geneesheeren over de venerische ziekten.

De ondervinding, helaas, heeft bewezen hoe weinig practische uitslagen die voordrachten opleverden. Overigens was de kwaal betrekkelijk weinig onrustwekkend voor den oorlog; maar de wereldramp heeft de venerische besmetting zoodanig verspreid onder de burgerlijke bevolking — en dienvolgens onder de legers — dat al de krijgvoerenden terecht er door verschrikt zijn geweest en dat zij allerhande maatregelen hebben getroffen tot bescherming van hunne soldaten.

De Amerikanen hebben het eerst, eilaas, het mislukken beseft van de zedelijke voorbehoeding en zij sloegen den weg in van de voorbehoeding bij middel van artseneijen. Het is mij onmogelijk hier al de toen aangenomen schikkingen nauwkeurig uiteen te zetten. Zij waren uiterst streng. Engelschen, Duitschers, Oostenrijkers en Italianen wendden al dezelfde middelen aan.

In het Belgisch leger bepaalde men zich erbij aan de manschappen en vooral aan de verlofgangers eerst zedelijke raadgevingen te verstrekken en dan lichaams verzorgingsraadgevingen. Zij beschikten echter over geen enkel artseneijmiddel.

Mijne Heeren, zij die den oorlog medemaakten, kennen de veelvuldige drama's die ontstonden in de eenheden; en al de geneesheeren herinneren zich nog die erbarmelijke jammerkreten van de manschappen verschrikt over de gevolgen van een oogenblik afdwaling en zwakheid.

Tegenover de toenemende besmetting kon de geneesdienst zijne propaganda niet meer beperken bij enkel zedenvoordrachten ter bescherming van de gansche Belgische jeugd die hem was toevertrouwd.

Studiën waren noodig voor het gebruik der voorbehoedende artseneijmiddelen. Die studiën werden zonder uitstel gedaan en zij liepen uit op het heden benuttigde voorbehoedingsbuisje.

Ik heb er de samenstelling van gegeven aan dezen onzer medeleden die ze wenschten te kennen, en uw Verslaggever zal aan hen die meer inlichtingen zouden begeeren, nadere en nauwkeurige uitleggingen mededeelen over statistieken opgemaakt sedert het benuttigen van bedoeld buisje.

Het weze genoeg hier te zeggen dat de uitslagen uitmuntend zijn en dat, sedert het in voege brengen van het middel in het leger gebezigd, men — op twee jaar — eene vermindering vaststeld van 1969 venerische ziekten.

Eene proefneming van twee jaar is kort, en het technisch comitee van den Geneesdienst acht dat ze moet voortgezet worden.

Kortom België heeft geen nieuwigheid uitgevonden. De strijd tegen de venuskwaal wordt er krachtadig gevoerd onder de burgers door eene inrichting officieel ondersteund « de Nationale Bond tegen het gevaar der venuskwaal » die geldelijk of bij aanbeveling geholpen wordt door alle hoogstaande voorname mannen en het meerendeel der groote Belgische vereenigingen.

Het leger heeft zijn aandeel in dien grootschen maatschappelijken strijd.

En de uitslagen zijn er: men mag zeggen dat de doodelijke ziekte, syphilis, maar nul daalt.

De Staat (Ministerie van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid) neemt er deel aan door de kosteloze verpleging van de venuslijders.

Het leger, een betere plaats bekleedende in dien strijd, heeft meer kunnen doen dan theoretische propaganda. Wij moeten het erover gelukwenschen en al degenen danken die reeds zoo jaren lang met eene onvermoeibare overtuiging en opoffering, zich toewijden aan dat grootsche werk ter vrijwaring van het bedreigde ras.

Door degenen te beschermen die niettegenstaande alle herhaalde raadgevingen van zedelijkheid en onthouding zich moedwillig blootstellen aan 't gevaar der venuskwaal, beschermt het leger meteen de militairen met onberispelijk gedrag, daar het aldus de oorzaken van onrechtstreeksche overzetting te niet doet, welke steeds mogelijk is in middens waar het gemeenschappelijk leven is opgelegd.

Het leger vervult een plicht van maatschappelijke vrijwaring van het ras en van de afstammelingen zooveel als de wetenschap zulks mogelijk maakt : geen enkel huisvader die bezorgd is om zijne verantwoordelijkheid, heeft het recht het zulks te verbieden.

Om met dat vraagstuk gedaan te maken doet uw Verslaggever uitschijnen welk uitstekende geest het gansche Ministerie van Landsverdediging bezielt in den ondernomen strijd. Het is genoeg geweest dat wij de aandacht van den Heer Minister vestigden op de enkele opmerkingen geopperd omtrent het toepassen van de behoedsmaatregelen, voordrachten, enz., opdat de Heer Minister volgend schrijven deed geworden aan de bevoegde en verantwoordelijke overheden :

« Brussel, 5 Februari 1923.

« *Aan de Bevelhebbers van den Gezondheidsdienst, van de Legerkorpsen en Militaire omschrijvingen.* » Ter kennisgeving : aan den Alg. Opz. Gez. D.

» Ik heb de eer uwe ernstige aandacht te vestigen op de noodzakelijkheid er voor te zorgen dat de van kracht zijnde onderrichtingen, betreffende de behoedsmaatregelen tegen de venusziekten, steeds met zorg en met de gewenschte kieschheid worden nageleefd.

» Ik herinner er aan dat het onontbeerlijk is dat op de voordrachten met zedelijke strekking dienaangaande gehouden, de geneesheeren vooral de onthouding aanbevelen strookende met de beste gezondheid en aandringen op al de gevaren en al de gevolgen van de ontucht, zoowel voor iederen burger als voor de samenleving en het ras.

» Zij moeten dienaangaande in acht nemen de algemeene richtsnoeren, vervat in den omzendbrief van den Alg. Opz. van den Gez.D., gevoegd bij den Min. omzendbrief — 6° Alg. Best. — 1° Afd. — 1° Bur., n° 136/11274/2 van 29 Oct. 1921.

» Iedereen moet ook kennis hebben van de eerste kenteekens der venusziekten en van de onbetwistbare gewichtigheid van de aanbevolen behandeling.

» De manschappen moeten overigens erover ingelicht worden dat de allereerste behandeling, zooals die waartoe zij hun toevlucht mogen nemen bij het behoedingskabinet door de gezondheidsvoorzorgen en het bezigen van de behoedingsbuisjes, enkel eene betrekkelijke doelmatigheid bezit die des te grooter zal zijn naarmate de besmetting-belettende behandeling ten spoedigste zal zijn toegepast na de aanmelding van mogelijke besmetting.

» Ik meen anderzijds niet te moeten nogmaals aandringen op de noodzakelijkheid van het opsporen van de venusziekten en van de middelen om te zorgen voor

eene aanhoudende verpleging voortgezet tot de meestmogelijke genezing. Ik reken op het doorzicht, de kiesheid en de toewijding der geneesheeren om aan hunne voordrachten steeds eene strekking te geven naar verhevene zedelijkheid, en tevens de ontucht bestrijdende, niets te verwaarloozen om aan deze ongelukkige slachtoffers de spoedigste en meest volledige hulp te verschaffen.

De Minister van Landsverdediging,

(G.) P. FORTHOMME. »

Ik meen dat die uitleggingen alle voldoening zullen schenken aan onze medeleden en dat zij erin voor de toekomst al de waarborgen van zedelijkheid en van veiligheid zullen vinden welke zij gerechtigd waren te eischen voor onze soldaten onder de wapens.

HOOFDSTUK IV.

Verscheidene leden der Bijzondere Commissie, aldus beantwoordende aan 't verlangen van velen onzer medeleden, hebben gewenscht omstandige inlichtingen te hebben over onze Militaire Akademie.

1^o De Militaire School vergt voor het jaar 1925 eene uitgave van 2,018,960 frank.

Het getal leerlingen is voor de Artillerie en de Genie : 371 leerlingen en officieren.

Voor de Infanterie en de Kavalerie : 118 leerlingen en officieren.

Het getal les-uren, per leeraar, is gemiddeld 150 uren voor de leergangen en 150 uren voor de examens, ondervragingen en werken.

De bezoldigingen en wedden der leeraars bedragen 671,680 frank.

De leeraars doen geen enkel anderen dienst dan dien der lessen, ter uitzondering van den heer Risack, leeraar van beredeneerde mechaniek, verbonden aan het laboratorium voor Aerodynamiek te Sint-Genesius-Rhode, en de heer Mage, leeraar ter Krijgsschool en deskundige van het Parket.

Nochthans, de heeren Professors Rabozée (bouwkunde) en Mage (ontledings- en nijverheidskunde), de majoor Umé zijn belast met de leiding der ontledings- en opzoekingswerken in hunne laboratoria voor de diensten der Landsverdediging gedaan. Zij trekken daarvoor hoegenaamd geen bijzondere bezoldiging.

2^o De Krijgsschool, alles inbegrepen, kost :

A. a)	Voor het personeel	fr.	149,880
b)	Voor de kosten van beheer, onderhoud der gebouwen, meubelen, enz. (Deze som begrijpt eveneens de kazerneeringskosten wegens het betrekken der lokalen bestemd tot de 2 ^e en 4 ^e afdeling van den Algemeenen Legerstaf		24,000
B.	De reglementaire vergoedingen aan de officieren verschuldigd voor de studiereizen overeenkomstig de ministerieele bevelen gedaan. (Deze som is veranderlijk en hangt af van de getalsterkte der leerlingen-officieren.) Voor 1925 zal zij ongeveer neerkomen op		30,000
C.	Wedden van het bestendig militaire leeraarskorps der school, veranderlijk volgens den graad der professors; thans ongeveer		375,800
	Totaal.	fr.	579,680

De Krijgsschool telt 68 officieren: deze ontvangen hoegenaamd geen vergoeding.

In de bijlagen bij dit verslag (Bijlage n^o II) vindt gij een tabel der lesuren door elk der professoren gegeven, evenals de vergoedingen en wedden door deze laatsten getrokken.

. . .

Het onderzoek der uitgaven voor de Pupillen- en de Kadettenscholen heeft in de Bijzondere Commissie een reeks vragen uitgelokt, en uw verslaggever acht het nuttig eenige meer omstandige ophelderingen te geven over die militaire onderwijsinrichtingen.

1922

Totaal bedrag der uitgaven : 6,322,575.41 fr.

Gemiddelde bevolking : 1,360.

Gemiddelde onkosten per leerling : 4,650 fr.

1923.

Totaal bedrag der uitgaven : 6,046.220.91 fr.

Gemiddelde bevolking : 1,356.

Gemiddelde onkosten per leerling : 4,478 fr.

1924.

Daar de wedde der leeraars nog niet vastgesteld is (gevolg van de perequatie), kon de boekhouding van dit jaar nog niet gesloten worden.

1925.

Het *benaderend* bedrag (begrotingen, ramingen der uitgaven) bereikt : 6.495,000 fr.

De voorziene organieke bevolking telt 1,140 leerlingen; de bevolking op 1^o Januari 1925 telt er 999.

De deeling van 6.495,000 door 999 geeft niet de gemiddelde kosten per leerling voor het jaar 1925.

Inderdaad :

1^o Het totaal bedrag der voorziene uitgaven zal met ongeveer $\frac{1}{20}$ kunnen verminderd worden, of 300,000 fr. ;

2^o In dit bedrag zijn de wedden en de soldij van het kader en van de leerlingen der Centrale Wetenschappelijke School begrepen, hetzij ongeveer 300,000 fr.

De bevolking van die school is niet begrepen in het getal 999.

3^o Het schooljaar, van October tot October, komt niet overeen met het boekjaar, van Januari tot Januari.

Daaruit volgt dat het bevolkingcijfer voor de drie laatste maanden van het jaar hooger kan en waarschijnlijk zal zijn dan dit op 1 Januari.

Het is dus het gemiddeld bevolkingcijfer van het jaar dat deeler wordt en niet dit van een bepaalden datum.

Voor 1925 kan men een gemiddelde bevolking voorzien van ongeveer 1,050 leerlingen.

Uit het voorgaande en zonder rekening te houden met de mogelijke bezuinigingen op de onderscheiden posten en voornamelijk op de wedden van het onderwijzend personeel, blijkt dat de uitgaven voor de Pupillenscholen 6,495,000

— 600,000 (300,000 + 300,000) of 5,895,000 frank zouden bedragen, voor een gemiddeld bevolkingscijfer van 1,050 leerlingen, of ongeveer per leerling 5,600 frank.

Het verschil tusschen 4,500 (1923) en 5,600 wordt gebillijkt :

1^o Door de toepassing van de perequatie die een totale verhooging vertegenwoordigt van ongeveer 500,000 frank ;

2^o Door de vermindering van de bevolking van 1,350 op 1,140. De schommelingen van de bevolking en van de uitgaven staan niet in rechtstreeksch verband. (Algemeene onkosten, onderhoud der gebouwen, verwarming, verlichting, enz.)

. . .

Uit juiste berekeningen voor de voorgaande jaren blijkt dat het totaal uitgaven als volgt wordt verdeeld :

3/9 voor de Cadettenschool en de Centrale Wetenschappelijke school ;

4/9 voor de twee Pupillenscholen van middelbaren graad ;

2/9 voor de twee Pupillenscholen van lagere graad.

Hetzij voor 1925 (bij benadering) Centrale Wetenschappelijke school, 300,000 frank.

Cadettenschool, 1,765,000 frank.

Pupillenscholen van middelbaren graad, 2,754,000 frank.

Pupillenscholen van lagere graad, 1,376,000 frank.

De bevolking van 999 leerlingen wordt als volgt verdeeld :

Fransche Cadettenschool	115 cadetten
Vlaamsche id.	84 id.
	199 cadetten
Fransche Pupillenschool (middelbare graad)	282 pupillen
Vlaamsche Pupillenschool (id.)	228 id.
Fransche Pupillenschool (lagere graad)	159 id.
Vlaamsche Pupillenschool (id.)	131 id.
	800 pupillen
Totaal.	999

Centrale Wetenschappelijkeschool, van 1^o October tot 1^o Maart, 43.

Van 1^o Maart tot 1^o October, 63.

. . .

In de verschillende voorgaande berekeningen werden de wedden van de officieren en van het lagere kader bij geteld.

Het militair personeel wordt bezoldigd door de algemeene begroting en niet door de « uitgaven voor de Pupillenscholen », want de besproken uitgave kan als onafhankelijk beschouwd worden van de werking der scholen.

Indien men den last van den Staat die voortspruit uit de werking der Pupillenscholen juist wil bepalen, dan moet men nog van de som van 6,495,000 frank het bedrag aftrekken van de hooger besproken wedden, of ongeveer 2,335,000 fr.

De gemiddelde uitgaven voor een pupil voor 1925 zouden dus als volgt luiden :

Totale uitgaven	fr. 5,895,000
Af te trekken het bedrag der wedden van het militair personeel	2,335,000
Vershil. . fr.	3,560,000

voor een gemiddeld bevolkingscijfer van 1,050 leerlingen, hetzij 3,100 frank gemiddelde onkosten per leerling voor 1925.

Zonder de beoordeeling te bespreken die in zijn merkwaardig verslag over de Begrooting van Wetenschappen en Kunsten werd opgemaakt door onzen geachten collega, den heer Gollier, brengt de Bijzondere Commissie het doel in herinnering der scholen voor de Pupillen en Cadetten van het Leger, namelijk aan bepaalde reeksen jongelingen in zekere voorwaarden de opleiding en het onderwijs te bezorgen die hen bekwaam maken bij te dragen tot de aanwerving van de kaders bij het Leger.

De Pupillenscholen zijn volgens drie graden ingericht :

1° de *lagere graad*, die de 4^e, 5^e en 6^e voorbereidende jaren tot het koninklijk atheneum omvat;

2° de *middelbare graad*, die de 6^e, 5^e en 4^e van het koninklijk atheneum omvat;

3° de *hoogere graad* (Cadetten) die de 3^e, 2^e en 1^e van het koninklijk atheneum omvat.

Elke graad telt twee scholen, de eene met het Fransch als voertaal, de andere met het Vlaamsch als voertaal.

In al de scholen wordt de tweede landstaal grondig aangeleerd.

Na de lagere en middelbare afdelingen, of slechts de middelbare afdeling gedaan te hebben, worden de vrijwillige leerlingen in de regimenten geplaatst als korporaal.

Naar de onderofficierenscholen gezonden met een wetenschappelijken grondslag overeenstemmend met de 4^e klas van het atheneum, volledigen zij aldaar hunne militaire opleiding, om onderofficier te worden.

De meestbegaafden, geschikt voor hoogere middelbare studiën gaan naar den hooger en graad over (Cadetten) na een wedstrijd, en, nadat zij aldaar hunne hoogste atheneumklas hebben doorgemaakt, melden zij zich aan voor de Militaire School om officier te worden. Slagen zij niet, dan worden zij als korporaal naar het regiment terug gezonden, om aldaar hun vrijwilligerstijd uit te doen en naar hoge graden te dingen.

Kortom, de lagere en middelbare graden geven aan de leerlingen een voldoende onderwijs om van hen een onderlegd en tweetalig onderofficier te maken. terwijl de hoogere graad aan de meestbegaafden eene keuropleiding geeft, die hen tot de loopbaan van officier voorbereidt.

Behalve het eigenlijk onderwijs ontvangt de leerling een oordeelkundige lichamelijke opleiding, een verzorgde opleiding in burgerdeugd en vaderlands-liefde, en ten slotte krijgt hij grondige theoretische en practische kennissen van de tweede landstaal.

De Bijzondere Commissie meende uwe aandacht te moeten vestigen op het volgende feit :

Tot zestien jaar, leeftijd voor het vrijwilligerschap, ontvangen de leerlingen een gewone militaire opleiding, waarvan de lichamelijke opvoeding den grondslag uitmaakt. Vanaf 16 echter ontvangen zij eene theoretische en practische militaire opleiding die wordt volledigd in de onderofficierscholen, of in de Militaire School, om er uitstekende tweetalige onderofficieren of officieren van te maken.

Voor den leeftijd van zestien jaar staat het den leerling vrij deze inrichting te verlaten; in dit geval zal hij dus kosteloos gedurende enkele jaren een verzorgde opvoeding en onderwijs hebben genoten.

Hij keert dan naar zijn gezin terug om een betrekking te zoeken in den handel, de nijverheid of in de vrije beroepen. De Pupillenscholen hebben aan het Land een toekomstig burger gegeven die verhard is in de lichamelijke oefeningen, een goede wetenschappelijke onderlegdheid bezit, de beide landstalen kent en den hoogsten eerbied koestert voor de instellingen van het Land en de vurigste liefde voor zijn Vaderland.

Uwe verslaggever voegt daarbij — en men mag het niet vergeten — dat tot den leeftijd van 16 jaar de leerling niet gespecialiseerd werd. Pas op 16 jaar, kiest het kind zijn loopbaan met zeer veel kans op lagen. Hij moge in het leger treden of elders zijn toekomst zoeken, zijne stevige onderlegdheid zal hem in het leven eene krachtige hulp zijn.

*
* * *

Om te eindigen acht de Bijzondere Commissie nuttig eenige bijzonderheden te geven over de bevolking der Pupillen- en Cadettenscholen.

En eerst en vooral, ten titel van inlichting, wijst Uw verslaggever U op het aantal leerlingen bij deze scholen die vooral belangstelling verdienen.

Oorlogsweezen, zonen van invaliden, zonen van oud-strijders, of zonen van vaders die onder den oorlog het Vaderland hebben gediend : 631, waarvan 222 oorlogsweezen, hetzij bijna een vierde van de schoolbevolking.

De overige leerlingen zijn zonen van gewezen militairen, kinderen van ambtenaren en uit kroostrijke gezinnen.

Deze cijfers verstevigen merkkelijk de bewijsvoering van den wetgever die, in 1923, door middel van eene wet, in hare groote trekken, de tegenwoordige inrichting van de Pupillen- en cadettenscholen van het Leger heeft bepaald. Om redenen van bezuiniging, heeft men reeds tweemaal de voorziene bevolking verminderd.

In 1919 :	Totale bevolking	. .	1950
2 lagere Pupillenscholen met 225 leerlingen.	. . .		450
2 middelbare . . . met 450	id.		900
2 cadettenscholen . . . met 300	ia.		600
In 1922 :	Totale bevolking	. .	1470
2 lagere scholen met 150 leerlingen.			300
2 middelbare . . . met 390	id.		780
2 Kadettenscholen met 195	id.		390

*
* * *

In 1923 :	Totale bevolking . . .	1140
2 lagere scholen met 150 leerlingen		300
2 middelbare met 300 id.		600
2 Cadettenscholen (samen) id.		240

De Bijzondere Commissie heeft gemeend U vluchtig te moeten wijzen op de Centrale Wetenschappelijke School.

De Centrale Wetenschappelijke School is enkel een aanhoorigheid van de Cadettenschool. De leerlingen die tot die school worden toegelaten volgen al de lessen van de Cadettenscholen.

In de normale afdeeling of in de bijzondere afdeeling bereiden de vrijwilligers en de miliciens zich voor tot de Militaire School of tot de officiersexamens langs het kader.

De normale afdeeling, 3^e, 2^e en 1^e klas van het Atheneum, stelt de militairen in de mogelijkheid hunne middelbare studiën van den hooger grad te voltrekken om officier te worden, terwijl de bijzondere afdeeling bestemd is voor de jongelui die, na volledige middelbare studiën van den hooger grad te hebben voltrokken, in vijf maanden een vlug overzicht houden om zich tot de Militaire School voor te bereiden.

De leerlingen der Normale Afdeeling moeten voor elk schooljaar een jaar als vrijwilliger bij dienen, terwijl de leerlingen miliciens van de Bijzondere Afdeeling een verbintenis van vrijwilliger moeten aangaan.

De voorgeschreven bevolking voor de normale afdeeling is 150; voor de bijzondere afdeeling werd geen bepaalde bevolking voorzien.

In December 1924, bedroeg de bevolking van de School 66 leerlingen, en voor de bijzondere afdeeling, die op 1 Maart 1925 opengaat, zijn 20 leerlingen voorzien.

Wij zullen ons niet onledig houden met degenen die tot de Militaire School worden toegelaten. Wanneer zij niet slagen zijn deze vrijwilligers, met een stevige wetenschappelijke onderlegdheid, tweetalige gegradueerden van waarde, die aan het leger, tijdens hun vrijwilligerschap, groote diensten als instructeurs zullen bewijzen.

Sommigen zullen langs het kader den grad van officier veroveren; anderen, daarentegen, bij het verlaten van den actieven dienst, zullen reserve-officieren worden.

Wat er ook van zij, eens hun militairen dienst uitgedaan, zullen zij die tot het burgerlijk leven terugkeeren, aanspraak kunnen maken op degelijke betrekkingen, en tevens het Land met doordachte vaderlandsliefde dienen om het, in de uren van gevaar, met krachtigen arm ter zijde te staan om de soldaten ten strijde te voeren.

. . .

Uw verslaggever acht het nuttig dit hoofdstuk over de Pupillenscholen van het leger te besluiten met U den uitslag te doen kennen van de Pupillenscholen en van de Centrale Wetenschappelijke school.

Het aantal candidaten onderofficieren en candidaten officieren naar de regimenten gezonden, of naar de Militaire School, zonder te spreken over de jongelui

uit deze gestichten gekomen en die zich niet geroepen voelend, een eervolle betrekking in het burgerlijk leven hebben gevonden :

Sedert 1919, datum der herinrichting :

Aantal candidaten onderofficier of gegradeerden naar de regimenten gezonden	876
Bij de Militaire School toegelaten om officier te worden	214
Naar de Universiteit gegaan	47
Naar de Koloniale School gegaan	19

Is het doel van de Pupillenscholen en van de Cadettenscholen bereikt?

De bekomen uitslagen dienen daarop van antwoord en de Bijzondere Commissie legt u die voor onderzoek en beoordeeling voor.

. . .

De posten betreffende het Koninklijk Legermuseum hebben eenige vragen uitgelokt waarop uwe Verslaggever u de hiernavolgende antwoorden geeft :

Twee adjunct-conservators werden op 31 October 1923 in beschikbaarheid gesteld. Zij trokken te zamen 4.900 fr. wedde.

Deze wedden werden op 1 November 1924 verminderd op 4,655 frank, overeenkomstig de bepalingen van het Koninklijk besluit van 6 Mei 1923 betreffende de in beschikbaarheidstelling. Deze wedden ondergaan jaarlijks een vermindering van 5 t. h.

Een dezer adjunct-conservators zal ophouden met op de begrooting betaald te worden, van af 31 October 1927; de tweede van af 30 April 1927.

Wat het vraagstuk van de centrale verwarming betreft, dit hoort tot de bevoegdheid van het Ministerie van Landbouw en Openbare Werken.

Op een aanvraag om bedoeld verwarmingsstelsel in de hallen betrokken door het Koninklijk Museum te laten inrichten, heeft de heer Minister van Openbare Werken, ten aanzien van de hooge kosten, voorgesteld, kolenovens te laten plaatsen : wat dan ook gedaan werd. Vijf groote kachels werden bijgekocht.

De verwarming is ontoereikend in de hallen genaamd « der Tropeeën en der Geallieerden », wegens de ruime afmetingen dezer zalen en den bouwtrant er van, doch de dienst der burgerlijke gebouwen bestudeert thans de er aan toe te brengen verbeteringen (luchtdicht sluiten der vensters, herstelling van het dak, enz.).

Verschillende leden bekommerden zich om het brandgevaar, zij wenschten te weten welke maatregelen er genomen werden om de bewonderenswaardige verzamelingen in de lokalen van het Koninklijk Legermuseum opgestapeld, tegen elk brandgevaar te vrijwaren.

In het Koninklijk Museum bestaan elf brandkranen met buizen. Deze inrichtingen worden geregeld nagezien door de pompiers der stad Brussel.

Daarenboven zijn er vijf en twintig bluschoestellen in de lokalen verdeeld.

Twee electrische waarschuwingstoestellen, alook de telefoon verbinden het museum met de pompierswacht.

Anderzijds, doet de portier elken avond de ronde.

HOOFDSTUK V.

Aan de quæstie van de strijdgassen werd bijzondere aandacht gewijd, en de Kamer zal er zeker aan hechten daarover de hierna volgende bijzonderheden te vernemen, die ons verstrekt werden door den Minister van Landsverdediging.

In Juni 1923, werd een Dienst voor Strijdgassen ingericht als zelfstandig bestuur, rechtstreeks afhangelende van den Minister van Landsverdediging.

Die dienst bestaat uit :

I. Een bureel voor strijdgassen met militair personeel (twee officieren), waarvan de taak vooral bestaat in het behandelen, in samenwerking met de verschillende organismen van het leger en inzonderheid met den Legerstaf, van alle quæsties die de strijdgassen betreffen (documentatie, materieel, onderrielt, enz.):

II. Een opzoekingslaboratorium.

Om volledig te kunnen heeten, moet dergelijk laboratorium bestaan uit twee afdeelingen :

De eene voor quæsties van physiologischen aard;

De andere voor scheikundige quæsties.

Bij de inrichting van den Dienst voor Strijdgassen, werden de verschillende werkzaamheden verricht in laboratoria van andere organismen, die zich terzelfder tijd bezig hielden met talrijke andere quæsties. Ten aanzien van de gewichtigheid en den bijzonderen aard der behandelde quæsties (geheimhouding, dikwijls gevaarlijke en ongezonde behandelingen) en gezien ook de volstreckte noodzakelijkheid scheikundigen en physiologen van waarde te bezitten, die zich uitsluitend met de strijdgassen bezighouden, werd het noodzakelijk geacht het inrichten van zelfstandige laboratoria te bewerken, die volkomen afgescheiden zouden zijn van eenig ander organisme. Dat is niet zonder moeilijkheden van stapel geloopt. Het is zeer moeilijk onder de militairen of onder de burgers flinke technici te vinden, die bereid zijn zich te wijden aan de studie van de strijdgassen.

Anderdeels, benevens de quæstie van het personeel, is het van het hoogste belang te beschikken over lokalen die behoorlijk uitgerust zijn en zoo gelegen zijn, dat ze geen hinder veroorzaken voor nabij gelegen diensten.

Men denkt de lokalen te bouwen en in te richten te Vilvoorde. Men is reeds bezig met de verandering van sommige bestaande gebouwen. Voor de nieuwe, konden de studies eerst voltrokken worden na het indienen van de begrootingsramingen voor 1925, en de noodige credieten (225,000 fr.), zullen aangevraagd worden bij wijze van een amendement op de buitengewone begrooting voor 1925.

Evenzoo, voor de uitrusting van de laboratoria, zal de Minister van Landsverdediging, bij wijze van amendement op de gewone begrooting (uitzonderingsuitgaven), een crediet van 90,000 frank aanvragen.

Wat er ook van zij, in den huidige toestand, is het Scheikundig Laboratorium tot stand gebracht, en het werkt voorloopig in de lokalen van de Militaire School.

Het Laboratorium voor physiologie is nog niet klaar; de inrichting er van is voorzien in de gevraagde credieten. In afwachting, worden de dringende physiologische quæsties opgelost door bemiddeling van een Physioloog van het Instituut van Gezondheidswezen, Scheikunde en Physiologie van het Leger, hetzij door welwillende medewerking van enkele burgerlijke Physiologen (Prof. Fredericq, Dr Dautrebande).

Het spreekt vanzelf dat dergelijke toestand teenemaal onvoldoende is en slechts tijdelijk kan zijn.

3° *Het Technisch Comité voor Strijdgassen.* — Een raadgevend Comité stelt de technische raad aan van het Diensthoofd der strijdgassen.

Dit Comité vergadert ten minste eens om de drie maanden (feitelijk meer), en bestaat, volgens de behandelde quaesties, uit afgevaardigden van de verschillende betrokken militaire organismen en uit mannen van de wetenschap, die uit hoofde van hun kennis en van hun werken daartoe bijzonder aangewezen zijn.

A. — BIJ DE TROEPEN.

De werking van den Dienst der Strijdgassen wordt aangevuld door de aanwezigheid, in den Staf der groote eenheden en in de korpsen, van gespecialiseerde officieren.

Deze officieren worden gevormd door den Dienst der Strijdgassen.

II. — *Werkzaamheden van den Dienst der Strijdgassen :*

De werkzaamheden van dezen dienst strekken zich uit over tweecërlei gebied : *beschutting en aanval.*

De studie van beschutting is allerdringst, te meer daar de evolutie van het, op het einde van den oorlog bestaande, beschuttingmaterieel tegen stikgas, noodzakelijkerwijze gelijken tred moet houden met de noodwendigheden die zouden blijken te ontstaan bij een toekomstigen oorlog.

Het scheikundig Laboratorium heeft dus bijna uitsluitend zijn aandacht gewijd aan de quaestie van het gasmasker. Het heeft een houtschoolsoort bestudeerd waarvan de bereiding in België onbekend is. Dank zij de bestendige samenwerking van de Studiediensten van het Constructie-arsenaal (belast met het maken van het gasbeschuttingsmaterieel), werd een nieuw model van gasmasker gemaakt. De verschillende bestanddeelen in verband met de fabricatie werden zorgvuldig bestudeerd en volkomen in orde gebracht. Thans mag de instudeeringsperiode als afgelopen beschouwd worden en de periode van vervaardiging is begonnen. (Het Arsenaal te Antwerpen is daarmede belast).

Dat masker, hetwelk voorzien is van de laatste verbeteringen, schijnt te beantwoorden aan alle eischen, die kunnen gesteld worden voor de mogelijkheid van een scheikundigen oorlog.

Het opzoekingslaboratorium is ook begonnen, voor zooverre de scheikunde daarmede in verband staat, met de studie van verschillende andere quaesties betreffende de beschutting (beschutting van paarden, anti-yperitekleeren, gezamenlijke beschutting, enz.)

B. AANVAL.

De studie van de gaswerende middelen is niet denkbaar buiten verband met de studie der aanvalsmiddelen.

Immers, in een oorlog waarbij de vijand de scheikunde zou aanwenden, ware het noodig, behalve de beschutting tegen de aangewende scheikundige middelen,

ook met de dezelfde strijdmiddelen aan te vallen. Dergelijke aanval ware niet zonder voorbereiding te beproeven, zonder dat men zich spoedig zou blootstellen aan vertragingen die noodlottig zouden kunnen worden; en daarom is het volstrekt noodzakelijk dat het wapen reeds in vreedetijd voorbereid wordt (ten minste theoretische nasporingen en verbeteren der methodes van industriële vervaardiging.)

Anderdeels moet een goede beschutting de evolutie kunnen volgen die plaats gehad heeft op het gebied van de aanvalsmethodes, ten einde zoo spoedig mogelijk het afweermiddel te kunnen vinden. Inzake aanvalsmethodes, zijn de werken van den Dienst voor Strijdgassen merkelijk minder gevorderd dan inzake de beschutting.

Eerst en vooral is het onmisbaar gebleken, zich eerst onledig te houden met de studie der beschutting, en volgens de beperkte middelen waarover het Laboratorium beschikt, heeft men de kwesties in reeksen moeten verdeelen en de studie van de aanvalsmiddelen eenigszins verwaarloozen. Tot hiertoe heeft men zich moeten bepalen tot de studie der tranenverwekkende gassen en tot enkele werken over rookgassen.

Indien genoemde Dienst over de credieten kan beschikken, die op de buitengewone begroeting zullen gevraagd worden, hoopt hij in 1925 met de studie der aanvalsmiddelen flink te kunnen opschieten.

Er dient op gewezen, dat een oproep gedaan werd tot de Belgische wetenschap, opdat de giftmiddelen vatbaar voor militair gebruik, die in de laboratoria zouden ontdekt worden, aan den Dienst voor Strijdgassen zouden bekend gemaakt worden.

De Bijzondere Commissie heeft den wensch uitgesproken, te vernemen uit welk burgerlijk personeel de Dienst voor Strijdgassen bestond, wie de navorschingen en studies leidde, waar thans de proeven genomen worden, hoe de vergoeding voor gevaarlijke werken berekend wordt; ten slotte, of het leger op de hoogte is van de behoeften inzake gasmaskers en of het den noodigen voorraad bezit voor een mogelijke mobilisatie.

Het burgerlijk personeel bestaat thans uit een scheikundige, Bestuurder van het scheikundig laboratorium.

Daarenboven is voorzien dat, vanaf het midden van het jaar (het is te hopen dat de nieuwe laboratoria tegen dien tijd zullen klaar zijn) aan elk laboratorium voor scheikunde en physiologie een præparator zou verbonden zijn. Bij gebrek aan voldoende lokalen, is de aanwezigheid van dit personeel thans niet geboden. Het schijnt niet mogelijk dat personeel aan te werven onder de militairen, want hun ambt vergt hoedanigheden en een beroepsvorming die slechts bij vakpersoneel te vinden zijn.

Voor de scheikunde worden de navorschingen en de studies geleid door het Hoofd van het laboratorium, aan wien een militair apotheker toegevoegd is. Zooals hooger gezegd, worden de physiologische quæsties behandeld door den Minister van Landsverdediging.

De proeven worden thans genomen in het laboratorium van de Militaire School.

Wat betreft de vergoeding voor gevaarlijke en ongezonde werken, die vergoeding beantwoordt aan een dubbel doel.

Ten eerste, een billijke vergoeding te verleen voor de gevaren en de ongemakken verbonden aan het veelvuldig behandelen van giftige of bijtende stoffen; dan, aan de burgerlijke en militaire technici die in de laboratoria van den Dienst voor Strijdsgassen werkzaam zijn, een geldelijk voordeel te verschaffen, waardoor zij gehouden worden in hun ondankbare taak, die van zeer groot belang is, maar waarvan de dagelijkse beoefening vaak onaangenaam, gevaarlijk en ongezond is.

. . .

Het stelsel van globale vergoeding levert nog het voordeel op, de aantrekkelijkheid te verhoogen van een dienst, waar noodzakelijkerwijze slechts flinke krachten kunnen gebezigd worden, die uit eigen beweging zich aanbieden,

Die vergoeding wordt maandelijks verleend, want het is niet mogelijk in een onafgebroken laboratoriumwerk een vergoeding te bepalen die met de uren gevaarlijken arbeid wezenlijk zou overeenkomen.

Daar de studies betreffende het nieuwe masker slechts pas voltooid zijn, is het aanschaffen van den noodigen voorraad voor de mobilisatie aangevangen.

Jaarlijks zal het Arsenaal een voldoende aantal maskers maken om te bekwamer tijd de dotatie te bekomen.

. . .

Het Departement heeft de quaestie van een nationaal carburatiemiddel niet uit het oog verloren; uw Verslaggever vult zijn inlichtingen, verstrekt in de verslagen van 1923 en 1924, aan met de volgende bijzonderheden :

Het Koninklijk besluit van 3 Februari 1924 heeft de oude Commissie voor Carburatiemiddelen, ingesteld door het Departement van Landsverdediging, opnieuw ingericht.

Die Commissie bestaat uit :

a) De eigenlijke Commissie, samengesteld uit ambtenaren die de betrokken Departementen vertegenwoordigen ;

b) een technische subcommissie, samengesteld uit technische ambtenaren van verschillende Departementen, uit scheikundigen en afgevaardigden van de Belgische Automobiëclub ;

c) een economische subcommissie, bestaande uit vertegenwoordigers van de Belgische invoerfirma's van petroleum, van de verbruikers en uit vertegenwoordigers van Accijnzen en Buitenlandse Zaken.

Deze heringerichte Commissie heeft de werkzaamheden van de vorige Commissie voortgezet :

BERGIUS-METHODE. — Deze methode, die ten doel heeft het maken van benzine, petroleum, oliën, enz. uitgaande van de vette steenkolen, werd volledig bestudeerd en vol beloften voor de toekomst bevonden. Nu de studie in het laboratorium voltrokken is, behoort de verdere behandeling aan de privaatnijverheid. Een maatschappij is gesticht, met een kapitaal van 6,000,000, voor de industriali-

seering van de methode, en het is te hopen dat men weldra de periode van de praktische verwezenlijking zal beleven.

DE GRAERMETHODE. — Deze methode berust op het goedkoop voortbrengen van waterstof en het gebruik daarvan in vereenvoudigde motoren.

De werken zijn nog van te jongen datum, dan dat men zich een juiste gedachte zou kunnen vormen van de waarde van deze methode.

ZUIGGAS. — De Commissie heeft een autovrachtwagen van het leger doen uitrusten door middel van een gasgenerator van Belgisch stelsel, steunende op het gebruik van houtskool. De technische proeven inzake verbruik, rendement, enz., zijn thans aan den gang en laten goede uitslagen verhoppen.

Het aanwenden van dien generator voor de zware vrachtwagens zou veel benzine doen besparen.

Het gebruiken van zuiggas voor automobielen is trouwens in vele landen ter studie, en de Commissie voor carburatiestoffen zal vertegenwoordigd zijn in de jury van den wedstrijd die de Belgische Automobiëclub in de naaste lente daarover zal uitschrijven.

BENZINEVOORRAAD. — Op initiatief van de Commissie en op gunstig advies van de economische ondercommissie, legt een onlangs uitgevaardigd K. B. aan de importeurs van benzine en petroleumderivaten de voorwaarde op, steeds het vierde van de door hen ingevoerde hoeveelheden in voorraad te hebben op Belgisch grondgebied.

Wanneer deze maatregel zijn volle toepassing zal gevonden hebben, zal België over een stock kunnen beschikken, waarmee het in zijn behoeften aan carburatiemiddelen voor vier tot zes oorlogsmaanden zal kunnen voorzien.

De Bijzondere Commissie heeft haar bezorgdheid te kennen gegeven nopens de verhooging met 1,228,295 fr. voorzien in Hoofdstuk V en waarvan de omstandige opgave voorkomt in de kolom der « Aanmerkingen » (art. 25), bl. 65 van het ontwerp van Begroting.

Ze heeft uw verslaggever gelast haar volledig in te lichten over de diensten tot vernietiging van munitie.

Vooraf wenschte de Commissie te vernemen wanneer men begonnen is met de opruiming van de front- en achterfrontstreek, wat gedaan werd door den Staat en door de firma Pickett, de ongevallen voorgekomen gedurende de werken en de sommen die de verkoop heeft opgebracht.

Hierna volgen nauwkeurige bijzonderheden aangaande dat gevaarlijk werk en de uitslagen ervan.

TOESTAND NA DEN WAPENSTILSTAND. — Bij den wapenstilstand bestonden er in België ongeveer 130, min of meer belangrijke, en min of meer goed onderhouden munitieopslagplaatsen en ongeveer 14,000 spoorwagens vol munitie, verspreid over een groot getal staties en voor het meerendeel geplunderd door de bevolking, die er een voordeeligen buit meende te vinden.

Daarenboven moest van de slagvelden opgeruimd worden, niet alleen de afgeschoten en niet ontplofte munitie, maar ook de munitie opgeslagen bij de artilleriestellingen, zoowel van de Duitschers als van de Geallieerden, en die ter plaatse achtergelaten werd tijdens het snelle vooruitrukken der legers in October en November 1918.

WAT GEDAAN WERD. — Het eerste werk was de wagons te lossen, om het zeer ernstig gevaar te weren, en die aan het Beheer van Spoorwegen terug te bezorgen. Ze werden spoedig gelost in een zeker getal groote opslagplaatsen.

Het gebrek aan bevoegd personeel om de werkzaamheden te leiden, de aard van de arbeidskrachten (krijgsgevangenen) en de groote snelheid der werken, hadden tot gevolg dat de opslagplaatsen over 't algemeen niet rationeel aangelegd waren.

Men moest onverwijld al die opslagplaatsen in orde brengen, vooraleer te kunnen denken aan het vernielen of uiteennemen van de munitie.

In den Zomer 1919 waren de werkzaamheden aan den gang, en ze konden niet vlug genoeg doorgezet worden om den invloed der warmte op de springmiddelen te voorkomen. Ook had men de gedeeltelijke of totale ontploffing te betreuren van een zeker getal opslagplaatsen, zonder dat er evenwel talrijke menschenlevens bij verloren gingen.

Andere ontploffingen waren te wijten aan de Duitschers of aan de bevolking.

Als een opslagplaats in de lucht vliegt, springen daarom alle granaten niet. Ten minste 50 t. h. daarvan worden in alle richtingen rondgeslingerd, maar hun verdere behandeling is nog gevaarlijker geworden, wegens de temperatuur waaraan ze onderworpen werden. Een 20-tal opslagplaatsen zijn aldus in de lucht gevlogen en moesten opgeruimd worden.

Het kwam er vooral op aan, te weten op welke wijze men zich zou ontdoen van al die springtuigen, die geschat werden op 100 tot 120,000 ton.

Na nauwkeurig onderzoek, werd besloten al de granaten in goeden staat die door het leger niet konden overgenomen worden, los te draaien, met uitzondering van de gasbommen, die aan een bijzondere firma zouden overgelaten worden om industriëel verwerkt te worden.

LOSdraaien VAN DE MUNITIE — Hierbij werd als volgt te werk gegaan : Er werd een school gesticht voor het opleiden van officieren die, na aldaar het onderwijs genoten te hebben, de leiding op zich genomen hebben van 16 centra voor losdraaiing, ingericht in de voornaamste opslagplaatsen.

Al het bijzonder gereedschap werd door het personeel zelf in de opslagplaatsen gemaakt. Het eindresultaat is geweest het losdraaien van 25,703 ton springmiddelen, die 21,500 ton staal opgeleverd hebben. — 17.000 ton daarvan werd verkocht als oud ijzer en 4,500 ton ging naar de kanongieterij om opnieuw gebruikt te worden. 115 ton trotyl werd aan het leger overgegeven. -- Ook werden verschillende honderden ton koper en zink verkocht.

Onder de zeer bijzondere werkzaamheden, dient gewezen op het losdraaien van 2,500 lange granaten van 240, hetwelk verricht werd te Denderleeuw, en waarvoor een inrichting benodigd was, waarbij de granaten vervoerd en machinaal op een afstand konden losgedraaid worden.

De afkomende ontstekingsbuizen werden gedeeltelijk uiteengenomen en verkocht als oud ijzer, gedeeltelijk geroosterd in speciale ovens te Dave, Morhet, Houthulst, Schooten en Snellegheem.

Alleen munitie in zeer goeden staat kan losgedraaid worden.

VERBRANDEN. — Een andere werkzaamheid bij het vernietigen van munitie, bestaat in het verbranden. Men verbrandt het ontploffingsmiddel van de granaten, waarvan men de ontstekingsbuizen heeft kunnen uittrekken, maar waarvan het ontploffingsmiddel niet opnieuw gebruikt kan worden, ofwel van de granaten, die in de ovens gebroken zijn zonder te ontploffen; men verbrandt ook handgranaten met steel en ontstekingsbuizen.

Het werk wordt verricht op een kleine werf, al dan niet voorzien van merlons, volgens de ligging; de te verbranden munitie wordt gelegd aan beide zijden van een put, waar ze overheen helt, met het ogief naar den put gericht. In den put wordt hout, buskruiwafel, enz. aangebracht, om de verbranding te bewerken, dewelke voortgezet wordt totdat het springtuig vernield is.

Het oud ijzer wordt onderzocht, vooraleer het geborgen wordt bij datgene dat moet verkocht worden.

VERNIELINGSWERKEN. — Het getal vernielingscentra kan op een honderdtal geschat worden; die centra waren min of meer belangrijk. Een speciale technische dienst werd ingericht voor het vernielen van ammunisie in de verwoeste gewesten. Deze dienst voorzag in de opruiming van het slagveld. In 't geheel, werd tot op heden 165,000 ton munitie vernield.

Onder de bijzondere werken, wezen vermeld :

- a) het ingraven van gasbommen en van bijzonder gevaarlijke munitie, te Mévergnies, Attre, Hourpes, Gisseghem en Quatrecht;
- b) het uiteennemen, op het fort De Parel, van 300 zeemijnen die voor de Landsverdediging behouden worden.

Voor elk vernielingscentrum moesten Decauvillessporen, schuilplaatsen, enz. aangelegd worden.

INZAMELEN. — De over het gansche land verspreide munitie moest opgeraapt worden, namelijk uit de waterlopen, vijvers en plassen gehaald. Daartoe waren niet minder dan 305,000 reizen van autovrachtwagens noodig, zonder te spreken van het spoorwegvervoer; aldus werd tot op heden, ongeveer 49.000 ton ingezameld om vernietigd te worden.

Voor het ruimen van waterlopen, werden vijf bijzondere ploegen helmduikers te werk gesteld.

WERKEN VERRICHT DOOR DE FIRMA « PICKETT ». — In Mei 1920, werd een overeenkomst gesloten met de firma « Pickett » van Wimereux, die er zich toe verbond alle gasbommen in onze opslagplaatsen uiteen te nemen, alsmede allerhande springtuig. De overeenkomst werd gewijzigd in 1921.

Hieronder opgave der voornaamste artikelen :

Art. 1. — Munitie waarover de overeenkomst loopt.

Art. 2. — De munitie dient door den Staat ter plaatse geleverd, op kosten van de firma.

Art. 3. — Kostelooze afstand van de eerste 15.000 ton aan de firma, als vergoeding voor den aanleg van spoorwegen. De volgende tonnen worden den Staat betaald tegen 13.50 fr. per ton. De producten van de vernietiging blijven eigendom van de firma.

Art. 4. — Vereffening den 15ⁿ van elke maand.

Art. 5. — Verantwoordelijkheid.

Art. 6. — Inrichting -- toezicht -- toegang.

Art. 7. — Verkeer. -- Inrichting voor den arbeid.

Art. 8. — Leveren van de producten aan de privaattijverheid.

Art. 9. — Betreffende de giftstoffen.

Art. 10. — Voortdurend toezicht door een afgevaardigde van de Regeering.

Art. 11. — Het werk zal geheel voltooid zijn binnen tien maand.

Art. 12. — Strafbepalingen.

Art. 13. — Uitvoer.

Art. 14. — Tolwerken en wederuitvoer.

Art. 15. — Borgtocht van 50.000 fr.

Art. 16. — Scheidsgerecht.

Art. 17. — Dit contract vervangt de overeenkomst van 31 Mei 1920.

Een fabriek werd opgericht te Westroosebeke en, einde December 1923, na ongeveer 34.486 ton springtuig van allen aard behandeld te hebben, vooral giftstoffen en, daar de Staat geen gave projectielen meer leveren kon, staakte de firma Pickett haar werkzaamheden, in overleg met de Centrale Commissie voor Inzameling; den 31ⁿ Januari 1924 verliet ze voorgoed de plaatsen.

De Schatkist heeft 252.272,59 fr. ontvangen.

WERK VERRICHT DOOR HET LEGER. — Het Departement van Oorlog had gedacht na den wapenstilstand een groote hoeveelheid munitie te kunnen overnemen, doch weldra werd ingezien dat een zeker aantal daarvan niet kon bewaard worden, zonder eerst een behandeling te ondergaan. Deze bestond ofwel in het uitnemen van de ontstekingsbuis uit de granaten en het vervangen daarvan door een stop, ofwel in het volkomen ledigen er van om alleen de huls te bewaren. Hiermede werd de bevoegde munitiedienst belast; het werk liep over 37,000 ton munitie.

Van denzelfden dienst heeft het militaire vliegwezen 330 ton vliegeniersbommen ontvangen, herkomstig uit Duitsche opslagplaatsen.

OPRUIMEN VAN GASBOMMEN. — Vooral eer het contract te sluiten met de firma Pickett, waren proeven genomen geworden om de gasbommen kwijt te geraken op zee; daar moest van afgezien worden om verschillende redenen: het toezicht over de uitvoering van het werk was om zoo te zeggen onmogelijk; de werkzaamheden zeer gevaarlijk; anderdeels, is de bodem der Noordzee weinig diep, en de zandbanken verplaatsen zich voortdurend. Het was te vreezen dat de bommen, zelfs gezonken in een zandbank, naderhand weer op de kust of op visscherijplaatsen zouden aanbelanden. Te Zeebrugge genomen proeven, waarbij 9,000 ton gasbommen in zee gevoerd werden door middel van slijkbooten, bewezen dat die vrees gegrond was. Gedurende een lading had een ontploffing plaats, waarbij er slachtoffers vielen (gasverstikking.)

Toen werd dat werk gestaakt, totdat de firma Pickett, waarvan de voorwaarden voordeeliger waren dan die van andere firma's, de vernietiging aannam van bovenvermelde munitie.

OPNIEUW GEBRUIKTE MUNITIE. — Ongeveer 13,800 ton artillerie- of vliegtuigmunitie werd overgelaten aan de bevoegde diensten, alsmede losgedraaide granaten.

ONGEVALLEN. — De verschillende bewerkingen die de 163,000 ton vernielde munitie en de 49,000 ton ingezamelde munitie hebben moeten ondergaan, hebben 143 doodelijke ongevallen tot gevolg gehad en verschillende ongevallen van anderen aard.

KOSTEN VAN INZAMELING DER GRANATEN. — Het inzamelen van het artilleriematerieel, de verdeeling, het beheer ervan werden verricht door denzelfden dienst als de inzameling van granaten gedurende de jaren 1919 tot en met 1924, zoodat het niet mogelijk is voor die periode, aan te geven hoeveel het vernielen van de munitie gekost heeft. Voor het geheel bedroegen de uitgaven fr. 34,380,757.65.

Voor het jaar 1924, gedurende hetwelk de dienst voor inzameling van artillerie virtueel opgehouden heeft, komt de totale uitgave wegens vernieling van munitie feitelijk overeen met die vernieling alleen en bedraagt de som van fr. 488,085.54.

Van het totaal van fr. 34,380,757.65 is 2,000,000 frank af te trekken, welke de Fransche Regeering terugbetaald heeft om rekening te houden met de onkosten verbonden aan het vernielen van granaten van alle kaliber, gevonden in het operatiegebied van het Fransch leger in 1918.

OPBRENGST VAN DEN VERKOOP. — De verkoop van oud ijzer, herkomstig van de verschillende munitieopslagplaatsen, heeft fr. 5,927,046.54 opgebracht, op 31 December 1923. Sedert dien datum, ongeveer 70,000 frank. Juiste cijfers zouden kunnen gegeven worden door het Bestuur der Domeinen, die de verkooppingen gehouden heeft.

Al wat de munitie in de verwoeste gewesten betreft, hangt af van het Ministerie van Economische Zaken.

HOOFDSTUK VI.

Bij de algemeene bespreking der Begrooting, heeft de bijzondere Commissie eenige nadere bijzonderheden gevraagd nopens den dienst der oorlogs-landschappen.

Met het oog op verschillende doeleinden (van vaderlandschen, historischen, menschlievenden en leerzamen aard) heeft de Regeering besloten verschillende werken en inrichtingen op het front in Vlaanderen in stand te houden.

Die plaatsen zijn voor het publiek toegankelijk mits betalen.

De inkomgelden, alsook de opbrengst van den verkoop van prentkaarten worden besteed aan het betalen der oorlogsinvaliden, welke die plaatsen bewaken, alsmede aan het bestrijden van de kosten van beheer en exploitatie; het overschot gaat naar de Nationale werken voor Oorlogsinvaliden en Oorlogsweezen.

Alleen de Bestuurder van den Dienst der Oorlogslandschappen trekt een vergoeding van het Departement van Landsverdediging.

Het is de gepensioneerde majoor van de Genie Van Damme, die aan het hoofd stond van den Inzamelingsdienst in Oost-Vlaanderen.

Hij is belast met het in orde brengen der oorlogslandschappen, met de instandhouding er van; hij houdt zich bezig met al wat betreft de bewaking en het onderhoud dier landschappen, alsmede met de propaganda en publiciteit.

Ten slotte voert hij de, dikwijls lastige, onderhandelingen met de eigenaars der gronden, waarop de werken gelegen zijn, en met de betrokken besturen, ten einde de eigendomsoverdracht bij het Militair Domein van den Staat te regelen.

Hieronder vindt gij de lijst van de merkwaardige overblijfselen van den oorlog 1914-1918 :

1. Batterij Deutschland (Breedene).
2. Batterij Wilhem II (Knocke-a/Zee).
3. Batterij Tirpitz (Oostende).
4. Dwee-kanonnen (Havenhoofd en Zeebrugge).
5. Batterij Karnak (Oost-Duinkerke).
6. Groot-Redan te Nieuwpoort.
7. Vechtpost van de Deutsche Admiraliteit te Middelkerke.
8. Schuilplaats van den bareelwachter te Ramscappelle, met schuilplaats voor mitrailleuse.
9. Schuilplaats voor mitrailleuse, tegenover het station van Pervyse.
10. Waarnemingspost aan het station te Pervyse.
11. Grondstuk van den Toren van Oud-Stuyvekenskerke, met naburige schuilplaats.
12. Vechtpost van den Majoor aan de wacht bij K. 4,400 (Spoorw. Diksmuide-Nieuwpoort).
13. « Boyau de la Mort ». Werk van den ruiter. Deutsche ondermijningshoofd op den linkeroever van den Yzer (Grenspaal 16) en betonnen schuilplaats op den rechteroever van den Yzer (Grenspaal 16).
14. Vechtpaal van den Compagnie-bevelhebber aan den Yzerdijk (tegenover het kanaal van Handzaeme).
15. Meelfabriek van Diksmuide en reeks betonnen schuilplaatsen (rechteroever van den Yzer tot aan den Spoorweg).
16. Schuilplaats ten Zuiden van de spoorbrug te Diksmuide (linkeroever).
17. Veldschansen Albert-Elisabeth, tusschen grenspalen 19 en 20 van den Yzer.
18. Huis van de Joconde (grensp. 19,500).
19. Bruggenhoofd van grensp. 19 (grenspaal van het Schiereiland).
20. Schuilplaats van den Majoor (grenspaal 19 van den Yzer).
21. Waarnemingspost nabij de kerk van Clercken.
22. Groot kanon te Leugenboom (Moere).
23. « Hoekske » (plaats waar drie in 't zand gezonken Deutsche stukken staan).
24. Schuilplaats van den Grootvader (baan Diksmuide-Yper, aan grenspaal 12,500).
25. Castel Britania (grensp. 12).

HOOFDSTUK VII.

De aandacht van de Bijzondere Commissie werd gevestigd op de herhaalde klachten betreffende de aanwerving van de genie-officieren, en sommige leden hebben den wensch uitgedrukt te vernemen of er, in dit bijzonder wapen, talrijke officieren ontbraken.

In talrijke kringen was men erover verwonderd dat het Ministerie aan Infanterie-officieren gevraagd had over te gaan naar de genie, dat die officieren die overplaatsingen hadden aanvaard, maar dat men, zoodra zij aankwamen, geweigerd had hun diensten te benuttigen onder allerlei voorwendsels, o. m. omdat zij, beweerde men, niet de vereischte bevoegdheden hadden om behoorlijk het werk te doen dat aan de officieren van dit wapen te beurt valt. Ten slotte, wenschten sommige leden van de Bijzondere Commissie te weten of het waar is dat men van de Infanterie-officieren, die naar de genie werden geroepen, al de examens eischt, welke de Genie-officieren verplicht werden te ondergaan.

De geachte Minister van Landsverdediging heeft aan den Verslaggever den volgende uitleg verstrekt :

1) De militaire school levert elk jaar het noodige aantal genie-officieren, om de kaders van dit wapen op hoogte te houden van de eischen van 's legers inrichting.

2) De 200 bestaande genie-officieren zijn die voorzien door de nog heden geldende inrichting.

Dat getal, dat zal moeten gewijzigd worden, is onvoldoende om thans te voorzien in de talrijke nieuwe bedieningen, welke in 't leven geroepen werden door de oprichting van bijzondere organismen, ontstaan uit den oorlog, om te voldoen aan de behoeften van het onderwijs : Krijgsschool, Militaire school, School der Genie.

Om dit tekort aan genie-officieren te keer te gaan, werden infanterie-officieren aangewezen om tijdelijk naar de genie over te gaan, ten einde er dienst te doen.

Met uitzondering van enkele infanterie officieren die in dienst werden gesteld bij de overnemingsstroepen en die, niet geschikt zijnde voor dien gansch bijzonderen dienst, werden aangewezen om naar de infanterie terug te keeren, worden de officieren van dat wapen bij de genie gebruikt, ten beste van de algemeene belangen.

Er zijn twee gevallen te onderscheiden :

1° De infanterie-officieren die, wegens het tekort aan genie-officieren, bij dit wapen werden *detachéerd* en desgevallend slechts de proeven moeten ondergaan, welke vereischt zijn om tot den graad van kapitein of majoor bij de *infanterie* te worden benoemd.

2° De infanterie-officieren, die vroegen om voor goed naar het wapen der genie *over te gaan*, kunnen hunne gebeurlijke verplaatsing bij dat wapen slechts bekomen op de voorwaarde, waarvoor geen uitzondering geldt, dat de belanghebbenden voldaan hebben aan al de normale wetenschappelijke en beroepsproeven welke voor dat wapen zijn vereischt. (C. M. 1^{re} D. G., n° A 5/955 van 12-11-24).

HOOFDSTUK VIII.

Het militaire Luchtvaartwezen heeft op gansch bijzondere wijze de aandacht weerhouden van de Commissie, die de merkwaardige rede niet kon hebben vergeten, verleden jaar uitgesproken door ons medelid van de bestendige Commissie, bij de bespreking van de begrooting van Landsverdediging, en de door den geachten Minister Forthomme verstrekte uitleggingen.

Over 't algemeen mag men zeggen dat het Ministerie van Landsverdediging in den loop van het jaar 1924 zich een zeer ernstige inspanning heeft getroost, om de aanwerving van het luchtvaartpersoneel te verzekeren.

Het Koninklijk Besluit van 17 October 1924 bepaalt :

1. De categorieën van het luchtvaarderspersoneel.
2. De werken en militaire tegemoetkomingen.
3. De luchtvaart-vergoedingen.
4. De bijzondere vergoedingen voor nachtvluchten per vliegtuig.
5. De bijzondere vergoedingen voor het bestendig personeel van de militaire vliegschool.
6. De premieën wegens dienstdtijd in het Luchtvaartwezen, voor de leden van het bestendig luchtvaarderspersoneel.
7. De bijzondere premie voor militaire reserve-loodsen.
8. De bijzondere premieën voor luchtvaart-ongevallen.

Dit Koninklijk besluit werd van kracht op 1 September 1924. Anderzijds, sticht een Koninklijk besluit van 29 September 1924 een school voor reserve-onderluitenanten ter luchtvaart, welke voor doel heeft de aanwerving van reserve-luchtvaart-officieren te vergemakkelijken, terwijl zij aan militairen, beneden den rang van officier, die de gewenschte geschiktheid vertoonen en aan bepaalde voorwaarden, wat het onderwijs betreft, voldoen, de noodige kennis geeft om ze bekwaam te maken om het ambt van officier ter militaire luchtvaart te vervullen.

Ten slotte werden bevredigende maatregelen getroffen, wat de kleedij van het luchtvaartpersoneel betreft, en dat stel van belangrijke verbeteringen is van dien aard, dat het vliegwezen niet alleen zijn moedig en ijverig vliegerskader, dat het thans bezit, behoudt, maar dat het voor de toekomst zich in nieuwe jeugdige elementen zal kunnen verheugen.

Ten einde de aanwerving der vliegeniers voor het leger te bevorderen, geeft het departement jaarlijks een uitstekende propaganda-brochure uit, waarvan gij, in de bijlage bij dit verslag, enkele belangwekkende uittreksels vinden zult (Bijlage III). Aan de pers en aan de troepenkorpsen worden geregeld mededeelingen gedaan; voordeelen werden toegekend aan het luchtvaarderspersoneel met het oog op het bekomen van ereonderscheidingen; kortom, de noodige maatregelen werden getroffen om tot de uitslagen te geraken welke alle klaarziende Belgen met aandrang eischen.

Hieronder, Mijne Heeren, zult gij enkele belangwekkende bijzonderheden vinden, over de militaire en burgerlijke vlieg scholen.

De *Militaire vliegschool* heeft afgeleverd :

in 1921 :	40	brevet	voor	tourisme,	40	elementaire	brevet	43	militaire	brev.
in 1922 :	9	—			39	—		48	—	
in 1923 :	14	—			34	—		39	—	
in 1924 :	5	—			53	—		46	—	
(10 maand).										

De vorming van een stuurman, door het Militaire luchtvaartwezen is moeilijk door cijfers te bepalen, en het berekenen van den kostenden prijs geeft aanleiding tot betwisting, omdat in die berekening verschillende factoren tussehen beide komen, welke moeilijk te becijferen zijn, zooals het militair en deskundig personeel, delging der gebouwen, materieel, prijs van de vliegpleinen, enz., enz.

Als men aanneemt dat de kostende prijs van één uur vliegens 800 frank bedraagt (prijs aangenomen door de burgerlijke vliegsholen), dat het aantal uren vliegens gemiddeld noodig tot het volledig vormen van gebreveteerde militaire leerling-vliegeniers 74 bedraagt, komt de opleiding van een leerling-militair stuurman op 59,200 frank te staan.

Wat betreft in hoever de militaire gebreveteerde leerling onderlegd is op theoretisch en practisch gebied, kan gezegd worden dat hij bekwaam is al de types van vliegtuigen welke bij het leger in gebruik zijn te besturen; uit de uitslagen van de vluchten per escadrille blijkt de degelijkheid van het onderwijs in de militaire vliegschool.

*
* * *

De burgerlijke vliegschool van Charleroi heeft voor de luchtvaart gevormd :

49	leerlingen	in 1922
45	»	1923
36	»	1924 (getal bepaald op 20 December 1924).

De burgerlijke school te Antwerpen, 44 leerlingen in den loop van het jaar 1924 (getal bepaald op 20 December 1924).

Zegge een totaal voor de beide scholen van 194 leerlingen (op 20 December 1924).

Bij de overeenkomst aangegaan tussehen den Staat en de hoofden van beide vliegsholen is bepaald dat de Staat aan de Maatschappij voor ieder gebreveteerd leerling, die ten minste twintig uren heeft gevlogen een bedrag van 16.000 frank zal betalen. Werd het getal van 45 leerlingen, jaarlijks voorgesteld, overschreden, dan zou die som teruggebracht worden tot 15,300 frank, te rekenen van den 46^e leerling.

De Maatschappijen die de leerlingen moeten huisvesten en voeden ontvangen van den Staat :

a) Om de veertien dagen, per leerling en per dag aanwezigheid in de school, een som gelijk aan het bedrag van de voedingsvergoeding in België, zegge fr. 4.50.

b) Voor de gebreveteerde leerlingen, terzelfdertijd als de hierboven voorziene

som van 16,000 frank, een bedrag van 6 frank per leerling en per dag verblijf in de school

Wat het onderwijs en de praktijk der leerlingen betreft, omvat de vorming van de militaire loodsen in de burgerlijke vliegscholen :

a) Het praktisch onderwijs en de bijzondere kennis noodig tot het bekomen van het brevet voor tourisme, zooals het is bepaald bij Ministerieel besluit van 10 December 1919.

b) De technische kennis, aangeduid in een door den Staat opgemaakt programma.

In het praktisch onderwijs zijn onder meer voorzien 20 uren vliegens, gedurende dewelke 20 landingen ten minste, moeten gebeuren, de leerling alleen aan boord zijnde.

De nitslagen bekomen in de burgerlijke vliegscholen voldoen aan de eischen van het leger. Er dient aangemerkt dat de vliegscholen de leerlingen-militaire stuurlieden vormen tot wanneer zij het brevet voor tourisme hebben bekomen, terwijl het elementair en het militair brevet afgeleverd wordt door de militaire vliegschool.

. . .

Daar de Commissie een omstandige lijst heeft gevraagd van de ingerichte luchtvaartlijnen, hun rendement, hun ontvangsten en hunne uitgaven, benevens het advies van het Departement wat hunne toekomst betreft, zoo heeft de geachte Minister ons de volgende antwoorden willen doen geworden :

Gedurende het jaar 1924, waren de volgende luchtlijnen regelmatig in bedrijf boven het Belgisch grondgebied :

1° Londen-Brussel-Keulen, en terug, ondernomen door de *Engelsche* maatschappij « Imperial Airways Ltd ».

2° Londen-Oostende-Keulen, gedurende het goed seizoen, ondernomen door de *Engelsche* maatschappij « Imperial Airways Ltd ».

3° Parijs-Brussel-Amsterdam, ondernomen door de *Fransche* firma « Société Générale des Transports Aériens ».

4° Parijs-Rotterdam-Amsterdam, ondernomen door de « Koninklijke Luchtvaartmaatschappij ». *Nederlandsche* maatschappij.

5° Londen-Oostende-Rotterdam-Amsterdam, ondernomen door de koninklijke luchtvaartmaatschappij de « Imperial Airways Ltd ».

6° Amsterdam-Rotterdam-Brussel-Basel, door de Société anonyme *belge* d'exploitation de Navigation Aérienne.

*Overzicht over het vervoer door de lucht door de Belgische Vennootschap.
(Société Anonyme Belge d'Exploitation de Navigation Aérienne).*

De diensten in Europa van de *Société anonyme belge d'exploitation de Navigation Aérienne*, omvatten, behalve het agentschap van sommige buitenlandse lijnen die over België heen gaan, het in bedrijf stellen van de lijn Amsterdam-Rotterdam-Brussel-Basel, zegge 650 kilometer, dagelijks in de twee richtingen afgelegd.

De redenen die ten voordeele van de keus dezer lijn pleiten zijn de volgende :

1° Zij bedient twee landen met hoogen wisselkoers, terwijl de voornaamste bedrijfsuitgaven in Belgische franks geschieden ;

2° Zij maakt het mogelijk heel wat tijd te winnen op de uurtabel der spoorwegen (6 uur in vliegtuig, 15 uur in spoorweg);

3° Het kanton Basel verleent toelagen beloopende 500 franken, ongeveer, per reis van een vliegtuig met groote tilkracht ;

4° Mogelijkheid om op minder tijd de Zwitsersche en Italiaansche poststukken naar België en Nederland, te vervoeren, en omgekeerd, de Nederlandsche en Belgische poststukken voor Zwitserland, Italië en Nederlandsch Indië.

Dat verkeer heeft gedurende het dienstjaar 1924 een dagelijksch gemiddeld bedrag van 100 kgr. poststukken in iedere richting bereikt, aldus eene ontvangst van 30,000 frank per maand verzekerd.

Einde November 1924, hadden de vliegtuigen van de *Société anonyme Belge d'Exploitation et Navigation aérienne* 266.449 kilometer afgelegd, wat meer dan 2.000 uren vliegen vertegenwoordigt. Die tuigen hebben van 15 Juli tot einde November 1924, 1.726 reizigers, 14.458 kgr. goederen, 13.391 kgr. poststukken vervoerd; de maatschappij boekte eene ontvangst van 500,000 frank in ronde cijfers. Hare bedrijfsuitgave, op den zelfden dag bepaald, beliepen 2.200,000 frank, ongeveer.

Het door de Maatschappij gebruikte personeel wordt betaald door haar en niet door den Staat.

Overzicht betreffende de toekomst van het vervoer door de lucht in Europa.

De statistieken wijzen op een voortdurende uitbreiding van het Europeesch luchtverkeer. Men kan dezès toekomst met vertrouwen inzien. Een teeken daarvan wordt gegeven door de mogelijkheid eenerzijds den kostenden prijs van het vervoer per vliegtuig te verminderen (het is zeker dat binnen vijf of tien jaar, de kostende prijs met 50 t. h. zal kunnen verminderd worden), anderzijds de ontvangsten te vermeerderen.

Deze mogen niet het gevolg zijn van eene verhooging der tarieven, doch moeten voortspruiten uit eene vermeerdering van de vervoerde zaken, ten einde stilaan de algeheele inhoudmaat der vliegtuigen in beslag te nemen. Deze vermeerdering zal bekomen worden door de gewoonte van het publiek van het vliegtuig gebruik te maken door een volkomener regelmatigheid in de diensten, door een degelijker comfort, door een hooger en graad van veiligheid.

Aanzienlijke vorderingen werden op dat gebied reeds bereikt. De regelmatigheid der luchtlijnen, o. m., bereikt 98 t. h. in het gunstig jaargetijde.

Wat de veiligheid betreft, rekent men één doode per 500,000 afgelegde kilometer (cijfer opgegeven door de statistiek opgemaakt voor de gezamenlijke luchtlijnen in Europa in bedrijf gesteld).

Nog dienen verbeteringen aangebracht, wat het comfort der reizigers betreft; dienaangaande werden ernstige studiën ondernomen.

De geleidelijke ontwikkeling van het Europeesche luchtnet is een bewijs, dat de overtuiging van de toekomstige economische waarde der luchtvaart, stilaan in den geest der zakenmannen binnendringt en dat men, dienvolgens, vertrouwen mag hebben in de ontwikkeling ervan.

« Zooals gij weet, Mijne Heeren, bedraagt het aandeel van den Staat in het gebeurlijk tekort van de « Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation aérienne » ongeveer 3,100,000 frank.

De Bijzondere Commissie heeft den Verslaggever verzocht haar mede te deelen of dat bedrag een maximum was, wat er uitgegeven werd in 1921, 1922, 1923 en 1924 en of het aandeel van den Staat in het tekort gebeurlijk vatbaar was voor vermindering.

Ieder maand wordt door den Beheerraad een voorloopige winst- of verliesrekening opgemaakt. Wijst die rekening op een nadeelig saldo, dan zal door den Staat, vertegenwoordigd door den Minister van Landsverdediging, aan de thans opgerichte maatschappij een bedrag worden gestort, gelijk aan dat tekort, en wel binnen de volgende grenzen; de gezamenlijke aldus door den Staat gestorte sommen, zullen niet meer kunnen bedragen dan den opgelegden last waarvoor de waarborg van den Staat is voorzien overeenkomstig artikel 10, plus de hieronder aangeduide sommen, voorgesteld per jaar :

Voor 1923 :	twee miljoen vierhonderd duizend frank	(2,400,000 fr.)
» 1924 :	drie miljoen honderd duizend frank	(3,100,000 fr.)
» 1925 :	— — —	(3,100,000 fr.)
» 1926 :	— — —	(3,100,000 fr.)
» 1927 :	— — —	(3,100,000 fr.)

Bij het einde van het dienstjaar, zal men afrekenen. De bedragen die door den Staat werden gestort boven het werkelijk tekort, zullen hem dadelijk worden terugbetaald. Anderzijds, zal de Staat desgevallend die stortingen aanvullen, binnen de hierboven aangeduide perken, tot beloop van het algeheel verlies over het dienstjaar.

Het bedrag van 3,100,000 frank zal dus een maximum zijn, dat niet kan bereikt worden, aangezien het bedrag van de toelage, voorzien om het bedrijfs-tekort der Maatschappij aan te vullen, van dat tekort afhangt.

Bedrag der toelagen toegekend in 1923 : fr. 1,637,252 85.

Het bedrag voor 1924 kan niet worden vastgesteld, omdat de rekeningen niet voorgoed afgesloten zijn.

Gedurende de jaren, welke de oprichting van de *Société anonyme belge d'Exploitation de Navigation aérienne* voorafgingen, werd aan de *Société Nationale d'Exploitation des Transports Aériens* (S. N. E. T. A.), firma welke voermogelijkheden door de lucht bestudeert, in 1921 toegekend : fr. 1,682,792.30; in 1922 : fr. 721,698.94.

Om te eindigen met wat verband houdt met de algemeene opmerkingen van dit hoofdstuk, zullen wij er bijvoegen, dat het personeel van het bestuur van het luchtvaartwezen (technische Dienst) en het personeel van het luchtnet uit burgers bestaat.

De in de begroting voor de technische diensten voorziene som van 855,000 fr. zal toelaten, wat betreft :

I. — De kosten van eerste instelling.

1° Eene afdeeling voor proefvluchten op te richten (bouw van een vliegtuig, laboratorium, inrichting van een loods, enz.);

2^o Nieuw tuig op te stellen, met tunnel van 2 meter diameter (weeg- en meettoestellen, enz.);

3^o De noodige apparaten voor de afdeeling der draadlooze telegrafie aan te koopen;

4^o De meet- en proeftoestellen der verschillende afdeelingen aan te vullen.

II. — Het bedrijf der afdeelingen

a) Verscheiden modellen en toebehooren te vervaardigen (aerodynamische afdeeling);

b) Brandstof aan te koopen, toebehooren voor motoren, enz. (Afdeling der motoren).

c) De verschillende proeven te nemen, waartoe in de afdeelingen moeten worden overgegaan.

III. — De algemeene kosten.

Het onderhoud der inrichtingen te verzekeren, de magazijnen te bevoorraden, het uitgeven van het « Bulletin périodique du laboratoire Aérotechnique » mogelijk te maken, enz.

Wat betreft de som van 200,000 frank, als toelage te verleenen door den Minister van Landsverdediging, zal zij derwijze besteed worden om :

a) De Belgische nijverheid en luchtvaarders in staat te stellen aan sommige door de bevoegde diensten belangwekkend geachte luchtwedstrijden deel te nemen ;

b) Toelagen te verleenen aan de uitvinders en aan de nijverheid, ten einde hen in de mogelijkheid te stellen het door hen ondernomen werk tot een gunstigen uitslag te leiden. Die bijstand wordt verleend door den Minister van Landsverdediging, naar advies van de diensten welke de ontwerpen hebben onderzocht ;

c) De belanghebbende diensten in staat te stellen te beschikken over een ernstige documentatie in zake Luchtvaartwezen. (Aankoop van boeken, brochuren, abonnementen aan buitenlandsche tijdschriften, enz.) ;

d) Te voldoen aan de aangegane schikkingen in verband met de werking van de Internationale Luchtvaartcommissie (C. I. N. A.) waarbij voorzien wordt dat elk land, dat de Internationale Overeenkomst van October 1919 heeft onderteekend, een zekere som zal storten, noodig bevonden tot de behoorlijke werking van de diensten der C. I. N. A. (17,000 Fransche franks in 1924).

HOOFDSTUK IX.

Het hoofdstuk betreffende de voeding der troepen, den slapingsdienst, de uitrusting, enz., heeft slechts tot enkele algemeene opmerkingen aanleiding gegeven. Leden hebben zich afgevraagd hoe het den Staat mogelijk was het vleesch en het brood te leveren tegen den prijs waaraan die eetwaren aan 't leger worden verkocht.

Men vergeete niet, Mijne Heeren, dat het bevrozen vleesch door den intendanticdienst wordt aangekocht, bij aanbesteding.

In 1922, 1923 en aanvang 1924, diende men nochtans rechtstreeks te koopen op de markt van Londen en in de landen van herkomst, ten einde in te gaan tegen

de doenwijze van sommige handelaars die zochten zich meester te maken van de Belgische markt, om aan de burgerlijke bevolking en het leger het bevrozen vleesch uit Zuid-Amerika te kunnen verkoopen, aan willekeurige prijzen buiten alle werkelijke prijzen.

Het bevrozen vleesch werd gekocht op de markt van Londen, in Brazilië en, ten slotte ook, van de Australische regeering, tegen buitengewoon voordeelige prijzen. Onder de bijlagen (bijlage IV), vindt gij een tabel waarop een algemeen overzicht wordt gegeven van de aankopen, gedaan door de militaire Intendantie.

Thans zijn de Australische contracten ten einde en door de Intendantie worden opnieuw openbare aanbestedingen ingevoerd, die tot nu toe goede uitslagen geven.

De tarwe tot bewerking in de militaire maalderijen wordt ook bij openbare aanbesteding gekocht.

Die tarwe wordt gebuild tot 15 t. h. Die bloem vervolgens overgebracht naar de militaire bakkerijen tot het vervaardigen van brood.

De deeg is samengesteld als volgt :

100 kilos bloem ;

1 kilo zout ;

750 grammen gist ;

45 liters water, ongeveer.

Bij het leger wordt slechts één soort brood gebakken.

De kostende prijzen van de tarwe, de bloem en het brood worden berekend om de drie maand, waarbij tot grondslag wordt genomen de inkoop prijs van de tarwe, vermeerderd met de algemeene onkosten bij de maalderij en de bakkerij (arbeidskosten, aankoop van materieel, kosten van stoken, vervoerkosten, al de uitgaven gedaan bij de maalderij en de bakkerij) en verminderd met de ontvangsten wegens verkoop van zemelen, afval, voorwerpen buiten dienst, enz.

* .

Gesproken werd ook over de paardenhoefsmederij bij het leger en dienaangaande vroegen leden van de Bijzondere Commissie waarom een grondmodel van hoefijzer werd ingevoerd. — Het geldt daar redenen van louter technischen aard. De hoefsmeden bij het leger mogen niet zelf de hoefijzers leveren, noch bewerken, omdat het aankopen van machienijzers veel voordeeliger is voor de Schatkist en het, anderzijds, onmogelijk is geworden, uit hoofde van den verminderden dienstdienst, zooals vroeger vaklieden in dienst te hebben, die genoeg bekwaam zijn om volstrekt goede ijzers te vervaardigen.

De hoefijzers, gekocht bij openbare aanbesteding, worden doorgaans geleverd door den heer Petit-Delhay, vertegenwoordiger der werkhuizen Gauthier, te Valenciennes. Tot nu toe werd slechts verkregen vanwege vreemde fabrieken, hunne uitrusting aan te passen of er een bijzondere tot stand te brengen voor het vervaardigen der hoefijzers overeenkomstig de aangenomen grondmodellen.

De hoefsmeden bij het leger hebben nog weinig werk te verrichten aan de ijzers die hun worden geleverd, gezien de thans aangenomen ijzers

afgewerkte ijzers zijn en gezien het weinige dat er nog te doen valt om dezelve aan te passen, en de hoefsmeden ontvangen dan ook geen vergoeding voor dat werk; daarentegen wordt hun betaald, boven hun soldij en de verschillende andere vergoedingen een dagelijksche premie van 5 centiem per gewoon trekpaard en 7 centiem per zwaar trekpaard.

Een kilo hoefijzer kost :

Ijzers n° 2	fr. 4,860
— n° 3	4,386
— n° 4	3,973
— n° 6	3,903

De onkosten wegens leveringen van paardenhoefijzers bij het leger voor het dienstjaar 1924 bedragen 1,056,000 frank; daarin is nochtans begrepen een som van 100,000 frank voor het vormen van de mobilizeeringreserve. Die uitgave zou meer bedragen, ware onze voorraad Engelsche, Amerikaansche en Duitsche ijzers uitgeput.

HOOFDSTUK XII.

De Bijzondere Commissie heeft gemeend dit jaar niet lang te moeten stil blijven bij de uitgaven bestemd voor de torpedisten- en marinierskorpsen. Bij Koninklijk besluit van 26 Juni 1924 werd inderdaad een Commissie voor de militaire marine benoemd.

Die Commissie, voorgezeten door onzen achtbaren voorzitter, den heer Pirmez, vergadert regelmatig en levert grondig studiewerk, in uiterst belangrijke zittingen. Wij wachten de beslissingen af welke door die Commissie zullen genomen worden, ten einde dan de maatregelen te onderzoeken die daaruit voortvloeien.

Overeenkomstig den wensch, uitgedrukt door verscheidene onzer Collega's, acht uw Verslaggever het nuttig, hier aan te duiden wat werd gedaan bij het torpedisten- en marinierskorps sedert 1924, en u eenige nadere aanduidingen te geven omtrent den huidige toestand van deze schoone eenheid.

UITGEVOERDE WERKEN.

a) *Overbrengen naar Brugge der vaareenheden van het torpedisten- en marinierskorps.*

Achtereenvolgens in staat brengen der mazout-torpedobooten van 250 ton, die zee konden kiezen aanvang Maart 1924 met de torpedoboot A. 42.

De andere torpedobooten konden opvolgend uitvaren in deze orde : A. 47 — A. 40 — A. 29. Die vier torpedobooten (A. 42, — A. 47, — A. 40, — A. 29) waren alle, aanvang Mei 1924, vaardig om zee te kiezen.

Overbrengen, naar Brugge, aan boord van den school-kruiser, van den staf van het torpedisten- en marinierskorps.

b) *Herstellingswerken.*

In staat brengen der torpedobooten.

Aanbrengen van nieuw pijpwerk aan den ketel van sleepboot *Wilna*.

Volledig nazicht en in staat brengen der wachtbooten B : 2B; 3B; 4B; 52B :

Inrichten van schoollokalen aan boord van den school-kruiser.

Onderhoudswerken aan de machines en ketels der torpedobooten A: 1 — A.2 — A. 3 — A. 5.

Al die werken werden uitgevoerd door het personeel en door de middelen van het torpedistenkorps.

Aanbrengen van de T. S. F. aan boord van den school-kruiser en van de torpedoboot A. 47.

Studie van de werken tot herstellen en in staat brengen van de torpedoboot van 250 ton A. 43 en van de torpedobooten van 150 ton A. 1 — A. 2 — A. 3 — A. 5.

De werken, opgedragen aan private nijverheid, begonnen rond 15 Januari 1925.

Er zal dus nog te herstellen over blijven een torpedoboot van 150 ton, om tot uitvoering te komen van het werkprogramma, voorzien bij de inrichting van het torpedisten- en marinierskorps (een afdeling van vijf torpedobooten van 250 ton, een afdeling van vijf torpedobooten van 150 ton).

Dit programma zal grotendeels uitgevoerd zijn rond half 1925, door middel van de credieten van 1924.

De torpedobooten A 1 — A 2 — A 3; waaraan minder belangrijke werken moeten uitgevoerd worden, zullen klaar zijn vóór aanvang Mei 1925.

c) *Uitvaren der torpedobooten, wachtbooten en sleepers.*

Het uitvaren in zee der torpedobooten begon in Maart 1924, met een torpedoboot van 250 ton en nam sedert dien toe.

Al de torpedobooten, wachtbooten en sleepers namen deel aan den waakdienst over het geschutsveld tijdens de schietoefeningen der eenheden 4 R. A. A., die plaats hadden in October l.l.

Sedert dien, zijn de torpedobooten minder uitgevaren in zee, ten einde den voorraad mazout niet al te zeer te doen afnemen, in afwachting van nieuwe leveringen door midden van de eerste credieten voor 1925.

d) *Werkhuizen.*

Heroprichting der magazijnen en werkhuizen van het torpedisten- en marinierskorps, op de plaats van een in puin liggend magazijn en werkhuis, vroeger door de Duitschers gebruikt.

Er blijft nog slechts te zorgen voor het aanbrengen der machines en voor het opruimen van de voorloopige werkhuizen en magazijnen.

De eerste reeks werktuigmachines (de meestnoodige) zullen binnen kort worden aangekocht. Zij zijn te leveren einde Maart 1925.

e) *Torpedos.*

Studie der torpedos en van het aan te schaffen torpedomaterieel.

15 torpedos van 450 mm., 10 lanceerbuizen met de noodige bijhoorigheden werden aangekocht en zijn te leveren vanaf aanvang 1925.

f) *T. S. F.*

Aankoop van 15 toestellen met lampen van 33 kilometers dracht, te leveren aanstaande jaar.

g) *Personeel der werkhuizen.*

Het aanwerven van het burgerlijk arbeidspersoneel bij de werkhuizen van het torpedisten- en marinierskorps is geregeld. De aanvaardingsproeven hebben plaats gehad tijdens de eerste veertien dagen van 1925.

h) *Opleiding.*

Opmaken van het opleidingsprogramma, onder technisch en militair opzicht, der bemanningen.

Een programma aangaande de opleiding onzer toekomstige reserveofficieren ligt ter studie.

i) *Leergangen.*

Benevens de opleiding der bemanningen werden, om tot degelijke eenheid van leerstelsels te komen, leergangen ingericht voor de officieren en bootmans bij het torpedisten- en marinierskorps, rekening houdende met hun verschillende herkomst.

Het geldt de volgende leergangen, begonnen over tal van maanden :

1^o Leergangen voor dek-onderofficieren en torpedomans. Die leergangen werden tevens gevolgd door de officieren van het leger, ingelijfd bij het torpedisten- en marinierskorps en die de Zeevaartschool niet hebben gevolgd of geen voldoende vroegere scheepsopleiding verkregen.

2^o Leergangen voor machines-onderofficieren. Die leergangen omvatten voordrachten en praktische oefeningen tijdens het uitvaren in zee.

j) *Andere werken.*

Opmaken van de regeling inzake de vroegere Duitsche kanonnen, onze torpedobooten bewapenende, en van een ontwerp betreffende het beheer van het materieel.

Opmaken van gedrukte scheepsdagboeken en van de noodige stukken voor den dienst op dek en voor den dienst bij de machines (ten anker en in zee). Studie tot het opstellen in de twee talen der noodige handboeken voor de verschillende specialiteiten.

Opmaken van een tweetalig handboek voor den stoker en van dit voor den marsgast; van een taktiek-seinboek bij het gezamenlijk uitvaren der eenheden.

In staat brengen der vroegere Duitsche mijnen, ondergebracht op de Perelvesting (Antwerpen).

Optakelen (wegnemen der belangrijke stukken, enz.) van de oude torpedobooten die moeten verkocht worden.

Opmaken van het volledig ontwerp betreffende de uitrusting en kleeding der

gegradeerden van het torpedisten- en marinierskorps. Bijlage n° 5, Mijn Heeren, verschaft de overzichtstabel van het uitvaren in zee der eenheden van de flotielje van het torpedisten- en marinierskorps.

*
* * *

Veertien mazout-torpedobooten van 250 ton varen thans naar zee uit.

Zes torpedobooten, waaronder een mazoutboot van 250 ton en vijf kolenschepen van 150 ton, moeten hersteld worden.

Daarbij zullen drie torpedobooten van 150 ton op einde April a. s. in zee zijn en twee andere (een van 150 ton en een van 250 ton) einde Juni, wat op dien datum het getal zeevaardige torpedobooten op negen brengt.

De tiende en *laatste* torpedoboot van 150 ton zal vóór einde 1925 zeevaardig zijn.

De enkele wachtschepen die nog moeten hersteld worden, zullen alle in goeden staat gesteld zijn tegen einde Juli 1925.

De twee derden van die kleine vaartuigen zijn thans zeevaardig.

Bij eene *profijtelijke snelheid* van ongeveer 13,5 knopen, voor de mazout-torpedobooten is het verbruik van een torpedoboot 70 kilogrammen mazout per uur, of ongeveer voor 370 frank. Gelijkaardige inlichtingen voor de kolenschepen van 150 ton kunnen slechts begin Mei 1925 verschaft worden. Hun brandstofverbruik zal overigens veel geringer zijn dan dat van de torpedobooten van 250 ton. De vaarkosten per uur zullen bij eene profijtelijke snelheid 100 frank niet te boven gaan.

. . .

De kapitein-luitenant ter zee, Guibert, hoofd van de Fransche zeevaartzending en verbonden aan de 3^e afdeling van den Legerstaf, overleed den 8^e Juli 1924.

Met erkentelijkheid begroet de Bijzondere Commissie de nagedachtenis van dien uitstekenden Franschen officier die, zich met heel zijn ziel en met onvermoeibare toewijding zijn krachten besteed had aan de opleiding van onze officieren van het Korps der torpedisten en van onze zeelieden.

Allen koesterden voor dien schitterenden overste eerbied en genegenheid. Van zijn welwillend bestuur zullen zij een ontroerde herinnering bewaren. De betreurde kapitein-luitenant ter zee Guibert werd sedert 14 Augustus 1924 vervangen door den kapitein-luitenant ter zee Dutfoy.

. . .

De mobilisatie op nijverheidsgebied maakte de belangstelling van de Bijzondere Commissie gaande, die de volgende vragen stelde :

1. Welke zijn de maatregelen met het oog op de mobilisatie?
2. Bestaat er een stelselmatig en uitvoerig plan van die mobilisatie?
3. Zoo ja, wordt er rekening gehouden met de steeds nieuwe veranderingen der techniek?
4. In hoe ver zijn op dit oogenblik de werkzaamheden der Commissie gevorderd?

De Minister van Landsverdediging antwoordde dat de volgende maatregelen genomen zijn met het oog op de mobilisatie op nijverheidsgebied :

1. Voor het land bestaat er een interministerieele Mobilisatie-Commissie. Wat het

leger betreft, bestaat er een beperkte Mobilisatie-Commissie die buiten de algemeene Bestuurders van het Departement van Landsverdediging enkele leden uit de nijverheidswereld bevat.

Die Commissie wordt voorgezeten door den Generaal voorzitter van de Militaire commissie tot bestudeering van fabrikaten en bevoorrading en zij is geroepen om hare meening en haren raad te geven over alles wat de mobilisatie van het leger op nijverheidsgebied betreft.

Tot dusver werden talrijke maatregelen genomen wat betreft :

- a) De benutting der private fabrieken overeenkomstig de wet op de militaire opvorderingen ;
- b) De oorlogsaanvullingen in ingenieurs, in leidend personeel, in werkvolk voor de militaire inrichtingen van fabricage en de gemobiliseerde burgerlijke fabrieken ;
- c) De benutting van reserve-officieren-specialisten ;
- d) Bijzondere maatregelen betreffende de oliën ;
- e) Ontwerp van inrichting van eene Aankoopcommissie voor alles wat betreft de stoffen die men zich in het buitenland aanschaffen moet.

Andere maatregelen werden genomen of zullen genomen worden naarmate de noodwendigheid zich voordoet.

2° Bestaat er een geregeld mobilisatieplan op nijverheidsgebied ?

Ja.

Wat betreft de militaire inrichtingen van fabricage, zij werken elke voor eigen rekening hun mobilisatie-plannen uit.

Wat de private fabrieken betreft, die welke aan de opvorderingen zullen onderworpen worden, zij moeten in vreedstijd hun mobilisatieplan voorleggen alsmede het ontwerp van werken tot geschiktmaking.

Zij kunnen zelfs in vreedstijd een bijzondere toerusting verkrijgen.

Het crediet op art. 5 der begrooting uitgetrokken, zal desgevallend de deelneming van den Staat in de delging van die bijzondere kosten mogelijk maken. Daarenboven, werd er, wat betreft de bijzondere fabricages die in de burgerlijke nijverheid niet in gebruik zijn, voorzien dat de fabrieken die zulks wenschen, daarvan op de hoogte kunnen gebracht worden door de militaire inrichtingen die met die zaken vertrouwd zijn.

Een plan der voorwerpen, waarvan maandelijks de levering moet voorzien worden, werd uitgewerkt. Elk belangrijk voorwerp maakt deel uit van een omstandige studie en zoo komt men er toe langzamerhand de burgerlijke fabrieken vast te stellen, welke in de vorige paragraaf bedoeld worden.

Het plan wordt aanhoudend uitgewerkt. Het studiewerk is aan den gang.

3° De bestuurders der militaire inrichtingen van fabricage zijn op de hoogte van allen vooruitgang der techniek en de mobilisatieplannen zouden de achtereenvolgende veranderingen ondergaan die noodig worden door de ontwikkeling der moderne techniek.

4° De Commissie der mobilisatie op nijverheidsgebied is voorgezeten door een Generaal-majoor en bevat als leden de algemeene Bestuurders der 3^e, 4^e, 5^e, 6^e en 7^e Algemeene Besturen, de Bestuurders van den Luchtvaartdienst en van den Dienst der Strijdgassen.

Die Commissie vergadert, geheel of gedeeltelijk op bijeenroeping door haren

Voorzitter. Zij vergadert voltallig, wanneer het er om te doen is vragen van algemeen belang te bespreken; gedeeltelijk wanneer het gaat over vragen die tot een bepaald Algemeen Bestuur behooren.

De verschillende Algemeene Bestuurders en Bestuurders krijgen richtingsaanduidingen van den Generaal-majoor, voorzitter, en gedragen zich daarnaar ieder in zijn departement.

Hieronder worden de hoofdpunten van het uitgewerkt programma aangeduid :

Wij kennen voor het leger :

a) De belangrijkheid der voorraden die van den eersten dag der mobilisatie af bestaan moeten ;

b) De maandelijksche behoeften voor ieder voorwerp dat de soldaat in oorlogstijd noodig heeft.

Voor de behoeften vereenigd onder de rubriek a), zijn de Bestuurders belast met het vormen der voorraden, ofwel door de fabricage in de militaire inrichtingen, ofwel door aanbestedingen.

De behoeften b), die verreweg de belangrijkste zijn, vallen meer bepaald in de bevoegdheid der Commissie.

Om er de levering van in oorlogstijd te verzekeren, rangschikte men die behoeften in twee voornamelijk categorieën, die welke doorgaans kunnen voldaan worden en die welke men slechts toevallig of in t'geheel niet voldoen kan.

Voor de eerste maakt men statistieken op met aanduiding van de hoeveelheid en van de plaatsen waar men ze vinden kan.

De groote moeilijkheid zal zijn: plannen op te maken voor de levering der tweede soort. Sommige producten der tweede soort kan men niet in voldoende hoeveelheid op de markt vinden, bij voorbeeld: meel, bijzonder hout, oliën, enz. Voor de verkrijging ervan worden Aankoopcommissiën voorzien, die moeten gereed zijn om te werken van den eersten dag der mobilisatie af.

Andere behoeften kunnen, in vreedetijd, niet voldaan worden door een fabricage die een toereikende hoeveelheid levert, bij voorbeeld: de granaten, hulzen, geweerpatronen.

Het vraagstuk bestaat hierin, de mobilisatie te voorzien van private fabrieken die de noodige wijzigingen kunnen ondergaan om zich aan de nieuwe fabricages aan te passen. Daar de wet ons thans geen recht geeft, is de Commissie verplicht door overreding te handelen en door bestellingen die er de nijverheidslieden toelaten hun fabrieken toe te rusten. Een crediet van 300.000 frank werd uitgetrokken om ter beschikking van de Commissie gesteld te worden met het doel de kosten der nijverheidslieden te dekken, die de studie zouden willen ondernemen van een mobilisatieplan van hun inrichting. Die som dient bovendien om de kosten te dekken van kleine bestellingen van bijzondere zaken (granaten) die sommige nijverheidslieden aannemen om hun personeel met de bijzondere fabricages vertrouwd te maken. Zoo kon men in België de fabricage ondernemen van granaathulzen, granaten in verstaald gietijzer en van handgranaten.

Naarmate het programma aangevuld wordt, zullen onder-commissiën gevormd worden voor het in werking brengen van elk vak der mobilisatie op nijverheidsgebied. Zooals het reeds het geval is voor de Commissie der koolstofverbindende stoffen zullen nijverheidslieden, handelslieden, burgerlijke specialisten geroepen worden om aan de werkzaamheden van elke groep deel te nemen.

Anderzijds, wanneer men door de ondervinding beginselen en praktische toepassingswijzen zal vastgesteld hebben, zal een wetsontwerp ingediend worden ten einde de wetsregeling der mobilisatie op nijverheidsgebied te bepalen en deze door gepaste maatregelen te bekrachtigen.

Sommige leden maken zich ongerust wegens de opmerking op blz. 93 van de Begrooting, dat men met de grootste voorzichtigheid en zorg moest bestudeeren de vorming in vredestijd van de voorraden machines en van de toerusting die voor de mobilisatie noodig zijn.

Maar het ligt geenszins in de bedoeling van de Commissie, in vredestijd de voorraden machines en de toerusting te vormen die in tijd van mobilisatie noodig zijn.

Zij bepaalt er zich bij, onder de bestaande fabrieken diegene op te zoeken die machines bezitten welke voor de militaire fabricages deugen. Anderzijds zoekt zij door bestellingen in de privaat-nijverheid de belangen der nijverheidshoofden bij de militaire fabricages te betrekken. Zij zijn het dan die zich de bijzondere toerusting aanschaffen, indien er eene noodig is en die naderhand zoeken die bijzondere toerusting aan geregeld werk aan te passen.

De eenige thans voorziene zaak zou kunnen zijn, de bouw van sommige fundeeringen voor machines en voor persen. De eenige voorzorg die thans voorzien is, is die der kalibers die moeten bestaan om de afmetingen der vervaardigde voorwerpen na te gaan. Zulks kan niet tot groote uitgavenaanleiding geven.

HOOFDSTUK XIII.

Enkele vragen werden bijzonder opgeworpen aangaande de militaire begraafplaatsen. Sommige leden wezen er op, dat vele eigenaars nog geen schadevergoeding bekomen hadden voor de gronden die den Staat hun ontnam om er begraafplaatsen te maken aan het front.

Onder de gronden, door de militaire begraafplaatsen ingenomen, moet er een onderscheid gemaakt worden tusschen die welke dienen voor Belgische militaire begraafplaatsen, voor geallieerde begraafplaatsen en voor Duitse begraafplaatsen.

Het 3° van artikel 62a gewaagt in de opgave slechts van de Belgische begraafplaatsen. Voor schier al deze zijn de vergoedingen voor den aankoop van gronden betaald; voor diegene die nog moeten verkregen worden, is er in het 3° van artikel 62a een globale som van 100,000 frank voorzien.

Voor de gronden, ingenomen door de Britsche en Fransche begraafplaatsen, zijn er nog vele verkrijgingen te doen; de onderhandelingen met het oog op die verkrijgingen worden gevoerd door het Beheer der Domeinen, maar dit Beheer is met werk overlast, vooral in Vlaanderen.

Het 1° van het artikel 62b voorziet voor die verkrijgingen, in 1925 te verwezenlijken, een som van 120,000 frank, welke daarbij bevat de vergoedingen die het Departement van Landsverdediging jaarlijks aan de eigenaars betaalt wegens vervroegde bezetting van niet verkregen gronden.

Die maatregel heeft voor gevolg dat die klachten der eigenaars zeer zeldzaam zijn, wanneer het Belgische of geallieerde begraafplaatsen betreft.

Wat de Duitsche begraafplaatsen betreft, werd geen definitieve maatregel toegepast.

Het schijnt ons gepast de verkrijging van gronden te verdagen tot op het oogenblik dat de zaak der Duitsche begraafplaatsen voor goed zal geregeld zijn, wat afhangt van den gang der onderhandelingen eenige jaren geleden ondernomen tusschen de geallieerde en Duitsche overheden en die moesten afgebroken worden.

De hervatting ervan hangt niet van ons af.

In den huidige toestand betaalt de Belgische Staat een jaarlijksche vergoeding voor de gronden die tot begraafplaatsen van die categorie dienen, of betaalt de huur, wanneer de eigenaars er in toestemden hun grond te verpachten.

Het slot der algemeene bespreking betreffende de begrooting lokte verschillende opmerkingen van bijzonderen aard uit die uw verslaggever den heer Minister van Landsverdediging onderwierp.

Deze verschaftte hem de gewenschte inlichtingen en de Bijzondere Commissie verklaarde er zich over voldaan.

Onder de opmerkingen halen we in 't voorbijgaan die aan welke betrekking hebben op het verschijnen in een groot dagblad van artikelen na een onderzoek door den heer de Miomandre ingesteld in onze militaire inrichtingen, en die betreffende de maatregelen tot verbetering van den toestand der onder-officieren, de uitwerking der begrooting, enz.

De toelating aan particulieren gegeven om in onze militaire inrichtingen te dringen, geschiedt overeenkomstig de gebruiken en reglementen over de zaak, mits inachtneming van de noodige voorzorgen om de openbaarmaking van vertrouwelijke inlichtingen te vermijden. Ge zult verder, Mijne heeren, eenige toelichtingen vinden over deze artikelen.

Over het algemeen kunnen de bezoekers niets meer vaststellen dan hetgeen men uit de officieele stukken vernemen kan. Wat de heer de Miomandre liet verschijnen, was door het publiek geweten door de verslagen der Commissiën voor de begrooting van Kamer en Senaat.

Het Departement van Landsverdediging neemt overigens geen verantwoordelijkheid op zich aangaande de bekendmakingen der pers over die bezoeken of aangaande beoordeelingen der bladen over bekende officieele inlichtingen.

Wat betreft de soldaten der hulpdiensten, merke men op dat de klasse van 1920, evenals die van 1921 en van 1922 meer dan 10,000 manschappen dier diensten telde en dat hun aantal thans met ongeveer de helft verminderd is.

Een ministerieele omzendbrief (bijlage VI) toont aan dat het Departement van Landsverdediging er om bezorgd was de militieplichtigen die enkel voor de hulpdiensten deugden, niet werkeloos te laten.

De verslagen dienaangaande geleverd, bewijzen dat bedoelde elementen zeer verstandig benuttigd werden en het Departement zou met zorg alle bepaalde gevallen onderzoeken waarvan het kennis krijgt.

Aangaande de verschillende voordeelen aan de onderofficieren te verleenen om hun de loopbaan aangename te maken, vernam de Bijzondere Commissie met voldoening de verbeteringen aan de kleeding toegebracht en zij begreep waarom

de heer Minister van Spoorwegen, ondanks het aandringen van den Minister van Landsverdediging aan de onderofficieren de identiteitskaart niet kon verleen en die recht geeft op het reizen tegen verminderden prijs.

De onderofficieren genieten inderdaad, overeenkomstig de van kracht zijnde onderrichtingen, bij het reizen alle mogelijke voordeelen die hun kunnen toegepast worden, met het oog op de eischen van den militairen dienst.

Zij krijgen inderdaad op het spoor een vermindering van 75 t. h. op de tarieven in de rijtuigen van 2° en van 3° klasse: de korporaals en soldaten krijgen die vermindering enkel in de 3° klasse.

Anderzijds moeten de militairen die op het spoor tegen verminderden prijs reizen, welke hun graad ook zij, aan de winketten der staties en aan het personeel van het beheer der spoorwegen, een bewijs vertoonen van hun recht op vermindering (identiteitskaart, verlofbrief, marschbevel).

De controle (aan den uitgang, door militairen) van de korte verloven (permissions) in de staties is niet meer toepasselijk op de onderofficieren.

De identiteitskaart die de belanghebbenden aanvragen schenken hun geen andere geldelijke voordeelen dan die welke men bekomt op vertoon van een verlofbrief of van een marschbevel; zij zou hen dus niet vrijstellen van de controle ten opzichte van de reizigers die een prijsvermindering genieten.

* *

Ten slotte, wat betreft het opmaken van de begrooting, legt het departement er zich op toe, elk jaar dezelfde volgorde te kiezen bij het opmaken van de ontwerpen van begrootingen, maar sommige wijzigingen, ontstaande het zij uit de toepassing van wetsbepalingen, hetzij uit de inrichting of de wederinrichting van diensten, hetzij uit rekenplichtigheidsmaatregelen, doen zich onvermijdelijk voor.

Er dient opgemerkt dat de uitgaven zooveel mogelijk volgens den aard en de diensten gerangschikt worden. Die rangschikking moet in verband staan met de bevoegdheden der verschillende inrichtingen van het departement en zij moet de begrotingsaanrekeningen weergeven, welke door de reglementen en onderrichtingen duidelijk voorzien worden.

Leden van de Bijzondere Commissie wezen op verschillende veranderingen in de volgorde der posten van de begrootingen van 1924 en 1925.

Waren in de begrooting van 1924 de uitgaven voor den dienst der strijdgassen onder artikel 14 gebracht, zoo geschiedde zulks daar het een dienst betrof *waarvan de inrichting aan den gang was* en die tot doel heeft de studie betreffende de maatregelen tot bescherming tegen gassen. Zelfstandig geworden is die dienst, zooals de benaming het te kennen geeft, een strijdinrichting geworden, te vergelijken met de uitrusting en dientengevolge moesten de uitgaven die bij zijn werking hooren, verbonden worden aan de technische diensten van de artillerie, die alle bewapeningsuitgaven omvatten.

Wat de wedden der burgerlijke artillerie-ingenieurs betreft, die in 1924 voorzien waren onder de artikelen betreffende de artillerie-inrichtingen, moesten deze gebracht worden onder artikel 12, waaronder voorzien zijn de wedden van alle officieren en lagere militairen, aangezien die ambtenaren tot officieren-ingenieurs der militaire fabricaties benoemd werden ten gevolge van de bepalingen van de wet van 8 Mei 1924.

ONDERZOEK DER ARTIKELEN**EERSTE HOOFDSTUK.**

Dat hoofdstuk vertoont een verhooging van 257,942 frank.

Het onderzoek der posten, welke dat verschil veroorzaken gaf geen aanleiding tot bijzondere opmerkingen der Commissie.

Art. 5. — Sedert de bespreking van de Begrooting van 1924, had een aanzienlijke vermindering van het personeel plaats in het Cabinet en in de bureelen van het Departement.

1^o In het Cabinet : 1 soldaat ;

2^o In de bureelen van het Departement :

40 officieren,

8 onderofficieren,

1 brigadier,

56 soldaten.

Art. 7. — Daar leden de omstandige opgave vroegen van de verdeling der som van 395,000 frank, onder dat artikel ingeschreven, antwoordde de heer minister :

Hieronder de omstandige opgave van het gebruik der 395,000 frank, ingeschreven onder artikel 7 der Begrooting :

Abonnementen op tijdschriften :

Bibliotheek van het Departement	fr. 20,000
Garnizoensbibliotheek (officieren)	35,000
Garnizoensbibliotheek (troep)	20,000

Werken :

Bibliotheek van het Departement	15,000
Garnizoensbibliotheek (officieren)	35,000
Garnizoensbibliotheek (troep)	10,000
Druk van het officieel militair blad	25,000
Druk van het inlichtingsblad der reserve-officieren	10,000
« Revue bibliographique militaire »	15,000
« Bulletin belge des sciences militaires »	10,000
Druk der reglementen	120,000
Inbinden van boeken	35,000
Kataloog der bibliotheek van het ministerie	40,000
Aankoop van werken voor den dienst van het hoofdbestuur, geringe uitgaven, enz.	5,000
	fr. 395,000

Art. 7. — Sommige leden vroegen den kataloog der boeken die in de garnizoensboekerijen zijn, wie met den aankoop der werken belast is, hoeveel Fransche boeken en hoeveel Vlaamsche boeken er zijn. De Bijzondere Com-

missie wenschte eveneens te weten of het Departement van Landsverdediging aanneemt dat partikulieren boeken schenken aan de garnizoens- of regiments-boekerijen en zoo ja, wie de controle over die schenkingen heeft.

De Bestendige Commissie was bij haar bezoek aan het kamp van Elsenborn van meening dat er in de boekerij boeken waren, die men er beter uit geweerd had.

Uit de aan den heer minister gestelde vragen blijkt dat een kataloog, waarin de werken per categorie gerangschikt zijn, volgens de van kracht zijnde voorschriften in elke garnizoensboekerij gehouden wordt. Die kataloog dient terzelfdertijd als inventaris. Hij wordt jaarlijks op 1 Januari herzien. In het lokaal der boekerij is dus de kataloog voorhanden.

Door de zorgen van het Departement van Landsverdediging worden de garnizoensboekerijen voorzien van moderne werken, Belgische en buitenlandse tijdschriften, Belgische officieele uitgaven, uitgaven van de voornaamste regimenten der buitenlandse legers. Zij bezitten bovendien boeken van schenkingen voortkomende.

De officieren en militairen van lageren rang schrijven in een register de titels der werken, waarvan zij den aankoop voor de garnizoensboekerij wenschen. De aanvragen worden onderworpen aan de Commissie der boekerij; keurt deze ze goed, dan worden zij tot definitieve beslissing aan den Hoofdstaf van het leger voorgelegd.

Het aantal Fransche en Vlaamsche boeken die in de boekerijen bestaan, verschilt van het eene garnizoen tot het andere, volgens de betrekkelijke belangrijkheid der garnizoenen en het aantal gekregen boeken. Daar men voor de officiersboekerijen enkel werken over de krijgswetenschap aankoopt (veldheerskunst, tactiek), is het aantal Vlaamsche werken zeer gering.

De troepboekerijen bezitten gemiddeld een Vlaamsch werk voor twee Fransche werken. Die toestand is toe te schrijven aan het feit dat die boekerijen op hun inventaris al de schenkingen hebben welke de legerafdeelingen onder den oorlog kregen.

Sedert de stichting van de troepboekerijen, legde het Departement er zich op toe, deze van evenveel Vlaamsche als Fransche werken te voorzien. Er dient opgemerkt dat er voor 1924 gevraagd werden: te Brussel, 818 Vlaamsche boeken en 1,748 Fransche boeken; te Antwerpen, 1,424 Vlaamsche boeken en 2,868 Fransche boeken.

Het reglement der boekerijen laat schenkingen toe. Deze worden over het algemeen gedaan door werken van menschevriendheid, officieren of militairen van lageren graad. Vooraf moeten die schenkingen door de Commissie der boekerij goedgekeurd worden.

De aandacht van den kommandant van het kamp van Elsenborn werd gevestigd op sommige werken, waarop iets af te wijzen valt.

Art. 10. — In den loop van een bezoek aan het Militaire Kaarten-Instituut, ondervroeg de bestendige Commissie verschillende werkhuishoofden, drukkers, steendrukkers, enz., over een geschil dat bestaat tusschen het Departement en hen. Er werd beweerd dat er ten gevolge van die ondervraging door de leden der Commissie, maatregelen tegen het personeel genomen werden (afschaffing der benoemingen, opleggen van het werk per uur, week van 48 uren aan 32 agenten met 22 tot 40 jaren dienst.

De Bijzondere Commissie wenschte te weten of het feit echt is en, desgevallend, welke maatregelen genomen werden — hun beteeckenis — alsmede het aantal getroffen agenten en hunne namen.

De heer minister antwoordde :

Thans wordt er in de steendrukkerij 42 1/2 uren per week gewerkt.

In September werd door den Algemeenen Bestuurder beslist — en de diensthoofden kregen toen bericht over deze beslissing — dat de steendrukkerij, van 1 Januari 1925 af, zou gedwongen zijn 48 uren per week te werken. Die beslissing kwam vóór het bezoek van de Bestendige Commissie van Landsverdediging aan de inrichting van Ter Kameren. De datum van 1 Januari werd gekozen daar slechts op dat oogenblik de vermindering van personeel zou gebeuren, die door de omstandigheden opgedrongen werd.

Geen enkele der maatregelen, waarvan er in de gestelde vraag spraak is benoeming, afschaffen, arbeid per uur — werd genomen.

Daar de bijzondere kwestie betreffende de wenschen van het personeel van het militair Kaarten-Instituut, door vele van onze collega's bij de bespreking der Begroting zal opgeworpen worden, zal uw Verslaggever niet verder nitweiden over de grieven welke uwe Commissie voorgelegd werden.

. . .

Een punt lokte verschillende vragen uit van leden der Bijzondere Commissie : dat betreffende de drukkerij en zetterij van Ter Kameren.

Onze Collega's vinden hieronder de inlichtingen dienaangaande.

De drukkerij van Ter Kameren drukt niet voor andere departementen dan het Departement van Landsverdediging.

Het is niet noodig de drukkerij van Ter Kameren te verruimen en daar is geen spraak van.

De inrichting der drukkerij van het Departement van Landsverdediging is het gevolg van het behoud der drukkerij van het Groot Hoofdkwartier, gedurende den oorlog tot stand gebracht. Na den wapenstilstand werd die drukkerij aan het Militair Kaarten-Instituut verbonden. Zij werd uitgebreid om de behoeften aan drukwerk voor heel het Departement en het Leger te voldoen.

Men wendt zich niet meer tot de burgerlijke drukkerij of tot den handel, daar de prijzen der drukkerij van Ter Kameren lager zijn dan die welke door de burgerlijke nijverheid gevraagd worden. De Legercommissie erkent in haar verslag over haar bezoek aan het Militair Kaarten-Instituut dat hare kostende prijzen dezelfde zijn als die der burgerlijke nijverheid. Daar deze nog een winst maken moet, en de drukkerij van Ter Kameren aan het leger tegen den kostenden prijs levert, zijn hare prijzen natuurlijk lager dan die van de burgerlijke drukkerijen en van den handel.

ART. 11. — Een lid vroeg nadere toelichting over de post *b*) : Aankoop van materieel voor de drukkerij en zetterij : 1,275.000 frank.

De heer Minister antwoordde :

Het is niet mogelijk de omstandige opgave te doen van de uitgave vermeld in

post *b* van artikel 2 voor 1925, maar het is mogelijk de omstandige uitgaven te geven van dien post voor 1924, daar de voorziene uitgaven van denzelfden aard zijn.

Hier volgen in ronde cijfers de uitgaven gedaan tot op 1^{re} December 1924 :

<i>Kantoorbehoeften</i> bestemd voor het verkoopmagazijn van kantoorbehoeften	fr.	350,000
<i>Papier</i> bestemd voor de behoeften der typographische drukkerij		590,000
<i>Grondstoffen</i> voor het inbinden, lijnwaad, percaline, enz.		170,000
<i>Materieel</i> : Matrijzen. — Stukken voor linographie, — Klein materieel. — Herstellingen		70,000
<i>Allerlei</i> : Licht, verwarming, drijfkraft, enz.		30,000
	Fr.	1,210,000

Op te merken valt dat in zijn geheel deze post zijn tegenwicht vindt in de ontvangsten van de Schatkist, die in den kostenden prijs zijn begrepen. Hij was niet vermeld op de Gewone Begrooting toen de Begrooting voor order bestond, behalve voor een som van 5,000 frank, om het bestaan der drukkerij aan te stippen. Ik voeg daarbij dat, in zijn verslag over de Begrooting van Landsverdediging voor 1924, de heer de Burlet het vraagstuk van het beheer der Drukkerij uitvoerig heeft behandeld.

Aanmerking — Hieronder de omstandige opgave der ontvangsten die 2,000,000 frank bedragen. Het bedrag der verkoopen en afstanden door het 4^e Algemeen Bestuur wordt verdeeld als volgt :

	Jaren :	
	1923	1924 (tot 1 ^{re} Dec.)
I. — Drukkerij.		
Kantoorbehoeften	Fr. 592,400	Fr. 427,140
Verkoop van drukwerk en drukwerken (Reglementen, registers, bijzonder drukwerk, Jaarboek der officieren van het leger, Journal militaire officiel, periodieke uitgaven, enz.)	1,395,000	1,386,000
	Fr. 1,987,400	Fr. 1,813,140
II. — Steendrukkerij.		
Kaartenverkoop	Fr. 60,000	Fr. 94,000
Bijzondere werken	160,000	275,000
	Fr. 220,000	Fr. 369,000
SAMENTELLING :		
<i>Drukkerij</i>	Fr. 1,987,400	Fr. 1,813,140
<i>Steendrukkerij</i>	220,000	369,000
	Fr. 2,207,400	Fr. 2,182,140

In bijlage VII vindt men een tabel met de opgave per graad en per categorie van de tegenwoordige samenstelling van het militair personeel van het militair landkaartinstituut, personeel waarvan de wedden en soldijen niet ten bezware komen van artikel 10 der gewone Begrooting van Landsverdediging. Deze tabel beantwoordt aan een wensch van de Bijzondere Commissie.

HOOFDSTUK II.

Dit hoofdstuk bedraagt 11,889,156 frank meer en de verklaring van die verhooging staat in de kolom aanmerkingen, bladzijde 35 van het ontwerp.

Het is nochtans noodig dat men ingelicht zij over de vergoeding « wegens dienst in bezet Duitschland » en over verschillende posten van dit artikel 12 dat aanleiding gaf tot wisseling van gedachten in den schoot der Bijzondere Commissie.

ART. 12. — De vergoeding wegens dienst in bezet Duitschland werd ingevoerd op 1 Maart 1924.

Ziehier het bedrag dezer vergoeding :

I. — Officiëren en gelijkgestelden.

	Per dag.
Generaals, gezinshoofden fr.	12.00
— vrijgezellen	8.00
Opperofficiëren gezinshoofden	11.00
— vrijgezellen	6.00
Lagere officieren, gezinshoofden	9.00
— vrijgezellen	5.00

II. — Militairen van lageren rang.

Bezoldigde onder-officiëren, gezinshoofden . fr.	3.50
— vrijgezellen	2.00
Korporaals, gezinshoofden	2.50
— vrijgezellen	1.50
Soldaten, gezinshoofden	2.50
— vrijgezellen	1.00

Soldijtrekkenden :

Met meer dan 3 jaar dienst	onder-off.	1.50
—	korporaals	1.00
—	soldaten	0.50
Met meer dan 6 maand, doch minder dan 3 jaar dienst	onder-off.	0.85
—	korporaals	0.70
—	soldaten	0.50
Met min dan 6 maand dienst	korporaals	0.20
—	soldaten	0.15

III. — Militairen van lageren rang bij de Gendarmerie.

Onder-officieren, gezinshoofden	3.50
— vrijgezellen	2.00
Brigadiers en gendarmen, gezinshoofden	2.50
— vrijgezellen	1.50

Het 2° der aanmerkingen bij artikel 12 spreekt over normale weddeverhoogingen en overgang in de categorie der bezoldigden van 342 militairen van lageren rang met drie jaren dienst.

Deze 342 militairen zijn beroepsvrijwilligers of dienstthernemers die twee jaar goeden dienst hebben gedaan boven den leeftijd van 18 jaar. Het zijn korporaals of sergeanten.

Het 3° der aanmerkingen bij artikel 12 wijst op de verhooging der aanwezige gemiddelde getalsterkten.

Deze verhooging voor 1925 wordt gebillijkt door de toelichting van het wetsontwerp tot vaststelling van het contingent voor 1925. Meer inlichtingen zijn daarover te vinden in het parlementair stuk n° 23 (vergadering van 4 December 1924).

Ten slotte, ten gevolge van de bepalingen der wet houdende inrichting van een korps officieren-ingenieurs der militaire fabrieken, werden 18 burgerlijke artillerie-ingenieurs in dit kader opgenomen alsook 3 artillerie-officieren.

Dat kost aan de Schatkist 79,000 frank zonder rekening te houden met de wedderegeling, die eveneens hare uitwerking had doen voelen zoo men den vroegeren toestand had behouden.

Uw verslaggever kan niet beter doen dan U verwijzen naar de « Tabel der effectieven, berekening der wedden, soldijen, enz. » in de Bijlagen van de Toelichting der Begrooting (blz. 110, 111 en 112 van het U voorgelegde ontwerp.

Ik wijs op den post « Hooge soldij voor frontstrepen » (2,600,000 frank) waaromtrent door de Bijzondere Commissie uitleg werd gevraagd.

Deze hooge soldij werd ingesteld bij de wet van 25 Augustus 1919 (art. 6), verschenen in het *Staatsblad*, n° 243, van 31 Augustus 1919.

Zij bestaat in eene dagelijksche toekenning van fr. 0.20 voor elk der eerste twee strepen; van 0.10 voor elk der volgende.

ART. 12 f. — Hieronder de omstandige opsomming van de op dezen post gevraagde sommen.

a) Onderwijs in de scholen :

Hieronder de verdeling van de 50,000 frank op de begrooting voorzien :

Vier onderofficierscholen der infanterie tegen 4,250 frank.	17,000
Onderofficierscholen der veldartillerie.	3,250
» der legerartilleriedivisie.	1,400
School voor overseintroepen	2,000
» voor de spoorwegen	1,800
» voor stormwagens	5,500
» voor landverdediging tegen luchtdoelen.	15,000
Onvoorziene uitgaven	4,050
	50.000

b) verdeeling der som van 80,000 frank voor bijzondere lessen, avondlessen, leergangen voor ongeletterden en van zang :

4 regimenten infanterie besturende een mitrailleursbataljon en eene infanterie-batterij, maakt 4 korpsen tegen 1,600 frank.	6,400
4 regimenten infanterie besturende een mitrailleursbataljon, maakt 4 korpsen tegen 1,500 frank	6,000
4 regimenten infanterie besturende eene infanterie-batterij, maakt 4 korpsen tegen 1,300 frank	5,200
12 regimenten infanterie	
1 regiment wielrijders-jagers	
13, maakt 13 korpsen tegen 1,200 frank	15,600
8 artillerie-regimenten der infanteriedivisie	
5 artillerie-regimenten der legerartilleriedivisie	
1 groot legerpark	
14, maakt 14 korpsen tegen 1,000 frank	14,000
8 regimenten legerkorpsartillerie	
4 — genie	
5 — lichte cavaleriedivisie	
1 — artillerie te paard	
1 — spoorwegen	
1 — stormwagens	
1 — torpedisten en mariniers	
1 brigade militaire luchtvaartwezen	
22, maakt 22 korpsen tegen 800 frank	17,600
4 vervoerkorpsen	
1 regiment overseintroepen	
5, maakt 5 korpsen tegen 600 frank	3,000
4 regimenten legerkorpseavalerie tegen 500 frank	2,000
1 bataljon wielrijders der genie :	
1 bataljon pontonniers.	
2, maakt 2 korpsen tegen 400 frank	800
Onvoorziene uitgaven	9,400
	Fr. 80,000

c) Verdeeling der som van 103,000 fr. voor schietprijzen.

Geweer-karabijn.

Infanterie. Compagnie wedstrijd :

24 regimenten met 9 compagniën, maakt 216 compagniën tegen 65 frank. 14,040 fr.

Regimentswedstrijd :

24 regimenten tegen 50 frank. 1,200 »

Cavalerie, lichte divisie, Eskadronwedstrijd :

4 regimenten met 5 eskadrons, maakt 20 eskadrons,
tegen 65 frank. 1,300 »

Regimentswedstrijd :

5 regimenten tegen 50 frank. 250 »

Legerkorpscavalerie. Eskadronwedstrijd :

4 regimenten met 2 eskadrons, maakt 8 eskadrons tegen
65 frank. 520 »

Regimentswedstrijd :

4 regimenten tegen 50 frank. 200 »

Wielrijders-jagers. Eskadronwedstrijd :

6 tegen 65 frank. 390 »

Regimentswedstrijd :

50 »

Genie. Compagniewedstrijd :

4 regimenten met 6 compagniën, maakt 24 compagniën
tegen 65 frank. 1,560 »

Regimentswedstrijd :

4 regimenten tegen 50 frank. 200 »

Wielrijders-genie. Compagniewedstrijd :

2 tegen 65 frank. 130 »

Mitrailleur-geweer.

Infanterie. Compagniewedstrijd :

216 tegen 20 frank. 4,320 »

Regimentswedstrijd :

24 tegen 50 frank. 1,200 »

Cavalerie, lichte divisie, Eskadronwedstrijd : 20 tegen 80 frank. 1,600 »

Regimentswedstrijd : 5 tegen 50 frank. 250 »

21,340 fr.

Legerkorpscavalerie. Eskadronwedstrijd : 8 tegen 80 frank. 640 fr.

Regimentswedstrijd : 4 tegen 50 frank. 200 »

Jagers-Wielrijders : 6 eskadrons tegen 80 frank. 480 »

1 regiment tegen 50 frank. 50 »

1,370 fr.

Wedstrijd voor uiteenneming :

250 eenheden tegen 15 frank. 3,750 »

5,120 fr.

Handgranaten.

Infanterie. 216 compagniën tegen 25 frank. 5,400 fr.

Cavalerie, lichte divisie. 20 eskadrons tegen 25 frank. 500 »

Legerkorpscavalerie, 8 eskadrons tegen 25 frank. 200 »

Jagers-wielrijders. 6 eskadrons tegen 25 frank. 150 »

Genie. 24 compagniën tegen 25 frank.	600 »
Genie-wielrijders. 2 compagniën tegen 25 frank.	50 »
	6.900 fr.

Geweergranaten.

Infanterie. 216 compagniën tegen 15 frank.	3,240 fr.
Jagers-wielrijders. 6 compagniën tegen 15 frank.	90 »
	3.330 fr.

Mitrailleurs.

Infanterie. Wedstrijd der mitrailleurs-compagniën ; 24 regimenten met 3 compagniën, maakt 72 compagniën tegen 75 frank.	5,400 fr.
Regimentswedstrijd, maakt 24 regimenten tegen 50 frank.	1,200 fr.
Mitrailleurs-bataljons. Compagniewedstrijd : 8 bataljons met 3 compagniën, maakt 24 compagniën tegen 75 frank.	1,800 »
Bataljonwedstrijd, maakt 8 bataljons tegen 50 frank.	400 »
Jagers-wielrijders. Wedstrijd voor mitrailleurs-compagnie, maakt 3 compagniën tegen 75 frank.	225 «
Regimentswedstrijd.	50 »
Cavalerie, lichte divisie. Wedstrijd voor mitrailleurs-eskadron, maakt 5 eskadrons tegen 75 frank.	375 »
Brigadewedstrijd, maakt 2 brigaden tegen 50 frank.	100 »
Legerkorpse-cavalerie. Wedstrijd voor mitrailleurs-eskadron, maakt 4 eskadrons tegen 75 frank.	300 »
	9.850 fr.

Richten.

108 eenheden tegen 25 frank.	2,700 fr.
------------------------------	-----------

Schieten met machine-geweren.

Regiment stormwagens	80 »
----------------------	------

Afstandsmeter.

108 eenheden tegen 20 frank.	2.160 »
------------------------------	---------

Schieten met 37 m/m kanon.

Regiment stormwagens	80 »
----------------------	------

Samengestelde wedstrijden voor onderofficieren.

Infanterie. Bataljonwedstrijd : 24 regimenten met 3 bataljons, maakt 72 bataljons tegen 80 frank.	5,760 fr.
Regimentswedstrijd, maakt 24 regimenten tegen 60 frank.	1,440 »
Cavalerie, lichte divisie. Groepwedstrijd : 5 regimenten met 2 groe- pen, maakt 10 groepen tegen 80 frank.	800 »
Brigadewedstrijd, maakt 2 brigaden tegen 60 frank.	120 »

Legerkorpseavalerie. Groepwedstrijd, maakt 4 groepen tegen 80 fr.	320 »
Jagers-wielrijders :	
Groepwedstrijd, maakt 3 groepen tegen 80 frank.	240 fr.
Regimentswedstrijd ,	60 »
Genie . Bataljonswedstrijd :	
4 regimenten met 3 bataljons, maakt 12 bataljons tegen 80 fr.	960 »
Regimentswedstrijd. maakt vier regimenten tegen 60 frank.	240 »
Genie-wielrijders :	
1 bataljon tegen 80 frank.	80 »
	10,020 fr.

Samengestelde wedstrijden voor officieren.

Infanterie :	
24 regimenten tegen 100 frank.	2400 fr.
Cavalerie :	
9 regimenten tegen 100 frank.	900 »
Jagers-wielrijders,	100 »
	3,400 fr.

Samengestelde wedstrijden voor onder-officieren mitrailleurs.

Infanterie :	
24 regimenten tegen 80 frank.	1,920 fr.
8 bataljons-mitrailleurs tegen 80 frank.	640 »
8 infanterie-divisies tegen 60 frank.	480 »
Cavalerie :	
2 brigaden tegen 80 frank.	160 »
1 lichte divisie.	60 »
Jagers-wielrijders.	80 »
	3,340 fr.

Wedstrijden voor officieren-mitrailleurs.

8 infanterie-divisies tegen 100 frank.	800 fr.
1 lichte divisie.	100 »
	900 fr.

Wedstrijden voor mitrailleurs-secties.

Infanterie 24 regimenten met 3 compagniën, maakt 72 compagniën tegen 30 frank.	2,160 fr.
Mitrailleurs-bataljons, 8 bataljons met 3 compagniën, maakt 24 comp. tegen 30 frank.	720 »
Jagers-wielrijders, 3 mitrailleurs-eskadrons tegen 30 frank.	90 »
Cavalerie : lichte divisie, 5 regimenten met eskadron, maakt 5 eskadrons tegen 30 frank,	150 »
Legerkorps-cavalerie :	
4 regimenten met 1 eskadron, maakt 4 eskadrons tegen 30 fr.	120 »
	3,240 fr.

Wedstrijd voor officieren en onderofficieren van het regiment stormwagens

Officieren.	100 fr.
Onderofficieren.	80 »
	180 fr.

Wedstrijden onder regimenten.

7 wedstrijden tegen 700 frank.	4,900 fr.
1 wedstrijd tegen 275 frank.	275 »
Kunstvoorwerpen.	600 »
Breloques.	3,000 »
Diploma's.	400 »
	9,175 fr.
Beheerkosten en onvoorziene uitgaven.	1,355 »
	103,000 fr.

d) Onderwijsmaterieel in 1924 gekocht :

1° Aanschouwelijke platen met de verschillende deelen van het geweer 89, de O. F. granaat, de buizen der artillerieprojectielen, zeker artilleriematerieel.

Deze platen worden benuttigd door de eenheden (compagnie, batterij) en de scholen.

2° Toestellen om het richten na te gaan (eenheden en infanteriescholen);

3° Toestellen voor kamerschieten voor infanteriebatterij ;

4° Platen voor kinematografische onderrichting over werken te velde;

5° Kasten tot bescherming van de kinematografische onderrichtstoestellen, wanneer het lokaal niet alleen dient voor de kinema doch ook voor lessen en soms als cantine.

Art. 12/g. — Onder verwarming der boekerijen verstaat men de kosten voor brandstof tot verwarming der lokalen waarin de boekerijen zijn ondergebracht.

Er bestaat eene boekerij in elk der ondervermelde garnizoenen :

Brugge,	Namen,
Gent,	Aarlen,
Charleroi,	Kamp van Elsenborn,
Bergen,	Brussel,
Doornik,	Leuven,
Oostende,	Tervueren,
Antwerpen,	Thienen,
Lier,	Aken,
Brasschaet,	Gulick,
Hasselt,	Neuss,
Mechelen,	Mörs,
Kamp van Beverloo	Geldern.
Sint-Truiden,	Buderich,
Luik,	Cleef,
Spa,	Crefeld.
Verviers,	

Art. 12/i. — *Staldienst.* — Artikel 22 der Verordening op de boekhouding der troepenkorpsen bepaalt dat de financieele bewijsstukken over te leggen door een korps bij het Rekenhof. worden gerangschikt in algemeene diensten van ontvangsten en uitgaven. De staldienst is een der algemeene diensten. De artikelen 213 tot 228 van gezegde verordening geven omstandig de ontvangsten en uitgaven die voor rekening van den staldienst mogen worden gedaan.

HOOFDSTUK III ex HOOFDSTUK IV.

De verschillende artikelen dezer beide hoofdstukken gaven geen aanleiding tot eenige aanmerking, behalve die welke men deed gelden in de algemeene en omstandige behandeling waarover ik het heb in het begin van mijn verslag. Onze geachte collega's gelieven die aldaar te lezen.

HOOFDSTUK V.

Hoodstuk V bedraagt 1,228,295 frank meer en deze merkelijke verhooging wordt verklaard in de aanmerkingen bij art. 22 (blz. 5), art. 24 (blz. 61) en art. 25 (blz. 65).

Art. 22/b. — Leden der Bijzondere Commissie hebben inlichtingen gevraagd over de negentien tijdelijke bedienden, hunne aanwerving, enz. Hieronder deze inlichtingen :

Deze bedienden zijn belast met het schrijfwerk in orde te brengen waartoe het regelen der bewapening en der oorlogsmunitie aanleiding gaf.

Zij werden ter plaatse aangeworven door de bestuurders dezer inrichtingen.

De aanwerving van vaste klerken was dus niet te billijken.

De tijdelijke bedienden hebben volstrekt geen verplichting tegenover den Bestuurder van de inrichting die hen te werk stelt; eveneens kunnen zij worden afgedankt zodra hun aanwezigheid niet meer noodig blijkt voor den gang van den dienst.

Aldus zijn twee van de een-en-twintig tijdelijke klerken, die in 1924 bij de Geschutgieterij werkten, weggegaan en zij werden niet vervangen.

Art. 22/h. — Een lid vroeg waar tegenwoordig de groep schijnwerpers was en wat de technische dienst van 4. A. was.

Deze groep werd gehecht aan het 4^e regiment legerartillerie en is gekazerneerd te Antwerpen (lunette 8-9).

De technische dienst van 4. A. is de werkplaats belast met de herstellingen en het onderhoud van het materieel der schijnwerpers.

Art. 23. — Leden hebben gevraagd dat het Departement aan de Bijzondere Commissie de omstandige opgave zou verstrekken van de « voorraden van elken aard en algemeene kosten der inrichtingen, technische diensten en artillerieparken, huur, onderhoud van en toezicht op de gebouwen, enz. »

1^o Voor de Koninklijke Geschutgieterij ;

2^o Het bouwersenaal ;

3^o Het groot legerpark ;

4° De werkplaatsen voor munitieaanmaak en de omstandige opgave van litera / et i.

De Minister van Landsverdediging heeft de volgende inlichtingen verstrekt :

1° Voor de Koninklijke geschutgieterij :

Electriciteit	fr. 280,000
Water	4,000
Gas	7,200
Brandstof	300,000
Onderhoud der gebouwen	50,000
Metalen	252,000
Voorraden	480,800
Vergoeding wegens aansluiting met den spoorweg van Bressoux.	1,000
Vergoeding wegens aansluiting Geschutgieterij	5,000
	fr. 1,380,000

2° Bouwarsenaal :

Leder	3,000,000
Touwwerk, vilt, zeil, uitrusting, enz.	400,000
Paardendekens	240,000
Hout	1,054,000
Brandstof	300,000
Metalen	540,000
Gleiswerk	240,000
Hoefijzers	950,000
Verscheidene (oliën, verven, water, electriciteit, gas, vervoer, anti-gasmaterieel, enz.).	514,000
	fr. 7,238,000

3° Het groot legerpark :

Behoeften en stoffen voor de diensten en eenheden van het leger.	925,000 »
Kantoorbehoeften en drukwerk	35,000 »
Licht en verwarming van het legerpark en de munitiedepots en watervoorziening	60,000 »
Onderhoud der militaire gebouwen (kazerneering der troepen en munitiedepots ingenomen door het materieel en de munitie van het groot legerpark te Antwerpen en Brugge)	104,660 »
Tol- en vervoerkosten	20,000 »
Abonnementen en telefonische gesprekken van het Legerpark en munitiedepots	8,500 »
Huur der terreinen van het Legerpark bij fort 6	1,875.50
Huur van het terrein van het Legerpak bij fort 7	85.20
Huur van het munitiedepot te Zedelgem	156.60
Aansluiting van legerpark aan den Staatsspoorweg (front 11-12 Zuidstatie-Antwerpen en munitiedepot te Varsseenaere en onderhoud deze aansluitingen	4,800 »

Onderhoud der aansluitingen in de streek van Brugge	10,000 »
Onvoorziene uitgaven	33,919.70
	fr. 1,210,000 »

4. De werkplaatsen voor munitieaanmaak :

a) Algemeene kosten. Onderhoud der artilleriemunitie. Artilleriemunitie voor oefening en opleiding	fr. 3,250,000
b) Scherpe patronen voor oefenschieten met het geweer, de karabijn en het mitrailleursgeweer. Losse patronen. Pistoolpatronen. Patronen met proppen. Materieel voor kamerschieten. Granaten voor oefenpatronen. Afstand van patronen aan het Departement van Koloniën	10,263,250
	fr. 13,513,250

Bijzonderheden over littera f.

De toelage is over 18 parken te verdeelen. Zij moet dienen tot dekking van den aankoop van kolen, behoeften voor het onderhoud van het materieel en kantoorbehoeften; tot betaling van de kasvergoedingen aan de beheerders en van vergoedingen wegens kantoorkosten aan de commandanten der bijparken

Bijzonderheden over littera i.

Onderhoud van het gaslaboratorium; aankoop van materieel, verwarming en verlichting	fr. 58,000
---	------------

Deze post omvat :

- 1^o De loopende uitgaven van onderhoud van het laboratorium : water, gas, electriciteit voor verwarming, verlichting en proefnemingen;
- 2^o Aankoop van de noodige toestellen voor de loopende werken van het laboratorium;
- 3^o Aankoop van fabrijske producten voor proeven en studiën;
- 4^o Wanneer het physiologisch laboratorium zal zijn ingericht, aankoop en onderhoud der proefdieren.

N. B. — De verdeeling dezer rammingen werd bij benadering gedaan.

Art. 23. — (Aanmerkingen.) — Een lid heeft gevraagd waar de ontvangsten vandaan komen en bijzonderheden daarover.

Zij komen voort van den afstand van wapens, munitie en materieel aan de overige ministerieele departementen, afstand aan andere diensten van het Departement die niet bij artikel 23 zijn vermeld, stortingen voor verlies of beschadiging door verantwoordelijke militairen en verkoop van oud ijzer.

Deze ontvangsten, die bij benadering werden geraamd, worden op regelmatige tijdstippen gestort op de *Begroeting van 's Lands Middelen*.

Art. 23. — (Aanmerkingen.) — Leden vroegen waarom werd afgeschaft littera *h* van 1924 : « Machines en uitrusting der artillerie-inrichtingen ».

De Minister verklaarde dat littera *h* in de begrooting van 1925 werd gelascht tengevolge van de afschaffing van artikel 151 der Begrooting voor order over 1924 (*Wederbeleggingsfonds*) getiteld : « Machines en uitrusting der artillerie-inrichtingen », dat alsdan over een bezit van 1 miljoen frank beschikte, bezit dat in de Schatkist werd gestort in vergelding van het in 1924 gevraagde crediet.

ART. 25. — (*Aanmerkingen.*) — Naar aanleiding van het 3° en 4° dezer aanmerkingen, hebben leden der Bijzondere Commissie de twee volgende vragen gesteld :

3° Welke voertuigen is het Departement voornemens te koopen ? Aantal, gebruik ?

4° Vanwaar komen de vermelde ontvangsten ?

De Minister heeft geantwoord :

3° Het Departement is voornemens in 1925 enkele voertuigen te koopen om die te vervangen welke deel uitmaken van den organieken voorraad van het leger en die wegens slijtage buiten dienst moeten worden gesteld.

Het volgende materieel zou worden aangekocht en het bepaald aantal voertuigen van elke categorie zal worden aangeduid volgens de buitendienst-stellingen.

Acht reizigerswagens. — Gebruik : bezettingsleger, kaderoefeningen, Staf-reizen, Dienst der militaire grafsteden, Dienst voor vernietiging van munitie, enz.

Vier motorrijwielen met zijspanwagens. — Gebruik : Geneesheeren van het bezettingsleger.

Achttien camionnetten. — Gebruik : Technische wagens voor het 4° regiment legerartillerie; batterijen tegen luchtdoelen; voertuigen voor de opleiding bij de School der Auto-diensten en het Regiment Stormwagens.

Op te merken valt dat sedert 1919 wij geen enkel voertuig hebben gekocht en dat er onder onze personenwagens en camionnetten rijtuigen zijn die in 1914 werden opgevorderd.

4° Afstand van zekere stoffen (olie, vet, benzine, carbid) aan de overige ministerieele departementen, aan de vreemde legers en aan de Diensten die niet zijn vermeld bij artikel 25.

Herstellingen voor rekening van andere departementen door de Herstellings-werkplaats van het auto-gerij.

Auto-transporten voor rekening van andere departementen en particulieren.

Storingen voor verlies of beschadiging.

Die ontvangsten hebben dezelfde bestemming als die bedoeld bij artikel 23.

HOOFDSTUK VI.

Hoofdstuk VI bedraagt 1.588.255 frank meer. De verklaring daarvan is te vinden op bladzijde 67 van het ontwerp van Begrooting.

Verschillende vragen werden aan de Bijzondere Commissie gesteld aangaande de artikelen 26 en 27.

Uw verslaggever geeft die vragen hieronder weer met de antwoorden van den Minister van Landsverdediging.

Art. 26/c. — Leden hebben gevraagd welke de noodzakelijkheid was van de tijdelijke ingenieurs en bedienden en wat hun juiste dienst was?

Is het bestendig personeel niet toereikend? Zoo neen, waarom?

Zou men geen overleg kunnen plegen met het Departement van Openbare Werken voor de werken aan dit tijdelijk personeel toevertrouwd en, ten slotte, aangezien de burgerlijke openbare werken tot een stipt minimum zijn beperkt, zou het technisch personeel van dit Departement niet kunnen worden belast met sommige werken aan de militaire gebouwen?

Antwoord.

1^o Artikel 26 littera c betreft het bestuurspersoneel en niet het personeel voor de uitvoering, het toezicht of het beheer zooals bij littera a en b van dit artikel 26. Het personeel sub littera c is noodig wegens het gebrek aan genie-officieren.

Voor 1914 waren er zestig genie-officieren bij dezen bijzonderen dienst werkzaam.

De inrichting op vredesvoet in 1923 voorziet er twee-en-veertig. Maar thans zijn er slechts zestien.

Om daarin te voorzien heeft men, ten titel van burgerlijke ingenieurs, dertien gepensioneerde genie-officieren behouden en negen ingenieurs aangeworven.

De dertien gepensioneerde genie-officieren nemen de bediening waar van dienstoversten bij de militaire gebouwen (drie omschrijvingsbestuurders op vier en tien bestuurders op zestien).

Tijdelijke ingenieurs (3) nemen de bediening waar van toegevoegden aan de dienstoversten, welke betrekking vroeger door officieren werd vervuld; vier zijn in dienst bij de electriciteit, die vóór den oorlog niet bestond en die met den dag meer uitbreiding neemt.

Het is niet mogelijk deze gepensioneerde genie-officieren en deze tijdelijke ingenieurs door ambtenaren van de Openbare Werken te vervangen; dit zou hierop neerkomen dat een deel van de kazerneering en de inrichtingen van het leger zouden afhangen van het Departement van Openbare Werken, formule die vóór den oorlog werd beproefd en die de verwachte uitslagen niet heeft opgeleverd, vermits, na den wapenstilstand, de geheele kazerneering opnieuw onder den Minister van Landsverdediging werd geplaatst van wien rechtstreeks moet afhangen het personeel belast met de gebouwen alsook met het beheer van het militair domein.

Niets bewijst trouwens dat de voorgestelde oplossing stoffelijk mogelijk zij, want zoo de Burgerlijke Openbare Werken werden beperkt, toch staat het vast dat het dit personeel niet mangelt noch aan studiën noch aan ontwerpen.

Art. 26/c. — Genieten de 9 ingenieurs en de 13 gepensioneerde officieren volle wedde?

Antwoord.

De 13 in dienst behouden gepensioneerde officieren trekken een vergoeding die, gevoegd bij hun pensioen, hun dezelfde wedde geeft als die hunner collegas in actieven dienst.

De 9 tijdelijke ingenieurs trekken dezelfde bezoldiging als de ingenieurs van Bruggen en Wegen met hetzelfde aantal dienstjaren.

Art. 26/d. — Men vraagt volledige en nauwkeurige bijzonderheden over dezen post, die men zou willen zien billijken.

Antwoord

Het « bestendig » personeel waarvan sprake bij artikel 26 littera (a) werd berekend voor den normalen toestand en volgens de behoeften van den gewonen dienst, te weten :

1° De politie en het beheer van het militair domein (meer dan 12,000 hectaren verspreid over het geheele land en waarvan meer dan 500 bebouwd zijn).

2° De politie en het beheer der zones van krijgsveldsteden.

3° Het beheer in stoffen, materieel en mobiliair van de kazerneering.

4° De voorbereiding, leiding en bewaking van al de bouwwerken vermeld in de verschillende artikelen van de gewone Begrooting met betrekking tot de gebouwen die niet alleen afhangen van den kazerneeringsdienst der troepen, maar nog van de diensten der artillerie, het Landkaartinstituut, den geneeskundigen dienst, de Intendantie, het Luchtvaartwezen, enz.

Dit « bestendige » personeel is ook belast met sommige werken ten laste van de Buitengewone Begrooting, wanneer het belang dezer werken geen vast personeel vergt en het bestendig personeel niet belet zich met zijn gewoon werk bezig te houden. Dit is niet het geval wanneer de werken zeer belangrijk zijn of worden uitgevoerd buiten de verblijfplaats der bestendige beambten.

Alsdan moet men « tijdelijk » personeel aanwerven.

Het aantal tijdelijke bedienden bij de werken van de Buitengewone Begrooting te werk gesteld schommelt noodzakelijk van jaar tot jaar, volgens het belang en den aard van de ondernemingen voorzien op de jaarlijksche begrootingen.

Dit tijdelijk personeel wordt afgedankt bij de voltooiing van de ondernemingen waarvoor het werd aangeworven door de dienstbestuurders, ofwel, wordt het opnieuw te werk gesteld in nieuwe ondernemingen aanbesteed door het Beheer der Militaire Gebouwen.

Voor het jaar 1925 werden voorzien bij artikel 26, littera d :

10 tijdelijke conducteurs (maandwedde) gemiddeld 600 frank.

35 — toezichters — — — 450 —

Voor de werken vermeld bij de volgende artikelen der Buitengewone Begrooting :

87 tot 98

100-101-102

104

110

113 .

118

122

123

voor een totaal van meer dan 24 miljoen.

Men mag niet vergeten dat, sedert 1923, het tijdelijk personeel van 130 op 45 werd gebracht.

ART. 26/f. — Waar worden te werk gesteld de 16 bestendige bedienden en de 9 tijdelijke bewakers met vermelding van de wedden van ieder?

ANTWOORD.

De 16 bestendige bedienden worden te werk gesteld bij de Nationale Schietbaan te Brussel en werden met deze Schietbaan van het Ministerie van Binnenlandse Zaken overgenomen, vermits de Burgerwacht niet meer bestaat.

De 9 tijdelijke standbewakers worden in de volgende steden in dienst gesteld : Leuven, Oostende, Brugge, Kortrijk, Bergen, Charleroi, Gent, Doornik en Namen.

De 16 bestendige bedienden van de Nationale Schietbaan te Brussel trekken de volgende wedden :

4 adjunt-bewakers tegen . . .	5,250
2 bewakers tegen.	4,850
4 markeerders tegen.	4,650
1 markeerder tegen	4,450
3 markeerders tegen.	4,200
1 markeerder tegen	3,950
1 markeerder tegen	3,150

16

Daarbij komen de woonst- en gezinsvergoedingen.

De tijdelijke standbewakers buiten Brussel, hebben verschillende wedden volgens de omstandigheden hunner aanwerving ; de meeste dezer bedienden werden overgenomen van de gemeentebesturen samen met de schietbanen waarvan zij reeds de bewakers waren.

Hunne wedden schommelen tusschen 350 en 450 frank per maand.

N. B. — De standbewaker te Oostende zal verdwijnen in 1926, maar de tunnelstand zal worden aangelegd.

De afschaffing der overige bewakers wordt thans niet in het vooruitzicht gesteld.

ART. 26/h. — Wat zijn de « bedienden in beschikbaarheid »? Hoeveel zijn er? Sedert wanneer? Voor hoelang? Wat trekt ieder? Trekken zij bovendien woonst- en gezinsvergoedingen?

ANTWOORD.

De « bedienden in beschikbaarheid », zijn die welke in beschikbaarheid werden geplaatst zooals is voorzien voor de burgerlijke ambtenaren bij het Koninklijk Besluit van 6 Mei 1923, (verschenen in het *Staatsblad*, n^o 131-132 van 11 en 12 dito), wegens ziekte, om redenen van persoonlijk aard, wegens opheffing of intrekking van bediening, enz.

Zij werden behandeld in een bijzondere rubriek bij artikel 26 wegens gelijk-aardigheid met littera (d) van artikel 2 (Hoofdbeheer) en ook omdat zij in hun

toestand van beschikbaarheid geen dienst aan den Staat leveren en het dus nuttig bleek afzonderlijk de uitgave die zij veroorzaken te doen uitschijnen.

1 De begrootingsvoorzichten voor 1925 behelzen negen bedienden thans in beschikbaarheid wegens gezondheidsredenen, en wel een technisch adjunkt, drie bestuursadjunkten en vijf opzichters.

2) De datum sedert denwelken die bedienden in beschikbaarheid zijn verschilt van 9 October 1922 tot 21 October 1924.

De tijd tijdens denwelken die bedienden in beschikbaarheid blijven met wachtgeld bedraagt maximum twee jaar, tenzij de oorzaak van den maatregel het gevolg ware van wonden of ongevallen in den dienst voorgekomen.

3) De bedienden in beschikbaarheid wegens gezondheidsredenen ontvangen een gedeeltelijke wedde berekend volgens den grondslag door voormeld Koninklijk besluit bepaald.

De in beschikbaarheid gestelde technische adjunkt geniet een wedde van 8,879 frank, de bestuursadjunkten hebben een wedde van 8,100, 7,425 en 4,949 frank, de opzichters hebben 6,750, 6,075, 3,662, 3,271 en 2,703 frank.

4) De in beschikbaarheid gestelde bedienden, met uitzondering dergenen voor wie de wedde van beschikbaarheid het pensioen vervangt, genieten daarbij de verblijfs- en de gezinsvergoeding.

Uit het voorgaande volgt dat de in de begroting voorziene som benaderend is, daar men het aantal bedienden die in 1925 in beschikbaarheid zullen gesteld worden niet juist kan bepalen, evenmin als het aantal der in beschikbaarheid gestelden die weder in dienst zullen genomen worden.

Art. 26/l. — Wat verstaat men door verplaatsing van het tijdelijk personeel? (35,000 frank).

Antwoord.

Het tijdelijk personeel dat zich verplaatst voor dienstredenen heeft recht op dezelfde vergoedingen als het bestendig personeel.

Doch, daar de uitgaven wegens verplaatsing van het *bestendig* personeel alleen werden ingeschreven bij artikel 40, moesten bij artikel 26 bedoelde uitgaven worden voorzien voor het tijdelijk personeel van de B. C. M.

De bedoelde verplaatsingen zijn :

1^o Deze van de gepensioneerde officieren, diensthoofden (omschrijvingsbestuurders en bestuurders der militaire gebouwen) ter gelegenheid van toezicht, bezoek aan werken, enz., buiten hun garnizoen ;

2^o Deze van de tijdelijke ingenieurs voor het bezoek aan werken ;

3^o Deze van het overige tijdelijk personeel, als zij belast worden met een tijdelijke opdracht van toezicht buiten hun verblijfplaats.

Art. 27/b. — De bijzondere Commissie heeft den wensch uitgedrukt de verdeling der som van 6,500,000 frank ingeschreven bij littera (b) van artikel 27 der gewone begrooting omstandig te kennen.

Voormelde som van 6,500,000 frank wordt voorzien voor de uitvoering (tot een bedrag van 6,000,000 frank) van de werken opgegeven in de tabel van bijlage VIII van dit Verslag en voor de uitvoering (tot een bedrag van 500,000 fr.)

voor dringende niet voorziene werken die altijd voorkomen in den loop van een jaar (namelijk voor schade veroorzaakt door stormweder, overstromingen, brand, enz.).

Indien voormelde som van 300,000 frank niet ten volle noodig is voor onvoorziene werken, dan wordt het overschot bij het einde van het jaar besteed aan de uitvoering van een gedeelte der werken opgegeven in de bijlage VIII en die niet konden uitgevoerd worden met de som van 6,000,000 frank.

De werken uit te voeren met de 6,000,000 frank worden vastgesteld volgens hun hoogdringendheid; deze wordt bepaald na een algemeen nazicht van de militaire gebouwen, dat jaarlijks plaats heeft in Februari-Maart door de omschrijvingsbestuurders van de Militaire gebouwen.

ART. 27 c). — De som van 800,000 frank bij deze littera ingeschreven vergt ook eenige opheldering, hoewel het thans niet mogelijk is het gebruik van die som *omstandig* op te geven.

Zooals de omschrijving van deze littera het zegt, worden die 800,000 frank namelijk bestemd voor de hernieuwing en het onderhoud van het mobilair en de turntoestellen.

Het juiste bedrag van de som kan echter slechts bepaald worden na het onderzoek en de optelling van het materieel, onderzoek en optelling die volgens de reglementen voor den technischen dienst van de genie moeten geschieden tijdens het eerste kwartaal van het jaar.

Hoe dan ook wordt, buiten het materieel aan te koopen voor hernieuwing, de aankoop van het volgende voorzien :

EERSTE MILITAIRE OMSCHRIJVING.

<i>Wevelghem. Vliegplein.</i> — Aanvulling van het mobilair.	fr. 12,000
<i>Doornik. Mess van het garnizoen.</i> — Aankoop van een nieuw fornuis	3,000

TWEDE MILITAIRE OMSCHRIJVING.

<i>Lier. Kazerne der Artillerie.</i> — Aankoop van een fornuis voor de keuken der troepen	2,500
<i>Kamp van Brasschaet.</i> — Voltooiing van het mobilair van het paardendepot.	3,000

3^e MILITAIRE OMSCHRIJVING.

<i>Luik. Citadel de Chartreuse en Scholieren.</i> — Plaatsen van kastjes	110,000
<i>Citadel.</i> — Aankoop en plaatsen van turntoestellen	20,000
<i>Eupen. Infanteriekazerne.</i> — Voltooiing van het mobilair	40,000
<i>Malmedy. Infanteriekazerne.</i> — Voltooiing van het mobilair	40,000

4^e MILITAIRE OMSCHRIJVING.

Voor de omschrijving. Aankoop van kastjes	12,000
<i>Brussel. Kazerne van het Kasteeltje.</i> — Meubelen voor de mess der officieren	8,000
Meubelen voor de mess der onderofficieren	3,000

<i>Kazerne Prins Boudewijn.</i> — Plaatsing van een turnstelling	6,000
<i>Vliegplein van Evere.</i> — Voltooiing van het mobilair in de mess der officieren	8,000
Voltooiing van de meubelen in het kantoor van den kashouder	2,000
<i>Vliegplein van Zellick.</i> — Voltooiing van het schoolmateriaal (cursus voor officieren).	3,000
<i>Diest. Vliegplein van Schaffen.</i> — Voltooiing van het kazerne- ringsmateriaal.	2,000
<i>Tienen. Kazerne der Minderbroeders.</i> — Aankoop van modern gerief voor de keukens van de troepen en van de onderofficieren.	18,000
	294,500

Daarbij moet vanaf 1925 de verbetering voorzien worden van het mobilair voor de officieren in kamperperiode te Beverloo, alsook van de meubelen der kamers van de onderofficieren die er in garnizoen zijn. De eerste dezer verbeteringen wordt gevraagd door al de legerkorpscommandanten.

De tweede is het gevolg van de vraag der korpscommandanten en van den wensch der commissie belast met het onderzoek der middelen die van aard zijn het gebrek van inlijving van vrijwilligers bij het leger te verhelpen.

Die verbeteringen moeten verdeeld worden over verschillende boekjaren.

In 1925 zal het overschot van 800,000 frank, dat niet uitgegeven werd voor de hernieuwing van het bij de optelling buitendienst gestelde materieel noch voor den aankoop van nieuw voormeld materieel, hieraan besteed worden,

Volgens de vooruitzichten zal dit overschot ongeveer 200,000 frank bedragen.

HOOFDSTUK VII.

Voor dit hoofdstuk is er eene vermeerdering van 677,697 frank, die verklaard wordt in de kolom der aanmerkingen van bladzijde 73 van het begrootingsontwerp.

Nochtans hebben leden van de bijzondere Commissie ophelderingen gevraagd voor het besteden der som van 1,581,500 frank bij artikel 29/b voorzien.

ART. 29/b. — Volgens de herinrichting van het leger naar aanleiding van de inrichting van een enkelen technischen dienst voor het Regiment der seintroepen, werden de vroegere credieten voor het bataljon van draadloze telegrafie, het bataljon der telegrafisten en den dienst der militaire duivenhokken tot een enkel crediet vereenigd voor het Regiment der seintroepen.

Het aangevraagd crediet wordt dus bestemd :

1. Aan de herstellingen en de vernieuwing van het telefonisch-, telegrafisch- en seinmateriaal gebezigd bij het leger : toestellen, zuilen, vuurpijlen, enz.
2. Aan de herstellingen en de vernieuwing van het radio-telegrafisch materiaal van het leger, namelijk van het vliegwezen.
3. Onderhoud en vernieuwing van het materiaal bestemd voor de opleiding van het personeel van het regiment,

4. Onderhoudskosten der draadloze posten gebezigd in België, bij het bezettingsleger en in de Ruhr.
5. Bevoorrading van de werkhuizen en laboratoria.
6. Vervanging en onderhoud van het materieel der duivenhokken, voedsel en onderhoud der duiven.

Een lid der Commissie heeft gevraagd van waar de 150,000 frank ontvangsten komen, voorzien bij artikel 29 (aanmerkingen), bladzijde 73 van de Begrooting.

Deze som spruit voort uit : het afstaan van gereedschap en verschillende voorwerpen aan het Departement van Spoorwegen, de exploitatie van strategische lijnen en het verhuuren van een schroefmachine aan het Departement van Spoorwegen.

Deze inkomsten gaan insgelijks over naar de Begrooting van s'Lands middelen.

ART. 28/d. — Een lid van de Commissie wenschte de beteekenis te kennen van de aanduidingen, in de Begrootingen, van ploegbazen (*gedurende zes maanden*), vakmannen en werklieden (*gedurende een, vijf, zes, negen maanden*).

Het Geniepark van het leger moet zijn personeel gedeeltelijk afdanken in den loop van 1925, om het aantal in overeenstemming te brengen met hetgeen voorzien is voor zijn organieke samenstelling. De maanden tusschen haakjes geven den termijn op tijdens denwelken de door deze cijfers bedoelde bedienden nog in dienst zullen blijven.

Zij zullen afgedankt worden naarmate hun verbintenis of nieuwe verbintenis ten einde loopt.

Deze vermindering van het burgerlijk personeel is mogelijk door het ter beschikking stellen van soldaten der bijdiensten aan het Geniepark van het leger.

HOOFDSTUK IX.

Dit hoofdstuk heeft eenige aanmerkingen uitgelokt die de Bijzondere Commissie aldus samenvat :

Sleept de levering aan personen die niet meer tot het leger behooren, geen bijkomenden last voor de Schatkist na zich? Aan wie laat het Departement toe zich van brood, vleesch, kolen en waren te voorzien in de magazijnen der Intendencie? Zouden de gepensionneerde officieren die gunst niet kunnen genieten?

Sommigen beweren dat de Staat aanzienlijke winsten zou verwezenlijken met de gepensionneerde militairen hun aankopen te laten doen in de diensten der Intendencie.

Daar de vraag een groot belang heeft voor vele gewezen gedienden van het leger, heeft de Minister van Landsverdediging een grondig onderzoek gelieven te gelasten en heeft hij ons het volgende geantwoord :

Lijst der personen gemachtigd levensmiddelen (brood, vleesch en kleine levenswaren) en kolen aan te koopen in de magazijnen der Intendencie :

De militairen in werkelijken dienst ;

De weduwen van tijdens den oorlog gesneuvelde, gestorven of verdwenen militairen ;

De dienstlieden (schoonmaaksters en boden) van het Militaire Hof;

De boy-scoutsafdeelingen die kampeeren;

De groepeerings voor hulp en vooruitzicht van de oorlogsinvaliden; de burgerlijke ambtenaars, beambten en dienstlieden die afhangen van het Departement van Landsverdediging.

De verkoop aan voormelde personen vermeerderd de uitgaven niet, in te schrijven bij artikel 34 der gewone begrooting, daar de waren en de stoffen verkocht worden aan den driemaandelijks vastgestelden kostenden prijs, zooals hooger uitgelegd, voor de tarwe, het brood, het meel en binnen de perken van de industriele mogelijkheid der intendentieinrichtingen zooals zij thans bestaan.

Daar de perken van deze mogelijkheid thans bereikt zijn, is het niet mogelijk de toelating om aankopen van levensmiddelen en andere stoffen te doen in de inrichtingen der Intendentie nog aan andere reeksen van personen toe te kennen.

Er valt op te wijzen dat, indien deze toelating werd gegeven aan gepensioneerde officieren, zij insgelijks zou moeten verstrekt worden aan niet minder belangwekkende reeksen, zooals de gepensioneerde militairen van lagere rang en de niet gegroepeerde invaliden, enz., hetgeen de stoffelijke mogelijkheden van den Intendentedienst ver zou te boven gaan.

De Staat tracht niet voordeel te halen uit den verkoop van levenswaren aan hooger vermelde personen en zijn eenige bezorgdheid was alles in 't werk te stellen om geen verlies te ondergaan. Deze laatste beschouwing wordt, bijvoorbeeld, aldus verklaard :

De diensten van den Staat hebben aankopen gedaan om hun klanten van het noodige te voorzien; een prijsvermindering doet zich voor, en dadelijk gaan al de klanten elders en laten een koopwaar, die nochtans voor hen werd aangekocht, voor rekening van den Staat; de koopwaar moet ten slotte door den soldaat worden verbruikt ofwel, indien zij niet goed bewaard kan worden, met verlies afgestaan.

. . .

De Bijzondere Commissie heeft insgelijks aan den Minister van Landsverdediging gevraagd of het huidige stelsel der verdeling van het brood in het leger een werkelijke bezuiniging gaf, of de manschappen niet geklaagd hebben en waaraan de sommen besteed worden die desgevallend van de verwezenlijkte bezuinigingen voortkomen.

De Minister heeft geantwoord :

Het stelsel van de gezamenlijke verdeling van het brood in de soldatenkenkens heeft het verbruik over het algemeen met ongeveer 20 t. h. doen afnemen.

Deze vermindering veroorzaakt geene bezuiniging voor de schatkist. De waarde van de broodrantsoenen, waarop de troepen krachtens de reglementen recht hebben en die zij niet ontvangen, wordt hun uitbetaald en de sommen worden gestort in de menagekas die ze aanwendt om het eten van den soldaat te verbeteren.

De troepmenages verklaren zich tevreden over het toegepast stelsel. Over het

algemeen wordt er niet geklaagd en indien er disederata zijn, dan kan de menagemassa, indien de overheid het noodig acht, ze inwilligen met de fondsen waarover zij beschikt zooals hierboven werd aangeduid.

Hier volgen eenige vragen betreffende de artikelen 34 litt./i, 36, 36/e, aan den Minister van Landsverdediging gesteld met de antwoorden die hij heeft gelieven te geven aan de Bijzondere Commissie.

ART. 34/i. — Hoeveel koks werden opgeleid in de school voor koks in 1924 en hoe worden zij over de regimenten verdeeld ? Zijn het terugdienstnemenden ? Hoeveel ?

Vier en zestig, verdeeld als volgt :

1 ^e linieregiment	4
2 ^e linieregiment	1
4 ^e linieregiment	1
5 ^e linieregiment	1
6 ^e linieregiment	1
7 ^e linieregiment	1
8 ^e linieregiment	2
9 ^e linieregiment	1
10 ^e linieregiment	1
13 ^e linieregiment	1
16 ^e linieregiment	2
2 ^e jagers te voet	1
3 ^e jagers te voet	1
4 ^e jagers te voet	2
1 ^e carabiniers	2
2 ^e grenadiers	1
1 ^e genie	1
3 ^e artillerie	1
8 ^e artillerie	1
11 ^e artillerie	2
13 ^e artillerie	2
14 ^e artillerie	2
15 ^e artillerie	2
16 ^e artillerie	1
17 ^e artillerie	1
19 ^e artillerie	2
20 ^e artillerie	1
Korps torpedisten en matrozen	1
Spoorwegregiment	3
Militair luchtvaartwezen	2
Troepen van den Gezondheidsdienst	5
Groot Legerpark	3
1 ^e lanciers	2
1 ^e gidsen	2
1 ^e vervoerkorps	2

4 ^e vervoerkorps	2
Autovervoerkorps	1
School voor onderofficieren der infanterie, 1 ^e legerkorps	1
School voor onderofficieren der infanterie, 2 ^e legerkorps	1
School voor onderofficieren der infanterie, 3 ^e legerkorps	1
Infanterieschool	1
Artillerieschool	1
Depôt 4 ^e legerkorps	1

Veertig dezer militairen zijn terugdienstnemenden. Vier en twintig zijn militieplichtigen.

ART. 36. — Hoeveel nieuwe uitrustingen werden vervaardigd in 1924 en hoe werden zij volgens de wapens verdeeld ?

ANTWOORD.

Hier volgt de tabel der nieuwe kleedingstukken in 1924 vervaardigd met de verdeling volgens de wapens :

Aard van de kleedingstukken.	Troepen te voet en te paard.	Voetvolk.	Bereiden troepen.	Wielrijders.	Pupillen.	Matrozen.
Politiemutsen	57,600	»	»	»	»	2,000
Laken vesten	47,200	»	»	»	1,680	1,750
Capoten of mantels	»	45,155	21,800	»	800	1,470
Rijbroeken of broeken	»	65,000	19,350	2,650	2,500	2,400
Katoenen vesten	45,000	»	»	»	1,050	»
Katoenen broeken	67,000	»	»	»	2,500	»
Werkvesten	»	»	»	»	150	»

ART. 36/c. — Welke is de reden der vermeerdering van het personeel ? Was zij onontbeerlijk ? De Commissie vraagt ze te billijken.

ANTWOORD.

In het centraal uitrustingsmagazijn is er vermindering : 94 in plaats van 103. Er is vermeerdering van 5 arbeidsters in de herstellingswerkplaats te Rousselare.

Er is vermeerdering van 63 niet bestendige arbeiders en arbeidsters in de schoenfabriek te Thielt.

De vermeerdering van het personeel wordt gebillijkt door de uitbreiding der voortbrengst in die inrichtingen, uitbreiding veroorzaakt door de loopende noodwendigheden en deze van de mobilisatie.

Arr. 38. — De vraag der remonte bij het leger heeft de bijzondere aandacht van de Commissie gaande gemaakt; de volgende vragen werden gesteld :

Hoeveel paarden heeft de remonte-commissie in 1924 gekocht :

Trekpaarden,

Rijpaarden, en hoeveel meent zij er te koopen in 1925?

In dit opzicht vragen de leden der Commissie inlichtingen over de werking van deze remonte-commissiën, over hare reizen binnen het land en in den vreemde — de reiskosten van die Commissies en de vergoedingen aan hare leden betaald.

ANTWOORD.

Aantal paarden in 1924 voor het leger gekocht :

Trekpaarden : voor het leger 0.

Rijpaarden : voor het leger 156.

— voor de gendarmerie 103.

Aantal paarden dat de remonte-commissie in 1925 meent de koopen voor het leger :

Trekpaarden : 675.

Rijpaarden : 850.

Van de 259 rijpaarden in 1924 gekocht, kwamen er maar 6 van Belgische fokkers.

Er bestaat maar een enkele Commissie voor het aankopen voor gansch het leger, de gendarmerie er bij begrepen. Zij telt een artillerie-, een cavalerieofficier en een officier veearts.

Deze Commissie treedt op in het land en desgevallend in het buitenland, indien de voorraad in het land onvoldoende is of indien de voorwaarden der leveranciers er gunstiger zijn dan deze der Belgische fokkers.

De reis- en verblijfkosten zijn deze door de onderrichtingen voorzien als het aankopen betreft binnen het land en worden afgetrokken van de credieten voor de remonte als het aankopen in het buitenland betreft.

Geen enkele vergoeding wordt aan de leden van de Commissie toegekend uit hoofde van hun bijzondere opdracht.

Er valt op te wijzen, en dit ter voldoening onzer geachte collegas die er belang in stellen, dat er geen tegenstrijdigheid bestaat tusschen de « aanmerkingen » bij artikel 38 van het Begrootingsontwerp van 1925 en de « aanmerkingen » bij artikel 41 van het Begrootingsontwerp van 1924.

Inderdaad : indien er in het begrootingsontwerp van 1924 spraak is van vermeerdering van de noodige remonte paarden, dan is het eerst en vooral omdat dit ontwerp opgemaakt werd op een oogenblik toen de bepaalde herinrichting van het leger nog niet gansch vast stond, toen de datum der verwezenlijking nog onbekend was, en toen het bijgevolg nog niet mogelijk was rekening te houden met de vermindering der getalsterkte die er uit zou voortvloeien; verder

omdat wegens sommige onvoorziene omstandigheden het programma van 1923 niet volledig kon uitgevoerd worden.

Zoodra deze herinrichting was verordend, werd de begrooting van 1924 in dien zin gewijzigd en aldus werd het eerste aantal van 1070 aan te koopen paarden herleid tot 150, uit hoofde van de talrijke beschikbaarheid die de herinrichting moest voor gevolg hebben. Dit blijkt uit de inlichtingen verschenen bl. 7 van het Verslag opgemaakt namens de Bijzondere Commissie door den heer de Burlet, Parlementaire stukken, n° 187, Kamer der Volksvertegenwoordigers, Vergadering van 1 April 1923.

Deze beschikbaarheid zal eerlang uitgeput zijn, en vermits er geen vermindering van getalsterkte en dus geen nieuwe beschikbaarheid meer moet verwacht worden, moest wel in de begrooting van 1925 de aankoop voorzien worden van het vereischte aantal paarden om de huidige getalsterkte bij onze bereden eenheden te verwezenlijken en te verjongen zooals het behoort.

HOOFDSTUK X.

Dit hoofdstuk bevat een vermeerdering van 1,820,000 frank die voortspruit uit :

- 1° De nieuwe spoorwegtarieven ;
- 2° Het akkoord met het Departement van Spoorwegen gesloten ;
- 3° Het toekennen, sedert 1 Maart 1924, van verblijfsvergoedingen aan de bezoldigde militairen van lageren rang ;
- 4° De uitbreiding van het bezigen van bijzondere reiskaarten ;
- 5° De vermeerdering van het aantal bedienden, de normale weddeverhooging en de verhooging van het bedrag der exploitatievergoeding.

Deze verhoogingen slaan op de artikelen 39, 40 en 41.

Het is noodzakelijk hiervoor de ophelderingen van de Bijzondere Commissie te geven.

Het akkoord bedoeld bij artikel 39 met het beheer van spoorwegen inzake vervoer voor de Landsverdediging gaat over de tarieven der bijzondere treinen die ter zeldertijd reizigers, paarden, gerij, koopwaren en reisgoed omvatten.

Het tarief op bijzondere treinen toegepast wordt over het geheel en per kilometer bepaald en is onderworpen aan de schommelingen van de tarieven in het algemeen.

Dit tarief werd als volgt vastgesteld voor de periode van 1^{re} Augustus 1923 tot 1^{re} Januari 1924 :

Samenstelling der treinen.	Tarieven.
19 wagens (1) of 38 assen met maximum lading . . .	25 fr. per km.
20 tot 32 wagens (1) of 39 tot 64 geladen assen . . .	35 fr. per km.
33 tot 50 wagens (1) of 65 tot 100 geladen assen . . .	45 fr. per km.

Voor de periode van 1^{re} Januari tot 14 April 1924.

19 wagens (1) of 38 assen met maximum lading . . .	29 fr. per km.
20 tot 32 wagens (1) of 39 tot 64 geladen assen . . .	40 fr. per km.
32 tot 50 wagens (1) of 65 tot 100 geladen assen . . .	52 fr. per km.

(1) De voertuigen noodig voor den dienst der spoorwegen niet inbegrepen.

Vanaf 15 April 1924.

19 wagens (1) of 38 assen met maximum lading.	36 fr. per km.
20 tot 32 wagens (1) of 39 tot 64 assen met lading	50 —
32 tot 50 wagens (1) of 65 tot 100 assen met lading	65 —

De som van 8,900,000 frank stelt voor het jaar 1925 de onkosten voor, te betalen voor het vervoer van allen aard (troepen, paarden, reisgoed, materiaal, enz.) op de spoorwegen van den Staat, de Maatschappijen en de Buurtlijnen.

Hier volgt de opgave van die credietaanvraag :

Troepenvervoer. — Troepenverplaatsing voor de schietperioden en de manoeuvres, bepaalde of voorloopige verandering van garnizoenen, enz. fr. 5,225,000

Paardenvervoer. — Verplaatsing voor schietperioden en manoeuvres; remonte-dienst 605,000

Vervoer van materiaal. — Verplaatsing voor schietperioden en manoeuvres; reizen der organismen naar aankoopende partijen, herstellingen, enz.; vervoer van kleedingstukken en uitrustingen door de organismen naar aankoopende partijen gedaan 3,070,000

Fr. 8,900,000

Het krediet van 11,135,000 frank ingeschreven bij littera a van artikel 42 van het wetsontwerp van 1924 werd bij wijze van amendement herleid tot 8,135,000 frank. (Gedrukt stuk, Kamer, n° 157, bijlage III).

Hier volgt de bestemming van het krediet van 8,135,000 frank :

Som tot heden aan het Beheer der Staatsspoorwegen uitgekeerd. 3,714,722.05
Schuldvordering van vermeld Beheer, nog niet vereffend 5,297,622.75

Art. 40, litteras a), b) en c). *Littera a.* — De som van 1,250,000 frank wordt noodig geacht om te betalen :

1° De verblijfsvergoedingen voor officieren, militairen van lageren rang, burgerlijke ambtenaars en bedienden die afzonderlijk reizen voor den dienst in België en in bezet Duitschland ;

2° De gebeurlijke reiskosten van officieren en burgerlijke agenten ;

3° De vervoerkosten voor de paarden der officieren die van garnizoenen veranderen, die zich afzonderlijk naar de kampen, de manoeuvres, enz. begeven ;

4° De verhuisvergoedingen en vervoerkosten van meubels van officieren, beroepsmilitairen van lageren rang, burgerlijke ambtenaars en bedienden die van garnizoenen of verblijfplaats veranderen.

Littera b. — De bij die littera ingeschreven som van 600,000 frank wordt noodig bevonden voor de betaling van :

1° De bijzondere vergoedingen, verleend aan de Belgische krijgsattachés te Parijs, Londen en Den Haag ;

2° De bijzondere vergoedingen, verleend aan de Belgische officieren in stage in de instructiekorpsen van de vreemde legers ;

(1) De voertuigen noodig voor den dienst der spoorwegen niet inbegrepen.

3° De bijzondere vergoedingen voor vertegenwoordiging, verleend aan den bevelhebber van het bezettingsleger, aan de bevelhebbers van infanteriedivisies van het bezettingsleger, aan de verbindingsofficieren bij de Hoofdkwartieren van de verbondene legers aan den Rijn ;

4° De uitgaven voor de ontvangst van in België op bezoek komende personalliteiten.

Littera c. — De som van 830,000 frank wordt noodig bevonden voor de betaling, aan het beheer der spoorwegen, van de bijzondere reiskaarten, waarvan verder sprake.

Littera b (1924). — De voor die beide posten verleende credieten zijn gansch verteerd en zelfs overtroffen. Er zal bij de wetgeving eene vraag om bijgevoegde credieten ingediend worden.

De uitgaven, welker aard in het vorig antwoord omstandig is vermeld, zijn gerechtvaardigd door de belanghebbenden op persoonlijke staten, waarvan het totaal op artikel 42, *littera a* of *b*, is ingeschreven. De boekhouders zijn tot hier toe niet verplicht geweest een onderscheid te maken tusschen de uitgaven, welke onder een zelfde *littera* kunnen ingeschreven worden, zoodat het onmogelijk is, op omstandige wijze te bepalen welke sommen werden uitgegeven voor verblijfkosten, reiskosten, paardenvervoer, verhuizingen, enz. Dit ontzaglijk werk zou een talrijker personeel vergen en zou den goeden gang van de diensten ontredderen.

De vaststelling van de noodige credieten is gegrond op de ondervinding van de vorige jaren, zooveel mogelijk de voor het volgend jaar voorziene troepenbewegingen in aanmerking nemende.

De bij Koninklijk besluit van 12 Januari 1923 gestichte en in al de Departementen in gebruik zijnde bijzondere reiskaart, is een dokument dat het debetvervoer toelaat op de staats-, geconcedeerde- en buurtspoorwegen.

De bijzondere reiskaarten worden door de voor den dienst afzonderlijk reizende officieren, ambtenaars en burgerlijke agenten gebruikt ten beloope van eene kaart per rechtstreeksche reis.

Welke ook de afgelegde afstand weze, worden de bijzondere kaarten aan het Departement van Spoorwegen en aan de Nationale Maatschappij van de Buurtspoorwegen aan de volgende forfaitaire prijzen betaald :

a) Staats- of geconcedeerde spoorwegen :

Kaarten van 1 ^{ste} klas	fr.	17.70
» 2 ^e »		12.20
» 3 ^e »		7.00

b) Buurtspoorwegen :

Kaarten van 1 ^{ste} klas	fr.	1.40
» 2 ^e »		1.10

Art. 41. — Vermeerdering van het getal agenten.

De voor 1925 gevraagde credieten, evenals het getal agenten van de sectie der veldspoorwegen in Rijnland, komen met de werkelijkheid niet meer overeen.

Die cijfers zijn vóór de afschaffing van de Fransch-Belgische Regie van de Spoorwegen in November 1924, vastgesteld geworden. Sedert dien zijn meestal de gewezen agenten van de sectie der veldspoorwegen in Rijnland tot dit organisme teruggekeerd, na in de Regie dienst te hebben gedaan.

De heer Minister denkt eerlang op het ontwerp van begrooting eene wijziging betreffende de sectie der veldspoorwegen in te dienen.

HOOFDSTUK XII.

Het hoofdstuk XII is met 934,058 frank verhoogd, verhooging in de kolom « opmerkingen » van de bladzijden 89, 91 en 93 der Begrooting uitgelegd.

Art. 48. — Leden van de Bijzondere Commissie hebben gewezen op onder het publiek verspreide geruchten, volgens dewelke onze militaire veiligheidsagenten van het Bezettingsleger de Duitse taal niet spreken.

Dat is niet zoo : op 121 ambtenaars zijn er 69 die de Duitse taal spreken, 35 die ze minder goed spreken en 17 die er begrippen van hebben.

Verscheidene van onze collegas hebben gevraagd wat de woonstvergoeding was.

De woonstvergoeding, zooals de naam het zegt, werd verleend om de belanghebbenden ten minste gedeeltelijk schadeloos te stellen voor de lasten, welke voor hen voortspuiten uit het feit dat zij in België eene tweede woonst moesten behouden of hunne meubels in bewaarplaatsen moesten stellen.

De belanghebbenden worden kosteloos gehuisvest; evenwel zijn zij niet verplicht geweest zich door hun gezin te doen vergezellen.

Sedert 1 Juli 1924 wordt de woonstvergoeding in het Bezettingsleger niet meer betaald.

Ten slotte heeft de Commissie den wensch uitgedrukt de bij dit artikel ingeschreven uitgave van 1,417,000 nog te zien verminderen.

In een door den Minister van Landsverdediging aangekondigd amendement, dat eerlang zal worden neergelegd, zal de uit hoofde van personeelvermindering te voorziene besparing in aanmerking worden genomen.

Van nu af is dit personeel opnieuw met vijf eenheden verminderd.

De Bijzondere Commissie heeft de verschillende verhoogde posten zeer aandachtig onderzocht.

Zij heeft verscheidene vragen gesteld, op dewelke het Departement van Landsverdediging volgenderwijze heeft geantwoord :

Art. 49. — 1° Het personeel van den toezichtdienst der kazerneering is overeenkomstig de aanduidingen van Bijlage IX ingedeeld (Tabel I) van dit Verslag.

Die indeeling is door het hiernavolgende 3° gerechtvaardigd.

2° De kazerneering in bezet gebied is deze welke beantwoordt aan de behoeften van een legerskorps (III legerskorps) met voor de noodwendigheden der bezetting versterkte effectieven, en door :

a) Een regiment lanciers (4° lanciers);

b) Detachementen : Gendarmerie, telegrafisten, spoorwegen, gepantserde autos, vliegdiens en intendentie;

c) Inrichtingen van de intendentie (13) en van den gezondheidsdienst (3);

d) Opslagplaatsen van munitie (2).

De Tabel. n° 2 van Bijlage IX van dit verslag vermeldt, op 31 December 1924, het getal in elk garnizoen van gemeenschappelijke benutting te onderhouden gebouwen van elke soort (private woonsten niet inbegrepen.)

3° De bedrijvigheid van den toezichtdienst der kazerneering blijkt uit de zendingen welke hij vervult en welke in Tabel 3 (Bijlage IX van het Verslag) zijn aangeduid. Ten titel van inlichting is in Tabel 4 (Bijlage IX) het getal van aankomenden en weggaanden in de verschillende onderafdeelingen van den Dienst aangeduid. Het getal van bij prestatiebevelen in 1924 van Duitschland gevorderde prestaties bedraagt :

Middenbestuur	791,
Bevelhebber van Aken	1,909,
Bevelhebber van Crefeld . . .	2,034.

Dit zwaar program geeft evenwel een zeer onvolledige gedachte over de werkzaamheid van den Kazerneeringsdienst, welks reden van bestaan bijzonder is gerechtvaardigd door het feit dat hij de Belgische financieele belangen moet verdedigen tegen de klaarblijkende overdrijvingen van de Duitschers in de rekeningen welke zij voorleggen, zoowel voor de door prestatie bekomen werken en leveringen als in de schatting van de talrijke gevallen van schade, welke zij het Belgisch Leger ten laste leggen.

Den toezichtdienst van de kazerneering willen afschaffen, is dus willen uitsparen wat deze dienst kost, om in den aftrok van de prestaties aanzienlijk meer dan die kosten te verliezen.

Art. 52. — Leden hebben gevraagd welk het ambt is van den technischen Raadsheer van de voorzorgsinstellingen van het Departement.

De Minister van Landsverdediging heeft het volgende geantwoord :

De gebreveteerde Staf-majoor Frère van de artillerie is als actuaris bij het Departement gedetacheerd geworden en is o. a. gelast geworden met het opmaken, op wiskundige grondslagen, van de huidige standregels van de *Kas van de weduwen en de weezen van de officieren van het leger* en van de *Kas van de weduwen en de weezen van de geappointeerde en gesalarieerde militairen beneden den rang van officier*.

Sedert deze hoogere officier in het 18^e regiment artillerie weer heeft dienst genomen, is hij als technisch raadsheer van de Voorzorgsinstellingen van het Leger aangeduid geworden. Als dusdanig is hij, in samenwerking met de bestuursraadsheeren van voornoemde Kassen en van de *Hulpkas van het Gendarmeriekorps*, welker vergaderingen hij regelmatig bijwoont, met het toezicht over het *technisch* en financieel beheer van de drie instellingen belast.

De bestuursdiensten raadplegen hem voor de oplossing van de door de reglementen niet voorziene gevallen en wanneer de bij de nieuwe standregels gevoegde barema's niet kunnen toegepast worden.

Dat gebeurt nogal dikwijls voor de *Kas van de weduwen en de weezen van de officieren van het Leger*, kas welker reglement tot 1 December 1921 de op ondervinding berustende grondslagen had behouden ; daaruit volgt dat de vóór dien datum

in de actieve kaders aangenomen of gehuwde officieren niet uitsluitend aan de vastgestelde barema's kunnen onderworpen zijn.

Bovendien heeft de Raadsheer in kwestie aan de actuarieele werkzaamheden in 't vooruitzicht van de stichting van de Nationale Pensioenkas medegewerkt.

Art. 52. — Leden hebben de voor staatstelegrammen en briefwisselingskosten voor spoedbestellingen uitgegeven sommen (80,000 fr.) overdreven bevonden en uw verslaggever heeft zulks den Minister van Landsverdediging doen opmerken, die daarop het volgende heeft geantwoord :

De kwestie is niet verwaarloosd geworden ; in dit opzicht zijn er zeer strenge instructies gegeven geworden (zie o. a. mijn omzendbrief van 10 April 1924).

De geleidelijke terugkeer tot den normalen toestand en de aan de militaire overheden gerichte aanbevelingen zullen toelaten het cijfer van de uitgaven in kwestie voor het dienstjaar 1924 van fr. 94,535.75 tot op 65,000 frank te verminderen, indien men de tot nu toe voor dit laatste dienstjaar gekende cijfers in aanmerking neemt.

Op het in de begrooting van 1925 ingeschreven crediet kan er eene vermindering van 15,000 fr. verwezentlijkt worden. Die vermindering zal bij wijze van amendement doorgedreven worden.

De omzendbrief in kwestie staat vermeld in Bijlage X van dit verslag.

HOOFDSTUK XIII.

Op dit hoofdstuk is er eene vermindering van 44,706,372 frank.

Art. 53. — Artikel 53, uitgaven ten gevolge van den oorlog, vergt eenigen uitleg.

Het gaat om uitgaven, door den oorlog *veroorzaakt*.

Die uitgaven zijn een voorbijgaande en buitengewone last en hebben met deze, uit de normale legerbehoeften voortspruitende, niets gemeens. Om die reden komen zij in het budget voor, onderscheidenlijk onder de artikelen 53-12 en de artikelen 55 tot 63.

Deze scheiding tusschen de normale uitgaven en de uit den oorlog voortspruitende uitgaven bestaat sedert 1920 in de Begrooting.

Wil men de Begrootingen van de jaren 1920, 1921, 1922 en 1923 inzien, dan zal men inderdaad bemerken dat de uitgaven in kwestie in de *Buitengewone Begrooting* onderscheidenlijk waren gerangschikt : « Uit den oorlog voortspruitende uitgaven » of « uitgaven die het gevolg zijn van den oorlog ».

Het is maar van af het dienstjaar 1924 dat de Minister van Financiën de uitgaven-oorlogsgevolgen — duurtelbijslag inbegrepen — van de *Buitengewone* naar de *Gewone Begrooting* heeft overgebracht. (Zie bladz. II van het parlementair stuk, n° 4, — Kamer der Volksvertegenwoordigers. — Zittijd 1923-1924. Algemeene memorie van de Begrooting der Ontvangsten en Uitgaven voor het dienstjaar 1924). — Omstandigheden onder dewelke de Bestuursbegrootingen werden opgemaakt.

Art. 61. — Leden van de Commissie hebben doen opmerken dat vele oud-

soldaten van den oorlog nog altijd op hunne decoraties wachten. en zij hebben gevraagd dat de juweelen bij de brevetten zouden worden gevoegd.

De kwestie van de likwidatie der aan de oud-soldaten van den oorlog te sturen decoraties is niet uit het oog verloren.

Herhaaldelijk werden dienaangaande aan de militaire overheden onderrichtingen gegeven, en den 30^e Juli 1924 heeft de Minister van landsverdediging een omzendbrief gestuurd, waarvan gij, M. H., den tekst in de Bijlagen van dit verslag onder n° XI zult vinden.

Die omzendbrief werd gestuurd met het doel de korpsoversten aan te sporen alles in 't werk te stellen om den gedemobilizeerden in dit opzicht voldoening te schenken.

Het past echter er op te wijzen, dat meest al de betwiste gevallen militairen betreffen, die talrijke mutaties hebben ondergaan of die hebben behoord tot onthonden organismen welker archieven in verschillende depots de ronde doen. De tot de vaststelling van de rechten der belanghebbenden noodige opzoekingen zijn soms zeer moeilijk en aan den goeden wil van de overheden mag niet worden getwijfeld. Anderzijds heeft men doen opmerken dat zeer dikwijls de adressen ontbreken.

Wat er ook van zij, zullen er maatregelen worden getroffen om met de verzending van de oorlogsbrevetten en decoraties aan de rechthebbenden zoo spoedig mogelijk gedaan te maken.

ART. 62. — Het onderzoek van de posten over den dienst der militaire begraafplaatsen heeft menige vraag uitgelokt. Uw Verslaggever vermeldt ze hierna met de antwoorden van den Minister.

ART. 62. — Ware het niet mogelijk dit hoofdstuk bij de Begrooting van het Departement van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid te voegen?

Men overlast de Begrooting van Landsverdediging met aanzienlijke sommen, welke eigenlijk geen uitgaven voor de landsverdediging uitmaken.

ANTWOORD.

De tot hier toe door den Dienst der Militaire begraafplaatsen, in nauwe samenwerking met de troepenkorpsen en het middenbestuur uitgevoerde werken, zouden moeilijk door een ander Departement dan door dit van Landsverdediging kunnen uitgevoerd geweest zijn.

Wanneer de definitieve inrichtingswerken zullen geëindigd zijn, 't is te zeggen waarschijnlijk in 1926, zal ik onderzoeken of het onderhoud van die kerkhoven door de militaire overheid voort moet worden waargenomen, of indien het aan een ander ministerieel Departement kan worden overgemaakt.

ART. 62a (8° en 9°). — Leden verlangen over deze uitgaven juiste aanduidingen met verrechtvaardiging.

ANTWOORD.

(Artikel 62a-8°).

Aanduidingen.	Bedrag.	Verrechtvaardiging.
Bureelkosten	15,000	Registers, drukwerk, allerlei, papier, kantoorbehoef- ten en teekengerief voor het Bestuur van den dienst en de gedetacheerde sectors.
Huur	20,000	Bureelen van het Bestuur en van de sectors.
Belastingen	300	Krachts het huurceel ten laste van den Staat voor de bureelen van het Bestuur.
Verzekeringen	200	Idem.
Onderhoud der gehuurde gebouwen .	3,500	Kleine onderhoud en kosten van schoonmaak.
Aankoop, hernieuwing en herstel van materieel.	24,000	Kruiwagens, gieters, dekzeilen, spaden, harken, gras- maaiers, enz., voor de begraafplaatsen. Tafels, stoelen, lessenaars, loketkasten, kasten, rol- gordijnen, kachels, enz., voor de bureelen.
Vuur en licht	12,000	Bureelen van het Bestuur en van de sectors.
Vergoeding aan de officieren door den aard van hun werk op het terrein.	10,000	Vergoeding van 250 frank per trimester aan de offi- cieren van de sectors.
Reiskosten van het personeel voor den dienst der graven en der begraafplaatsen.	15,000	Burgerlijk en militair personeel dat voor den dienst zoowel in België als in den vreemde op reis moet gaan.
Totaal	100,000	

ART. 62/a, 9°. — De voorziene som is bestemd tot het dekken der reiskosten van de leden der nationale Commissie, die ter plaats gaan zien in welken staat de begraafplaatsen verkeeren, en tot het betalen van enkele zitpenningen aan de leden van de bestendige afdeeling van voormelde commissie.

ART. 62/c. — Leden vinden de som van 445,000 frank te hoog. Betalen de Duitschers er geen deel van? Welke zijn de overeenkomsten? Worden ze stipt nageleefd? Zal die uitgave nog langen tijd moeten besteed worden? De Minister had verleden jaar gezegd dat de in 1921 aangeknoopte onderhandelingen zonder twijfel dit jaar tot eene oplossing zouden hebben geleid.

ANTWOORD.

In België zijn er 130,000 Deutsche graven, meest alle in bijzondere begraafplaatsen, maar ook eene nog al groote hoeveelheid in zeer vele gemeentekerkhoven over heel het land.

Duitschland betaalt volstrekt niets van de onderhoudskosten dezer graven, welke ter uitvoering van art. 225 van het Verdrag van Versailles op de kosten van den Belgischen Staat onderhouden worden. Dit Verdrag bepaalt niet hoelang die graven moeten behouden blijven; over die kwestie werd onderhandeld tusschen de afgevaardigden van de Deutsche Regeering en de vertegenwoordigers van de Belgische, Fransche en Britsche diensten, daar de Fransche en Britsche Regee-

ringen bij die kwestie ook belang hebben. De in den loop van 1921 aangeknoopte onderhandelingen zijn feitelijk geschorst.

Tot wanneer deze uitslagen zullen hebben gekregen, beschouwt de Belgische Regeering dat zij, ter uitvoering van artikel 225 van het Vredesverdrag, de duitsche graven evenals de bijzondere begraafplaatsen waar zij liggen, moet behouden en onderhouden.

Daartoe voorziet post 1 van artikel 62/c 20,000 frank tot jaarlijksche schade-loosstelling der eigenaars van de tot Duitsche begraafplaatsen aangelegde gronden, en het 3° van artikel 62/c, 325,000 frank voor het onderhoud der begraafplaatsen tegen 2,00 tot fr. 2.50 per jaar en per graf, evenals voor het onderhoud der afsluitingen, kruisen, enz.

Anderzijds liggen er nog lijken afzonderlijk of in kleine groepen buiten de regelmatige begraafplaatsen; andere, in groot getal, in kleine dorpskerkhoven, zijn oorzaak dat die doodenakkers voor de behoeften der bevolking te klein worden.

Die beide reeksen van graven moeten naar de militaire begraafplaatsen overgebracht worden.

Om de onkosten van die verrichtingen te dekken, is de onder n° 2 van art. 62/c aangeduide som van 10,000 fr. bestemd.

ART. 62/a. — 4° Schenken de gemeenten niet al de blijvende concessies voor de op het veld van Eer gevallen Belgische soldaten?

Zoo niet, welke zijn de gemeenten, die sedert 1919 eene betaling hebben geëischt en welke is tot op heden de totale uitgave?

ANTWOORD.

Tot in den laatsten tijd was het ons niet mogelijk aan de gemeenten het getal of de uitgestrektheid der concessies, welke zij den Staat voor de graven der in hunne gemeentekerkhoven begraven Belgische en Geallieerde militairen moeten verleenen, aan te duiden; er moest gewacht worden tot dat al de verrichtingen van lijkenrestituties en hergroepering der graven door de Belgische, Fransche en Britsche diensten uit te voeren.

Die werkzaamheden zijn feitelijk in December laatst geëindigd geworden, mijn dienst van militaire begraafplaatsen maakt zich gereed om zich tot de betrokken gemeenten te wenden, welke zeer talrijk zijn.

Van nu af weet mijn Departement met zekerheid uit zijne briefwisseling dat sommige gemeenten den prijs van de concessies zullen vragen.

ART. 62/a. — 7° Een lid doet opmerken dat de families meenden dat de Staat sedert lang in de kosten van de lijkenrestitutie niet meer tusschenkwam. Is dat juist? Zoo ja, waarom werden die 10,000 frank voorzien?

ANTWOORD.

De lijkenrestituties op Staatskosten zijn feitelijk sedert lang afgelopen, maar het valt voor dat tot nu toe onbekend gebleven lijken nog geïdentificeerd worden of zelfs nog in de oude slagvelden ontdekt worden. Wanneer die gevallen zich

voordoen, eischen soms de belanghebbende families het overschot van hunne verwanten op en de restitutie gebeurt op Staatskosten.

Om de onkosten van die restituties te dekken is de som van 10,000 frank voorzien.

ART. 62/d. — Leden van de Bijzondere Commissie vinden dat het personeel van den dienst der militaire begraafplaatsen thans veel te groot is.

Er was gezegd geweest (verleden jaar) dat het getal van vier bouwmeesters, vijf teekenaars, enz. bij wijze van amendement moest worden verminderd, en thans vindt men in het ontwerp van Begrooting van dit jaar terug vier bouwmeesters, drie teekenaars, zes dactylos en veertig bedienden.

De dienst der militaire begraafplaatsen bevat slechts het personeel dat stipt noodzakelijk is om de opgelegde werken uit te voeren en om ze zoo spoedig mogelijk te voleinden.

De vermindering van het getal bedienden van den Dienst der militaire begraafplaatsen wordt geleidelijk gedaan, naarmate de werken vorderen; aldus bevatte het ontwerp van Begrooting voor 1924 vier bouwmeesters, een landmeter, vijf teekenaars, negen dactylos en vier en zeventig bedienden; een amendement op die Begrooting verminderde dit personeel met twee teekenaars en acht bedienden, en het ontwerp voor 1925 vermindert het nog met een bouwmeester voor zes maand, drie dactylos, acht mannelijke bedienden en twaalf vrouwelijke bedienden.

De bedrijvigheid van den dienst der militaire begraafplaatsen omvat talrijke kwesties, welke in twee categorieën kunnen vereenigd worden :

A. — De militaire begraafplaatsen,

B. — De burgerlijken stand van de overleden militairen.

In de Bijlagen XII en XIII van dit verslag zult gij, Mijne Heeren, de verrechtvaardiging van dit in dezen belangrijken dienst gebezigd personeel vinden. Deze dienst schenkt over 't algemeen voldoening aan de families van onze dappere op 't veld van Eer gesneuvelde soldaten en aan de belgische bevolking, welke jaarlijks ingetogen onze militaire begraafplaatsen bezoekt.

De Bijzondere Commissie bedankt den Minister van Landsverdediging en de ambtenaars van zijn Departement om de stiptheid van hunne antwoorden op onze vragen en om den spoed van hunne inlichtingen over de onderworpen opmerkingen.

De Bijzondere Commissie stelt U voor, Mijne Heeren, de Begrooting van Landsverdediging voor het dienstjaar 1925 aan te nemen zooals zij U wordt voorgesteld.

De Verslaggever,

P. DE BURLET.

De Voorzitter,

PIRMEZ.



BIJLAGEN.

Bijlage I.

OVEREENKOMST.

Tusschen de heeren dokters DERSCHEN en den gepensionneerden lieutenant-kolonel WARNEZ, optredend als voorzitter en bestuurder van de Nationale Maatschappij tegen tuberculose, 81 Gulden-Vlieslaan, te Brussel (S. N. C. T.) enerzijds, en den Minister van Landsverdediging anderzijds, werd overeengekomen wat volgt :

1° Te Montana in Zwitserland werd door de zorgen van de S. N. C. T. een kliniek opgericht onder den naam « Villa de Preux », die een tiental zieken, aangetast door longziekten opnemen kan.

De S. N. C. T. stemt er in toe, bestendig te verplegen 10 zieke officieren, oudstrijders, ambtenaren of bedienden met rang van officier, afhankelijk van het Departement van Landsverdediging, alsmede ziekenverpleegsters door longziekten aangetast;

2° De S. N. C. T. verbindt zich die zieken te verplegen tegen den gelijken prijs van 10 Zwitsersche frank per dag gedurende heel het jaar, erin begrepen de verwarming gedurende de wintermaanden;

3° Voor dien prijs verbindt de maatschappij zich aan de verpleegden te verschaffen :

- a) Een voldoende gezonde voeding voor het algemeen herstel van den zieke;
- b) Alle gezondheidszorgen erin begrepen de kuur;
- c) Het slapings-, keuken- en opschikmaterieel, het tafellinnen, de schotels, vuur en licht.

4° Er wordt bijzonder vermeld dat alle kosten die niet rechtstreeks veroorzaakt worden door de teringbestrijding en de voeding der zieken, zooals de reiskosten, de behandeling der tanden, een ernstige operatie, de teraardestelling niet door de maatschappij gedragen worden.

De begrafenis-kosten zullen tot het strengste minimum beperkt worden, ten ware dat de familie ze te haren laste nam.

5° Worden naderhand de bevoorradingsvoorwaarden duurder of beterkoop, dan zouden partijen trachten tot een billijk akkoord te komen om den prijs per dag van het onderhoud te verhoogen of te verlagen;

6° De betaling der verplegingskosten zal per maand geschieden op vertoon van naambladen, model 97 van de voorloopige onderrichting op den dienst der hospitalen, in het dubbel;

7° De betalingen zullen rechtstreeks in Zwitsersch geld gedaan worden aan den dokter, bestuurder van de kliniek « Villa de Preux » te Montana.

8^o In geval de tien bedden niet zouden bezet worden, zal aan de P. N. C. T. als vergoeding 4 Zwitsersche frank betaald worden per dag en per onbezet bed op de tien bedden die ter beschikking van het Departement van Landsverdediging gesteld worden.

9^o Het bestuur van de kliniek en de inwendige tucht worden aan den dokter-bestuurder toevertrouwd. Een hospitaalverordening zal de plichten en rechten der zieken bepalen. De klachten zullen opgeteekend worden in een register, waaruit een uittreksel maandelijks bij het naamblad zal gevoegd worden.

In geval van erg vergrijp tegen de tucht, heeft de bestuurder het recht, op zijn persoonlijke verantwoordelijkheid den betrokken zieke onmiddellijk naar België terug te sturen.

10^o Deze overeenkomst is geldig voor een jaar en zal stilzwijgend verlengd worden; zij kan verbroken worden na elk jaar uitvoering van het contract, mits opzeg per aangeteekenden brief 3 maanden vóór het einde van het loopend jaar.

11^o De datum van het van kracht worden van dit contract is bepaald op 15 April 1922.

In dubbel opgemaakt te Brussel.

*Voor de Nationale Samenwerkende Vennootschap
tegen Tuberculose :*

De Voorzitter,

(g.) D. DERSCHÉ.

De Bestuurder-Beheerder,

(g.) WARNEZ.

De Minister van Landsverdediging,

(g.) A. DEVÈZE.

OVEREENKOMST.

*gesloten tusschen de Nationale Samenwerkende Vennootschap, eenerzijds,
en den heer Minister van Landsverdediging, anderzijds.*

De Nationale Samenwerkende Vennootschap tegen Tuberculose te Brussel tegenwoordig door den heer dokter Geeraerd, algemeen secretaris en den heer R. Janssen, beheerder, verbindt zich Belgische toringzieke militairen op te nemen in de kliniek gevestigd te Montana en deze te beheeren in het belang van den Staat en van de gezondheid der Belgen die er aan toevertrouwd worden.

De prijs per dag onderhoud wordt bepaald op den eenvormigen prijs van 8 Zwitsersche frank gedurende heel het jaar er in begrepen de verwarming gedurende de wintermaanden. Zij verbindt zich er geen winst uit te halen en al de inkomsten te besteden aan de voeding, de gezondheidszorgen en het algemeen welzijn der zieken. Mochten de bevoorradingsvoorwaarden binnen eenige maanden beterkoop worden, dan zou de pensionprijs natuurlijk verlaagd worden.

De inrichting kan 33 man opnemen. Dat cijfer kan verhoogd worden; in dat

geval zou het noodig zijn een bijgebouw op te richten. Een som van fr. 3.50 per dag zal betaald worden per ongebruikt bed tot een beloop van 33 bedden.

Elke vraag tot verhooging van den onderhoudsprijs per dag zal in overweging genomen worden, indien de noodzakelijkheid goed bewezen is.

Onder die pensionvoorwaarden verbindt het Comité zich, aan de opgenomen Belgen te verschaffen :

- 1^o Een gezond en toereikend voedsel voor het algemeen herstel van den zieke ;
- 2^o Het keukengerief, het bed, de beddelakens, het tafellinnen, de schotels, vuur en licht ;
- 3^o Alle gezondheidszorgen.

Nota : Al de kosten die niet rechtstreeks in verband zijn met de teringbestrijding en het onderhoud van den zieke, kunnen door de Vennootschap niet gedragen worden, zooals bijvoorbeeld : de reiskosten, de tandenverzorging, de kosten van groote operatiën, gebeurlijke begrafenis-kosten, de kleeding, enz. De begrafenis-kosten moeten tot een streng minimum beperkt worden.

Het lijflinnen en de onontbeerlijke warme kleederen gedurende den winter worden door het Belgisch Departement van Landsverdediging geleverd.

Het bestuur van de kliniek en de inwendige tucht worden toevertrouwd aan Dr Chassot. Een inwendig hospitaalreglement zal de rechten en plichten van den zieke verzekeren. De klachten zullen in een register opgeteekend worden. In geval van blijvende onhandelbaarheid zal de zieke naar België teruggestuurd worden.

De pensioengelden worden rechtstreeks gestuurd aan de Nationale samenwerkende Maatschappij tegen tuberculose, 54. Koloniënstraat, Brussel. De Vennootschap die het toezicht heeft op het beheer der fondsen, zal elk kwartaal aan het Algemeen Bestuur van den Gezondheidsdienst, een verslag sturen, waarin gehandeld wordt over den toestand der zieken en over de beurtwisseling tusschen nieuwe zieken en genezen mannen. De Vennootschap kan niet aansprakelijk gesteld worden voor altijd mogelijke mislukking in de behandeling van den teringzieke. Het Departement van Landsverdediging neemt hooger vermelde voorstellen aan. Het Algemeen Bestuur van den Gezondheidsdienst vertegenwoordigt het in alle maatregelen van toezicht en bewaking die het noodig achten zal. Het D. G. S. S. (Algemeen Bestuur van den Gezondheidsdienst), heeft eveneens te zorgen voor de uitvoering van alle vereischte bestuursmaatregelen.

De betaling der verplegingskosten zal geschieden om de veertien dagen op vertoon van naambladen met de rekening, model n^o 97 van verordening op den Dienst der militaire Hospitalen, die op aanvraag, tot den Bestuurder gericht, zullen geleverd worden.

De betaling van de hospitaalsoldij zal door het Bestuur van de Nationale samenwerkende Maatschappij tegen tuberculose verzekerd worden volgens onderrichtingen die gegeven zullen worden door de D. G. S. S. De sommen uit dien hoofde voorgeschoten, zullen gebracht worden op de naambladen en bij de regeling van deze terugbetaald worden.

Deze overeenkomst is geldig gedurende een jaar en wordt van rechtswege voor

denzelfden duur vernieuwd, behoudens opzeg van drie maanden bij aangetekenden brief door een der partijen gedaan.

De datum voor het van kracht worden van dit contract is gesteld op 1 Maart 1920.

De Nationale Samenwerkende Vennootschap
tegen Tuberculose, Brussel.

De Secretaris-Generaal,

(g.) D^r GEERAERT.

Een Beheerder,

(g.) R. JANSSEN.

De Algemeene Bestuurder van den Gezondheidsdienst.

(g.) VANDERSMISSEN.

De Minister van Landsverdediging,

(g.) P.-E. JANSON.

Bijlage n° II.

Uren les gegeven door ieder leeraar. Vergoedingen en wedden der leeraren.

**A. — Militaire leeraren en toegevoegde leeraren (1925)
van het bestendig kader der school.**

Militaire leeraren.	Uren les.	Werksaamheden.	Verdere diensten.	Vergoedingen op de begrooting der school betaald.	Wedde.
Oorlogskunst.	66 u. 15'.	16 dagen reizen voor taktiek en stafdienst. 2 dagen bezoek op slagveld. Voorbereiding. Verbetering van werken en thesissen.	1) Informatie cursus voor kandidaten luitnants-kolonel en -generaal. 2) Manoeuvres. 3) Gerechtelijke dienst. 4) Garnizoenconferenties (gebeurlijk).	1,200 fr.	Tegenwoordig kolonel, 25,500, plus verscheiden vergoedingen, 7,700.
Militaire geschiedenis.	121 u. 15'.	16 dagen reizen voor taktiek en stafdienst. 2 dagen bezoek op slagveld. Voorbereiding. Verbetering van werken en thesissen. Oorlogsspelen.	1) Manoeuvres. 2) Gerecht. dienst. 3) Garnizoenconferenties (gebeurlijk).	1,200 fr.	Tegenwoordig majoor, 19,000, plus verscheiden vergoedingen, 6,460.
Algemeene taktiek.	126 u. 15'.	16 dagen reizen voor taktiek en stafdienst. Voorbereiding en verbetering van werken. Gecombineerde werken : 202. Oorlogsspelen : 86. Dagen op het terrein : 95.	1) Informatie cursus voor kandidaten luitnants-kolonel en -generaal. 2) Manoeuvres. 3) Gerecht. dienst. 4) Garnizoenconferenties (gebeurlijk).	1,200 fr.	Tegenwoordig majoor, 19,000, plus verscheiden vergoedingen, 7,900.
Taktiek voor de infanterie.	58 u. 55'.	16 dagen reizen voor taktiek en stafdienst. Voorbereiding en verbetering van werken. Gecombineerde werken : 202. Oorlogsspelen : 86. Dagen op het terrein : 95.	1) Informatie cursus voor kandidaten luitnants-kolonel. 2) Werken betreffende het opmaken van het reglement voor de infanterie. 3) Gerecht. dienst. 4) Garnizoenconferenties (gebeurlijk).	1,200 fr.	Tegenwoordig majoor, 19,000, plus vergoedingen, 6,400.
Taktiek voor de artillerie.	76 uren.	16 dagen reizen voor taktiek en stafdienst. Voorbereiding en verbetering der werken. Gecombineerde werken : 202. Oorlogsspelen : 86. Dagen op het terrein : 95. 1 dag reizen naar Luik, 2 dagen reizen naar Antwerpen. Bezoek van militaire inrichtingen.	1) Tweede kommandant der school. 2) Informatie cursus voor kandidaten luitnants-kolonel en -generaal. 3) Bewapeningskommissie. 4) Werken betreffende het opmaken van de reglementen voor de artillerie. 5) Manoeuvres. 6) Gerecht. dienst. 7) Garnizoenconferenties (gebeurlijk).	1,800 fr.	Tegenwoordig kolonel, 25,500, plus vergoedingen, 6,500.

Militaire leeraars.	Uren les.	Werkzaamheden.	Verdere diensten.	Vergoedingen op de begrooting der school betaald.	Wedden.
Staf.	93 u. 45'.	16 dagen reizen voor taktiek en stafdienst. Voorbereiding en verbetering der werken. Gecombineerde werken : 202. Oorlogsspelen : 86. Dagen op het terrein : 95. 2 dagen bezoek aan de militaire inrichtingen.	1) Informatiecur-sus voor kandidaten luitenants-kolonel en -generaal. 2) Manoeuvres. 3) Gerechtelijke dienst. 4) Werken betreffende het opmaken der reglementen, aansluitingen en overseiningen. 5) Garnizoenconferenties (gebeurlijk).	1,200	Tegenwoordig majoor, 19,000, plus verscheiden vergoedingen, 6,400.
Genie en vestingwerken	77 u. 30'.	16 dagen reizen voor taktiek en stafdienst. Voorbereiding en verbetering der werken. Gecombineerde werken : 202. Oorlogsspelen : 86. Dagen op het terrein : 95. 4 dagen bezoek aan de vestingen. 2 dagen bezoek aan militaire inrichtingen.	1) Informatiecur-sus voor kandidaten luitenants-kolonel en -generaal. 2) Manoeuvres. 3) Gerecht. dienst. 4) Garnizoenconferenties (gebeurlijk).	1,200	Tegenwoordig, majoor, 19,000, plus verscheiden vergoedingen, 6,400.
Aardrijkskunde.	"	25 dagen reizen voor aardrijkskundige studie. Voorbereiding en verbetering der werken.	1) Manoeuvres. 2) Gerecht. dienst. 3) Garnizoenconferenties (gebeurlijk).	1,200	Tegenwoordig luitenant-kolon., 20,000 plus verscheiden vergoedingen, 8,200.
2 toegevoegde leeraren in de algemeene tactiek.	Onbepaald.	Nemen deel aan de reizen voor taktiek en stafdienst, aan de gecombineerde werken, aan de oorlogsspelen, werken op het terrein. Voorbereiding en verbetering der werken.	1) Manoeuvres. 2) Gerecht. dienst. 3) Garnizoenconferenties (gebeurlijk).	Ieder 840	Tegenwoordig majoors, 19,000 en 18,000 fr., plus verscheiden vergoedingen, 6,820 en 5,400fr.
2 toegevoegde leeraren van den cursus in stafdienst.	Onbepaald.	Nemen deel aan de reizen voor taktiek en stafdienst, aan de gecombineerde werken, aan de oorlogsspelen, werken op het terrein. Voorbereiding en verbetering der werken.	1) Manoeuvres. 2) Gerecht. dienst. 3) Garnizoenconferenties (gebeurlijk).	Ieder 840	Tegenwoordig majoor en kapitein - kommandant, 18,000 en 14,900 frank, plus verscheiden indemniteiten, 5,400 en 6,120.

Algemeene opmerkingen betreffende bovenstaande tabel.

Het is niet mogelijk het aandeel te bepalen van ieder militair-leeraar in de verdeling onder het leerarenkorps van de 202 gecombineerde werken, van de 86 lessen voor oorlogsspel en van de 95 dagen werk op het terrein. Die werken bestaan in het uitvoeren van plannen, waarvoor de samenordering noodig is van de voorbereidende werken van al de leeraren der militaire cursussen die, nu eens allen aan de uitvoering er van deel nemen, dan weer per groepen van 2 of 3 slechts.

B. — Militaire docenten, die niet tot het bestendig kader der school behooren.

Militaire leeraren.	Uren les.	Werkzaamheden.	Verdere diensten.	Vergoedingen op de begrooting der school betaald.	Wedde.
Inrichting en inlichtingen.	30 u.	Reis voor taktiek en stafdienst. Voorbereiding en verbetering der werken.	Sectiehoofd aan den algemeenen staf van het leger.	840	De wedde mag niet gerekend worden onder de lasten der krijgsschool.
Taktiek der lichte troepen.	22 u. 30'	Reis voor taktiek en stafdienst. Voorbereiding en verbetering der werken. Gecombineerde werken. Oorlogsspelen. Werken op het terrein.	Bevelhebber over het regiment jagers-wielrijders.	840	Id.
Intendantie.	15 u.	Reis voor taktiek en stafdienst. Voorbereiding en verbetering der werken.	Kabinet van den Minister van Landsverdediging.	840	Id.
Achterdienst.	33 u. 45'	Voorbereidingen verbetering der werken. Bezoek aan station.	Algemeene staf van het leger (4 ^e sectie).	840	Id.
Invloed van de economische, politieke en sociale factoren op de leiding van den oorlog.	55 u.	Voorbereidingen verbetering der werken.	Algemeene staf van het leger (sectie C).	840	Id.
Luchtvaartwezen.	16 u.	Reis voor taktiek en stafdienst. Voorbereiding en verbetering der werken.	Bevelhebber over het luchtvaartwezen.	840	Id.
Rijkunst : 1 meester, 1 toegevoegd meester, id.	»	150 rijlessen van 45' Id. Id.	Zelfde dienst aan de militaire School.	480 480 480	Id. Id. Id.

C. — Militaire voordrachtgevers, die niet tot het bestendig kader der school behooren.

Koloniale oorlog.	10 u.	Voorbereiding en verbetering der werken.	Kabinet van den Minister van Landsverdediging.	50, per conferentie.	De wedde mag niet gerekend worden onder de lasten der krijgsschool.
Werving.	5 u.	Id.	Sectiehoofd. Algemeene staf van het leger.	Id.	Id.

D. — Burgerlijke leeraren.

Burgerlijke leeraren.	Uren les.	Werkzaamheden.	Verdere diensten.	Vergoedingen op de begrooting der school betaald.	Wedde.
Staatshuishoudkunde.	36 u. 45'.	Voorbereiding en verbetering der werken.	Professor aan de Universiteit te Luik.	»	7,000 fr.
Mobilisèering van 's lands hulpmiddelen	21 u. 45'.	Voorbereiding en verbetering der werken.	Professor aan de Universit. te Brussel.	»	3,000 fr.
Diplomatieke geschiedenis.	31 u. 50'.	Voorbereiding en verbetering der werken.	Professor aan de Universit. te Brussel.	»	9,000 fr.
Internationaal recht.	17 u. 50'.				
Grondwettelijk recht.	12 u. 30'.				
Toegepaste wetenschappen.	43 u. 45'.	Voorbereiding en verbetering der werken. 2 dagen reis naar Caullille en naar Luik.	Leenaar aan de Militaire School.	»	5,000 fr.
Neuro-psychologie.	43 u. 45'.	Voorbereiding en verbetering der werken.	Professor aan de Universit. te Brussel.	»	5,000 fr.

E. — Voordrachtgevers (burgers).

6 voordrachtgevers die ieder een voordracht geven.

100 fr.

plus de spoorwegkosten.

Bijlage III.**EERSTE DEEL****LUCHTVAARDERSPERSONEEL.**

Dat personeel bestaat uit :

HOOFDSTUK I. — Officieren.

HOOFDSTUK II. — Gegradeerden van het luchtvaartwezen.

HOOFDSTUK III. — Leerlingen van de Scholen voor Reserve-Onderluitenanten gekomen uit de Wapenscholen ;

HOOFDSTUK IV. — Reserve-officieren en gegradeerden van het luchtvaartwezen.

EERSTE HOOFDSTUK.**OFFICIEREN.**

1. De officieren van het M. Luchtvaartw. (luchtvaarderspersoneel) worden aangeworven :

a) Onder de onderluitenanten der infanterie, der cavalerie, der artillerie en der genie, die met groote vrucht een leergang voor waarnemers voor het luchtvaartwezen hebben gevolgd. Alvorens voor goed naar het M. Luchtvaartwezen over te gaan, volgen zij daarenboven een leergang voor luchtreizigers of vliegeniers ;

b) Onder de gegradeerde adjudanten bij het luchtvaartwezen, die hebben voldaan aan de proeven voor het onderluitenantchap, voorzien voor de infanterie, de cavalerie, de artillerie of de genie, naar keuze van den belanghebbende.

Gedurende den tijd dien zij bij het Mil. Luchtvaartw. (luchtvaarderspersoneel) doorbrengen, kunnen zij desvoorkomend het voordeel genieten van de bevordering van het meest gunstige wapen. Zij genieten ook het voordeel van bijkomende luchtvaardersjaren wegens luchtvaartdienst in vliegtuig, in verband met de toekenning der eerste teekens.

Behalve een dagelijksche luchtvaartvergoeding, die wordt toegekend aan al de leden van het luchtvaarderspersoneel die wezenlijk deel nemen aan de opstijgingen of de vluchten, kunnen de officieren die aan de vluchten in vliegtuig deelnemen, aanspraak maken op de bijzondere maandelijksche premie voor beroeps-luchtvaarders, die een in eens gegeven toeslag van 15.000 frank kan bereiken, betaalbaar na twaalf jaar luchtvaartdienst.

Elk lid van het bestendig-, tijdelijk- of reservepersoneel of van het personeel op proeftijd, dat het slachtoffer wordt van een ongeval, overkomen in den loop van een luchtdienst (in luchtbal of in vliegtuig), waartoe bevel of machtiging werd verleend, zoodra het gebleken is dat er zijnerzijds geen grove fout bedreven werd, kan desvoorkomend aanspraak maken op de militaire pensioenen wegens dienstouderdom, of op hem zijn van toepassing de pensioenen voor in dienst overleden militairen en daarenboven de bijzondere premien voor luchtvaartongevallen, vermeld in de paragrafen 34 en 35 (blz. 15).

2. Ieder jaar wordt een beroep gedaan op de onderluitenanten en jonge luitenanten der infanterie, der cavalerie, der artillerie of der genie om, gedurende een

jaar (November tot October) een leergang te volgen voor waarnemers bij het luchtvaartwezen.

De officieren die worden toegelaten om bedoelden leergang te volgen worden bij het militaire luchtvaartwezen gedetacheerd en genieten eene luchtvaartvergoeding wegens wezenlijke deelname aan de opstijgingen en de vluchten.

Na het einde van dien leergang, vervoegen zich die officieren — behalve diegenen die, met het oog op hunne toelating tot het militaire luchtvaartwezen er behouden worden — bij hun korps en doen, tot wanneer zij tot den graad van kapitein worden bevorderd, als reserve-waarnemers, jaarlijksche dienstitijden bij het militaire luchtvaartwezen.

Zij die gedurende den leergang algeheele voldoening hebben geschonken en die het brevet van waarnemer bij het luchtvaartwezen hebben bekomen, kunnen er toe worden gemachtigd op hun mouw het onderscheidingsteeken van het tijdelijk luchtvaarderspersoneel te dragen.

HOOFDSTUK II.

GEGRADÉERDEN BIJ HET LUCHTVAARTWEZEN.

A. — Algemeene voorwaarden om gegradéerde bij het luchtvaartwezen te worden.

(Luchtvaarderspersoneel)

3. De leergangen ingericht door het militair luchtvaartwezen, om het luchtvaarderspersoneel te vormen, zijn :

- a) Leergang voor leerlingen-luchtreizigers ;
- b) Leergang voor leerlingen-vliegeniers ;
- c) Leergang voor leerlingen-bombardiers ;
- d) Leergang voor leerlingen-waarnemers.

Elke leergang duurt ongeveer negen maand.

4. Niemand kan tot het volgen van de leergangen voor leerlingen-gegradeerden bij het luchtvaartwezen toegelaten worden, indien hij vooraf het bewijs niet levert :

- a) Dat hij Belg is of genaturaliseerd ;
- b) Dat hij ten minste achttien jaar of ten hoogste zes-en-twintig jaar oud is, op den eersten dag van het kwartaal, gedurende hetwelk de oproep geschiedt ;
- c) Dat hij ongehuwd is, of weduwnaar zonder kinderen (het huwelijk is niet toegelaten voor leerlingen-gegradeerden bij het luchtvaartwezen) ;
- d) Dat hij de lichamelijke en geestelijke geschiktheid heeft voorzien bij de Belgische wetgeving in zake luchtvaart ;
- e) Dat hij een algemeene kennis bezit in de natuurlijke wetenschappen en de mechaniek ;

f) Dat hij een algemeen onderwijs heeft genoten, dat ten minste gelijk staat met de volledige middelbare studiën van den lageren graad (Staatsmiddelbare scholen of vrije, door den Staat aangenomen inrichtingen) of dat hij in 't bezit is van een getuigenschrift of van een diploma dat met die studiën overeenkomt of voor hogere studiën werd toegekend, nl. door een school voor kunsten en ambachten,

eene nijverheidsschool, een handels- of zeevaartschool erkend door een openbaar bestuur.

5. Het programma der voorwaarden en kundigheden vereischt om tot de leer- gangen voor leerlingen-gegradeerden bij het luchtvaartwezen toegelaten te worden, wordt gezonden aan alwie het aanvraagt, *bij postkaart* te richten aan den commandant van het militair luchtvaartwezen, 3, Jan Linden-laan, Brussel.

B. — Hoe een burger leerling-gegradeerde bij het Luchtvaartwezen worden kan.

(*Luchtvaarderspersoneel*).

6. Hij richt schriftelijk een aanvraag tot den commandant van het militair luchtvaartwezen in den loop der maanden April, Augustus of December van elk jaar.

De aanvraag moet nauwkeurig den naam, de voornamen en het juiste adres van den belanghebbende opgeven, benevens de categorie (luchtreiziger, vliegenier, bombardier of waarnemer) waarvoor hij zich aanbiedt en de taal (Fransch of Vlaamsch) waarin hij wenscht ondervraagd te worden. Een door het Gemeentebestuur eensluidend verklaard afschrift van het diploma, waarop men zich beroept om eventueel van het bijkomend examen vrijgesteld te worden, moet er worden bijgevoegd.

7. Er zijn drie oproepingen per jaar (April, Augustus, December); voor iederen oproep hebben examens plaats binnen de veertien eerste dagen van de maand die er op volgt.

8. De belanghebbende wiens candidatuur aangenomen werd door den Commandant van het Militair Luchtvaartwezen wordt op de examens (twee dagen) uitgenoodigd.

9. Den eerste dag loopt het examen over :

- a) Van 8 u. 45 tot 12 u. : Natuurlijke wetenschappen en mechaniek ;
- b) Van 13 u. 45 tot 17 u. : Zoo noodig bijkomend examen, indien de belanghebbende geen diploma bezit of indien zijn diploma door het Departement niet werd aangenomen.

10. De tweede examendag duurt een voormiddag voor hem die voldaan heeft aan de proeven van den eersten dag. Het examen loopt over lichamelijke geschiktheid en behelst het bijzonder onderzoek in het geneeskundig laboratorium bij het luchtvaartwezen.

11. De burgerlijke candidaat, indien hij aangenomen wordt teekent bij het militair luchtvaartwezen een militaire dienstverbintenis van twee jaar.

C. — Hoe een militair gegradeerde bij het luchtvaartwezen kan worden.

(*Luchtvaarderspersoneel*.)

12. Zelfde formaliteiten als hierboven, doch moet de aanvraag langs hiërarchischen weg overgemaakt worden voor de militairen in actieven dienst en over hun laatsten korpsverste heer, voor de gewezen militairen.

13. Al de aanvragen moeten worden overgemaakt.

14. De candidaat-militair of oud-militair die toegelaten is gaat als soldaat naar het militair luchtvaartwezen over. Desnoods onderteekent hij de noodige wederdienstneming om nog twee jaren dienst te doen.

D. — Normale bevordering en achtereenvolgende geldelijke voordeelen van den leerling en van den gegradeerden vliegenier.

15. Candidaat tot de toegangsexamens toegelaten in Januari 1925.

16. 30 Januari 1925. — Gaat de Militaire Vliegschool volgen en doet een tijd militair onderwijs.

Hij wordt gehuisvest, gekleed, verzorgd en heeft maandelijks aanspraak op :

- a) eene wedde van 210 frank of 275 frank (1) ;
- b) eene veranderlijke wedde van 100 frank, indexcijfer 510/540.

17. 30 April 1925. — Wordt tot korporaal-leerling vliegenier benoemd en wordt gedetacheerd bij een aangenomen burgerlijke school om er, op kosten van den Staat, het brevet voor tourisme te ontvangen.

Hij wordt gehuisvest, gekleed, verzorgd en heeft aanspraak op dezelfde bewilligingen.

18. 30 Juli 1925. — Na het brevet voor Tourisme behaald te hebben, vervoegt zich bij de Militaire Vliegschool, en zet er zijn drilling voort.

Wordt gehuisvest, gekleed, verzorgd en heeft aanspraak, per maand, op :

- a) Een wedde van 210 frank of 300 frank (1) ;
- b) Een veranderlijke vergoeding van 100 frank bij indexcijfer 510/540 ;
- c) Een maximum-luchtvaartvergoeding van 60 frank.

19. 30 October 1925. — Behaalt elementair brevet en volgt verder de lessen bij de Militaire Vliegschool.

Wordt gehuisvest, gekleed, verzorgd en heeft aanspraak, per maand, op :

- a) Een wedde van 210 frank of 300 frank (1) ;
- b) Een veranderlijke vergoeding van 100 frank bij indexcijfer 510/540 ;
- c) Een maximum-luchtvaartvergoeding van 90 frank.

20. 30 Januari 1926. — Behaalt militair brevet, gaat over naar veldsmaldeel en wordt tot sergeant-vliegenier benoemd.

Wordt gehuisvest, gekleed, verzorgd en heeft aanspraak, per maand, op :

- a) Een wedde van 210 of 400 frank (1) ;
- b) Een veranderlijke vergoeding van 100 frank bij indexcijfer 510/540 ;
- c) Een maximum-luchtvaartvergoeding van 240 frank

21. 30 Juli 1926. — Wordt tot 1^{er} sergeant-vliegenier benoemd.

Wordt gehuisvest, gekleed, verpleegd en heeft aanspraak, per maand, op :

- a) Een wedde van 210 frank of 415 frank ;
- b) Een veranderlijke vergoeding van 100 frank bij indexcijfer 510/540 ;
- c) Een maximum-luchtvaartvergoeding van 240 frank.

22. 30 Januari 1927. — Wordt tot adjudant-vliegenier benoemd,

Wordt gehuisvest, gekleed, verpleegd en kan aanspraak maken, per maand, op :

- a) Een wedde van 500 frank ;
- b) Een veranderlijke vergoeding van 100 frank bij indexcijfer 510/540 ;
- c) Een luchtvaartvergoeding van 360 frank.

23. De bijvergoedingen voor gehuwde luchtvaartgegradeerden zijn aangegeven in § 36 (blz. 16).

(1) Zoodra hij twee jaar dienst heeft van af zijn 48^e jaar.

E. — Normale bevordering en achtereenvolgende bezoldigingen van een leerling en van een gegradeerde luchtschipper, bommenwerper of waarnemer.

24. Candidaat aangenomen bij de toelatingsexamens in Januari 1925.

25. 30 Januari 1925. — Vervoegt zich bij een luchtvaartgroep en brengt daar een periode voor militaire opleiding door.

Wordt gehuisvest, gekleed, verpleegd, en heeft aanspraak, per maand, op :

a) Een wedde van 210 frank of 275 frank (1).

b) Een veranderlijke vergoeding van 100 frank bij indexcijfer 510/540.

26. 30 April 1925. — Wordt tot korporaal-leerling luchtschipper, bommenwerper of waarnemer benoemd, en volgt de lessen van zijn categorie bij een luchtvaartgroep.

Wordt gehuisvest, gekleed, verpleegd en heeft aanspraak, per maand, op :

a) Een wedde van 210 frank of 300 frank (1) ;

b) Een veranderlijke vergoeding van 100 frank bij indexcijfer 510/540 ;

c) Een maximum-luchtvaartvergoeding van 60 frank (30 frank indien hij luchtschipper is).

27. 30 Januari 1926. — Behaalt het brevet van zijn categorie, wordt tot sergeant luchtschipper, bommenwerper of waarnemer benoemd.

Wordt gehuisvest, gekleed, verpleegd en heeft aanspraak, per maand, op :

a) Een wedde van 210 frank of 400 frank (1) ;

b) Een veranderlijke vergoeding van 100 frank bij indexcijfer 510/540 ;

c) Een maximum-luchtvaartvergoeding van 240 frank (120 frank indien hij luchtschipper is).

28. 30 Juli 1926. — Wordt tot 1^{sten} sergeant-luchtschipper, bommenwerper of waarnemer benoemd.

Wordt gekleed, gehuisvest, verpleegd en heeft aanspraak, per maand, op :

a) Een wedde van 210 frank of 415 frank (1) ;

b) Een veranderlijke vergoeding van 100 frank bij indexcijfer 510/540 ;

c) Een maximum-luchtvaartvergoeding van 240 frank (120 frank indien hij luchtschipper is).

29. 30 Januari 1927. — Wordt tot adjudant luchtschipper, bommenwerper of waarnemer benoemd.

Wordt gehuisvest, verpleegd, en heeft aanspraak, per maand, op :

a) Een wedde van 500 fr. ;

b) Een veranderlijke vergoeding van 100 fr. bij indexcijfer 510/540 ;

c) Een maximum-luchtvaartvergoeding van 360 fr. (180 fr. indien hij luchtschipper is).

30. De bijvergoedingen voor gehuwde luchtvaartgegradeerden zijn aangegeven in § 30 (bl. 16).

F. — Voordeelen verleend aan luchtvaartgegradeerden.

(Varend personeel).

31. Behalve de hierboven voorziene luchtvaartvergoedingen, wordt verleend :

(1) Zoodra hij twee jaar dienst heeft vanaf zijn 18^{de} jaar.

a) Aan de onderofficieren-vliegeniers, een maandelijksche premie voor luchtvaartloopbaan, die tot 2.000 fr. 's jaars kan gaan ;

b) Aan de onderofficieren, bommenwerpers of waarnemers, eene maandelijksche premie voor luchtvaartloopbaan die tot 1000 fr. 's jaars kan gaan.

Die premies worden aan belanghebbenden uitbetaald, vijf jaar na hun toelating tot het bestendig varend personeel, volgens den werkelijk verrichten dienst in vliegmachine.

32. Er wordt een bijkomende annuïteit toegekend per jaar dienst in vlieg-machine, vanaf de intrede in de Militaire Vliegschool, voor het bekomen van ereteekens

Daarenboven, zal een leerling, die op 30 Juli 1925 in de Militaire Vliegschool is gekomen, normaal de Gouden Medalie van de Orde van Leopold II bekomen, bij wijze van luchtvaartuitzondering, in Juli 1929, en het Kruis van Ridder in de Orde van Leopold II, op dezelfde wijze, in Juli 1932.

33. Alle leerlingen-luchtvaartgegradeerden en de luchtvaartgegradeerden dragen een stadsuniform in fijn laken (laken van het adjudantenuniform).

34. Alle bepalingen van de wetten op de militaire pensioenen zijn desvoorkomend toepasselijk op de leden van het varend personeel (bestendig, tijdelijk, stagedoende of reserve) van de Militaire Luchtvaart.

Daarenboven, bij een ongeval voorgekomen in luchtdienst, in ballon of in vliegtuig, bevolen of toegelaten, en wanneer het niet bewezen is dat er zware schuld vanwege den belanghebbende op het spel was, wordt aan dengene die voorgoed onbekwaam bevonden wordt voor den dienst van het varend Luchtvaart-personeel een bijzondere ongevalspremie toegekend, waarvan het bedrag, in verhouding tot den graad van invaliditeit, ten hoogste 15.000 frank zal belooopen.

35. In geval van overlijden, bij ongeval of wegens de gevolgen van een ongeval, voorgekomen op luchtdienst, in ballon of in vliegtuig, bevolen of geoorloofd, en wanneer het bewezen is dat er geene schuld vanwege den belanghebbende op het spel is, kan, op aanvraag van de rechthebbenden, een bijzondere premie verleend worden :

a) Van 20.000 frank aan de weduwe, plus 1.000 frank per kind ;

b) Van 15.000 frank aan de bloedverwanten in opgaande linie van den ongehuwden militair

36. De *gehuwde* luchtvaartgegradeerden krijgen maandelijks, behalve de tegemoetkomingen voorzien in littera D en E :

a) Een dubbele veranderlijke vergoeding ;

b) Een woonvergoeding van 40 frank (80 frank voor Brussel en 50 frank voor Luik) ;

c) Een gezinstoeslag van 30 tot 50 frank per kind.

Daarenboven zijn zij aangesloten bij de Weduwen- en Weezenkas, zij hebben recht op genees- en artsenskundige zorg voor vrouw en kinderen, en krijgen eene vergoeding van 250 fr. bij de geboorte van elk kind.

37. Indien een eerste dienstneming steeds volledig moet vervuld worden, kan de wederdienstneming van een luchtvaartgegradeerde verbroken worden door het vroeger op onbepaald verlof zenden, zoodra hij gedurende twaalf maanden, vanaf den datum waarop hij het definitief brevet zijner categorie bekomen heeft, als lid van het varend personeel gediend heeft.

38. Keuronderofficieren en vliegeniers kunnen, op hun aanvraag, bij wijze van uitzondering met verlof gesteld worden, om als stuurman werkzaam te zijn bij, door den Staat aangenomen, Belgische Luchtvaartmaatschappijen.

39. Een luchtvaartgegradeerde kan onderluitenant in de actieve kaders worden bij een der wapens, naar zijn keus. Eens tot onderluitenant benoemd, wordt hij, in beginsel, bij den luchtvaartdienst ingedeeld en kan daar zoolang blijven als hij geschikt is voor het 5^e wapen.

Om tot onderluitenant benoemd te worden, legt hij de voorgeschreven examens af :

a) De voorbereidende proef (zooals voor alle wapens of diensten), en voor dewelke in alle luchtvaartgroepen herhalingen gehouden worden ;

b) De definitieve proef, waarvoor een proeftijd is voorzien bij een der wapenscholen.

40. Eene luchtvaartgegradeerde kan reserve-onderluitenant van de Luchtvaart worden, door, als adjudant, de kursussen der School voor reserve-onderluitenen der Luchtvaart te volgen, en door met vrucht de eindexamens aldáar af te leggen.

HOOFDSTUK III.

Candidaten reserve-onderluitenants der Wapenscholen.

41. — Op het einde van elken zittijd der scholen voor reserve-onderluitenants der infanterie, der cavalerie, der artillerie en der genie, worden een zeker aantal leerlingen, gekozen onder de best geslaagden, op hun aanvraag aangesteld om, gedurende den normalen dienstdienst, een cursus te volgen bij de Militaire Luchtvaart voor de opleiding van het varend personeel (luchtschipper, bommenwerper, waarnemer).

42. — De belanghebbenden gaan over naar de Militaire Luchtvaart, brengen daar hun normalen binnenroepingstijd door, behalen er hun lagere graden, worden er tot reserve-onderluitenant benoemd.

Ze mogen naar hun oorspronkelijk wapen terugkeeren op eigen aanvraag, of bij wijze van tuchtmaatregel, of wanneer zij de vereischte geschiktheid voor de militaire luchtvaart niet meer bezitten.

43. Tijdens den duur van hun lessen en van hun binnenroepingsperiode als onderofficier, worden zij gehuisvest, gekleed, verpleegd en hebben aanspraak, per maand op :

a) Een wedde van 220 frank ;

b) Een veranderlijke vergoeding van 100 frank bij indexcijfer 510/540 ;

c) Een maximum-luchtvaartvergoeding van 60 frank (30 frank indien hij luchtschipper is.)

44. Eens tot reserve-onderluitenant benoemd, worden zij een eerste maal binnengeroepen als reserve-officier, onder hetzelfde regiem als de reserve-officieren die uit de Militaire luchtvaart gekomen zijn.

HOOFDSTUK IV.

Reserve-luchtvaartofficieren en gegradeerden.

45. De leden van het varend reservepersoneel (reserveofficieren en luchtvaart-gegradeerden met onbepaald verlof), aangenomen door den commandant van de Militaire Luchtvaart, zullen hun luchtvaartwerkzaamheden verrichten op een aan te wijzen vliegveld, daarbij zooveel mogelijk rekening gehouden met de wenschen van belanghebbenden.

46. In den loop van elk trimester zijn zij gehouden, op het aangewezen vliegveld, vier luchtvaartprestaties te leveren, elk van ten minste drie uur, en wel één per dag. Bij elk van die prestaties, moeten zij deelnemen aan een opstijging of aan een vlucht, waarbij de reserve stuurlieden werken als stuurman.

In beginsel mag de belanghebbende de dagen uitkiezen onder de weekdays (tusschen 9 en 16 uur, Zaterdag inbegrepen), en terwijl de eenheid die het vliegveld bezet in garnizoen is, waarbij de commandant dier eenheid te bekwaamer tijd, schriftelijk of per telefoon, verwittigd wordt.

Op aanvraag van de belanghebbenden, tot den Commandant der Militaire Luchtvaart gericht, mogen de prestaties van 2 trimesters van éénzelfde jaar vervangen worden door een bijzondere prestatie van een week (luchtvaartopdracht).

a. De luchtvaartofficier of -gegradeerde, militaire reserve-vliegtuigbestuurder zal, op een, in overleg met den Commandant der Militaire Luchtvaart bepaalden datum, zich begeven naar de Militaire Vliegschool, op een Maandagvoormiddag, en daar blijven tot den volgende Zaterdagmiddag. Hij zal deelnemen aan alle oefeningen en theoretische lessen op vasten grond en zal, ten minste tweemaal als vliegtuigbestuurder moeten vliegen, elken dag dat de luchtgesteldheid zulks toelaat.

b) De reserve-luchtvaartofficier of -gegradeerde luchtschipper, bommenwerper of waarnemer, zal op een, in overleg met den commandant der Militaire Luchtvaart bepaalden datum, zich bij de aangewezen groep begeven, den Maandagvoormiddag, en zal daar blijven tot den volgende Zaterdagmiddag. Hij zal deelnemen aan alle oefeningen en theoretische lessen op vasten grond en zal elken dag een oefening voor Draadloze telefoon moeten verrichten, alsmede twee opstijgingen of twee vliegtochten als waarnemer, elken dag als de luchtgesteldheid zulks toelaat.

48. — Indien, tijdens een voorgeschreven luchtvaartprestatie, een ongeval voorkomt, met het gevolg dat een lid van het varend reservepersoneel niet meer beschikbaar is, zal deze vanaf den datum van het ongeval behandeld worden als een militair uit de actieve kaders van zijn graad en zijn categorie.

Ingeval belanghebbende zijn vrijheid verlangt (overgang naar de reserve of wegzending met onbepaald verlof) vooraleer zijn geval is kunnen onderzocht worden, dan zou hij daardoor afstand doen van alle verdere eischen.

49. — De hierna bepaalde dagelijkse luchtvaartvergoedingen kunnen toegekend worden aan het varend reservepersoneel dat een afzonderlijke luchtvaartprestatie of een prestatie van minder dan 7 dagen levert :

	Opstijgingen in ballon.	Vlucht in vliegmaschine.
Officieren	24	45
Candidaten onderluitenanten .	21	42
Adjudanten.	18	36
1 ^o sergeanten of sergeanten .	12	24

Een bijzondere jaarlijksche premie van 1,500 frank wordt verleend aan de officieren en onderofficieren-vliegeniers die, in den loop van het jaar (1^o Januari tot 31 December) als reservestuurman, *elk trimester*, de in § 47 bepaalde luchtvaartprestaties geleverd hebben. Komen daarvoor enkel in aanmerking de stuurmansprestaties geleverd alleen aan boord van een vliegtuig, of op een vliegtuig dat niet voorzien is van de dubbele stuurinrichting.

Belgische Militaire Luchtvaart.

Van 1 Januari 1921 tot 31 October 1924, heeft het varend personeel van den Militairen Luchtvaartdienst volbracht :

- a) 279 uren opstijging in vrij zwevenden luchtballon ;
- b) 929 uren opstijging in vrij zwevenden kabelballon ;
- c) 39,831 uren vlucht in vliegtuig.

Deze uren vlucht vertegenwoordigen 98,958 vliegtuigtochten over een afstand van 6,018,200 kilometer, dat is meer dan 149 maal de reis om de aarde aan den Evenaar.

November 1924.

A. — Opgave van het luchtvaartwerk.

Jaren.	Luchtscheepvaart.		Vliegerdienst.			
	Uren ballon.		Vliegtochten.			
	vrij.	kabelball.	Uren.	Aantal.	Kilometers.	T/T

a) Vliegerscholen.

1921.	—	—	3,332	10,718	366,600	9
1922.	—	—	4,168	13,120	458,500	11
1923.	—	—	5,044	14,305	605,200	15
1924 (10 maanden) . . .	—	—	5,396	16,623	647,600	16
Totalen (A). . .	—	—	17,940	54,766	2,077,900	51

b) In afdelingen.

1921.	68	165	3,124	7,722	562,300	14
1922.	67	211	4,871	9,816	876,800	22
1923.	70	276	6,656	12,874	1,198,100	29
1924 (10 maanden) . . .	74	277	7,240	13,750	1,303,200	33
Totalen (B). . .	279	929	21,891	44,192	3,940,400	98

c) Overzicht.

(A)	—	—	17,940	54,766	2,077,900	51
(B)	279	929	21,891	44,192	3,940,400	98
Totalen. . .	279	929	39,831	98,958	6,018,300	149

B. — Werving der vliegers.

Jaren.	Burgerlijke vliegerscholen.		Militaire vliegerschool		
	Charleroi	Antwerpen	Afgeleverde brevetten		
	Brevetten voor toerisme		Toerisme	Aanvankelijke	Militaire
1921.	—	—	40	40	43
1922.	49	—	9	39	48
1923.	45	—	14	34	39
1924 (10 maanden) . . .	35	43	5	53	46
Totalen. . .	129	43	68	166	176

Drie-en-tachtig militaire leerlingen volgen thans de leergangen voor leerlingen-bestuurders in de burgerlijke Vliegerscholen van Charleroi en Antwerpen en in de militaire Vliegerschool.

Bijlage IV.

Aankoop van bevrozen vleesch 1922-1923 en begin 1924.

DATUMS	FIRMA'S	Aantal tonnen.	Hoedanig-heid.	Prijs in vreemd geld.	Koers van het p. s.	Prijs: Belgische fr. per kg.
15-11-22	Anglo-Belgian Meat Company.	80	Argentinië.	5 1/4 d.	70.00	3.34
15-11-22	Id.	100	Id.	4 1/2 d.	70.00	2.86
15-11-22	Id.	200	Id.	4 1/2 d.	74.00	3.05
15-11-22	Id.	100	Id.	4 5/16 d.	74.00	2.98
17-11-22	Magnée.	150	Queensland.	4 3/8 d.	70.00	2.80
22-11-22	J. A. Bockx.	70	Brazilië.	3 7/8 d.	70.00	2.50
22-11-22	Id.	225	Id.	4 d.	70.00	2.56
22-11-22	Id.	175	Argentinië.	4 1/4 d.	70.00	2.72
22-11-22	Id.	800	Brazilië.	3 7/8 d.	88.00	3.03
22-11-22	Id.	800	Id.	3 7/8 d.	84.00	2.98
28-11-22	Magnée.	500	Australië.	4 d.	70.00	2.56
30-11-22	J. A. Bockx.	300	Brazilië.	3 5/8 d.	85.00	2.78
16-3-23	Id.	500	Id.	3 1/2 d.	85.00	2.71
21-3-23	Anglo-Belgian Meat Company.	200	Uruguay.	4 3/16 d.	88.00	3.00
21-3-23	Id.	50	Argentinië.	4 5/16 d.	88.00	3.10
4-4-23	J. A. Bockx.	600	Brazilië.	3 1/2 d.	94.00	3.00
8-4-23	Sheed Thomson.	2,500	Australië.	3 13/16 d.	95.00	3.33
18-4-23	J. A. Bockx.	1,000	Brazilië.	3 1/2 d.	94.00	3.00
20-4-23	Anglo-Belgian Meat Company.	700	Uruguay en Argentinië.	4 5/16 d.	85.00	3.04
25-7-23	M. Spilhaus.	170	Zuid-Afri- kaansch.	3 11/16 d.	96.00	3.25
28-2-24	Sheed Thomson.	4,337	Australië.	3 29/32 d.	95.00	3.41
22-3-24	Sansinena.	500	Sansinena.	3 15/16 d.	95.00	3.42
17-4-24	Anglo-Belgian Meat Company.	200	Argentinië.	—	—	2.95

Korps torpedisten en mariniers.

Samenvattende tabel betreffende de tochten op zee van de flotielje van het korps torpedisten en mariniers.

Bijlage V.

Datum.	Namen der eenheden die deelgenomen hebben aan de reis.	DOEL DER REIS.	Opmerkingen
11 Maart	A. 42	Proef van snelheid en verbruik.	
12 id.	A. 42	Idem.	
19 id.	A. 42	Opmaken van verbruikskurven bij de verschillende snelheden.	
10 April	A. 42	Opmaken van verbruikskurven. Oefeningen voor seinen, peilingen en booten.	
11 id.	A. 42	Idem.	
24 id.	A. 42 — A. 47	Tactische oefening. Peilingen.	
21 Mei	A. 42 — A. 47	Oefeningen voor peilingen, seinen, terugroepingen op de veiligheids- en gevechtsposten.	De sleepboot <i>Torpille</i> vergezelt de torpedo- booten.
22 id.	A. 42 — A. 47	Idem.	
10 Juni	A. 42	Oefeningen voor peilingen, landing in de haven te Oostende. Loodsen in deze haven.	
19 id.	A. 42	Peilingen en loodsens langs de kust. Signalen.	
25 id.	A. 29 — A. 42	Proeven van snelheid en verbruik.	
3 Juli	A. 40 — A. 47	Compensatie der kompassen. Seinen. Tactische oefeningen.	
17 id.	A. 40 — A. 47	Verbruiksoefeningen. Ankeren te Blankenberghe. Loodsen in deze haven.	
24 id.	A. 42 — A. 29	Tactische oefeningen, onderbroken door slecht weder.	
8 August.	A. 47	Compensatie der kompassen. Proeven van draadloze telegraphie.	
12 id.	A. 47	In zee steken naar Kales. Deelneming aan de zeefeesten der haven van 12 tot 17 Augustus. 18 Augustus terugreis naar Brugge.	
21 id.	A. 42 — A. 29	Verbruiksproeven. Tactische oefeningen.	De sleepboot <i>Torpille</i> begeleidt de torpedo- booten.
4 Septemb.	A. 40 — A. 47 — A. 29	Tactische wendings- en formatieoefeningen. Landen in de haven Oostende.	
9 id.	A. 42	Proeven van de ankertoestellen der paneelen tot afbakening van het Schietveld der batterijen van het 4 ^e artillerieregiment.	
3 October	A. 29 — A. 40 — A. 42 — A. 47. Sleepbooten: <i>Ostende, Torpille.</i>	In zee steken naar Oostende.	
3 id.	Vedettes V.2 — V.4 — V.8 — V.52. Sleepboot: <i>Wilma.</i>	Varen naar Oostende door de binnenvaarten.	
4 id.	A. 40 — A. 42 Remorqueurs: <i>Torpille Ostende.</i>	Verankeren der paneelen tot afbakening van het schietveld van het 4 ^e artillerieregiment, volgens het aangenomen plan.	

Datum.	Namen der eenheden die deelgenomen hebben aan de reis.	DOEL DER REIS.	Opmerkingen.
Van 8 tot 24 October	A. 29 — A. 40 — A. 42 — A. 47 — V. 2 — V. 4 — V. 8 — V. 52. <i>Oostende-Torpille.</i>	Nemen deel, bij groepen van twee torpedobooten, twee wachtschepen en een sleepboot, aan het toezicht over het schietveld gedurende de luchtafweeroefene- ningen tijdens die periode.	
24 October	A. 29 — A. 42 — A. 40 — A. 47.	Terugreis naar Brugge over zee.	
24 id.	V. 2 — V. 8 — V. 4 — V. 52. <i>Oostende-Torpille- Wilma.</i>	Terugreis naar Brugge door de kanalen.	
2 December	A. 40 — A. 42	Formatieoefeningen en landen in de haven te Oostende.	
3 id.	A. 40 — A. 42	Idem en loodsen in de haven Oostende.	
16 id.	A. 40 — A. 42	Tactische oefeningen en seinen.	
17 id.	A. 40 — A. 42	Loodsen in de omstreken van Oostende. Landen met peillood bij mistig weder.	

Bijlage VI.

Brussel, 6 Juni 1924.

AAN ALLE KORPSOVERSTEN.

*Ter onderrichting : AAN DE BEVELHEBBERS VAN LINIE LEGERKORPSEN
EN ARTILLERIE LEGERKORPSEN.*

Voorwerp : Benutting in de korpsen van de Miliciens der klas 1920, enkel geschikt voor de hulpdiensten, gedurende den tijd dat ze terug binnengeroepen zijn.

Het terugbinnenroepen voor een eenig tijdperk van zes weken, van de miliciens der klas 1920, enkel geschikt voor de hulpdiensten, heeft tot doel, namelijk te zorgen voor het in gang houden van de algemeene diensten in de korpsen die tijdelijk hun getalsterkte niet bezitten.

Dienaangaande vestig ik de aandacht der Korpsoversten op de noodzakelijkheid om de taken onder die hulpdienst-doenden op schrandere wijze te verdeelen.

In beginsel is het noodig de militairen die reeds gebezigd zijn geweest in de korpsen gedurende hun werkdadigen dienst, te gelasten met de taken die zij reeds hebben vervuld of ten minste met gelijksoortige taken, en de militairen die buiten de korpsen werden gedetacheerd te gelasten met een taak in verband met het werk dat ze reeds hebben verricht.

Om mij in staat te stellen te beseffen wat dienaangaande gedaan werd, heb ik de eer U te verzoeken mij zoodra mogelijk langs bestuursweg, een verslag te doen geworden over de wijze waarop bedoelde hulpdienst-doenden werden benuttigd.

De Minister van Landsverdediging,

Bij bevel :

De Kolonel, Directeur-Generaal.

(Get.) CORNIL.

Bijlage VII.

Landkaart-Instituut en Militaire Drukkerij.

Getal.	Graad.	Jaarbedrag per graad. (Vergoedingen inbegrepen).	Totalen per categorieën.
A. — <i>Hoogere officieren.</i>			
1	1 Kolonel.	24,660	
1	1 Majoor	19,690	
2			44,350
B. — <i>Lagere officieren.</i>			
5	5 Kapiteinen-Bevelhebbers	65,479.00	
17	17 Kapiteinen	219,792.20	
11	11 Luitenanten	104,609.00	389,880.20
33			434,280.20
C. — <i>Onderofficieren met wedden.</i>			
5	Adjudanten	42,304.80	
3	1 ^o sergant-majors	24,709.20	
1	Wachtmeester-fourriers	7,388.40	
5	Sergeanten	34,767.00	
14			109,969.40
D. — <i>Onderofficieren met soldij.</i>			
»	Geen	»	»
E. — <i>Korporalen met wedde.</i>			
1	Korporaal	4,903.20	»
F. — <i>Korporalen met soldij.</i>			
3	Korporalen	3,703.00	
4			8,611.20
G. — <i>Soldaten met wedde.</i>			
2	Soldaten	9,355.20	»
H. — <i>Soldaten met soldij.</i>			
97	Soldaten	10,584.00	
99			19,939.20
Gezamenlijk getal: 132			571,950.00

De wedden en soldijen der officieren en militairen van lageren rang in de drukkerijen gebezigd, worden heel en al medegerekend in de exploitatiekosten dier werkhuizen. Een gedeelte der wedden en soldijen der militairen voor de algemeene diensten gebezigd, worden insgelijks opgenomen in die exploitatiekosten.

Zij zijn dus begrepen in de kostprijzen en komen dus grootendeels terug binnen als ontvangsten, in de Schatkist gestort.

Zoo is, dat voor de zettters-drukkerij, in de exploitatiekosten worden begrepen:

a) Soldijen en wedden	fr.	70,000 (ruw berekend)
b) Bestuurskosten		18,000

('t Is te zeggen het aandeel der wedden van de officieren en van het personeel van het Algemeen Bestuur.)

fr. 88,000

Dus nagenoeg 90,000 frank die terug in de Schatkist komen vanwege de zettters-drukkerij, waarbij nog rond de 12,500 frank vanwege de steendrukkerij.

Bijlage VIII

HOOFDSTUK VI VAN DE BEGROOTING.

A. — Werken voor 't gewoon onderhoud uitgevoerd aan de Militaire gebouwen en aan het domeingoed van Landsverdediging door den Dienst der Militaire gebouwen en bouwwerken : daken, schilderen, witten en beteeren langs buiten, riolen, enz.

a) Eerste militaire omschrijving	fr.	260,000
b) Tweede militaire omschrijving, daarin begrepen de kampen van Beverloo en Brasschaet		480,000
c) Derde militaire omschrijving met inbegrip van het kamp te Elsenborn		460,000
d) Vierde militaire omschrijving		360,000
Samen voor A.		<u>1,560,000</u>

B. — Zware onderhoudswerken : zware herstellingen en hernieuwingen.

2) EERSTE MILITAIRE OMSCHRIJVING.

1 ^o Gedeeltelijk hernieuwen van de daken der volgende militaire gebouwen : St-Pieterskazern te Gent, Depot van de 12 ^e infanterieafdeeling te Audenaarde, St-Janskazern te Doornik, Tresignieskazern te Charleroi.		117,000
2 ^o Hernieuwen van timmerwerk (vensterramen, deuren, vloeren, trappen, enz.) in de volgende kazernen : Leopoldskazern te Bergen, Militair gebouw 49 te Charleroi, Tresignieskazern te Charleroi.		11,000
3 ^o Vervangen van versletene houten vloeren en trappen door ruwe betonvloeren en trappen in de Karthuizers- en Rademaekerskazernen te Brugge.	fr.	215,000

4° Vervangen van houten vloeren en trappen door ruwe betonvloeren en trappen in de kazernen 4 en 5 te Gent fr.	200,000
5° Vervangen van houten vloeren en trappen door ruwe betonvloeren en trappen alsmede veranderingswerken ter Guillaumekazerne te Bergen. fr.	900,000
Samen voor . . . Fr.	1,443,100

b) 2° MILITAIRE OMSCHRIJVING

(met inbegrip van de kampen van Beverloo en Brasschaet.)

1° Hernieuwen van gedeelten van daken in volgende Militaire gebouwen : B. M. 13 te Antwerpen, Groot-Kwartier te Mechelen, Sionkazerne te Lier, depot van Contich, depot van Sint-Bernard, kazerne van Burght, verscheidene blokken in 't kamp van Beverloo. fr.	370,300
2° Hernieuwen van timmerwerk (vensterramen, deuren, houten vloeren, trappen, sluitdeuren, enz.) in volgende Militaire gebouwen en vestingen : kazernen 9-10 en 10-11 te Antwerpen, depot te Beveren-Waas, kazerne van het Klein-Kwartier te Mechelen, kazerne van het Groot-Kwartier te Mechelen, verscheidene blokken van 't kamp van Beverloo, sluizen van het front B. C. te Lillo . . . fr.	36,000
3° Hernieuwen van tichelwerk in de artilleriekazerne en in de kazerne van 't klein kwartier te Mechelen	6,000
4° Vervangen van pleisterwerk in het depot van Beveren-Waas	7,000
5° Vervangen van het rijsbeslag, in slechten staat, van het Sinte-Maria-Sluisje, door slaksteen	15,000
Samen voor b).	434,300

c) 3° MILITAIRE OMSCHRIJVING (met inbegrip van het kamp te Elsenborn).

1° Hernieuwen van gedeelten van daken in de militaire gebouwen : Scholierenkazerne te Luik en Belgradepark	108,000
2° Hernieuwen van de grondvlakte der rijbaan der Chartreuse, te Luik en van de plaveiwerken ter Scholierenkazerne te Luik	55,000
Samen voor c).	163,000

d) 4° MILITAIRE OMSCHRIJVING.

1° Hernieuwen van gedeelten van daken in volgende militaire gebouwen :

Eerste artilleriekazerne te Brussel; tweede artilleriekazerne te Brussel; kavaleriekazerne te Brussel;

Prins Baudewijn kazerne te Brussel; Kavaleriekazerne te Ter-vueren. 358,000

2° Hernieuwen van timmerwerk (vensterramen, deuren, vloeren, trappen, enz.) in volgende militaire gebouwen : Sint-Martenskazerne te Leuven; de Baykazerne te Leuven; Kazerne te Waver;

Kavaleriekazerne te Tervueren; Bogaardenkazerne te Diest; Artillerie kazerne te Thienen	67,600
3 ^e Hernieuwen van de grondvlakte der rijbanen ter Sint-Martens-kazerne te Leuven, en de artilleriekazerne te Thienen.	9,200
4 ^e Hernieuwen van tichel- en plaveiwerk in volgende militaire gebouwen: Rekolettenkazerne te Thienen, Kavaleriekazerne te Tervueren, Kazerne te Waver	8,300
5 ^e Vervangen van houten vloeren door ruwe betonvloeren in de Sint-Martens- en de Baykazernen te Leuven.	93,400
6 ^e Hernieuwen van riolen ter Rekoletten kazerne te Thienen	5,000
7 ^e Herbouwen van de verbrande loods op 't vliegplein te Evere	80,000
Samen voor d) fr.	621,500

Opsomming voor B :

<i>a</i> fr.	1,443,100
<i>b</i>	434,300
<i>c</i>	163,000
<i>d</i>	621,500
fr.	<u>2,661,900</u>

C. — Verbeteringswerken.

a) EERSTE MILITAIRE ONSCHRIJVING.

BRUGGE. — Apostolienenkazerne.

Versterken van de plankenvloeren met balken fr.	35,000
<i>Dageraad-wijk :</i>	
Bouwen van een omheiningmuur	23,000
<i>Gebouwen der Hooistraat :</i>	
Veranderen in bureelen voor de Provincie, de Plaats en den Staf van den infanterie Bevelhebber der Infanterie-Afdeeling	15,000
<i>Verscheidene kazernen :</i>	
Verbinding met de stadswaterleiding	25,000
Inrichting van kinemazalen	10,000

OOSTENDE. — Hazegraskazerne.

Veranderen van oude gemakken in Turksche gemakken	25,000
Inrichten van eene kinemazaal.	5,000
<i>Oud Hospitaal :</i>	
Inrichting van de electrische verlichting. fr.	12,000

WEVELGHEM. — Vliegplein :

Bouwen van een magazijn met kolenloods	22,000
--	--------

GENT. — *Leopoldskazerne* :

Verbinding van de waschkamers met de waterleiding	5,000
Veranderen van oude gemakken in Turksche gemakken	15,000
Nazien van de Duitsche electriciteitsinrichtingen	60,000

Kaserne n° 4 :

Verbeteren van de smidsschouwen	3,000
Militairgebouw 13. Nazien van de Duitsche electriciteitsinrichtingen	5,000

DENDERMONDE. — *Militair gebouw 60* :

Bewoonbaarmaken	2,000
---------------------------	-------

Militaire gebouwen 7 et 8 :

Vergrooten van de vensters der lokalen voor voorraadsprovianden	1,000
Inrichting van de electriciteit op de zolders	3,500

BERGEN. — *Leopoldskazerne* :

Vervangen van barakstallingen door eene stalling in vaste materialen (voor het Vervoerkorps) fr.	150,000
Aanleggen van een kasseiweg	20,000

Vroeger Charters-Gasthuis :

Inrichting van de Electriscbe verlichting	12,000
---	--------

Kamp van Casteau :

Aanleggen van plaveiwerk	15,000
------------------------------------	--------

DOORNIK. — *Citadellekazerne*.

Bouwen van riolen	7,500
Vergrooten van de stortbadzaal en veranderen van de waschzalen	60,000

CHARLEROI. — *Korporaal Trésignieskazerne* :

Veranderen van oude gemakken in Turksche gemakken	15,000
Inrichting van werkplaatsen	15,000

Kavalerie kazerne :

Verbeteren van de troepskeuken	16,000
--	--------

Samen voor a). . fr. 577,000

b) *TWEDE MILITAIRE OMSCHRIJVING.*ANTWERPEN-STAD. — *St-Joriskazerne* :

Veranderingswerken fr.	565,000
----------------------------------	---------

Kazerne 10-11 :

Verandering van gemakken	5,000
------------------------------------	-------

Militaire gebouwen 122, 234, 104, 250 :

Verbetering van de electrische inrichting	21,000
---	--------

Fort 5 :

Inrichting van een wacht en nieuw ijzeren hekken	14,000
--	--------

MECHELEN. — Kazerne van den steenweg op Lier :

Verandering van de troep-keuken.	30,000
--	--------

Verandering van de verluchttingsvensters der stallen	18,500
--	--------

Aanbrengen van schouwbakken op de riolen	2,000
--	-------

Kazerne van het Groot-Kwartier :

Bouwen van een voedermagazijn in blok F	3,000
---	-------

Aanleggen van mestputten.	6,000
-----------------------------------	-------

Kazerne van het Klein-Kwartier :

Bouwen van een W. C. voor officieren	1,200
--	-------

LIER. — Artilleriekazerne :

Verbeteren van de verluchting van de troepkamers. fr.	7,600
---	-------

Herbeslaan van den koer en ophoogen van het plaveiwerk.	23,000
---	--------

Inrichten van de electrische verlichting in de gymnastiekzaal	3,000
---	-------

Inrichten van een pomp-station	50,000
--	--------

CONTICH. — Kazerne :

Aanbrengen van donderschermen op het kardoezenmagazijn . fr.	10,000
--	--------

ST-BERNARD. — Depot.

Voltooien van de electrische inrichting fr.	25,000
---	--------

Veranderen van oude gemakken in het hoofdgebouw	10,800
---	--------

Verbeteren van de stortbadzaal	10,000
--	--------

Aanleggen van eene waterbedeeling	120,000
---	---------

BURGHT. — Kazerne :

Verandering van het gebouw F voor keuken, troepenmess, enz. fr.	300,000
---	---------

Inrichten van eene stalling in Blok B.	7,500
--	-------

Inrichten van de stortbadzaal	4,500
---	-------

Aanleggen van vloeren en van voetpaden	8,800
--	-------

Verbeteren van de smidsschouw	1,000
---	-------

Bouwen van de 4 ^e en 5 ^e duc d'Alva's	20,000
---	--------

Aanbrengen van een Kielplaatsrooster	36,000
--	--------

Verbeteren van de glooiingen der Schelde	1,300
--	-------

Kamp van Beverloo :

Verandering van het gebouw 15 tot officieren-mess voor de genieregimenten	20,000
--	--------

Bouwen van een blok voor het detachement van 't Spoorwegen- regiment	60,000
---	--------

Bouwen van vuurschouwen in de troepblokken.	40,000
---	--------

Vergrooten van het paviljoen voor den Bevelhebber der Infanterie-afdeeling	45,000
<i>Kamp van Brasschaet :</i>	
Verbeteren van de trein-wijk langsheen den Bredasteenweg . . .	5,000
Electrische verlichting van militaire gebouwen	28,000
Cisterneeren van de kelders der troepkeuken van het Remonte-depot en van zes paviljoenen	24,500
Inrichten van het Militair Gebouw 10 tot werkhuis voor den electriciteitsdienst	20,000
Met kiezel beslaan van de Marie-Josélaan en de Diksmuidelaan . .	40,000
Samen voor b. . . fr.	1,588,700

c) 3^e MILITAIRE OMSCHRIJVING.

LUIK. — Citadellekazerne :

Verandering van de electriciteitsleiding in ondergrondse kabels	65,000
Verbinden met eene nieuwe onderstatie	15,000
Inrichten van eene nieuwe vergaderzaal voor officieren in het Militaire Gebouw 24	3,000

Karthuizerskazerne :

Opschikken van een nieuw wachtgebouw voor officieren . . .	3,000
Aanbrengen van schikkingen om de keukendampen weg te leiden.	3,000

EUPEN. — Kazerne :

Oprichten van gebouwen van allerhande afhankelijkheden en van een omheiningmuur	200,000
---	---------

Kamp van Elsenborn :

Veranderen van de keuken van het Kasino der officieren . . .	70,000
Nieuwe beschotten	54,000
Inrichten van een watergoot, Koning Albertlaan	5,000
Aanleggen van voetpaden langs de voorgevels der huisvestingen van officieren	7,000

NAMEN. — Leopoldskazerne :

Veranderen van het blok voedermagazijnen	20,000
--	--------

Polygoon van de Genie :

Veranderingen voor het aanleggen van pont-bruggen . . . fr.	7,000
---	-------

AARLEN. — Leopoldskazerne :

Opheffen van het keukengebouw der onderofficieren	70,000
---	--------

Samen voor c . . . fr.

 522,500

d) 4^e MILITAIRE OMSCHRIJVING.BRUSSEL. — 1^e artilleriekazerne :

Blokken G-K en P. — Veranderen van poorten.	8,000
<i>2^e artilleriekazerne :</i>	
Inrichten van vier overdekte loodsen voor materieel	100,000
Wegnemen van het voetpad langs de 2 ^e artilleriekazerne en aanbrengen van een afdak voor het gerij van het vervoerkorps	105,000
Bouwen van drankkroggen in beton	4,500
Bouwen van een scheidsmuur en aanbrengen van een venster in de loods n° 6	6,500
Aanleggen van een kasseiweg tusschen de blokken 2-3-5 en de groote rijschool	80,500
<i>Cavaleriekazerne :</i>	
Verbeteren van de verluchting van de rijschool	2,000
<i>Inrichtingen van het korps voor automobiel-vervoer :</i>	
Kasseiwerken en afsluitingsmuur	216,000
Inrichting van de toestellen voor het bergen van de oliën en petroleum	30,000
<i>Kazerne van het « Kasteelke » :</i>	
Werken tot droogmaking van de muren en zolderingen der wachtkamers	20,000
Veranderen van voetpaden	25,000
<i>Prins Boudewijn-kazerne :</i>	
Veranderen van vijf oude gemakken voor onderofficieren in Turksche gemakken	5,000
Bekleeden van den vloer met een betonlaag in twee zalen der keukens	4,000
<i>Kazerne te Laken :</i>	
Veranderen van zekere zolders tot woongelegenheden.	8,000
Vermeerderen van 't getal gemakken.	10,000
Herstelling van de Piers-post	7,000
<i>Militaire vliegplein te Evere :</i>	
Bouwen van een kolenloods	10,000
Verlengen van de waterleiding tot aan de technische inrichtingen	5,000
Bouwen van een verbrand oven	2,000
<i>Schietbaan :</i>	
Bouwen van een werkhuis voor electricien	4,000

LEUVEN. — Sint-Martenskazerne.

Veranderen van de ruimten in de stallen Noord en Oost	18,900
Vergrooten van het meter-hok in het lokaal n° 72	2,000
Inrichten van een klee- en slaapgoedmagazijn	22,500
<i>De Baykazerne.</i>	
Aanleggen van een put voor den afval	2,500
<i>Munitiemagazijn.</i>	
Inrichting van de elektrische verlichting	8,000

NIVEL. — *Vliegplein.*

Droogtrekken van de gronden rond de loodsen	31,000
Plaatsen van een scheiding in het lokaal dat tot keuken dient voor de onderofficieren.	2,000

TERVUEREN. — *Leeuwenkazerne.*

Bij-bouwen van drie gemakken	3,000
<i>Cavalerie kazerne.</i>	
Inrichten van een bij-depot.	36,000

DIEST. — *Vroegere citadelle.*

Verbinding met de waterleiding	8,000
Verbeteren van den toegangsweg	18,000

SCHAFFEN. — *Vliegplein.*

Bouwen van een afloopduiker voor het spoelwater	25,000
Plaatsen van pompen, sluitschuiven, reinigingstoestellen.	3,600
Inrichten van een zaal voor onderofficieren in het wachtgebouw	1,200

THIENEN. — *Minderbroederskazerne.*

Geschiktmaken van de zalen 45 en 46 voor de geneesdiensten	5,000
Droogtrekken en verbeteren van de oefeningspleinen	5,000
Plaatsen van een deur tot afscheiding van de bureelen van den korpsoverste.	400

GUDSENHOVEN. — *Vliegplein.*

Inrichten van een mess voor officieren en van een stortbadzaal	188,000
In tweeën-verdeelen van een bestaanden kelder voor de huishou- dens van den troep en van de onderofficieren	2,400

Samen voor d). 1,035,000

Opsomming voor C :

<i>a</i> fr.	577,000
<i>b</i>	1,588,700
<i>c</i>	522,500
<i>d</i>	1,035,000

Fr. 3,723,200

ALGEMEENE OPSOMMING.

A. Gewoon-onderhoudswerken fr.	1,560,000
B. Zwaar-onderhoudswerken	2,661,900
C. Verbeteringswerken.	3,723,200

Samen. . . fr. 7,945,100

Bijlage IX.

Tabel I. — Verdeeling van het personeel van den contrôledienst der kazerneering.

Dienst-indeeling.	Verblijfplaatsen.	Personeel.						
		Bestuurders.	Onder-bestuurders.	Bevakers.	Teekenaars.	Boekhouders.	Secretarissen-archivisten.	Dactylografen.
I. — <i>Commando van de genie.</i>								
Centraal Bestuur	Aken	»	»	»	1	1	1	2
II. — <i>Commando van Aken.</i>								
a) Centraal Bestuur	Id.	1	1	1	1	2	1	3
b) Afdeeling Aken.	Id.	»	1	4	»	1	1	1
c) Afdeeling Erkelenz	Erkelenz, Gullik, Geilenkirchen	»	1	3	»	1	1	1
d) Afdeeling Neuss	Neuss	»	1	2	»	1	1	1
III. — <i>Commando van Crefeld.</i>								
a) Centraal Bestuur	Crefeld.	1	»	1	1	2	1	3
b) Afdeeling Crefeld	Id.	»	1	2	»	1	1	1
c) Afdeeling Moers.	Moers	»	1	3	»	1	1	1
d) Afdeeling Geldern	Geldern	»	1	1	»	1	1	1
	Büderich	»	»	1	»	»	»	»
e) Afdeeling Duisburg.	Duisburg	»	1	1	»	(a)	(a)	(a)
	Te zamen.	2	8	19	3	11	9	14

(a) De dienst wordt verzekerd door Duitschers betaald naar gelang van het verrichte werk.

Tabel II. — Kazernen en gebouwen in gemeenzaam gebruik waarvan het onderhoud wordt verzekerd door den contrôledienst der kazerneering

Cantonnementen.	Afdeling van het S. C. C.	Commando van het S. C. C.	Kazernen.	Regimentskampen.	Kampen van bataljonsgroepen.	Vliegpleinen.	Intendantiegebouwen.	Werkhuizen.	Gezondheidsinrichtingen.	Opslagplaats voor ammunitie, materieel, meubels.	Schietvelden en stands.	Gaskamers.	Bureelen.	Verschiende (1).
Aken	Aken.	Aken.	4	1	4	»	6	3	2	1	2	1	22	23
Eschweiler			1	1	»	1	»	»	»	»	1	»	1	1
Schleiden			»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3
Geilenkirchen			»	»	3	»	»	»	»	1	2	1	3	3
Guljik	Erkelenz.	Aken.	2	»	»	»	»	»	»	»	2	1	4	2
Erkelenz			»	»	3	»	»	»	»	1	1	1	2	7
M. Gladbach			»	»	1	»	»	»	»	1	»	»	3	7
Neuss	Neuss	Neuss	»	»	1	»	»	»	»	1	1	1	4	10
Obercassel-Heerdt			»	1	1	»	»	»	»	»	»	1	2	3
Crefeld	Crefeld.	Crefeld.	3	1	»	»	4	3	1	1	1	»	5	8
Bockum			»	»	1	1	»	»	»	»	»	1	»	»
Moers			»	1	2	»	1	»	1	1	1	»	1	9
Hochemmerich	Moers.	Crefeld.	»	»	1	»	»	»	»	»	1	»	1	3
Homburg			»	»	2	»	»	2	»	»	»	1	2	3
Repelen-Baerl			»	»	2	»	»	»	»	»	1	1	1	1
Geldern	Geldern.	Crefeld.	2	»	»	»	»	»	»	2	1	1	3	4
Issum			»	1	»	»	»	»	»	»	1	»	1	1
Büderich			2	»	1	»	»	»	»	»	1	1	2	4
Cleef	Duisburg.	Duisburg.	2	»	1	»	»	»	»	»	1	1	1	5
Duisburg			3	»	1	»	»	»	»	1	2	»	7	19
Te zamen			19	6	24	2	11	8	4	10	19	12	65	116

hetzij 296 gebouwen.

(1) Scholen, mess, loodsen, verblijfplaatsen voor detachementen, enz.

Tabel 3. — Opdrachten van den toezichtsdienst inzake kazerneering.

1^o Zorgen voor het goed onderhoud der kazerneeringen. Te dien einde, die op geregelde tijden inspecteeren, de uitvoering voorbereiden (ontwerpen, aanbestedingsstukken) van de verschillende onderhoudswerken en desvoorkomend van de geschiktmakingswerken, alsmede van het leveren en onderhoud der meubelen en kazerneeringsvoorwerpen ;

2^o In den gewenschten vorm, na goedkeuring door de bevoegde militaire overheid, de verschillende werken en leveringen voorschrijven aan het Beheer der Rijksgoederen ;

3^o De regelmatigheid der overeenkomsten nagaan ;

4^o Hun uitvoering nagaan en zorgen voor de uitvoering der werken en der leveringen ;

5^o Het opmaken nagaan van de overeenkomsten voor gebruikneming van alle gebouwen met gemeenschappelijk gebruik, en de hand houden aan de stipte uitvoering van het contract ;

6^o De prestaties van bestendigen aard verzekeren (water, gas, electriciteit, ruiming, enz.) ;

7^o De kolenverdeeling verzekeren volgens de toegelaten bedragen. De verwarmingscontracten nagaan, wanneer de centrale verwarming gemeenschappelijk is met lokalen, gebruikt door Duitsche organismen. (B. v. het Kurhaus, te Aken.)

8^o Het degelijk beheer nagaan, door het Bestuur der Rijksgoederen, over het « bezettingsmaterieel » (i. t. z. de meubelen en voorwerpen der kazerneering). Het materieel van dien aard, dat gebruikt wordt door de korpsen en diensten en door de gewestelijke magazijnen, zelf beheeren ;

9^o De boekhouding nagaan door het Bestuur der Rijksgoederen gehouden over de prestaties ; boek houden over die prestaties voor het Departement van Landsverdediging, volgens de voorschriften op dat stuk ;

10^o Alle geschillen inzake kazerneering, welke verantwoordelijkheid of beslissingen van financieelen aard na zich slepen, onderzoeken. De dossiers van dien aard voorbereiden, ten einde ze voor te leggen aan de bevoegde rechtsmacht ;

11^o Er zich van verzekeren dat de korpsen en diensten, voor de gebouwen met gemeenschappelijk gebruik en voor het « bezettingsmaterieel » zoo goed mogelijk zorg dragen, in het belang der Schatkist ;

12^o Toezicht houden over het zuinig gebruik van vaste uitgaven (water, electriciteit, kolen, enz.).

Tabel 4. — Overzicht van den dienstaanwijzer van 1924.

Aanduiding van de Diensten.	Ingekomen stukken.	Verzonden stukken.
I. Centraal Bestuur	10,291	7,944
II. Commando van Aken :		
A. Centraal Bestuur	13,128	8,735
B. Afdeeling Aken	4,256	6,313
C. Afdeeling Erkelenz	1,190	3,245
D. Afdeeling Neuss	1,678	1,998
III. Commando van Crefeld :		
A. Centraal Bestuur	6,170	9,810
B. Afdeeling Crefeld	2,109	1,723
C. Afdeeling Moers	1,786	3,507
D. Afdeeling Geldern	3,389	2,568
E. Afdeeling Duisburg. . . .	2,913	1,761

Bijlage X.

Brussel, 10 April 1924.

AAN ALLE MILITAIRE OVERHEDEN.

ONDERWERP : *Overdreven gebruik van Staatstelegrammen en van telefoongesprekken buiten de lokale netten.*

De omzendbrieven van 18 November 1917, Kabinet, n^o 389-50 C. B. (*J. M. O.*, 2^{de} deel, blz. 833), en van 15 April 1919, 1^o A. B., n^o 76/1, (*J. M. O.*, 2^{de} deel, bl. 312), hebben de aandacht der militaire overheden gevestigd op het overdreven gebruik van Staatstelegrammen.

Daar ik bevonden heb, dat de onkosten wegens dergelijk gebruik veel te hoog loopen, heb ik de eer U opniënwer aan te herinneren dat het slechts toegelaten is zich van de telegraaf te bedienen, voor het snel overseinen van mededeelingen, wanneer de omstandigheden zulks vereischen of wanneer het reglement zulks uitdrukkelijk voorschrijft.

Buiten die gevallen, is het verzenden van Staatstelegrammen volstrekt verboden.

Het spreekt vanzelf, dat de grootste aandacht er moet aan gewijd worden, dat de mededeelingen niet dringend worden uitsluitend wegens traagheid in het volgen van den gewonen weg.

In hetzelfde verband, zijn officieele telefoongesprekken buiten het lokaal net slechts toegelaten, indien ze volstrekt noodzakelijk zijn of minder duur te staan komen dan de telegraaf.

Niets is veranderd in de bestaande regelen betreffende het zenden van berichten over erge gebeurtenissen, ongevallen, enz., waarvan sprake in den omzendbrief van 1 September 1923, D. I. M., 3^e bureel, n^o D. I. M./10550, gewijzigd door den M. O. van 1 April 1924, 3^e bureel, 13822. Ook blijft het zenden van telegrammen, vanwege de Bestuurders der Militaire hospitalen, naar de ouders van in behandeling zijnde militairen *zonder cenig voorbehoud* toegelaten.

Om het toezicht over die voorschriften te verzekeren, zullen de militaire overheden aanteekening houden van de verzonden Staatstelegrammen, alsook van de buiten het net aangevraagde telefoongesprekken.

Tot nader bevel, zullen zij, den 10ⁿ van de eerste maand van elk trimester, aan mijn Departement een staat doen geworden van het hierna volgend model, opge maakt voor het verlopen trimester.

Bijlage XI.
—

Brussel, 30 Juli 1924.

AAN ALLE KORPSOVERSTEN.

Ik stel vast dat, spijs de bestaande voorschriften, de Korpsen voortgaan met regelmatig de juweelen van de Overwinningsmedaille en de Herrinneringsmedaille, alsmede artistieke Brevetten te vragen.

Dat bewijst dat bij de eenheden die quaesties hun beslag nog niet gekregen hebben. Behalve dat die vertraging de oud-strijders te recht misnoegt, brengt ze overtollig werk mede voor mijn departement. Daar moet binnenkort volstrekt een einde aan komen.

Ik verzök U, dienvolgens, de betwiste quaesties inzake eereteekens met de meeste aandacht te herzien en ze dringend op te lossen.

Uiterlijk tegen 1 October 1924, zult Gij mij doen kennen welke juweelen en brevetten Gij nog noodig hebt. Na dien datum zal ik strenge tuchtmaatregelen treffen tegen de overheden die blijk van nalatigheid zouden gegeven hebben.

De Minister van Landsverdediging,

P. FORTHOMME.

Bijlage XII.
—**WERKEN UITGEVOERD IN 1924.****A. — MILITAIRE BEGRAAFPLAATSSEN.***1° Belgische begraafplaatsen.*

a) Met het oog op het opnieuw groepeeren der lijken; ontgraven, overbrengen en opnieuw begraven in definitieve militaire kerkhoven van 4.900 lijken, rondverspreid over al de Belgische slagvelden of bij kleine aantallen begraven op gemeentekerkhoven, gelegen in de nabijheid van de bestaande militaire kerkhoven;

b) De families eerst verwittigen nopens de voorgenomen veranderingen van grafplaatsen;

c) Identificeeren, in bijzijn van de familie, der voor onbekend gehouden lijken; 443 van die onbekenden konden weder herkend worden;

d) Aanleggen van nieuwe Belgische militaire kerkhoven te Houthulst, te Chaudfontaine en te Velthem-Beysssem;

e) Aanleggen van een vijftiental grasperken voor kleine militaire kerkhoven op gemeentekerkhoven, waarvan zes zeer belangrijk;

f) Teruggave aan de familie van 106, in den loop van het jaar ontdekte of herkende lijken;

g) Aanbrengen van afsluitingen en aanleg van binnenpaden, nivelleeren, voltooien, beplanten, plaatsen van zerken, enz., voor de kerkhoven te Ramskapelle, Keyen, Houthulst, Westvleteren, Lier, Chaudfontaine, Boncelles, Loncin, Rabozée en Champion;

h) Voortdurend onderhoud van ongeveer 25,000 grafsteden, bloemversiering.

2° Geallieerde begraafplaatsen.

Den aankoop bezorgen van de daardoor ingenomen gronden.

De eigenaars van de nog niet aangekochte gronden vergoeden.

Aan onze geallieerden de verschillende toelatingen verschaffen om hun kerkhoven voorgoed aan te leggen.

3° Deutsche begraafplaatsen.

Overbrengen naar bijzondere kerkhoven van ongeveer 3,500 Deutsche lijken die afzonderlijk of bij kleine groepjes begraven liggen buiten de regelmatige kerkhoven of in te kleine gemeentekerkhoven.

Aan de Deutsche Regeering kennis doen dragen van die veranderingen.

Onderhoud van 130,000 begraafplaatsen, alsmede van de kerkhoven, van de afsluitingen en kruisen.

Aan de Deutsche Regeering de gevraagde inlichtingen verschaffen betreffende de begraafplaatsen van haar onderhoorigen in België.

B — BURGERLIJKEN STAND

1° Onder den oorlog werden de militaire overlijdens doorgaans niet ingeschreven.

Daar de archiefstukken betreffende talrijke lijken vernield werden, dienen, met het oog op het regelen van den burgerlijken stand van onze helden, alle noodige opsporingen gedaan om hun overlijden te kunnen aangeven door bemiddeling van de rechterlijke macht. Ongeveer 18,000 Belgische militairen verkeerden in dat geval: Reeds 14,000 vonnissen werden gewezen.

2° Anderdeels zijn 4,200 militairen als vermist opgegeven; voor velen daarvan, namelijk voor de oorlogsvrijwilligers, kon de militaire toestand zelf nog niet opgemaakt worden;

De opzoekingen omtrent hun lot zijn lastig, ingewikkeld en vergen een talrijke briefwisseling.

3° Elk graf moet voorzien worden van een zerk met opschriftplaat waarop een bondige opgave van den burgerlijken stand van den overledene te lezen staat. De familie wordt geraadpleegd nopens de taal waarin die opschriften moeten gesteld worden en het godsdienstig zinnebeeld dat zij daarop wenschen. Er moeten dus ongeveer 20,000 families geraadpleegd worden.

4° Teruggave aan de te ontdekken rechthebbenden van de, door den overledene achtergelaten, of op het lijk gevonden voorwerpen (meer dan 1,000 in 1924).

Bijlage XIII.**PROGRAMMA VOOR 1925.****A. — MILITAIRE BEGRAAFPLAATSEN.**

1° *Belgische begraafplaatsen.* — Virtueel zijn de nieuwe groepeerings ten einde; geen enkel kerkhof moet nog aangelegd worden; slechts nu en dan zullen lijken moeten teruggeschonken worden. Ook is het getal van de ter plaatse werkende detachementen van den Dienst der Militaire begraafplaatsen, aanvankelijk 11, thans tot 7 geslonken, en zal heel binnenkort tot 4 vervallen.

Aanbrengen van afsluitingen en aanleg van binnenpaden, nivelleeren, voltooien, beplanten, plaatsen van grafzerken, enz., voor de militaire kerkhoven van De Panne, Adinkerke, Steenkerke, Oeren, Hoogstaede, Reninghe, Velthem-Beysssem, Eppegheem, Haelen en Kamp van Beverloo.

Voltooijing van het plaatsen van grafzerken, in de groote militaire grasperken der gemeentelijke kerkhoven.

Aankoop van grafzerken voor de Belgische graven in Frankrijk, Engeland en Zwitserland. Onderhoud der graven;

2° *Geallieerde begraafplaatsen.* — Voortzetting van het programma van 1924.

3° *Duitsche begraafplaatsen.* — Tenzij het akkoord met de Duitse Regeering gesloten wordt, voortzetting van het programma van 1924; in den loop van het jaar zal het overbrengen der lijken voltrokken zijn.

B. — BURGERLIJKE STAND.

1° en 2° van 1924. — Men mag er op rekenen, dat alle onderzoeken om den burgerlijken stand der overleden en vermiste militairen te regelen, goed zullen afloopen. Daaruit volgt dat het personeel dat zich daarmede bezighoudt, tegen einde 1925 zal afgedankt zijn.

3 van 1924. — Voortzetting der werken voor het maken van de opschriften der grafzerken.

4° De dienst voor teruggave der nagelaten voorwerpen zal heelemaal opgeheven kunnen worden.

VOOR DE VOLGENDE JAREN.

1° Men voorziet dat, vanaf 1926, alle kerkhoven volkomen zullen klaar zijn en de graven die aan de goede zorg van het Land zijn overgelaten, heelemaal in orde gebracht. Er zal nog alleen in het onderhoud er van te voorzien zijn.

2° In den loop van 1926, zal men al de Belgische begraafplaatsen in den vreemde met een grafzerk kunnen versieren;

3° Het is insgelijks te voorzien dat alle geallieerde kerkhoven in België voltooid zullen zijn en dat alles afgeloopen zal zijn wat de tusschenkomst van den Belgischen dienst betreft;

4° Tenzij een akkoord gesloten wordt met de Duitse Regeering, voortzetting van het onderhoud der Duitse begraafplaatsen.

Bijlage XIV**Verslag uitgebracht door den heer de BURLET.****BEZOEK AAN DE STAATSWAPENFABRIEK TE LUIK
DEN 21^e OCTOBER 1924.**

De Bestendige Commissie voor Landsverdediging, onder leiding van den heer Pirmez, voorzitter, is naar Luik geweest den 21^e October laatstleden. Waren aanwezig : de heeren Ernest, Pieullien, Hoen, Missiaen, Vandemeulebroucke en de Burlet, alsook Majoor Van Parijs, aangewezen door den Minister van Landsverdediging.

Rol der Inrichting.

Ze is belast met den dienst der bewapening van het leger en die dienst bestaat uit drie deelen : 36 korps- en depotwapenmakers, 10 gedetacheerde werkhuizen, waarvan 2 voor den dienst van het electrisch materieel der schietschijven in de kampen, en de Wapenfabriek. Die inrichtingen beschikken over steeds machtiger middelen en verrichten de kleine herstellingen aan de in dienst zijnde wapens ; de gewestelijke werkhuizen doen zelfs aan het herbronzen der wapenstukken en de Staatswapenfabriek verricht de herstellingen waarbij stukken moeten vervangen worden die rechtstreeks in verband staan met het schieten met de wapens.

De korpswapenmakers worden opgeleid in de Staatswapenfabriek en zooveel mogelijk aangeworven onder de leerlingen van de beroepsscholen.

Voornaamste voortbrengst van de inrichting sedert den wapenstilstand.

De Staatswapenfabriek heeft sedert den wapenstilstand gemaakt :

60,484 Mausergeweren 1889, in dienst.

9,819 karabijnen 1916, in dienst.

89,813 Mausergeweren 1889, in 't nieuw gezet.

16,742 karabijnen, in 't nieuw gezet.

263,387 nieuwe bajonetten.

3,258 lichte Maxim's machinegeweren, op Belgisch kaliber gebracht.

1,543 zware Maxim's machinegeweren, op Belgisch kaliber gebracht, op slede opgesteld.

11,584 mitrailleurgeweren 15, op Belgisch kaliber gebracht.

2,693 Duitsche geweren, op Belgisch kaliber gebracht.

43,872 karabijnen 1916 nieuwe.

Nog uit te voeren belangrijke werken.

1,400 zware Maxim's machinegeweren, op Belgisch kaliber te brengen.

2,000 driepikkels tegen luchtdoelen met lichte Maxim's machinegeweren.

50,000 Duitsche geweren op Belgisch kaliber te brengen.

Miktoestellen voor zware en lichte Maxim's machinegeweren.

Aan den gang zetten van het vervaardigen van wisselstukken voor machinegeweren.

Verbeteringen toegebracht aan het materieel.

De mitrailleuzegeweren ondergaan belangrijke verbeteringen ten einde de gebreken te verhelpen, ontstaan door een wat overhaaste fabricage gedurende den oorlog.

Hetzelfde geldt voor de miktoestellen voor lichte Maxim's machinegeweren tegen vliegtuigen.

. . .

Daar verschillende leden der Commissie aan den Kolonel Courtois, Ingenieur der Militaire fabricages, bestuurder der Wapenfabriek, gevraagd hadden welke de invloed van den 8-urendag zou zijn op de voortbrenging der arbeiders, heeft de Kolonel geantwoord dat de vermindering van den arbeidsdag van 10 op 8 uur een vermindering in de voortbrengst van ongeveer 15 t. h. had teweeggebracht.

Om dat verlies te vergoeden, heeft de inrichting vier automatische draaibanken aangekocht om schroeven te maken; bovendien werden kleine verbeteringen aangebracht in het gereedschap.

Doch in de meeste andere fabricages, blijft de productievermindering 15 t. h. bedragen.

Technisch personeel.

De technische beambten zijn burgerlijke beambten; ze worden aangeworven onder de leden van het personeel, maar zij moeten met vrucht de lessen van een nijverheidsschool gevolgd hebben.

De arbeiders zijn voor het meerendeel militaire werklieden zonder militaire bezoldiging; de burgerlijken zijn bestendig of tijdelijk; in 1924 werden 20 beroepssoldaten, behorende tot de hulpdiensten, in de Bestuurscompagnie van de Inrichting ingelijfd.

Het af te leggen examen is ernstig en wordt afgenomen door den Eerstaanzenden Contrôleur van de Wapenfabriek van den Staat. Slechts 16 kandidaten hadden tijdig de gunst aangevraagd om te mogen deelnemen aan de proef.

De vier ingenieurs hebben den rang van Ingenieursofficieren der Militaire Fabricages.

Comptabiliteit.

De Algemeene Comptabiliteit van de Staatswapenfabriek heeft ten doel veranderingen van verschillenden aard aan te teekenen; ze kan onverdeeld worden in vier deelen :

1. De comptabiliteit der herkomst;
2. De industriele comptabiliteit;
3. De financieele comptabiliteit;
4. De synthetische comptabiliteit.

I. — COMPTABILITEIT DER HERKOMST.

Dit deel van de algemeene inrichting heeft ten doel de veranderingen in de magazijnen aan te teekenen, alsmede de sommen te bepalen die moeten betaald worden aan arbeiders voor loon, premies en vergoedingen.

II. — INDUSTRIEELE COMPTABILITEIT.

Het Bureau der Industriele comptabiliteit maakt den kostenden prijs op van de bestellingen betreffende de verschillende wapenstukken in zake hunner vervaardiging en herstelling. Daarom ontvangt, klasseert en verdeelt het bureau der Industriele comptabiliteit rechtstreeks of door middel van coëfficiënten, de volgende uitgaven :

1. Hetgeen uit de magazijnen gaat ;
2. De loonen ;
3. De bijzondere fabricagekosten ;
4. De algemeene kosten ;
5. Desvoorkomend de kosten der proeven ;
6. Kosten der verrichtingen in de bijzondere werkhuizen met barema.

III. — FINANCIEELE COMPTABILITEIT.

Voor deze comptabiliteit voegt de financiële beheerder zich naar de op dat stuk van kracht zijnde wetten, besluiten of voorschriften en namelijk naar de bijzondere reglementen « Fondsendienst » en « Postcheekdienst ».

Hij legt de voorgeschreven registers aan.

In zijn bureelen betaalt hij, zonder voorafgaande machtiging, alle uitgaven waarvan het bedrag bepaald is, te weten :

- a) wedden en loonen van het personeel ;
- b) de verschillende toegekende vergoedingen ;
- c) de premies voor rendeeering ;
- d) de kosten wegens zendingen aan de arbeiders opgedragen.

De stukken betreffende die uitgaven zijn geldig reeds door zijne handteekening alleen.

Hij betaalt bovendien de sommen die 800 frank niet te boven gaan, alsmede de kleine aankopen en kosten van kleine herstellingen: daartoe gebruikt hij postcheeks.

IV. — SYNTHETISCHE COMPTABILITEIT.

De synthetische comptabiliteit heeft ten doel alle geschriften van de Staatswapenfabriek te centraliseeren, zoowel industriele als financiële. De comptabiliteit der Wapenfabriek steunt op het centraliseerend bigraphisch stelsel, met veelvuldige dagboeken voor het inschrijven van bepaalde verrichtingen, zooals kasveranderingen, in- en uitgaan van grondstoffen en van afgewerkte en andere producten.

Zij berust op het beginsel :

Elke rekening die ontvangt, wordt in debet geschreven door het crediet van de rekening die gegeven heeft.

Industriele comptabiliteit.

De Voorzitter van de Commissie heeft zich laten voorleggen :

Het in-cassa ;

Den inventaris van eerste inrichting ;

De balans van 1923 ;

Den toestand der magazijnen voor grondstoffen, afgewerkte stukken en gereedschap.

De Commissie heeft den kostenden prijs van een stuk onderzocht, namelijk van de slagpin van het Mausergeweer 1889. Ze heeft zich laten aantoonen hoe men tot den gezamenlijken prijs kwam, voortspruitende uit de verschillende bewerkingen die dat stuk moet ondergaan.

Kolonel Courtois heeft beschouwingen ten beste gegeven over de vergelijking der kostende prijzen van de wapens bij de Staatswapenfabriek en de verkoopprijzen in de privaatsnijverheid.

De Commissie heeft erkend dat de verhooging der algemeene kosten vooral veroorzaakt werd door het uitbetalen van een 13^e maand aan gansch het personeel der inrichting.

Nadat Voorzitter Pirmez verschillende opmerkingen gemaakt had naar aanleiding van de industriële comptabiliteit, zooals die thans gehouden wordt bij de Staatswapenfabriek, heeft de bestuurder der inrichting hem terecht er op gewezen dat de kapitein van industriële administratie terzelfder tijd belast is met het bevel over de bestuurscompagnie. Deze, vooral in de inrichtingsperiode, vergeet veel tijd vanwege den kapitein, die zich geheel aan de industriële comptabiliteit zou willen wijden.

De Commissie uit den wensch dat zulks onverwijld zou geschieden en dat de officier, op wien die zware verantwoordelijkheid weegt, geen enkel andere bezigheid zou hebben in de Staatswapenfabriek.

Bezoek der magazijnen.

De magazijnen zijn in dier voege ingericht, dat ze gemakkelijk kunnen onderzocht worden. De voorwerpen zijn gerangschikt in kisten per lot, opgesomd op het opschriftplaatje met den naam van het stuk uit den inventaris.

Die magazijnen zijn degelijk ingericht, met orde en regelmaat. Ze zijn zeer zuiver gehouden.

De Commissie heeft verschillende zaken onderzocht, onder meer de zuigers der Hotchkissmachinegeweren.

Het getal was juist datgene, dat in de kisten moest gevonden worden.

Comptabiliteit der magazijnen.

Na zich de bons voor afhalen en inbrengen te hebben laten toonen, en die onderzocht te hebben, heeft de Commissie gevraagd om de steekkaarten van den bestendigen inventaris na te zien, waarop men de bons inschreef in elk magazijn.

Geen enkele vergissing noch nalatigheid is in dat opzicht aan te stippen.

Daarna heeft de Commissie het bureel der stoffelijke comptabiliteit bezocht.

Ze heeft vastgesteld dat de veranderingen van al de magazijnen samengeordend waren en dat de steekkaarten der magazijnen een bestendigen inventaris vormden, die heelemaal bijgehouden was.

De algemeene inventaris kan slechts gehouden worden met een verschil van ongeveer een maand op de verrichte operaties, want de veranderingen worden eerst ingeschreven wanneer de door de afhalende organismen onderteekende ontvangbewijzen terugkeeren.

Brandweermaterieel.

Zooals bij al haar bezoeken, heeft de Commissie haar aandacht gewijd aan de maatregelen die getroffen zijn tegen brandgevaar.

Het brandweermaterieel werd ingericht in overleg met den Bevelhebber van de Brandweer der stad Luik.

Het bestaat uit :

1° Materieel van eerste hulp, emmers, handpompen in de magazijnen en werkhuizen;

2° Een inrichting, omvattende :

Vijf watermondingen op de buitenplaatsen, en stijgleidingen in de trappen. De noodigeslangen en straalpijpen zijn geborgen in kisten, op de verschillende gebruiksplaatsen en zijn voldoende om gelijk welken brandhaard te kunnen besproeien, waar de brand ook mag ontstaan.

De voorbehoedmaatregelen zijn trouwens sedert lang getroffen, en het Bestuur houdt er streng de hand aan, dat zij door het gansche personeel stipt in acht genomen worden.

Bijzondere voorschriften zijn samengevat in een boekje waarvan de Commissie inzage genomen heeft. Het materieel wordt in goeden staat onderhouden : om de acht dagen wordt het onderzocht door de ploegbazen, onder toezicht van een officier.

De werklieden zijn op de hoogte om de hanteering der toestellen en krijgen een bijzonder onderricht. Iedereen kent de hem toegedachte taak ingeval van brandramp.

De Verslaggever,

P. DE BURLET.

De Voorzitter,

MAURICE PIRMEZ.

Bijlage XV.**Verslag uitgebracht door den heer HOEN.****BEZOEK AAN HET KAMP VAN ELSENBORN OP 22 OCTOBER.**

Onder leiding van Voorzitter Pirmez hebben de volksvertegenwoordigers, de Burlet, Ernest, Fieullien, Hoën, Missiaen, Richard en Theelen de inrichtingen van het Kamp van Elsenborn bezocht. Het vorige bezoek had plaats op 5 September 1922.

Voor het oogenblik liggen er geen troepen in het Kamp. De 125 manschappen van het bestendig kader werden bezocht in de verschillende diensten.

Ons verslag zal kort zijn. Het kamp is goed onderhouden. Alles is er in orde en netjes. Men ziet dat daar nu een waakzame en vaste hand de leiding houdt.

De bakkerij

Werkt op uitstekende wijze. De ovens met uitkomende vuurplaten werden, volgens ons verlangen, aan den gang gezet. Het brood is goed en de kostende prijs : fr. 1.20 de 1.200 gram is zeer voordeelig.

Het valt te betreuren dat wij in de ziekenzaal een brood van 18 October gevonden hebben en de andere van den 20^e om den 23^e verbruikt te worden. Met het materieel van het kamp en het degelijk personeel dat er gebruik van maakt, is er wat beters te verrichten.

De Magazijnen

zijn zuiver gehouden. De voedingsstoffen goed behandeld. Bloem en haver zijn met zorg geborgen.

De bedden en het beddegoed zijn in orde. Alles zorgvuldig van etiketten voorzien, opgetast of opgerold. Men zou niet meer kunnen vergen dan hetgeen hier is tot stand gebracht.

Barakken.

De barakken zijn gescheiden. De vloeren zijn in goeden staat. De vensters sluiten goed dicht en, al was het dien dag volop aan 't regenen, toch hebben wij nergens eenig lek in de daken bevonden. De manschappen slapen op houten beddeplanken en beschikken over twee zuivere en wel gevulde stroozakken. Wij zullen vragen dat de hoeveelheid brandstof voldoende zou zijn. Hier zou de gewone maat niet moeten toegepast worden.

De Keukens

zijn goed onderhouden. Wij hebben een kok gevonden die tot zijn ambt was opgeleid door de legerschool. Einde November vertrekt hij. Het ware nuttig hem een opvolger te geven die eveneens tot zijn ambt is voorbereid, en, zoo mogelijk, er een van dien aard te plaatsen in elke keuken.

Voeding.

De voeding is goed en volstaat, zeggen ons de soldaten. Nochtans lijkt het rantsoen brood ontoereikend. Te middag in de eetzaal der soldaten aangekomen, op het einde van hun eetmaal, zoo hebben de leden der Commissie vastgesteld dat er 1,800 grammes brood beschikbaar bleef voor een honderdtal jonge lieden, vol kracht en eetlust. Het rantsoen was uitgeput voor 't overige van den dag en de soldaten hadden er geen in reserve.

Het brood verbruikt dient nader geregeld. Het is billijk verspilling te voorkomen. Mij dunkt nochtans, indien men mag oordeelen naar de bevinding van dien middag, dat de regeling te streng is. Natuurlijk klaagt de soldaat niet.

Als er geen brood meer is, eet hij er geen meer: voor iedereen toch is het rantsoen uitgeput. Zonder ik het dienaangaande durfde aanklagen, vraag ik nochtans een weinig meer beschikbaar brood.

De Kapel

van het kamp is verzorgd. Een fatsoenlijk mobiliair is er voorhanden. De versiering is eenvoudig en getuigt van goeden smaak. De door ons gevraagde verbeteringen werden bekomen.

Bibliotheek

behoorlijk bijgehouden Vlaamsche en Fransche catalogussen. Belangwekkende boeken en in voldoende hoeveelheid. Een kleine leeszaal wordt behoorlijk bezocht. Het getal gelezen boeken is niet zeer hoog. De soldaten die hier 15 tot 20 dagen doorbrengen gaan geen boeken lezen die hun te veel tijd vragen.

Vooral de gebrocheerde uitgaven van verscheidene bibliotheken worden veel ter lezing gevraagd. De dienst wordt waargenomen met smaak en wij hebben daar, niet een boekenuitdeeler, doch een ervaren bibliothekaris aangetroffen, die zijne opdracht begrijpt.

De school.

Moest den Donderdag, 20 October, opengaan. Den 22^e lagen de schoolbehoeften op een berg tegen den muur aan. Geen leermaterieel. Noeh banken, noch borden. Alles blijft er te doen. Het is niet mogelijk in die voorwaarden kinderen aan te nemen en hun wat ook te onderwijzen. De inrichting der school werd veronachtzaam. Het is dringend noodig tusschenbeide te komen, indien de kinderen geen jaar willen verliezen. Ik vraag me werkelijk af, hoe het programma gedurende dit dienstjaar nog zal kunnen gezien worden, zelfs met den besten wil van allen.

De stortbaden.

Aangezien zij niet voorzien zijn van deuren, komt het wenschelijk voor twee beschotten tegenover elkaar te plaatsen die den toegang mogelijk maken en het gebruik aangenaam. In de groote inrichtingen van 't land bestaat een dergelijke schikking.

Vermakelijkheden.

De bioscoop werkt goed. Nu en dan wordt zij gebruikt voor de propaganda bij de bevolking der omgeving en dat is uitstekend. Deze vermakelijkheid is voor onze soldaten een goede zaak.

Brandweer.

Nauwkeurig geregeld en gereed om bij het eerste sein diensten te bewijzen.

Ambulantie.

Twee rijtuigen in goeden staat kunnen in de mogelijke behoeften voorzien.

De gebouwen.

Deze in duurzaam materiaal, om de troepen te huisvesten die in kamptijd zijn, moesten voltooid zijn in Juli l. l. Zooals de werken thans vorderen, is het niet zeker dat zij zelfs voor den volgenden kamptijd zullen gereed zijn. Er zijn groote vertragingen welke door het vriezen, regenen en sneeuwen steeds zullen verergeren.

Besluit.

Het bezoek, door de leden der Commissie afgelegd, laat ons toe te zeggen dat grooten verbeteringen werden bereikt. Een volhardende inspanning leidde tot de beste uitslagen. De werken die te Elsenborn aan den gang zijn behooren te worden bespoedigd. Er is geen oogenblik meer te verliezen, wil men gereed zijn voor het oogenblik dat groote contingenten naar het kamp zullen worden gezonden.

De Verslaggever,

(w. f.) HOEX.

De Voorzitter,

(w. f.) PIRMEZ.

Bijlage XVI.

Verslag van den heer RICHARD.

BEZOEK AAN HET AFDEELINGSDEPOT TE CONTICH.

De Legercommissie heeft zich op 5 November 1924 naar Contich begeven om er een bezoek te brengen aan het Afdeelingsdepot van de 9^e Infanterie afdeeling.

Waren aanwezig : de heeren Pirmez, voorzitter ; Richard, Fieullien, de Burlet, Ernest en Missiaen.

Majoor-Intendant Meuret, van het Cabinet van den Minister van Landsverdediging, begeleidde de Commissie ; deze werd in voormeld depot ontvangen door capitein-commandant Siffet, die den afwezigen overste verving.

Nadat hij in eene eerste toespraak de werking van de verschillende onder hem staande diensten had uiteengezet, heeft voormelde officier de Commissie rondgeleid in haar bezoek aan de inrichting. Dit bezoek gaf aanleiding tot de volgende op- en aanmerkingen.

Mobiliseerbare troepensterkte.

Daar er, wat het leger op voet van oorlog betreft, geen organieke bepalingen bestaan die aansluiten met de wetsbepalingen voortspruitende uit de militiewet, de werving en de dienstverplichtingen, beschikt het bevelhebberschap over het afdeelingsdepot niet over nauwkeurige gegevens, betreffende de mobiliseerbare werkelijke troepensterkte. Het eenige dat de Commissie kon te weten komen is dat het personeel van het depot rekent op een getalsterkte van 12,000 gemobiliseerden voor de 9^{de} afdeeling.

Het afdeelingsdepot telde op 27 October 1924, 21,324 oorlogsuitrustingen, verdeeld als volgt :

Aantal opgeslagen oorlogsuitrustingen.

Militie-klassen.	Eenheden — Deserteurs.								Totalen.
	4. A	17	18	Bie Inf.	B. Mi	28	5	6	
1912	—	—	1	—	—	—	—	—	1
1915	1	—	3	—	—	1	—	—	5
1916	636	1,365	1,043	45	81	314	3	—	3,507
1917	717	1,356	984	72	96	322	1	1	3,549
1918	695	1,382	1,032	58	96	337	1	—	3,601
1919	864	1,633	1,244	112	120	418	2	—	4,396
1920	481	862	1,651	47	3	—	—	—	3,054
1921	494	916	899	53	—	—	—	—	2,362
1922 (1 ^e halfjaar) .	—	373	397	35	—	—	—	—	805
1922 (2 ^e —	—	18	33	4	7	42	—	—	104
Totalen. . . .	3,908	7,905	7,300	426	403	1,434	7	1	21,384

Uit die uiteenzetting blijkt duidelijk :

1^o Het ontzaglijk verschil tusschen het totaalbedrag van de opgeslagen uitrustingen en de vermoedelijk mobiliseerbare getalsterkte, zegge : 21,384 — 12,000 = 9,384 uitrustingen. Naar de aan de Commissie verstrekte uitleggingen, komt dit verschil in den stand van de kleedingstukken voort, uit het feit dat de uniformen, die in de hulpdepots van het 17^e en 18^e linieregiment werden gestort, naar het afdeulingsdepot der 9^e S. A. gezonden werden, bij de afschaffing van voormelde regimenten.

2^o Het volslagen gebrek aan uitrustingen voor de klassen 1912 en 1913.

3^o Het volslagen gebrek aan uitrustingen voor de klassen 1920 en 1921 van het Bataljon Mitrailleurs en van het 28^e linieregiment.

De vertraging in de opslagverrichtingen vanwege het 28^e linieregiment zou te wijten zijn aan het feit dat bedoeld regiment niet werd uitgerust door het hulpdepot van het overeenkomstig regiment.

De Commissie heeft bij het nazicht van de boekhouding der kleedingstukken vastgesteld dat de opslagstaten bijgehouden zijn en op weg om in overeenstemming gebracht te worden met de lijsten van de actieve eenheden; terwijl zij verder opsporingen heeft gedaan over den staat van onderhoud der kleeding- en uitrustingsstukken die tot elk persoonlijk uitzet behooren, heeft zij vastgesteld dat alles goed onderhouden was en dat de kleeding en de schoeisels volkomen voldoening schonken voor een gebruiksduur van zes weken tot twee maand veldtocht.

De uitzetten zijn opgeslagen per compagnie en per militieklas en, in iedere militieklas, per alphabetische orde; hierboven werd reeds gezegd dat zij nagezien

worden in vergelijking met de lijsten S der actieve eenheden; de Commissie spreekt den wensch uit dat zulks om de drie maand geschiede.

Het depot beschikt over een reserve van nieuwe stukken :

- 14,000 linnen kommen ;
- 1,025 knapzakken met draagband ;
knapzakken zonder draagband ;
- 3,300 schoenen (paar) ;
- 7,500 kleebrorstels ;
- 7,500 schoenborstels ;
500 borstels in piassava ;
- 3,200 onderbroeken ;
330 kapotjassen ;
- 8,000 patroontasschen ;
260 helmen met kinband ;
- 1,000 gordels ;
- 1,200 sokken (paar) ;
- 9,000 hemden ;
500 fourageerkoorden ;
- 2,000 messen ;
- 4,000 lepels ;
broeken ;
degenkwasten ;
sporen (paar) ;
- 7,500 sponsen ;
- 7,000 handdoeken ;
- 9,000 vorken ;
- 4,200 wollen handschoenen (paar) ;
drinkbekers ;
veldflesschen met draagband ;
- 10,000 — zonder —
525 ransels met riemen ;
- 2,500 beenstukken (paar) Infanterie ;
- 2,000 wollen truien ;
- 5,000 ketels ;
kinbanden ;
- 14,000 zakdoeken ;
- 5,000 naaizakjes ;
- 9,000 vingerhoeden ;
- 5,000 naaldzakjes ;
kaartjes wit garen ;
kaartjes khaki-garen ;
5 gram wol ;
- 1,000 stopnaalden ;
- 14,100 naainaalden ;
erkenningsplaten ;

- 500 laken broeken ;
 kammen ;
 6,145 distributiezakken (reeds gebruikt) ;
 2,200 zakjes voor kleine voedingswaren (grootte) :
 2,600 zakjes voor kleine voedingswaren (kleine) :
 rustschoenen (paar) ;
 nestels (paar) ;
 bajonet-dragers ;
 2,625 riemen voor ransels ;
 veldflesch-overtrekken ;
 92 persoonlijke zakjes ;
 pakzakken ;
 helmovertrekken ;
 veldfleschbanden ;
 4,000 broekbretellen ;
 3,871 politiemutsen ;
 300 beenstukken cavalerie ;
 1,698 bajonetdragers ;
 971 gegarnierde naaizakjes ;
 416 volledige tenten ;
 1,600 reeds gebruikte gordels ;

Het afdeulingsdepot afgeschaft zijnde vanaf het oogenblik dat de mannen uitgerust zijn, zou het peil van dien voorraad moeten geregeld worden naar dat van het depot van een legerkorps, dat door de afschaffing van voormeld afdeulingsdepot, de bevoorradingsinrichting wordt tijdens den veldtocht.

Wapening.

De stand der wapening op 5 November 1924 beantwoordde aan de volgende gegevens :

WAPENS.	Regimenten.						Totalen.
	17 ^e linie-regiment.	18 ^e linie-regiment.	23 ^e linie-regiment.	9 ^e inf. batterie.	9 ^e mitr. bataljon.	4 ^e artill.-regiment.	
Geweren (model 1889)	3000	3000	2973	»	1	»	8974
Id. Lebel	108	108	108	»	»	»	324
Carabijnen	135	249	4	134	10	946	1478
Pistolen (Browning)	47	58	50	10	10	119	294
Id. (Colt)	58	64	50	10	5	45	232
M. G. 15. 7 m m. 65	1	1	»	»	»	»	2
TOTALEN.	3349	3480	3185	154	26	1110	11304

Deze stand komt overeen met de getalsterkte op oorlogsvoet, behalve nochtans wat de cijfers betreft over den voorraad carabijnen in het 28^e linieregiment en in het 9^e mitrailleurs bataljon.

De Commissie heeft gevonden dat op de 8,974 (model 1889) in den wapeningstand vermelde geweren :

1^o Slechts 960 geweren in volkomen goeden toestand hersteld geworden waren;

2^o Van al de geweren die den veldtocht medegemaakt hebben, werd geen enkele loop vervangen;

3^o Al de geweren hebben een bajonet naar het laatste model.

De aan de wapens te geven zorgen laten in niets te wenschen over.

De hoeveelheid kolen, ter beschikking van het personeel om in de magazijnen een warmtegraad te onderhouden, die de wapens tegen de gevolgen der vochtigheid beschut, werd onvoldoende bevonden.

Schietvoorraad.

De schietvoorraad bestaat uit :

Mauser-kardoezen, merk F. N.	400,000
Colt-kardoezen.	10,000
V. B. Granaten	1,800

Als men bedenkt dat het depot te verantwoorden heeft voor 10,452 geweren en carabijnen en dat elke man bij den aanvang van den veldtocht 120 kardoezen ontvangt, en men anderzijds vaststelt dat de voorraad voor ieder gemobiliseerd fusilier $400,000 : 10,452 = 38$ kardoezen geeft, komt men tot de slotsom dat dit cijfer ontoereikend is.

Draagbare werktuigen.*Werktuigen in bewaring gegeven door de infanterieregimenten.*

Aanduiding van de voorwerpen.	17 ^e linie- regiment.	18 ^e linie- regiment.	28 ^e linie- regiment.	Te zamen	Moet aanwezig zijn.	Te veel en te brengen in het G. P. A.	Te weinig.	Te verwis- selen.
Timmermans bij- tels	22	22	21	65	63	2	»	35
Drijfwerk van 4 ^m .50	86	86	78	259	234	16	»	10
Handbijlen . . .	92	86	78	266	234	22	»	113
Scheeden voor handbijlen . . .	92	78	78	248	234	14	»	»
Driekante vijlen .	26	26	24	76	72	4	»	48
Linnemansschopp.	1766	1766	1656	5138	4968	170	»	3304
Scheeden voor Lin- nemansschoppen.	1673	1716	1656	5045	4968	77	»	57
Hamers	41	33	33	109	99	10	»	68
Draadknijptangen	239	239	231	709	693	16	»	462
Scheeden voor draadknijptangen	239	239	»	478	693	»	215	7
Rosettangen . . .	12	13	12	37	36	1	»	17
Plooizagen . . .	66	66	63	195	129	66	»	126
Scheeden voor plooizagen . . .	66	66	63	195	129	66	»	49
Handzagen . . .	34	31	30	95	90	5	»	63
Scheeden voor handzagen . . .	34	31	30	95	90	5	»	1
Snoeimessen . . .	146	140	132	418	396	22	»	270
Scheed. v. snoeim.	146	140	132	418	396	22	»	12
Schroefdraaiers .	12	9	9	30	27	3	»	21
Spijkernijptangen.	19	13	12	44	36	8	»	30

Gereedschap van een militair bataljon.

Aanduiding der voorwerpen.	Gestort aan het D. 9. D. 1.	Moet bestaan.	Te kort.
Timmermansbeitels.	3	3	»
Drijfkettingen van 4 m. 50	24	24	»
Handbijlen	24	24	»
Foedralen voor handbijlen	24	24	»
Drickantige vijlen.	6	6	»
Linneman-schoppen	180	180	»
Foedralen voor Linneman-schoppen	180	180	»
Hamers	6	6	»
Snijtangen	24	24	»
Foedralen voor snijtangen	»	24	24
Rozettangen.	3	3	»
Plooizagen	9	9	»
Foedralen voor ploozagen	9	9	»
Handzagen	3	3	»
Foedralen voor handzagen	3	3	»
Snoeimessen	24	24	»
Foedralen voor snoeimessen	24	24	»
Schroevendraaiers.	3	3	»
Spijkernijptangen	3	3	»

Orde en zuiverheid.

Ondanks het personeel dat ter beschikking der dienstoversten wordt gesteld, heerschen orde en zuiverheid in de magazijnen.

Brand.

De maatregelen tot brandbestrijding zijn op redematige wijze genomen en zoo volledig mogelijk.

Bespoediging in de mobilisatie.

Wanneer wij nagaan dat toen, tijdens den jongsten Zomer, de klasse van 1920 werd teruggeroepen, deze klasse gewapend en toegerust werd in onderhalve uur tijds; dit bewijst, dat de maatregelen in zake mobilisatie-verrichtingen doeltreffend zijn en dat, bovendien het personeel van het divisiedepot op de hoogte is van zijne plichten.

Wachtdienst.

Volgens de aan de Commissie gegeven inlichtingen, zouden de in het depot gestapelde waren een kapitaal vertegenwoordigen van 30 miljoen frank.

De wachtdienst wordt waargenomen door een onderofficier en drie man, wier diensttijd vier en twintig uren duurt.

De Commissie is van oordeel dat de verantwoordelijkheid duidelijk zou bepaald zijn indien de wachtdienst en het toezicht 's nachts toevertrouwd was aan een bestendig huisbewaarder, geholpen door een of meer bewakers, wier dienst zou gecontroleerd worden door middel van daartoe goed geschikte stoffelijke middelen.

Algemeene opmerkingen.

Naar de depots, die er geen hebben, en waarvan de voorraad ontoereikend is, dienen oorlogsuitrustingen en uitrustingsvoorwerpen toegezonden meer dan er noodig zijn.

De begiftiging in carabijnen en Mauser-kardoezen moet aangevuld worden binnen bovenvermelde perken.

De vervanging van de loopen der geweren die den veldtocht hebben medege maakt is uit balistisch oogpunt noodzakelijk, en daarin dient ten spoedigste voorzien.

De gewestelijke wapenfabriek n° 5 is steeds te Contich gevestigd; zij zal dienen verplaatst zoodra de kazerneeringsbeschikbaarheden daartoe de gelegenheid zullen bieden.

De Commissie kon geen opzoeken doen inzake den voorraad in en het onderhoud van mobilisatie-maskers, daar die voorwerpen vereenigd zijn in het groot Legerpark.

Zij drukt den wensch uit dat het Ministerie van Landsverdediging overeenkomt met het Spoorwegbestuur om de bestaande aansluiting te benuttigen, ten einde de wagens, die de voorwerpen, bestemd voor die militaire inrichting bevatten, tot aan het depot te laten voeren; deze verrichting, per locomotief uitgevoerd, zou voor gevolg hebben dat 25 man, die zich thans met het verplaatsen der wagens bezighouden, aan den arbeid binnen de inrichting zouden kunnen gezet worden.

De bureelkosten zijn steeds die voorzien in 1920; welnu, sindsdien heeft het militair cartografisch instituut zijne tarieven verhoogd, terwijl het crediet hetzelfde is gebleven. De Commissie vraagt dat het laatstbedoelde in dezelfde maat verhoogd worde.

De Commissie ontving geen klacht vanwege het personeel.

Depot van den gezondheidsdienst van het IV^e geneeskundige korps.

De Commissie heeft haar toezichtsreis te Contich geëindigd door een bezoek aan de 2^e compagnie van het Depot van den Gezondheidsdienst van het IV^e geneeskundig korps, waar zij ontvangen werd door den 1^{en} capitein van den bestuursdienst Hemming.

Deze Compagnie heeft voor opdracht op het oogenblik der mobilisatie te voorzien in :

1° De werking van de gezondheidstreinen van gansch het leger; deze zijn ten getale van 17, waaronder 2 reserve-treinen;

2° De werking van het ontruimingsgasthuis van het leger (H. E. A.).

Oorlogsuitrustingen in opslag.

De uitrustingen zijn ten getale van 1.501; zij komen overeen met het mobiliseerbaar aantal manschappen; de mannen die nog niet voldaan hebben aan al de oproepingen, beschikken over een goede opslag-tenuue; die van de andere militie-klassen zijn samengesteld door middel van nieuwe kleedingstukken.

Materieel.

De inventarissen zijn zeer goed bijgehouden en het er in vermelde materieel is volledig en in een merkwaardigen staat van onderhoud.

Orde en zindelijkheid.

De leden der Commissie zijn het eens om te verklaren dat, wat de orde en de zindelijkheid betreft, het depot van den Gezondheidsdienst van het IV^e G^o K. een juweeltje is.

Brandweer.

Alle maatregelen zijn tegen mogelijken brand genomen.

Algemeene opmerking.

De bedoelde eenheid heeft te verantwoorden voor 9,101 dekens; daar deze niet op geregelde tijden worden vernieuwd, loopen zij gevaar door de maden te worden aangetast; 40 dekens zijn in dat geval.

Die voorwerpen vertegenwoordigen een kapitaal van één millioen frank; er zijn termen om ze in het dichtst nabijgelegen slapingsmagazijn te storten.

Daarentegen heeft het depot slechts te verantwoorden voor 370 matrassen en 370 oorkussens, terwijl het voor ieder van die voorwerpen voorziene cijfer 2070 bedraagt, het verschil, zegge 1,700, bevindt zich in het algemeen magazijn der gasthuizen te Sint-Nicolaas, van waaruit de eenheid ze zou ontvangen, moest er aan mobilisatie gedacht worden.

De compagnie bezit slechts materieel om een enkel gasthuis (H. E. A.) te bedienen. Welnu, de nieuwe inrichting bevat er vier, wat overeenkomt met een verplegingsmogelijkheid van 1.600, terwijl de huidige verplegingsmogelijkheid van het depot te Contich slechts aan 400 beantwoordt.

De credieten voor 1926 zullen die leemte moeten aanvullen, voor zoover natuurlijk dat een deel der begrootingsmiddelen voorzien op artikel 99 van de begrooting der ontvangsten en uitgaven voor 1925 er niet voor bestemd is.

Brussel, 29 November 1924.

De Verslaggever,

RICHARD.

De Voorzitter,

MAURICE PIRMEZ.

Verslag uitgebracht door den heer FIEULLIEN

over het bezoek aan het krijgsgasthuis te Luik, den 21^e October 1924, door de heeren Pirmez, voorzitter; Ernest, de Burlet, Richard, Missiaen, Vandemeulebroucke, Hoen en Fieullien, vergezeld door majoor Van Parijs, afgevaardigd door den heer Minister.

Het bezoek aan het krijgsgasthuis te Luik heeft op de leden der Commissie een zeer goeden indruk gemaakt.

Het publiek beeldde zich over 't algemeen in, dat een krijgsgasthuis, wat de inrichting en de diensten betreft, geenszins te vergelijken is met de burgerlijke gasthuizen. Heel dikwijls denkt hij aan een primitieve instelling, in akelige lokalen waar de patiënten slechts met afkeer en angst binnentreden.

Indien in een ver verleden die meening niet heel en al ongegrond was, is dat gewis tegenwoordig het geval niet meer. Over 't algemeen mogen de krijgsgasthuizen wedijveren met de burgerlijke inrichtingen. Het gasthuis te Luik inzonderheid, — wij waren gelukkig het vast te stellen — is een moderne inrichting die al de instellingen en apparaten bezit noodig voor de geneeskundige, heelkundige, radiografische en de andere diensten.

De zalen zijn aangenaam, zindelijk, wel verlicht, goed onderhouden.

Wij hebben de inrichtingen in een volmaakte toestand aangetroffen. De verschillende diensten werken normaal. De patiënten hebben ons verklaard dat zij op alle gebied goed verzorgd worden. De Commissie meent echter de aandacht van den Minister te moeten vestigen op de volgende punten :

1^o De gezondheidsinrichtingen op de eerste verdieping laten te wenschen over op hygiënisch gebied. De waschtafels en de W. C. dienden vervangen door meer moderne, beter geschikt voor de behoeften van een gasthuis;

2^o In het paviljoen der veneriche patiënten was het beddegoed van de niet bezette bedden in den staat gelaten, waarin ze waren toen de zieken het gasthuis verlieten; het was onzindelijk, bevuild. Het komt ons onaannemelijk voor dat dit beddegoed in dien staat nog voor andere zieken dienen kan. Na gediend te hebben zou het dadelijk moeten weggenomen worden, gewassen en ontsmet, alvorens weder dienst te doen.

De Verslaggever,

FIEULLIEN.

De Voorzitter,

PIRMEZ.

Bijlage XVII.

Verslag van den heer THEELEN.**BEZOEK VAN 23 OCTOBER 1924 AAN HET CARTOGRAFISCH INSTITUUT
TE BRUSSEL.**

Onder de leiding van haar voorzitter, den Heer Pirmez, heeft de Commissie bestaande uit de volksvertegenwoordigers de Burlet, Ernest, Fieullien, Missiaen, Mansart, Richard, Vandemeulebroucke en Theelen, vergezeld van Majoor St.-adj. Van Parijs, een bezoek gebracht aan het Cartografisch Instituut, gevestigd in de Abdij Ter Kameren.

Zij werd ontvangen door den Commandant van dat organisme, Colonel Seligman, die haar gedurende bijna drie uren rond leidde en al de door sommige leden gevraagde inlichtingen verstrekke.

Eerst doorliep men de drukkerij : in de machinenzaal, waren bijna al de drukpersen aan 't werk, terwijl het personeel der letterzetters met de hand of met de linotype aan de bezigheid waren. Uit alles bleek een degelijk onderhoud, alsmede een uitstekende opbrengst. Dezelfde opmerking geldt voor de werkplaatsen van het Cartografisch Instituut welke wij nadien bezochten. Een keurpersoneel vervaardigt er onze militaire kaarten, daartoe de meest-moderne werkwijzen aanwendend het is te zeggen de foto-lithografie.

De magazijnen tot bewaring van de steenen en van het zink, en van den voorraad papier, alsmede de verzendingsbureelen en die voor den verkoop, welke laatst werden bezocht, onderscheidden zich door een volkomen orde en eene bijna voorbeeldige zindelijkheid.

Besturend personeel.

Uit bijgaande tabel, welke ons door den Colonel werd overhandigd, blijkt dat 25 officieren buiten kader en 7 verminkte officieren in de verschillende diensten van het instituut worden gebruikt.

Het bestuur der werkplaatsen en der verzendingskantoren eischt een klein aantal officieren, terwijl het cartografisch bureel, dat belast is met het bijhouden der plans en met het op het papier brengen van de topografische wijzigingen en verbeteringen, vergt het grootste aantal officieren : 8 tot 10 o. a. zijn standvastig op weg om ter plaatse de veranderingen na te gaan hun door de verschillende besturen ter kennis gebracht.

Ondergeschikt en werklieden personeel.

Terwijl men in de Drukkerij burgerlijke arbeiders duldt, die betaald worden volgens de gewestelijke loonregeling, naast gemilitariseerde arbeiders, bijgestaan

door enkele ongeschikten, wordt door het Ministerie van Landsverdediging, sedert den oorlog, er naar gestreefd al de werklieden van het Cartografisch Instituut te militariseeren. Enkelen, die vrij wenschen te blijven, worden door dat feit in hun vorigen rang, zoowel als in hunne wedde, voorbijgeschoten door de gemilitariseerden of de wederdienstnemenden. Van daar enkele klachten vanwege die burgerlijke arbeiders.

Blijven dan de ongeschikten, waaronder weinig stielmannen worden aangetroffen. Over 't algemeen, doen zij dienst als halve gasten, als bladen-schikers, nalezers, enz., werk dat geene bijzondere bevoegdheid vraagt.

Kaartendienst.

Tegenwoordig beijvert zich het cartographisch instituut voor de herziening der kaarten op 40/1000", die in tijd van oorlog aan onze officieren zullen worden afgeleverd.

De officieren en zelfs de reserve-officieren bezitten allen de kaart van België op 100/1000", terwijl onze Staven ook de kaart bezitten van den linker-Rijnoever op 100/1000". Deze laatste op 25/1000" werd dezer dagen voltooid.

Van den verkoop der kaarten en de leveringen aan ons leger, wordt rekening gehouden door een zeer strenge boekhouding.

Dienst der drukwerken.

De typografische drukkerij levert slechts aan 't leger en zijne onderscheidene diensten. Zij onderneemt geen werken voor bijzonderen.

Volgens de modellen die wij op goed geluk af gevraagd hebben, blijkt uit het becijferen van de kostende prijzen, dat deze niet verschillen met die van de priyaat nijverheid.

Wij zijn nochtans van meening dat eene grootere uitbreiding van die werkhuizen thans niet te wettigen zou zijn. Buiten het talrijk materieel voortkomende van den wederinzamelingsdienst, werd nog sedert 1 Januari 1920 voor 542,954 frank aangekocht. Wat ons doet ramen dat, met de gebouwen en al het materieel, het kapitaal voor de *drukkerij alleen* zeker 2,500,000 frank zou bereiken.

Welnu, op de begrooting voor 1925, is nog slechts 1,250,000 fr. voorzien tot het aankopen van nieuw materieel,

De Commissie is dus van oordeel dat de drukkerij meer dan voldoende is uitgerust en dat, vooraleer tot nieuwe aankopen te besluiten, een zeer gemotiveerd verslag vereischt ware.

Het is zeker dat hetzelfde niet geldt voor het Cartografisch Instituut. Deze inrichting moet zich op de hoogte houden van de laatste verbeteringen op het stuk der lithografie, wat door het feit zelf nieuwe, soms zeer dure aankopen vergt.

Huisvesting en park.

Een woord over de huisvesting van den colonel. Het is zeker dat colonel Seligman, die meesterlijk het Instituut bestuurt, begunstiging verdient :

hij heeft in de abdij zelf zijne woning met vuur en licht, kosteloos. Wij wenschen hem die kleine voordeelen niet te ontnemen, doch de Commissie vestigt de aandacht van den Minister op het feit dat zulks niet algemeen mag worden.

Om te eindigen, eene bemerking betreffende het park der Abdij. Het is te betreuren dat een zoo schilderachtig hoekje, dat zoo rijk is aan historische herinneringen, niet ter beschikking van het publiek wordt gesteld. Brussel lijdt gebrek aan squares en parken; dit is hier nu een dat uitmunt door zijn verschillende houtsoorten, zijn lanen, zijn boschjes en bloemenperken, zoowel als door zijn eigenaardig en oud karakter.

Het publiek is gerechtigd zich af te vragen waarom men nieuwe parken aanlegt, terwijl het oudste en het meest belangwekkende park onzer hoofdstad volstrekt voor het publiek gesloten blijft.

De Verslaggever,

FRANS TUEELEN.

De Voorzitter,

MAURICE PIRMEZ.

Getalsterkte der effectieven op dezen dag.	Militair kaarten- instituut.	Drukkerij	Totaal.
<i>Militair personeel.</i>			
Officieren (met inbegrip van Directeur generaal)	32		32
Ondergeschikte militairen : onder-officieren. — Secretarissen-archiv.	3	4	7
Andere gegradeerden :			
Onder-officieren	6	1	7
Korporaals	3	1	4
Soldaten	65	35	100
Totaal van het militair personeel.	109	41	150
<i>Burgerlijk personeel.</i>			
Onderbestuurder	1		1
Bestuurder van de drukkerij		1	1
Klerk-redacteur	1		1
Ordeklerk	2		2
Bestendige dactylo's	3	2	5
Tijdelijke id.	1		1
Tijdelijke beambten	4	3	7
Zaalwachters	5		5
Bureeloverste van de berekening	1		1
Bureelonderoverste van de berekening	1		1
Bestendige berekenaars	2		2
Berekenaars op proef genomen	1		1
Bestendige letterzetters-proeflezers	8		8
Letterzetters-proeflezers op proef genomen	2		2
Meesters-graveerders	2		2
Meesters-teekenaars	6		6
Graveerders	4		4
Bestendige teekenaars	34		34
Teekenaars op proef genomen	1		1
Tegenlezers	5		5
Hoofd van den dienst der photographie	1		1
Photographen	2		2
Hoofdcalkueerder	1		1
Boekbinder hoofdlijmer	1		1
Totaal van het burgerlijk personeel.	89	6	95
<i>Werklieden-personeel.</i>			
Bestendige burgerlijke drukkers (steendrukkers)	4		4
Gemilitariseerde burgers :			
Drukkers (steendrukkers)	5		5
Hulpdrukkers	8		8
Calqueerders	6		6
Mecaniciën	1		1
Hulpboekbinders	2		2
Magazijnier	1		1
Wederdiensnemende werklieden zonder vergoeding (Staatsbarema)	36	10	46
Militairen (gewestelijk barema)		8	8
Tijdelijke werklieden (Staatsbarema)	2		2
Id. (gewestelijk barema)		47	47
Totaal van het werkliedenpersoneel.	65	65	130
ALGEMEEN TOTAAL.	263	112	375